

Le Monde

idées

NORD-SUD

Pénurie ou surabondance alimentaire mondiale ?

Il y a la Pologne, bien sûr, mais il y a aussi le tiers-monde dont la situation appelle la concrétisation d'une volonté politique à l'échelle mondiale, elle-même inséparable d'un changement dans nos structures mentales. L'aspect le plus dramatique de cette situation, c'est évidemment la faim endémique, d'autant plus inadmissible que les ressources existent, comme le rappelle Yves de Kermel, qui permettraient de nourrir tout le monde. Quant à M. T. Diawara, il développe les raisons pour lesquelles il lui semble nécessaire de créer le plus rapidement possible un fonds international de garantie des prêts aux pays du tiers-monde.

Le département américain de l'Agriculture a récemment publié une étude dont la presse s'est faite l'écho (le Monde daté 27-28 décembre 1981) et qui prévoit qu'il y aura bientôt assez de vivres pour nourrir toute l'humanité. Ce document surprenant conduit à formuler plusieurs remarques :

1° Les femmes, souvent spectaculaires, font le « une » des médias. Pour beaucoup de personnes de bonne foi, le monde ne dispose pas de ressources alimentaires suffisantes. L'administration américaine, et cela est beaucoup plus étonnant, semble croire également qu'il y a actuellement pénurie. Or tous les spécialistes savent qu'il y a déjà de quoi nourrir toute la population mondiale : il suffit pour s'en convaincre de se référer à la relation que le Monde, sous la signature de Claire Bisset, avait faite, le 19 mai dernier, des données médicales annuelles de l'hôpital Broussais. On y lisait en effet que, rejoignant les avis de l'Organisation mondiale de la santé et de l'UNICEF, les participants à ce colloque avaient souligné que « les remèdes à la malnutrition mondiale sont avant tout politico-économiques, car les disponibilités alimentaires mondiales n'ont jamais atteint, globalement, une telle abondance ».

M. Edgard Pisani, commissaire au développement de la Communauté économique européenne, disait, pour sa part, dans un discours récent : « Le monde peut nourrir toute l'humanité : la pauvreté n'est que le résultat de notre volonté de puissance ou de notre incapacité d'organisation ».

Enfin, la Banque mondiale, dans son Rapport sur le développement dans le monde de 1980 (page 73), indique : « La production actuelle de

céréales à elle seule pourrait fournir à chaque homme, femme et enfant plus de 3 000 calories et de 65 grammes de protéines par jour, ce qui est bien supérieur aux besoins, même calculés largement. Pour éliminer la malnutrition, il suffirait de réorienter seulement 2 % de la production céréalière mondiale vers ceux qui en ont besoin. » (Tous ces documents sont publics.)

On peut alors se demander, puisqu'une telle abondance existe, pourquoi quatre cent cinquante millions de personnes, selon la F.A.O., sont insuffisamment nourries, pourquoi cinquante millions d'êtres humains meurent de faim chaque année, pourquoi quarante mille enfants de moins de cinq ans meurent de faim chaque jour ?

Il y a deux raisons essentielles à cela, d'ailleurs très imbriquées : les experts de la Banque mondiale donnent la première réponse, toute simple : « C'est l'insuffisance du revenu qui est la cause déterminante. »

Et c'est ainsi que, parce qu'un porc breton ou une vache normande ont un pouvoir d'achat supérieur à celui du paysan du Bangladesh ou à celui d'un habitant d'un bidonville brésilien, le bétail des pays riches consomme à lui seul autant de céréales que l'ensemble des pays du tiers-monde (Chine exclue). Or, de plus en plus, les aliments dont se nourrissent nos animaux sont importés précieusement de ces pays.

De sorte que, comme le disent très justement les associations Frères des hommes et Terre des hommes, à l'occasion de la campagne qu'ils ont récemment lancée, « le grain du pauvre nourrit la vache du riche ».

La deuxième raison de la faim dans le monde découle du déclin de

par YVES DE KERMELE (*)

l'agriculture vivrière que l'on a constaté depuis des décennies et dont on connaît le processus : prolongement de l'ancien « pacte colonial », les paysans du tiers-monde sont conduits, pour régler leurs impôts, pour payer leurs dettes ou tout simplement parce que c'est obligatoire, à produire des cultures de rente (café, sucre, coton, arachide, jute, manioc, soja, etc.) qui sont exportées vers les pays du Nord. Les superficies des terres « consacrées à la nourriture de ceux qui travaillent » diminuent ainsi dans des proportions dramatiques.

Dans ce domaine, on note toutefois depuis quelque temps un changement dû à la fois à l'attitude des organisations internationales (Banque mondiale, etc.), qui prennent conscience des effets pervers de ces économies extraverties, et à la résistance de plus en plus vive des paysans du tiers-monde, qui s'organisent pour reprendre le contrôle de leurs terres.

2° Je relève, d'autre part, dans l'étude de l'administration américaine une confusion d'autant plus regrettable qu'elle est malheureusement largement répandue dans l'opinion publique. Il est dit en effet : « Selon les dernières statistiques et prévisions du département d'Etat, les pays en développement, qui étaient autosuffisants dans les années 50, sont devenus importateurs nets de produits agricoles ».

Or, d'après le dernier rapport du GATT sur le commerce international (document public lui aussi), « les pays du tiers-monde sont, en fait, de plus en plus exportateurs nets de produits alimentaires » : en 1979, les P.V.D. ont exporté pour 12,5 milliards de dollars de produits alimentaires, contre 11,5 milliards de dollars d'importations.

Comme le dit Sophie Bessis dans son livre *L'Arme alimentaire* : « Il n'y a en fait surabondance que quand le nombre d'habitants dépasse les possibilités de production alimentaire de la région concernée et non sa production alimentaire effective : il s'agit dans ce cas de sous-production, ou de « mal production », ce qui est bien différent. »

b) S'agissant des apports de technologies modernes, on a très souvent constaté que les tracteurs, semences, engrais, pesticides, ne sont accessibles dans les pays pauvres qu'aux sociétés multinationales ou aux gros propriétaires. Leur utilisation permet à ceux-ci d'accroître leurs profits (en exportant, bien sûr, puisque la plus grande partie de la population locale n'a pas de quoi payer) et les incite, avec ces profits, à acheter d'autres terres... aux petits paysans pauvres. A moins d'être très soigneusement préparée, l'introduction de technologies modernes se traduit donc dans beaucoup de cas par la concentration des terres, l'exode rural et, finalement, par le déclin de l'agriculture vivrière.

4° Quant à la conclusion du rapport des experts américains (« Nous sommes la première génération capable de bannir la faim, à condition que nous agissions avec sagesse. »), il me paraît intéressant de la rapprocher de cette déclaration de M. Butz, ancien ministre de l'Agriculture des Etats-Unis : « Les aliments sont des armes ; dans la négociation, ils comptent parmi les pièces principales de notre arsenal. »

(*) Président du Groupe tiers-monde-Banque de France, association privée regroupant des agents de l'Institut d'émission, 20, rue du Refuge, 78000 Versailles.

Le fonds pourrait accorder sa garantie de bonne fin à des opérations de prêts des pays excédentaires aux pays en voie de développement. Il pourrait également donner sa garantie aux opérations d'investissement direct ou de participation de ces mêmes pays dans des entreprises des pays en voie de développement en cas de nationalisation ou de blocage des transferts de bénéfices. Cette garantie donnerait lieu au paiement d'une prime d'un montant modique afin de ne pas alourdir les conditions de prêt ou d'obliger la rentabilité financière des investissements.

La grande mise en demeure

OTTAWA, Paris, Cancun : à trois reprises, l'an dernier, on a pu espérer le déblocage des rapports Nord-Sud ; quelques mots pas ont été faits ; quelques mots ont été entendus ; quelques mots ont été écrits ; mais, à l'échelle de l'espèce : en tissant à nouveau les rapports de groupe à groupe, de peuple à peuple, qui ont déjà produit, vaillamment, le seul être qui ne soit pas donné dans la nature : l'homme, qui parle, qui négocie, qui s'associe, qui crée ce qui ne lui est jamais donné tout fait, qui se fait exister collectivement dans un environnement qui est en quelque sorte son propre corps ou son prolongement vital.

Un vieux monde se meurt. La vie n'y était pas facile. Ce qui avait été conquis ou construit était fragile. Mais la vie était possible. Elle devenait impossible : tout éclate, tout se décompose. Les sociétés se détruisent même si résistent encore les systèmes de représentations ou de valeurs qui donnaient consistance et cohérence aux agencements qu'il avait fallu « bricoler ». Les uns après les autres, les strates superposées d'organisations qui s'étaient imposées au hasard des modifications des groupes les uns par les autres, se délitent comme des couches géologiques, laissant entrevoir la succession des tentatives d'humanisation de la vie sur la terre. Un vieux monde se meurt, une multitude de vieux mondes dont il ne restait souvent que des traces, linguistiques, organisationnelles, idéologiques, traces dont les significations s'étaient évaporées.

Mais ce n'est peut-être qu'une enveloppe, une gangue, une vieille peau qui se décompose, tandis que le corps se régénère. Encore faudrait-il que l'âme soit vivante au sens où l'on disait autrefois que « l'âme crée son corps », au sens où la vie est plus forte que la mort. Mais les saisons de la vie n'ont peut-être pas la régularité des saisons de l'univers : au solstice d'hiver, le soleil vaincu reprend son ascension. Qu'en est-il de la vie ?

Quand on finit par comprendre que le « sous-développement » n'est pas le stade antérieur au « développement », mais la dégradation de toutes les organisations dont les peuples s'étaient dotés pour se développer, il ne sera peut-être pas trop tard pour entreprendre, collectivement, la construction d'un ordre, respectueux des libertés mais assez exigeant pour réaliser la justice ou du moins ramener l'injustice en deçà du seuil critique que représente la « pauvreté absolue ». Éliminer la faim avant la fin du siècle apparaît aujourd'hui comme un objectif ambitieux ! Si l'homme n'avait pas été plus entreprenant, il n'aurait jamais existé. Même si à toujours on faim, ici ou là, même si la rareté des biens a toujours été son souci majeur, jusqu'à ce qu'il ait été éliminé pour

par VINCENT COSMAO (*)

quelques-uns, il a toujours réussi à s'organiser pour l'affronter au moins mal. Tel est aujourd'hui le problème dont découlent tous les autres, directement ou indirectement. Reste à s'organiser pour le surmonter.

S'en sortir par ses propres forces (self-reliance) est en train de devenir le mot d'ordre des peuples du tiers-monde : les tentatives en ce sens se multiplient ; dans certains cas, elles font leurs preuves, jusqu'à un certain point, car tout dépend de tout. C'est à l'échelle de l'humanité que doit se concrétiser la volonté politique de s'en sortir par ses propres moyens, collectivement. Mais c'est dans nos structures mentales que quelque chose doit changer pour que ce soit possible, tout comme, l'expérience le montre, c'est dans la modification et la mobilisation de la conscience collective que commencent tous les processus d'autodéveloppement dans le tiers-monde.

Se « conscientiser » à l'échelle de l'humanité pour s'autodévelopper : utopie, dirait-on, mais y a-t-il un autre projet qui ne soit pas illusoire quand l'humanité est livrée à elle-même en système clos ? L'homme n'est-il pas mis en demeure d'être enfin à la mesure de l'homme ?

(*) Directeur du Centre Lebrat pour le développement.

Le fonds pourrait accorder sa garantie de bonne fin à des opérations de prêts des pays excédentaires aux pays en voie de développement. Il pourrait également donner sa garantie aux opérations d'investissement direct ou de participation de ces mêmes pays dans des entreprises des pays en voie de développement en cas de nationalisation ou de blocage des transferts de bénéfices. Cette garantie donnerait lieu au paiement d'une prime d'un montant modique afin de ne pas alourdir les conditions de prêt ou d'obliger la rentabilité financière des investissements.

Pour un fonds international de garantie

Le rituel des grandes conférences entre le Nord et le Sud est maintenant bien établi. A l'ouverture, les témoins des deux hémisphères font assaut d'éloquence, les uns pour proclamer des revendications maximalistes, les autres pour masquer leur volonté d'immobilisme. Puis, au bout de quelques jours, l'attention des médias, progressivement, se détourne vers d'autres centres d'intérêt : la conférence a atteint son régime de croisière. Enfin, au bout de quelques semaines ou de quelques mois, la conférence se termine, sans résultats pratiques, dans l'attente des uns, le soulagement des autres, l'indifférence de l'opinion.

Depuis sa création, le Club de Dakar, qui rassemble en toute indépendance des personnalités de bonne volonté appartenant aux pays industriels et aux pays en voie de développement, s'attache à s'abstraire du débat idéologique et pratique pour rechercher à des problèmes précis des solutions concrètes aptes à rencontrer l'adhésion de toutes les parties concernées.

C'est dans cet esprit qu'il a repris une proposition qu'il avait déjà formulée, il y a six ans, lors de son assemblée d'Abidjan, proposition modeste, peu coûteuse, acceptable par tous, immédiatement et facilement réalisable, pourtant susceptible de

par M. T. DIAWARA (*)

contribuer de façon importante à la solution des problèmes aigus que connaissent les pays industriels comme les pays en voie de développement. Il s'agit de la création d'un fonds international de garantie des prêts et des investissements dans les pays en voie de développement.

L'aide internationale est insuffisante au regard des besoins. Les difficultés économiques des pays industriels donnent à penser que le volume de cette aide ne va pas croître significativement au cours des prochaines années. Or, dans le même temps, sous l'effet conjugué de la crise mondiale et du prix de l'énergie, la situation des pays en voie de développement se détériore. C'est le cas en particulier des moins avancés d'entre eux en faveur desquels la récente et utile conférence de Paris a posé qu'un effort particulier devait être immédiatement consenti. Mais augmenter de façon importante les transferts gratuits en direction des pays les moins avancés à l'intérieur d'un volume global d'aide internationale, dans le meilleur des cas, en faible croissance, implique que d'autres ressources financières prennent le relais pour ce qui est du financement des autres pays en voie de développement. Tel est l'objet du fonds international de garantie proposé par le Club de Dakar, fonds destiné à permettre aux capitaux excédentaires des pays pétroliers de s'engager dans des conditions satisfaisantes de sécurité dans le développement du tiers-monde. Un tel fonds donnerait à ces pays des raisons valables de convertir leurs actifs pétroliers en actifs financiers selon un rythme convenable et de contribuer ainsi à relancer durablement l'activité économique des pays industriels.

En quoi consisterait ce fonds ? Comment pourrait-il contribuer efficacement à favoriser l'insertion des capitaux excédentaires, sous forme de prêts et d'investissements directs, dans les pays en voie de développement ?

Le fonds international de garantie regrouperait les pays industriels fournisseurs de technologie, les pays pétroliers détenteurs de capitaux excédentaires et les pays en voie de développement qui accepteraient un code de bonne conduite en matière de relations financières internationales. Les différents pays participants souscriraient au capital du fonds selon des quotas tenant compte de leur taille économique et financière. Ce capital, dont le montant est à préciser, pourrait être au début, pour fixer les idées, de l'ordre de 1 milliard de dollars, ne serait d'ailleurs pas appelé dans son intégralité. Il pourrait être versé à concurrence d'un quart, par exemple, les trois autres quarts n'étant appelés qu'au fur et à mesure de la mise en œuvre des garanties accordées par le fonds.

Le fonds pourrait accorder sa garantie de bonne fin à des opérations de prêts des pays excédentaires aux pays en voie de développement. Il pourrait également donner sa garantie aux opérations d'investissement direct ou de participation de ces mêmes pays dans des entreprises des pays en voie de développement en cas de nationalisation ou de blocage des transferts de bénéfices. Cette garantie donnerait lieu au paiement d'une prime d'un montant modique afin de ne pas alourdir les conditions de prêt ou d'obliger la rentabilité financière des investissements.

Des efforts mille fois millénaires

Pendant ce temps, les sociétés, dont le marché était devenu l'horizon et dont il devenait le mirage, continuaient à se désintégrer ; la télévision dans les bidonvilles, tel est de plus en plus le symbole d'un monde qui se détraque : vendue à crédit, « elle » n'est en fait que prétexte, éventuellement à perte, pour un moment d'illusion ou de rêve. Quand, par contre, c'est la caméra qui se pointe sur cette réalité, quand les sociétés droguées d'images et de fantasmes sont données en spectacle, les chancelleries s'ébranlent ; et, quand les « gens d'ici » se mettent à parler, l'émotion risque d'être le même.

La réalité n'est pas belle à voir, et il vaut mieux l'occulter. Le grouillement des êtres humains sur la petite planète devient tel qu'il est urgent de s'abriter, de s'enfouir, de s'aveugler, de s'assourdir. Ce qu'on découvrirait, si on s'exposait sans filtre à la réalité, c'est que tout est à recommencer, toute la longue et lente aventure de l'humanisation et de l'humanisation, tout le patient travail des hommes qui s'organisaient pour se rendre la vie possible sur cette terre déjà encombrée d'innombrables espèces qui y trouvaient leurs proies. Destructeur à force de devoir être constructeur, l'homme est en train de se détruire lui-même, tant il remet en question tout ce qu'il avait déjà agencé pour produire ses conditions d'existence : la nature, sa vie collective, tout ce qui échappait à ses prises mais qu'il parvenait à situer.

Quand la nature redevenait sauvage, là où elle est livrée à elle-même, aux insectes, aux rongeurs ou aux sables, on mesure mieux au prix de quels efforts mille fois millénaires

par VINCENT COSMAO (*)

quelques-uns, il a toujours réussi à s'organiser pour l'affronter au moins mal. Tel est aujourd'hui le problème dont découlent tous les autres, directement ou indirectement. Reste à s'organiser pour le surmonter.

S'en sortir par ses propres forces (self-reliance) est en train de devenir le mot d'ordre des peuples du tiers-monde : les tentatives en ce sens se multiplient ; dans certains cas, elles font leurs preuves, jusqu'à un certain point, car tout dépend de tout. C'est à l'échelle de l'humanité que doit se concrétiser la volonté politique de s'en sortir par ses propres moyens, collectivement. Mais c'est dans nos structures mentales que quelque chose doit changer pour que ce soit possible, tout comme, l'expérience le montre, c'est dans la modification et la mobilisation de la conscience collective que commencent tous les processus d'autodéveloppement dans le tiers-monde.

Se « conscientiser » à l'échelle de l'humanité pour s'autodévelopper : utopie, dirait-on, mais y a-t-il un autre projet qui ne soit pas illusoire quand l'humanité est livrée à elle-même en système clos ? L'homme n'est-il pas mis en demeure d'être enfin à la mesure de l'homme ?

(*) Directeur du Centre Lebrat pour le développement.

Le fonds pourrait accorder sa garantie de bonne fin à des opérations de prêts des pays excédentaires aux pays en voie de développement. Il pourrait également donner sa garantie aux opérations d'investissement direct ou de participation de ces mêmes pays dans des entreprises des pays en voie de développement en cas de nationalisation ou de blocage des transferts de bénéfices. Cette garantie donnerait lieu au paiement d'une prime d'un montant modique afin de ne pas alourdir les conditions de prêt ou d'obliger la rentabilité financière des investissements.

Le fonds pourrait accorder sa garantie de bonne fin à des opérations de prêts des pays excédentaires aux pays en voie de développement. Il pourrait également donner sa garantie aux opérations d'investissement direct ou de participation de ces mêmes pays dans des entreprises des pays en voie de développement en cas de nationalisation ou de blocage des transferts de bénéfices. Cette garantie donnerait lieu au paiement d'une prime d'un montant modique afin de ne pas alourdir les conditions de prêt ou d'obliger la rentabilité financière des investissements.

Le fonds pourrait accorder sa garantie de bonne fin à des opérations de prêts des pays excédentaires aux pays en voie de développement. Il pourrait également donner sa garantie aux opérations d'investissement direct ou de participation de ces mêmes pays dans des entreprises des pays en voie de développement en cas de nationalisation ou de blocage des transferts de bénéfices. Cette garantie donnerait lieu au paiement d'une prime d'un montant modique afin de ne pas alourdir les conditions de prêt ou d'obliger la rentabilité financière des investissements.

Le fonds pourrait accorder sa garantie de bonne fin à des opérations de prêts des pays excédentaires aux pays en voie de développement. Il pourrait également donner sa garantie aux opérations d'investissement direct ou de participation de ces mêmes pays dans des entreprises des pays en voie de développement en cas de nationalisation ou de blocage des transferts de bénéfices. Cette garantie donnerait lieu au paiement d'une prime d'un montant modique afin de ne pas alourdir les conditions de prêt ou d'obliger la rentabilité financière des investissements.

SALON NAUTIQUE INTERNATIONAL

16-25 JANVIER 82. CNIT. PARIS.

Tous les jours de 10h à 19h. Nocturnes les 19 et 22 jusqu'à 23h.

Le Monde

LA SITUATION

Il ne suffit pas de faire peur

Pour



Le Monde

étranger

LA SITUATION EN POLOGNE ET SES RÉPERCUSSIONS

AVANT UNE NOUVELLE RENCONTRE DES REPRÉSENTANTS DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT

Il ne suffit pas de faire peur, il faut parler aux hommes

déclare Mgr Glemp

De notre correspondant

Varsovie. — L'épiscopat et le pouvoir devaient se rencontrer à un haut niveau, ce lundi 18 janvier dans l'après-midi, à l'occasion de la réunion, pour la première fois depuis l'instauration de l'état de guerre, de la commission mixte Eglise-Etat. L'organisation de cette rencontre, moins de dix jours après l'entretien entre le primate et le général Jaruzelski, montre l'intérêt commun des évêques et des autorités à ne pas rompre les contacts malgré la tension de leurs relations.

Les évêques espèrent toujours obtenir, par la poursuite de ces discussions, les gestes de détente sans lesquels l'engrenage de la violence serait, estiment-ils, fatal. Les dirigeants assemblés, sous la présidence de M. Urban, ont notamment devant l'opinion occidentale, l'ampleur de leur isolement politique. La plus spectaculaire de ces gestes de détente (et le moins coûteux pour les militaires) serait évidemment la libération de M. Walesa. C'est l'éventualité de cette libération, vigoureusement réclamée par l'Eglise, qui devait dominer la réunion de la commission mixte qui présidait le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie, et M. Barcikowski, membre du bureau politique et surtout personnalité du « directoire » placé à la tête du pays.

Dans une hémisphère prononcée dimanche, à la veille de cette rencontre, le primate avait — soulignant par là même son inquiétude — notamment haussé le ton en reprochant aux autorités de n'avoir encore rien fait qui permettrait aux Polonais de « sentir dans un effort commun ». L'image des inondations qui ravagent la région de Plock, peut être transposée à tout notre pays (...), pris aussi par les glaces d'une paralysie d'un manque de plan et de perspectives d'action, a déclaré Mgr Glemp. Nous déplorons tout cela, et, même si une volonté de s'entraider existait, nous ne voyons toujours pas ce plan d'action, cette initiative qui serait prise et pourrait être acceptée par tous.

Avant ainsi accusé le pouvoir de compter sur la force seule, le primate rappelle ensuite qu'il y a toujours de nouvelles arrestations, alors que tant d'internés attendent toujours leur libération. Il a réitéré sa condamnation des déclarations de loyauté imposées, sous peine de licenciement, aux fonctionnaires. « C'est de cette manière que s'élargit le cercle des hommes hostiles au pouvoir »,

affirme-t-il avant d'évoquer l'inauguration à Gdansk du monument aux victimes de décembre 1970. L'Eglise, dit-il en conclusion, veut « une paix, pour que la coopération puisse être renouée, il faut le dialogue. Il ne suffit pas seulement de faire peur aux gens et de les licencier, il faut parler aux hommes ».

La messe à nouveau radiodiffusée

Le matin, la radio polonaise avait repris, après un mois d'interruption, la diffusion de la messe dominicale, que les ouvriers du chantier Lénine avaient fait inscrire dans les accords de Gdansk. « Reste avec nous, Seigneur. Le jour a décliné, et tu sais combien nous avons besoin de toi », a-t-on entendu à la fin d'un sermon inspiré d'une lettre de prison d'un chef de l'insurrection de 1963 contre la Russie et centré sur la « force » donnée par Dieu dans « les moments qui paraissent à l'homme sans espoir ».

Samedi, M. Urban, porte-parole du gouvernement, a déclaré au journal *Zybie Warszawy*, qui vient, après épuisement, d'être autorisé à reparaître : « L'état de guerre durera tout simplement aussi longtemps que ne disparaîtront pas les phénomènes qui ont rendu nécessaire l'adoption de mesures extraordinaires ». Dans cette déclaration, M. Urban indique aussi que, depuis la fin — le 28 décembre — de l'occupation de la mine Piest, il n'y a plus eu de grèves ou d'actions de protestation « à une échelle importante ». Ce dont on peut conclure qu'il y en a néanmoins eu.

Dans une interview à l'agence PAP du vice-président de la commission de contrôle du POU, on peut lire : « On a, pendant les trois premières semaines de l'état de guerre, exclu mille trois cents personnes des rangs du parti, deux cent soixante-douze ont été dépourvus de leur poste, deux cent quatre-vingt-neuf ont été sanctionnées et trois cent soixante ont été l'objet d'un « dialogue d'avertissement » (...). Nous devons tout simplement régler les comptes avec tous les délinquants, les menteurs et les démagogues. Cela n'a évidemment rien à voir avec une revanche ou une vengeance (...). Il s'agit uniquement de la vérité, de la sincérité et de la justice. »

La onzième numéro du bulletin clandestin de l'organisation varsoivienne de Solidarité commence à circuler sous le manteau. On y lit un appel des présidents et vice-présidents de l'organisation, MM. Burjak et Kularski, et du responsable syndical d'Urus, M. Janas. Les trois hommes, qui se cachent depuis le 13 décembre, énoncent douze recommandations pour que Solidarité reste présent dans « l'entreprise, la rue, les queues et les immeubles. Il faudrait, entre autres, rendre sa carte du parti si ce n'est déjà fait, ne plus se dire : « Si je ne le fais pas, quelqu'un de pire le fera à ma place » ; maintenir l'entraide autour des « collaborateurs » et créer des groupes Solidarité avec ses voisins et ses collègues de travail.

Citant une phrase du maréchal Pilsudski (« Être vaincu et ne pas se soumettre, c'est déjà une victoire »), les trois hommes écrivent : « Fais attention, il y en a qui ont déjà cessé de se sentir libres. Réfléchis bien : n'as-tu pas désarmé ? N'as-tu pas peur de rapporter à haute voix ce que tu entends à Radio-Europe libre ? N'as-tu pas peur que quand il y a une vérification de papiers dans la rue ? (...) N'as-tu pas peur de demander ce qu'est devenu un interné ou un collègue licencié ? Souviens-toi que l'allié le plus puissant de la justice, c'est la peur. Souviens-toi que la justice a introduit l'occupation dans notre patrie et que, coopérer avec l'occupant, c'est de la collaboration (...) ».

L'anniversaire de la libération de Varsovie a été célébré dimanche par une parade militaire avec fanfare sur la place du Monument aux morts. Il y avait une foule assez nombreuse, mais qui a beaucoup applaudi les militaires.

Les déclarations de loyauté

Les déclarations de loyauté que le primate vient à nouveau de condamner consistent à exiger des fonctionnaires qu'ils renoncent, sous peine de licenciement, à leur appartenance à Solidarité. (Texte intégral dans le numéro du 16 janvier). Ce « viol des consciences », ainsi que le qualifie l'Eglise, n'est pas seulement organisé contre les salariés de l'adminis-

tration d'Etat. Les personnels judiciaires y sont aussi soumis ainsi que les journalistes dont les contrats de travail ne sont confirmés qu'après des « entretiens » au cours desquels ceux qui n'ont pas été a priori éliminés doivent exprimer leur accord avec la proclamation de l'état de guerre. M. Urban, porte-parole du gouvernement, lui-même un ancien journaliste, a pu ainsi récemment déclarer, avec humour devant la presse étrangère, que la situation de ses ex-collectifs était « diverse ; certains sont surchargés de travail et d'autres profitent de congés-surprises ».

Cette pratique, dont il est impossible pour l'instant d'apprécier précisément l'ampleur, mais qui semble très large, trouve son fondement juridique dans une circulaire d'un haut fonctionnaire de la présidence du conseil, le général Januszewski, en date du 17 décembre. Ce texte, dont des copies commencent à circuler, indique notamment : « L'appartenance au syndicat Solidarité de certains fonctionnaires ne donne pas de garantie à la réalisation des buts (de l'état de guerre). (...) Conformément aux instructions du président du conseil des ministres (le général Januszewski), je vous prie de procéder dans les deux ou trois jours à des conversations spéciales avec les employés (...) faisant partie de Solidarité. (...) S'ils désirent continuer à travailler dans l'administration d'Etat, ils devront quitter ce syndicat. En cas de refus, il faut sans tarder mettre un terme à leur contrat en respectant les dispositions du code du travail. (...) ».

Le 28 décembre, le primate avait adressé au général Januszewski une longue lettre, dont le texte commence aussi à être connu, pour lui demander d'annuler ces dispositions et les licenciements qu'elles avaient provoqués. Mgr Glemp faisait en particulier remarquer que ces mesures sont « discriminatoires », car fondées sur « l'idée que tout membre de Solidarité est un ennemi de l'ordre » (ce qui est) « une erreur fondamentale », et que leur seul résultat serait d'écarter les fonctionnaires qui ont du « courage civique » et, par conséquent, de développer la passivité bureaucratique. « Je ne voudrais pas, écrit le primate, invoquer l'atteinte portée par cette circulaire aux droits de l'homme et à sa dignité, je voudrais toutefois attirer votre attention sur l'atmosphère défavorable qu'elle crée à la poursuite du renouveau après la fin de l'état de guerre. »

BERNARD GUETTA.

DANS UN DISCOURS DEVANT LE CORPS DIPLOMATIQUE

Le pape condamne les « sphères d'hégémonie »

De notre correspondant

Rome. — Dans son discours de réponse aux vœux présentés le samedi 16 janvier par le corps diplomatique, le pape a implicitement appelé à une révision de la situation créée par les accords de Yalta. Sans les mentionner directement, il a évoqué les « sphères d'hégémonie » en référence, en particulier, à la Pologne.

Le pape a certes précisé que l'Eglise se place au-dessus des partis : « Elle considère qu'aucun peuple ne lui est étranger, à-t-il déclaré. Dans l'opinion publique du monde entier se renforce de jour en jour la conviction que les peuples doivent pouvoir choisir librement l'organisation sociale à laquelle ils aspirent pour leur propre pays et que cette organisation doit être conforme à la justice dans le respect de la liberté de la foi religieuse et des droits de l'homme en général. C'est une conviction communément partagée qu'aucun peuple ne devrait être traité par d'autres peuples comme un être subordonné ou un instrument, au mépris de l'égalité qui est inscrite dans la conscience humaine et reconnue par les normes du droit international. De même que dans les rapports interprofessionnels, il n'est pas permis à une partie de disposer à son gré de l'autre comme si elle était un objet, de même dans la vie internationale on devrait dénoncer tout ce qui porte atteinte à la libre expression de la volonté des nations. Le fait des répartition en sphères d'hégémonie, qui ont pu avoir leur origine dans des situations particulières et contingentes, ne devrait pas justifier leur persistance, à plus forte raison si elles tendent à limiter la souveraineté d'autrui. »

En ce qui concerne la Pologne, le pape a notamment déclaré : « Durant les dernières semaines, ma patrie bien aimée a été touchée au centre de l'attention du monde, en particulier du monde occidental, en raison de la proclamation de l'état de guerre toujours en vigueur aujourd'hui, de la détention de milliers de citoyens, surtout d'intellectuels et de responsables de l'organisation ouvrière libre, de la contrainte morale imposée aux citoyens pour servir et travailler. L'aggravation d'une telle situation est toujours plus ressentie par la conscience des peuples, spécialement ceux d'Europe, que l'on connaît bien la remarquable contribution de sacrifice et de sang que les polonais ont apportée, surtout depuis la fin de la

huitième siècle, et avec l'holocauste de six millions de citoyens durant la dernière guerre afin que soit assurée l'existence indépendante et souveraine de la nation recouvrée seulement après la première guerre mondiale. »

« Appartenant à ce peuple fier et travailleur, a affirmé le pape, j'ai senti se répercuter de façon particulièrement vive dans mon cœur les récentes vicissitudes. Mais celles des autres pays ne me font pas moins souffrir, car ce n'est pas le fils de la Pologne qui souffre mais aussi le chef visible de l'Eglise catholique, le responsable du Saint-Siège auquel sont confiés les destinées de la patrie et de son peuple. »

Parmi les souffrances des autres peuples, le pape a évoqué « en premier lieu les situations graves ment tenues de certains pays d'Amérique latine », puis la question des réfugiés de la guerre civile, « les centaines de milliers de réfugiés du sud-est de l'Asie vivant dans une situation dramatique », les réfugiés de certains pays d'Afrique, « les milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, de personnes âgées et de malades qui ont quitté l'Allemagne nazie », « Les souffrances sont également les nôtres », a affirmé le pape.

Enfin, Jean-Paul II a parlé de cette « plaie encore ouverte du terrorisme interne et du terrorisme international qui touchent spécialement, bien que dans des contextes et pour des motifs divers, des régions qui nous sont si chères et que nous aimons. Je pense ici à l'Irlande du Nord, je pense aussi à ce qui arrive en Italie. » — Ph. P.

● RECTIFICATIF. — Une erreur typographique a dénaturé le nom de la personne habilitée à renouveler les fonds pour l'envoi de « Ballons libres » vers la Pologne » (Le Monde du 15 janvier, page 3). L'adresse exacte est : M. Martin Andler, 1, rue Francisque-Presnais, 75014 Paris. C.G.P. 3272-523 L, La Source.

● A F.E.N.A., les élèves de la promotion 1981-1982 ont décidé de baptiser leur promotion Solidarité. Une collecte est organisée au sein de la promotion au profit du syndicat polonais Solidarité.

alimentaire mondiale

fonds international de ga

L'annonce d'une prochaine libération de M. Walesa est démentie à Varsovie



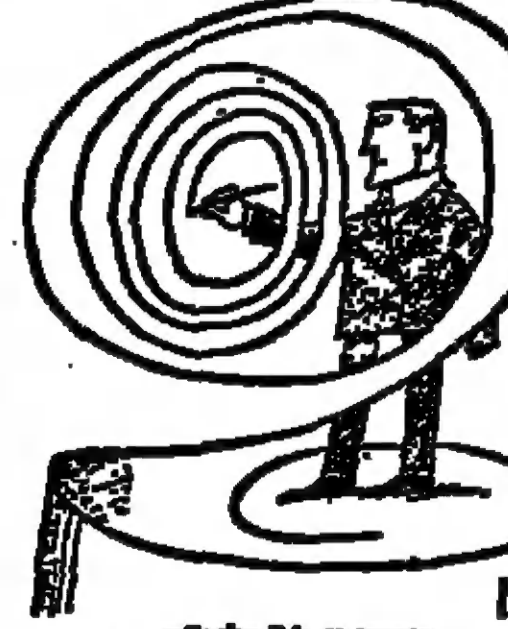
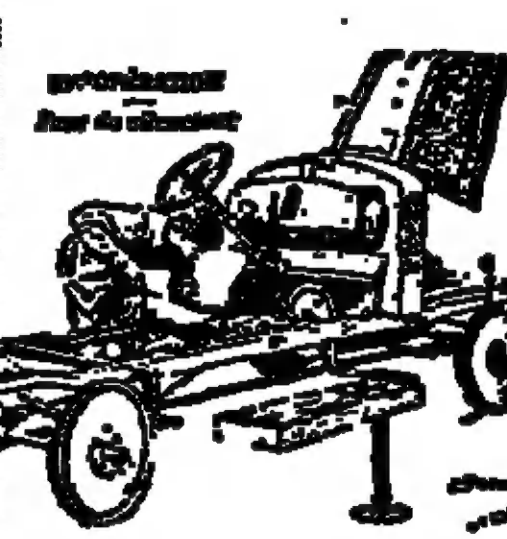

Les déclarations de M. Stéphane Staniszkis, ambassadeur de Pologne à Londres, selon lesquelles M. Lech Walesa serait libéré « dans un avenir très proche » et la loi martiale levée d'ici quelques semaines ont été démenties dimanche soir 17 janvier à Varsovie. Le diplomate avait fait ces déclarations à l'aéroport de Londres où il était venu accueillir l'épouse. Il entendait ainsi montrer aux journalistes que la situation dans son pays s'améliore. De son côté, le sénateur américain Larry Pressler, (républicain) de passage à Londres après un séjour en Pologne, a déclaré que M. Walesa pourrait « obtenir un peu plus de liberté de mouvement sans pour autant dépendre totalement d'elle ». Il a indiqué que, selon Mgr Glemp, le leader syndicaliste est déprimé mais toujours très combattu et qu'il ne veut pas négocier avec les autorités avant qu'on ne lui ait présenté des excuses. — (A.F.P., A.P.)

Dans une interview au « New York Times »

UN DIRIGEANT CLANDESTIN DE SOLIDARITE AFFIRME QUE LE SYNDICAT SE PREPARE A UNE LUTTE DE LONGUE HALENE.

Le syndicat indépendant Solidarité est actuellement en cours de réorganisation dans la clandestinité et se prépare à livrer une lutte de longue haleine, déclare, dans une interview publiée le samedi 16 janvier par le *New York Times*, M. Zbigniew Brzezinski, le président de la section pour la région de Varsovie (Mazowsze) qui se cache depuis l'instauration de l'état de guerre. Il a affirmé : « La situation actuelle se prête parfaitement à l'organisation d'actions terroristes, et j'en ai très peur. Notre pays n'a jamais connu le terrorisme, et il serait mieux qu'il n'arrive pas à cette extrémité. » « Je pense, dit-il encore, qu'il ne doit pas y avoir de lutte armée dans la situation actuelle. »

Pour une science ouverte

Albert Jacquard Au péné de la science ? Interrogations d'un généticien  Seuil	Agata Mendel Les manipulations génétiques  Seuil	Philippe Roquesplo Le partage du savoir Science, culture, vulgarisation  aux Editions du Seuil, Paris	Benjamin Coriat Science, Technique et Capital  Seuil	G. Cicotti, M. Cini, M. De Maria, G. Jona-Lasinio L'araignée et le tisserand Essai sur la civilisation et l'histoire humaine Seuil
Pierre Thuyllier Vieillesse L'homme et la machine  Seuil	Patrick Lagadec La civilisation du risque Les responsabilités sociales Seuil	Jean Jacques Les confessions d'un chimiste ordinaire Seuil	au Seuil	

EUROPE

La normalisation en Pologne et ses répercussions

M. SCHMIDT : nos erreurs passées nous imposent une certaine retenue.

« Le langage mesuré » du gouvernement de Bonn « ne doit pas être mal interprété », a déclaré samedi 16 janvier à Würzburg le chancelier Schmidt. « La normalisation de nos relations avec la P.R.A. nous impose une certaine retenue. »

M. Brzezinski qui fut conseiller du président Carter a estimé samedi dans un entretien télévisé qu'il existe un « certain parallèle » entre l'attitude actuelle de l'Allemagne de l'Ouest et la politique germano-soviétique de 1933.

La dette polonaise a été évoquée au cours de la réunion privée qu'ont tenue pendant le week-end près de Paris, les ministres des finances et les gouvernements des banques centrales française, allemande et japonaise. Dans le cadre du « G-10 », organisme dont font partie les membres de l'alliance atlantique et le Japon, des experts de haut niveau discuteront mardi et mercredi des relations économiques avec les pays de l'Est.

Le général Hupalo, ministre polonais de l'économie est d'autre part arrivé dimanche à Tripoli, à l'appel de l'agence libyenne. L'agence n'a donné aucune précision sur le motif ou la durée de cette visite, la deuxième effectuée en Libye par le général Hupalo depuis le début de l'année.

M. ATTALI : il n'y a pas d'idée neutraliste dans le comportement du gouvernement allemand.

M. Jacques Attali, conseiller spécial auprès du président de la République a déclaré, dimanche 17 janvier au « Club de la presse d'Europe » à quoi il était venu, c'est à dire « à une conférence d'experts et de responsables du gouvernement ouest-allemand et du gouvernement français, à-t-il dit, la même volonté de dénoncer toutes les attaques et toutes les réductions de liberté constitutives du coup d'Etat du 13 décembre, d'exiger la libération des prisonniers et le rétablissement des libertés antérieures. (...) L'Europe des gouvernements s'est exprimée d'une voix tout à fait cohérente. »

M. Attali estime qu'il n'y a pas « la moindre ombre d'idée neutraliste dans le comportement du gouvernement de l'Allemagne fédérale ».

Le conseiller de M. Mitterrand a, d'autre part, indiqué que le prochain sommet des sept grands pays industrialisés qui se réunira au château de Versailles aura lieu au début du mois de juin. « On parlera évidemment et essentiellement de l'emploi », a-t-il dit.

LA TURQUIE POURRAIT RESTER MEMBRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Le Conseil de l'Europe, qui avait envoyé durant une semaine une « mission exploratoire » en Turquie, devra déterminer à la fin du mois si ce pays peut rester membre de l'organisation en dépit du régime militaire qui y a été instauré. Les membres de la mission se sont réunis à Paris vendredi 15 janvier et ont décidé de soumettre prochainement à l'assemblée du Conseil le texte d'une recommandation à ce sujet. Il semble que la formule vers laquelle on s'orientait, celle d'un compromis qui permettrait à la Turquie de rester au Conseil de l'Europe, sous réserve que le gouvernement militaire s'engage à respecter l'indépendance, la Cour européenne de justice, de tous les cas de violation présumée des droits de l'homme dans ce pays.

● **RECTIFICATIF**. — C'est en novembre 1945, et non pas au moment de sa mise à la retraite en 1964, comme nous l'indiquions par erreur dans le Monde du 18 janvier, que Maurice Dejean avait été élevé à la dignité d'ambassadeur de France.

Espagne

Détenu, selon les autorités par un commando de l'ETA Le père du chanteur Julio Iglesias a été libéré par la police

De notre correspondant

Madrid. — Le père du chanteur Julio Iglesias a été libéré par la police espagnole dans la nuit du samedi 16 au dimanche 17 janvier, dix-neuf jours après avoir été enlevé (le Monde du 1^{er} janvier). Selon les premières déclarations du ministre de l'Intérieur, M. Escos, le rapt pourrait être l'œuvre de la branche politico-militaire de l'ETA. Aucune rançon n'avait été versée aux ravisseurs, qui avaient exigé, semble-t-il, une somme de 2 millions de dollars.

La libération du Dr Iglesias a été réalisée conjointement par la police nationale et la garde civile, sous la direction du commandement unique de la lutte antiterroriste, spécialisé dans la répression contre l'ETA. Dès le vendredi avait disparu la position autour du village de Trasmonte, situé à une centaine de kilomètres à l'ouest de Saragosse, où le père du chanteur était détenu par ses ravisseurs.

Dans la soirée du samedi 16, un cordon de police était mis en place de manière à isoler complètement la villa. Vers 3 heures du matin, un groupe des troupes d'élite de la police espagnole a dynamité la porte d'entrée de la maison et investi les lieux. En quelques secondes, le capitaine a été libéré et les quatre autres personnes qui se trouvaient dans la maison, surprises dans leur sommeil, étaient maîtrisées.

Dans un communiqué publié quelques heures plus tard, le commandement unique de la lutte antiterroriste affirme qu'il soupçonnait depuis plusieurs jours déjà que l'enlèvement était l'œuvre de l'ETA politico-militaire. Plusieurs arrestations au Pays basque de membres de cette organisation ont permis d'orienter l'enquête avec plus de précision. Selon le communiqué, treize personnes au total, membres des deux branches (militaire et politico-militaire) de l'ETA sont actuellement détenues en relation avec cette affaire.

Cette information a surpris à

Madrid. Les « militaires » et les « politico-militaires » n'ont guère l'habitude, en effet, de participer ensemble à des opérations. De plus, l'ETA politico-militaire avait été déclaré, en février dernier, peu après la tentative de putsch, un « groupe de la gauche », c'est-à-dire qu'il n'avait pas été rattaché à des opérations. Cependant, que plusieurs commandos de cette organisation, mécontents de cette décision, se soient par la suite rapprochés de la branche « militaire » qui a, elle, toujours poursuivi ses actions violentes.

THIERRY MALINIAK.

LE ROI DEMANDE AU NOUVEL ETAT-MAJOR DES FORCES ARMÉES DE FAIRE PREUVE DE DISCIPLINE.

Madrid (A.F.P.). — Le roi Juan Carlos a demandé, samedi 16 janvier, aux Espagnols d'avoir toujours présents à l'esprit le respect de la loi et de la liberté ainsi que le culte de la vérité, dans un discours à l'occasion de la prise de fonction des nouveaux membres de la junte des chefs d'état-major (Jajem).

Le monarque, qui a jugé « normal » le renouvellement total de la junte, a demandé à ses nouveaux membres de faire preuve, de la même discipline et de la même fidélité envers la couronne que leurs prédécesseurs.

Le souverain a sollicité des militaires « une information correcte et mesurée qui ne doit pas se laisser influencer par de prétendus affrontements ou corporatistes », et les a encouragés à « l'union des opinions et des positions, nombreuses dans une société pluraliste, ne seront légitimes que si elles respectent l'ordre établi et approuvé par le peuple espagnol ». A-t-il dit.

Les événements de l'an passé doivent « servir de leçon » pour l'avenir, a-t-il ajouté dans une allusion au putsch manqué du 23 février dernier. Enfin, il a fait l'éloge des anciens membres de la junte qui « ont accompli leur mission avec la plus grande dignité, et une loyauté que je n'oublierai jamais ».

De son côté, le chef du gouvernement, M. Leopoldo Calvo Sotelo, a la junte était aux ordres du gouvernement, et demandé à ses membres un « total respect » de la Constitution.

Berlin-Ouest

L'enquête sur l'attentat contre un restaurant juif piétine

De notre correspondant

Bonn. — La police ouest-berlinoise n'a pas découvert, jusqu'ici, d'indications précises sur les auteurs de l'attentat qui, dans la soirée du vendredi 16 janvier, a dévasté le café Mitjash Israel dans le quartier de Wilmersdorf (le Monde du 17-18 janvier). L'explosion d'une bombe avait blessé vingt-cinq personnes, dont plusieurs se trouvent toujours dans un état grave.

Un coup de téléphone anonyme a revendiqué la responsabilité de l'attentat pour le compte d'une organisation palestinienne inconnue jusqu'à présent. En revanche, les renseignements officiels qui défendent la cause des Palestiniens à Berlin, démentent avoir joué le moindre rôle dans cette affaire.

Dans la nuit de vendredi encore, six militants arabes avaient été appréhendés. Tous furent relâchés dès le lendemain. A ce propos, M. Reitz-Gallinski, qui préside une communauté de quelque six mille cinq cents juifs à Berlin-Ouest, a déclaré qu'il importait peu de savoir si les criminels doivent être recherchés dans les milieux palestiniens ou dans ceux de l'extrême droite allemande : selon lui, ces deux tendances ne s'excluent pas dans leur attitude envers Israël.

Leur coopération serait d'ailleurs prouvée par le fait que beaucoup de néo-nazis sont entrainés dans des camps palestiniens au Liban. Il en a d'ailleurs été de même pour certains membres de la Fraction armée rouge, qui avaient envoyé un colis piégé au président de la communauté juive en 1978.

Selon M. Gallinski, l'attentat de vendredi est le plus grave que la communauté juive ait enregistré à Berlin depuis la fin de la guerre. Il pourrait avoir un rapport avec les cérémonies du 20 janvier prochain marquant l'anniversaire de la conférence de Wannsee, au cours de laquelle, il y a quarante ans, Hitler et ses collègues se prononcèrent de façon définitive pour la « solution finale ».

JEAN WETZ.

Italie

La « troisième voie » proposée par M. Berlinguer est diversement accueillie par les communistes siciliens

De notre correspondant

Palermo. — Le neuvième congrès régional du parti communiste sicilien réuni à Palermo du 14 au 17 janvier, au lendemain de la session du comité central, marquée par une condamnation du système soviétique, a permis de tester l'impact des conclusions du comité central sur la base du parti. Congrès d'autant plus significatif que le P.C. sicilien a connu un revers aux élections régionales de 1979, perdant un quart de ses voix et revenant avec 20 % des suffrages au niveau de 1971 : à l'amertume s'ajoute pour certains la perplexité que crée la rupture de fait avec le « modèle soviétique ».

Le congrès de Palermo a surtout permis, en fait, de saisir la nature des difficultés que rencontre à des degrés divers l'ensemble pour faire passer son message : pour beaucoup, la « libération » du modèle soviétique se pose moins en termes idéologiques qu'en termes d'alternative concrète. Elle crée un vide dans les références, et le choix proposé (construire une « troisième voie » entre le « socialisme réalisé » et le « social-démocratie ») paraît à certains militants encore trop flou, trop théorique pour rassurer.

Sans doute le particularisme de la Sicile a-t-il pesé sur ce congrès, dans l'essai des idées de M. Berlinguer. Davantage que dans d'autres régions, en Piémont et en Lombardie par exemple où la ligne de la direction se heurte à des noyaux de prosoviétisme « purs et durs », la résistance aux thèses du secrétaire général paraît plus tenir à une relative indifférence qu'à des oppositions de fond.

Aucune intervention, sinon par quelques rapides incises, n'a fait allusion à la Pologne ou au système soviétique, excepté dans les couloirs où, en aparté, certains délégués se laissaient aller à la perplexité. Le « socialisme réalisé » et sa mise en question par la direction du P.C.I. ne semblaient guère être un point central du débat.

Dans la situation sicilienne (violence, chômage, installation de bases de missiles), le P.C.I. représente une force anti-Mafia déchirée entre l'alliance ou l'effacement avec une démocratie chrétienne qui lui semble peu convaincante dans sa détermination de lutte, et qui utilise le statut d'autonomie de l'île pour renforcer son clientélisme. Le congrès de Palermo est révélateur d'un certain malaise à la base du parti : le fond du débat ouvert par la rupture (qu'on la qualifie de « libération » ou de « reniement ») est ailleurs et revient à poser la

question de l'alternative au modèle soviétique. « D'accord pour critiquer l'absence de liberté en U.R.S.S., mais si Moscou n'a pas le droit à l'erreur, que doit-on penser de la direction du P.C.I. : nous avons suivi sa ligne et ce fut la catastrophe », dit un ouvrier des chantiers navals, un bastion traditionnel du parti en Sicile. Plutôt que de discuter de la Pologne, ce sont des questions qu'il veut poser. Et elles s'enchaînent : quelle alliance, quelle rupture, quel choix ?

Un dialogue difficile

Ces interrogations, tout communiste italien aujourd'hui semble les partager. Elles se renforcent des différences dans les expériences, dans la « mémoire historique » : en Sicile, pour le vieux militant formé dans les luttes paysannes et l'occupation des terres au lendemain de la guerre, qui déjà traînait les pieds pour suivre Togliatti, il est difficile de renier l'Union soviétique, mais plus encore d'entendre parler d'ouverture aux « nouveaux sujets sociaux » (femmes, jeunes, marginaux) et d'une troisième voie sur laquelle il a d'autant plus de difficultés à s'engager qu'elle lui semble social-démocrate et opportuniste. « Si la troisième voie est encore vague, c'est la chance de notre génération, puisqu'elle est entièrement à construire », affirme, au contraire, les jeunes.

En Sicile plus qu'ailleurs peut-être, où le parti est scindé entre des jeunes nés à la politique avec les luttes étudiantes de 1968-1969 et de vieux militants formés dans les combats des paysans et des sous-prolétaires (la génération de trente à quarante ans est évidemment inexistante), le dialogue est difficile. De cet agglomération de la lutte traditionnelle, un des chefs historiques du P.C. sicilien, M. Emanuele Macaluso, membre de la direction, a fait le thème de son intervention.

Il a expliqué les raisons de la crise du P.C. sicilien en les inscrivant dans une nouvelle politique nationale de rassemblement des forces qui, actuellement, tendent à se négocier le parti.

Le P.C.I., dans l'île, reflète mal une société infiniment plus complexe qu'il y a trente ans, sur laquelle s'achoppent toutes approches schématisantes. Le troisième voie consiste, en priorité, à peiller ce hiatus entre le parti et la société réelle par réintégration des forces nouvelles qui la composent.

PHILIPPE PONS.

Andorre

L'opposition est prête à faciliter la tâche du premier gouvernement de la Principauté

Chef de l'exécutif désigné à la suite des élections du 12 décembre dernier, M. Oscar Ribas a publié la composition de son gouvernement, le premier de l'histoire andorranaise, qui pourrait d'ailleurs être complété de deux autres noms dans quelques mois. Même si la taille de cette équipe est modeste — elle ne compte, outre M. Ribas, que quatre membres — on observe avec satisfaction, dans la principauté, qu'il s'agit d'un nouveau pas important dans la réforme des institutions, que les deux co-princes socialistes engager rapidement (le Monde du 13 décembre).

Il semble toutefois que le chef du gouvernement ait éprouvé quelques difficultés à composer un cabinet qui puisse offrir l'image du renouvellement et du rassemblement en faveur desquels s'étaient prononcés les électeurs. Le responsable des finances, du commerce et de l'industrie, M. Antoine-Aleix, est son ancien adjoint à la présidence (1). Deux autres ministres, MM. Josep Casal Puigcarnal (agriculture et patrimoine national) et Josep Vidal Martí (travaux publics) sont d'ailleurs de notables estimés que des notables. Seul le responsable gouvernemental du travail, du bien-être social, de l'éducation et de la culture, M. Antoni Uchac Morera, a le profil du jeune cadre passionné par le service public.

qu'il était déjà à la tête de la

M. Ribas a également fait connaître les grandes lignes de son programme fondé, dans le domaine économique, sur la défense de l'investissement privé et de l'industrie locale. « Tout cela reste assez flou et concrétaire », estime un dirigeant du parti démocrate andorran, qui a boycotté les élections, mais c'est tout de même le premier discours politique que nous entendons ici et c'est, à ce titre, beaucoup mieux que rien. En fait, le P.D.A., qui lutait, depuis des années, pour qu'une vie politique normale puisse enfin naître dans la principauté, prend acte avec une certaine satisfaction de cette évolution, même s'il ne bénéficie pas encore d'une réforme qui doit pourtant beaucoup à ses efforts.

D'autant plus que M. Ribas a également évoqué une possible « andorransisation » de l'enseignement (jusqu'à présent, les études supérieures se font généralement hors de la principauté, généralement à Barcelone ou à Toulouse) et la nécessité d'aboutir pour Andorre à un « Etat de droit ». Il pourrait ainsi y avoir, entre l'opposition — au dementant modérée — et le gouvernement de M. Oscar Ribas une trêve de six mois, pour laisser aux évolutions nécessaires le temps de s'opérer. Une rencontre discrète a récemment eu lieu entre le chef de l'exécutif et la direction du P.D.A. à ce sujet. Une consultation pourra être organisée sur le système électoral en février. Or c'est précisément à la suite de divergences avec le Conseil sortant sur cette question que les jeunes dirigeants du parti démocrate andorran avaient décidé de ne pas participer au scrutin du 9 décembre.

BERNARD BRIGOUENEX.

(1) Direction collégiale du conseil général de la Vallée.

AMÉRIQUES

Sainte-Lucie

LE GOUVERNEMENT A REMIS SA DÉMISSION

Castries (U.P.I.). — Le premier ministre de l'île de Sainte-Lucie, M. Winston Cencé, a annoncé le samedi 16 janvier, sa démission ainsi que celle de son gouvernement. Il a demandé au gouverneur général de dissoudre le Parlement et de prévoir des élections législatives qui devront avoir lieu avant le 31 juillet.

Cette décision a été provoquée par une grève générale qui a paralysé pendant cinq jours l'économie de l'île. Les communications par télé et téléphone ont été coupées, l'aéroport immobilisé, bloquant sur place mille six cents touristes. Les syndicats de salariés et les employeurs avaient décidé d'arrêter le travail pour protester contre plusieurs mesures économiques prises par le gouvernement.

M. Cencé, cinquante-six ans, leader du parti travailliste, sera remplacé à titre intérimaire par M. Michael Pilgrim, trente-six ans, chef du parti travailliste progressiste, qui prendra la tête d'un gouvernement de coalition regroupant les deux partis d'opposition.

L'île de Sainte-Lucie compte 120 000 habitants et a obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne le 22 février 1979.

El Salvador

M. GUILLERMO UNGO DÉNONCE UNE « INTERVENTION MILITAIRE DIRECTE » DES ÉTATS-UNIS.

M. Guillermo Ungo, président du Front démocratique révolutionnaire du Salvador, a dénoncé dimanche 17 janvier, à Paris, « l'intervention militaire directe des États-Unis ».

M. Ungo, un social-démocrate, qui a rejoint lors de son séjour à Paris M. Cheysson et Jospin (le Monde du 17-18 janvier) a affirmé qu'une cinquantaine d'officiers nord-américains dirigeaient la répression dans son pays. Les États-Unis auraient vingt-quatre hélicoptères aux forces armées salvadoriennes et les centaines de milliers de soldats dont quatre cents officiers du Salvador dans la zone du canal de Panama et aux États-Unis.

A propos des élections qui doivent avoir lieu le 26 mars, M. Ungo a estimé que le « jeu démocratique ne s'applique qu'à quatre partis de droite et d'extrême droite ». De Mexico, notre correspondant François Pissani nous signale d'autre part que les représentants du Front démocratique révolutionnaire ont demandé à six gouvernements occidentaux, dont la France et les États-Unis, d'intervenir auprès de la junte dirigée par M. Duarte pour que les droits de l'homme soient respectés.

Le message du F.D.R. dénonce l'arrestation à San Salvador de M. Villalobos, père de l'un des dirigeants du Front Farabundo Martí de libération nationale. On peut s'attendre pour la vie de M. Villalobos, poursuit le message qui demande instamment aux gouvernements occidentaux solidaires d'intervenir. On signale que deux autres membres de la famille de M. Villalobos ont été arrêtés depuis le 15 janvier.

A Mexico encore, le président Lopez Portillo a mis en doute au cours d'un entretien avec le premier ministre canadien, M. Trudeau, que les élections du 26 mars au Salvador puissent résoudre la crise. De son côté, M. Trudeau s'est prononcé en faveur du processus électoral.

Enfin, on annonce à Cleveland, aux États-Unis, que les procès des assassins de quatre résistants américains, dont trois religieux, tués en décembre 1980 au Salvador, doivent commencer à San-Salvador en février. Six gardes nationaux salvadoriens sont impliqués dans cette tuerie.

Le message du F.D.R. dénonce l'arrestation à San Salvador de M. Villalobos, père de l'un des dirigeants du Front Farabundo Martí de libération nationale. On peut s'attendre pour la vie de M. Villalobos, poursuit le message qui demande instamment aux gouvernements occidentaux solidaires d'intervenir. On signale que deux autres membres de la famille de M. Villalobos ont été arrêtés depuis le 15 janvier.

A Mexico encore, le président Lopez Portillo a mis en doute au cours d'un entretien avec le premier ministre canadien, M. Trudeau, que les élections du 26 mars au Salvador puissent résoudre la crise. De son côté, M. Trudeau s'est prononcé en faveur du processus électoral.

Enfin, on annonce à Cleveland, aux États-Unis, que les procès des assassins de quatre résistants américains, dont trois religieux, tués en décembre 1980 au Salvador, doivent commencer à San-Salvador en février. Six gardes nationaux salvadoriens sont impliqués dans cette tuerie.

Le message du F.D.R. dénonce l'arrestation à San Salvador de M. Villalobos, père de l'un des dirigeants du Front Farabundo Martí de libération nationale. On peut s'attendre pour la vie de M. Villalobos, poursuit le message qui demande instamment aux gouvernements occidentaux solidaires d'intervenir. On signale que deux autres membres de la famille de M. Villalobos ont été arrêtés depuis le 15 janvier.

A Mexico encore, le président Lopez Portillo a mis en doute au cours d'un entretien avec le premier ministre canadien, M. Trudeau, que les élections du 26 mars au Salvador puissent résoudre la crise. De son côté, M. Trudeau s'est prononcé en faveur du processus électoral.

Enfin, on annonce à Cleveland, aux États-Unis, que les procès des assassins de quatre résistants américains, dont trois religieux, tués en décembre 1980 au Salvador, doivent commencer à San-Salvador en février. Six gardes nationaux salvadoriens sont impliqués dans cette tuerie.

ISTH
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
Concours d'entrée directe à l'Université
H.E.C. 2 ANNÉE
Ingenieurs Grands Ecoles
Etudiants 2nd cycle de
l'enseignement supérieur
Diplômes d'Etat
SESSION JANVIER-JUIN
PRÉPARATION INTENSIVE
AOÛT-SEPT.
RÉSULTATS ISTH 1981
61 Etudiants présents
33 Etudiants admissibles
27 Etudiants reçus
AUTEUIL 6, Av. Léon Houzy
75016 Paris. Tél. 224.10.72

**MULTIPLIER
FRAÎCHEUR
X GOÛT.**
QUALITÉ
MARQUE
MORCE

**Copies
Couleurs**
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL
75012 PARIS - 347.21.32

**CONJUGUEZ
SAVEUR ET
FRAÎCHEUR.**
QUALITÉ
MARQUE
MORCE

Un an d'admini

TIRE LE FRONT
ET LE BRUIT

DE GARANTIE

A VOI
Brasil

NOUVEAU
STANDARD

PLUS DE 10.000
CHARGES POUSS

France
suisse
italie

Thomas
Cook

Boston: cinq jo

Un an d'administration Reagan

(Suite de la première page.)

Quand elle dresse le bilan de cette première année de présidence, la Maison Blanche n'insiste guère sur la politique extérieure. En revanche, elle ne lésine pas sur les superlatifs en matière intérieure. M. Reagan a fait voter les plus forts allègements fiscaux de l'histoire des États-Unis, les plus grandes coupes budgétaires, les crédits militaires les plus importants en temps de paix. Il a réduit d'un tiers les nouvelles réglementations administratives et ramené l'inflation au-dessous de 10 %.

Ses adversaires affirment, eux, que la politique étrangère a été incohérente et que le renforcement militaire était déjà en cours. Que la lutte contre l'inflation a amené la récession et que cette politique économique favorise les riches mais étouffe les pauvres. N'a-t-on pas effectué des coupes claires dans les programmes sociaux sous prétexte d'équilibrer le budget ? Or les déficits prévus atteignent des sommes folles, jamais vues, et il faudra créer de nouveaux impôts pour les réduire.

Les sentiments mêlés de l'opinion publique

Cette dérive budgétaire constitue le plus grand échec du président. Avec la réduction de l'aide sociale, elle explique les sentiments mêlés de l'opinion américaine à son égard. A la question : « Pensez-vous que le pays est conduit dans la bonne direction ? », une nette majorité de citoyens répondait « non » en janvier 1981. Au printemps, après la présentation du programme présidentiel, les « oui » et les « non » s'équilibraient. L'optimisme l'emportait nettement pendant l'été, après le vote des allègements fiscaux et deux gestes de fermeté de M. Reagan : le licenciement des agriculteurs du ciel en grève et la destruction de deux avions de guerre libyens en Méditerranée. Nouvelle inversion de tendance à l'automne et en hiver : les « non » recommencent à dépasser les « oui ».

Les sondages montrent qu'une partie de la population, composée surtout de Noirs et d'hispaniques, est totalement opposée à ce président, qui aggrave son état de misère en refusant les allocations de chômage, les bons alimentaires, les repas gratuits dans les écoles. Mais une majorité d'Américains réagissent de manière différente — et paradoxale : ils apprécient M. Reagan, sans croire pour autant à sa politique.

Cette popularité personnelle s'explique aisément. Voici un homme optimiste, heureux de vivre, entouré d'amis, qui évoque avec le même plaisir ses rencontres avec les chefs d'État que son passé d'acteur. Il ne prétend pas tout savoir, se permet même des boutades étonnantes pour un président. A propos du futur bombardier stratégique, par exemple : « Je ne suis pas sûr que ça vaille la peine d'en acheter un ». L'attitude dont M. Reagan a été victime le 30 mars 1981 n'a fait que renforcer cette popularité. Les Américains ont apprécié la sérénité de leur président et ses plaisanteries alors qu'il avait encore une balle dans le poumon. Le célèbre « *Chérie, j'ai oublié d'essuyer* », lancé à son épouse, restera l'une des phrases historiques de ce mandat.

Il ne s'agit pas d'une simple sympathie pour un homme. A travers ses boutades, ses envolées lyriques, lorsqu'il cite George Washington, John Wayne ou la Bible, « Ronnie » sait incarner une certaine image de l'Amérique — un peu jaunie mais qui fait encore vibrer beaucoup de monde. Dans sa bouche, tout est grand, beau, simple. On est loin des interrogations et du visage torturé de M. Carter.

Malgré ses convictions, M. Reagan reste un acteur. Il est excellent quand il a un texte. Mais, lorsqu'il doit improviser ou répondre à des questions, une grande hésitation flotte dans l'air. On ne sait jamais alors si le président va savoir répondre ou ajouter une nouvelle gaffe à sa collection personnelle.

De leur passage à la Maison Blanche, les chefs d'État étrangers gardent généralement le souvenir d'un homme sympathique, non d'un politicien. On leur avait décrit un fauteur, ils découvrent un aimable camarade qui les appelle par leur prénom. Conquis par cette gentillesse tous azimuts, certains se méprennent sur les sentiments réels de l'administration à leur égard.

M. Ronald Reagan est le porte-parole de son équipe. S'il travaillait davantage, apprendrait par cœur les réponses essentielles, ce serait presque parfait. Mais ce dilettante préfère griffonner pendant les réunions du cabinet des dessins, qu'il distribue d'ailleurs à la sortie, faire du cheval tous les mercredis après-midi, partir régulièrement pour des vacances dans son ranch californien de Santa-Barbara. N'exagérons rien. Ce n'est pas un président de « quatre à cinq », comme on le craignait il y a un an. Mais ce n'est pas, non plus, un bourgeois de travail et cela se ressent.

Les hommes du président

Contrairement à M. Carter qui réglait lui-même les moindres détails — jusqu'à l'organisation des courts de tennis de la Maison Blanche — M. Reagan délègue volontiers ses pouvoirs. D'où l'importance des « hommes du président ». C'est le terme qui convient, car les femmes sont absentes de l'entourage immédiat, mis à part Mme Nancy Reagan.

A la Maison Blanche, le président ne s'appuie pas sur un homme-clef mais sur une trinité composée de MM. Edwin Meese, James Baker et Michael Deaver. Trois conservateurs modérés, venus de l'Ouest, qui ne se sont pas déchirés dès la première année comme on le prédisait. Leur petit déjeuner commun est devenu l'un des moments les plus importants de la vie politique washingtonienne : c'est là que beaucoup de choses essentielles sont programmées, sinon décidées.

Avec le Congrès, les relations ont été excellentes, du moins pendant les premiers mois. M. Reagan se trouvait devant un Sénat à majorité

Depuis 38 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est le n° 1
 pour la vente des fonds de commerce
 En Vente Partout 3 F et 36 r. Malte, 75011 PARIS TEL. (1) 805.30.30

STAGES
 d'ANGLAIS
 à OXFORD

● Vacances scolaires : bac, prépa H.E.C. et Sciences-Po, D.E.U.G., Licence, CAPES et Agrégation.
 ● Toute l'année formation continue.
IOISE Oxford Intensive School of English
 21, rue Th. Rousseau 75015 Paris - (1) 533.13.92

ARNYS SOLDE

Costumes 100 % laine, flanelle, HARRIS TWEED, cashmere et soie, à partir de 2.100 F 1.550 F
 Vestes cashmere et soie, 100 % laine, etc. à partir de 1.200 F 750 F
 Pantalons flanelle, serge, velours, etc. à partir de 430 F 190 F
 Manteaux cashmere, droit et raglan, à partir de 3.200 F 2.200 F
 Chemises coton, polyester, 100 % coton oxford, fantaisie, à partir de 250 F 100 F
 295 F 195 F

Solde de 20 % minimum sur toute la collection féminine

ARNYS 14, rue de sèvres (7^e) - Tél. 548.76.98

Prochain article :

L'« économie vaudou » à l'épreuve

EXCLUSIF

N. SIHANOUK : les conditions de mon retour au Cambodge.
Z. BRZEZINSKI : trois hypothèses pour la Pologne.
V. LÉONTIEF : les deux grands font fausse route.
ABBA EBAN, J.P. COT, ART BUCHWALD, BARYSHNIKOV, GLENN GOULD, M. TOURNIER.
REGARDS SUR : les États-Unis, le Proche-Orient, la France et l'Afrique, les Caraïbes, les Préfets, les médecines traditionnelles, les radios de propagande et les Ovni...

Latitude

Le magazine de l'actualité mondiale
 ALORS QU'IL FAIT FROID
 15 FÉVRIER 82

N°4
 LATITUDE
 le 15 de
 chaque mois

CONTRE LE FROID ET LE BRUIT
DOUBLEZ VOS VITRAGES EN GLACE PLANILUX SAINT-GOBAIN
 (déductible des impôts)



Comptez 800 F le m² TTC - Posé en glace de 8 mm, avec joint de calfeutrement au silicone compris

10 ANS DE GARANTIE

Crédit gratuit en 3 versements

Pose PARIS et BANLIEUE

Sté PARIS-ISOLATION PROTECTION

55, av. de La Motte-Picquet 75015 PARIS

Tél. : 566-65-20 et 306-35-12

DEVIS GRATUIT

DÉJA PLUS DE 15.000 SURVITRAGES POSÉS

COURS INTENSIFS DE REMISE À JOUR ET PERFECTIONNEMENT DES CONNAISSANCES EN ANGLAIS

● DATES : 1 semaine : 25-31 - 2-8 - 22-28 - 29-3 - 5-11 - 12-18 - 19-25 - 26-31
 2 semaines : 15-1 - 1-7 - 15-21 - 22-28 - 29-3 - 5-11 - 12-18 - 19-25 - 26-31

● DUREE : 6 h. par jour du lundi au vendredi

● LIEU : 350, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS

● CONDITIONS : Passage préalable d'un test (gratuit). Groupes de 3 à 5 personnes - 3.500 F TTC par personne et par semaine et 150 F TTC d'inscription.

Nous organisons également des cours semi-intensifs à raison de 3 heures par jour pendant 4 semaines. Pour tous renseignements et inscriptions :

LANGUAGE STUDIES
 350, rue St-Honoré - 75001 PARIS Tél. : 260-53-70

A voir !
Brésil
RIO DE JANEIRO 4.850 FAR
 Dép. Madrid Vel. 10/10 j
nouveau monde
 8, rue Mabillon 75006 PARIS
 (1) 329 40 40
 Points de vente : Lille - Marseille - Reims - Toulouse - Troyes

Votre BMW : Plus vite chez Zol

Lorsque l'on est concessionnaire BMW, on se doit de pouvoir présenter de façon permanente toute la gamme BMW. De la 315 à la 745i turbo. Ainsi, pour vous c'est l'assurance de disposer dans les meilleurs délais de la BMW de vos rêves. Et c'est bien agréable.

ZOL
 PORTES/GOUD
 44 av. Ed.-Vaillant 92100 Boulogne, Tél. 808.91.43

TWA vers et à l'intérieur des U.S.A.

Boston: cinq jours sur sept - 2 570F*

Liaison sans escale de Paris en gros porteur. Ce vol continue sans escale jusqu'à Washington. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des États-Unis.

*Super Apex aller/retour.

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

CONVULSÉES
 SAUVÉES
 FRAICHEUR
 QUALITÉ

FRANCOPHONIE

Le français ne doit pas redevenir une langue d'aliénation pour les peuples d'Afrique, déclare le président du Sénégal

Dakar. — Réunie à Dakar du 11 au 17 janvier, la douzième conférence générale de l'Association internationale des parlementaires de langue française a regroupé près de deux cents députés représentant plus de trente nationalités. Créé en 1967, cet organisme a entièrement renouvelé ses instances dirigeantes. C'est ainsi que M. Philippe Yacé, ancien président de l'Assemblée nationale ivoirienne, qui occupait depuis plus de trois ans le poste de président, a été remplacé par M. Amadou Cissé Dié, député socialiste du Pas-de-Calais.

Ce changement est la suite logique de l'évolution qui s'est produite en France depuis le 10 mai et en Côte d'Ivoire où, en 1980, M. Yacé a quitté la présidence de l'Assemblée nationale, poste auquel était élu M. Henri Konan Bédié. Contrôlés pendant quinze ans par l'ancienne majorité et plus particulièrement par les chiraquiens, considérés dans une

certaine mesure comme le fief personnel de M. Deniau qui en fut la cheville ouvrière pendant plus de dix ans, l'A.I.P.L.F. est ainsi, après le haut comité de la langue française, la deuxième des instances francophones qui passe sous le contrôle des socialistes.

Organisation à vocation universelle, l'A.I.P.L.F. a encore élargi son champ d'action en accueillant dans ses rangs deux nouveaux membres : la République populaire du Congo et l'Ontario, qui dispose d'un Parlement où le droit à la parole en langue française est reconnu par le gouvernement fédéral canadien. Après modification des statuts de l'organisation, le Groupe pour l'étude et le développement de la langue française (GEDULF) du Parlement européen, dont l'animateur est l'archiduc Otto de Habsbourg, a été autorisé à bénéficier d'une accréditation spéciale. Enfin le Mali, qui n'avait pu participer aux dernières assemblées générales que comme simple observateur, a repris sa place d'Etat membre.

M. Abdou Diouf, président de la

De notre envoyé spécial

République du Sénégal, qui a ouvert les travaux de la douzième assemblée générale, a tout d'abord déclaré : « Deux cents millions de francophones réels et potentiels reconnaissent Paris et la France comme le lieu géographique de cette communauté d'esprit qui voit dans la diversité de ses composantes une richesse à préserver et à accroître, contribution inestimable à la paix du monde. » Il a lancé un appel solennel aux participants en ces termes : « La francophonie n'est pas une : elle est diverse et globale. Il ne faudrait pas que le français redevenne, pour les peuples d'Afrique, la langue d'aliénation qu'elle a jadis été et qu'on puisse à nouveau lui faire les reproches que l'on adresse aujourd'hui à l'anglais-américain. Il ne faudrait pas qu'elle réduise à l'identité les cultures et les civilisations africaines réhabilitées par les indépendances, mais restées fragiles par les séquelles de la colonisation et non encore consolidées par les acquis du

développement. Nous avons une double responsabilité : celle d'arrêter le recul du français et de le promouvoir dans le domaine de la science et de la technologie, celle de respecter scrupuleusement les identités culturelles... »

Une série de résolutions a été adoptée à l'issue des travaux menés au sein de quatre commissions. Tandis que la commission générale recommandait, à l'initiative de la délégation égyptienne, la création d'un centre international de recherche négro-islamique, la commission culturelle proposait « la création d'une caisse internationale du livre chargée d'élaborer la production, la publication, la diffusion, la traduction du livre scientifique et technique ainsi que du manuel scolaire en langue française ».

La délégation française, conduite par M. Delehedde, et qui comprenait notamment M. Guidoni, député-socialiste, a joué un rôle particulièrement actif au cours des quatre dernières journées. Comme l'a expli-

qué M. Guidoni lui-même, « l'évolution en cours en France doit permettre au Parlement de reprendre une place de premier plan, et la section française de l'A.I.P.L.F. doit cesser d'être un club pour devenir un instrument apolitique au service d'une politique francophone correspondant à un grand dessein ».

Nommé, à la suite de difficiles tractations de couloir, secrétaire général parlementaire honoraire, consultant et conseiller spécial de l'A.I.P.L.F., M. Deniau a présenté, vendredi, un rapport d'activité dans lequel il a insisté sur l'extension continue et progressive du nombre des membres de l'Association et sur les méthodes de travail particulières de celle-ci.

Parmi les interventions qui ont eu lieu au cours de la séance de clôture des travaux, il faut citer celle de M. Erreaut, membre de la délégation de Jersey, lequel a proposé qu'on tienne, en juin 1983, dans les îles anglo-normandes.

PHILIPPE DECAENE.

LA FRANCE ACCROIT SON AIDE A L'ACADIE

Une délégation acadienne dirigée par M. Léger Comeau, président de la Société nationale des Acadiens, a séjourné à Paris du 11 au 15 janvier à l'occasion de la négociation franco-acadienne annuelle sur la coopération culturelle et technique. Reçue par M. Pouillon, conseiller spécial du premier ministre, et par M. Jacques Thibaut, directeur général des relations culturelles, la délégation a obtenu une augmentation de l'aide française. Celle-ci sera de 1,7 million de francs en 1982 alors qu'elle était de 1,2 million de francs en 1981. Cette enveloppe est notamment destinée au quotidien francophone l'Évangéline et aux quatorze bourses accordées aux jeunes Acadiens qui viennent étudier en France tous les ans.

Les trois cent mille Acadiens sont les lointains descendants des colons français installés dans les provinces canadiennes actuelles du Nouveau-Brunswick, de Nouvelle-Écosse et de l'Île du Prince-Édouard. C'est à l'Angleterre en 1713 par le traité d'Utrecht, l'Acadie n'a plus d'existence juridique. Les Acadiens sont minoritaires dans ces trois provinces, mais constituent environ 38 % de la population du Nouveau-Brunswick.



Directeur unité industrielle

320.000 F

Centre est - Membre d'un très puissant groupe industriel français, cette société recherche le Directeur d'une unité industrielle (700 personnes) spécialisée dans l'étude, l'industrialisation et la production de petits matériels destinés à l'industrie électronique. Dépendant de la Direction Industrielle, il sera responsable de la réalisation des objectifs de production (qualité - coûts - délais) et présidera le comité d'établissement local. Il gèrera un budget d'études et d'industrialisation de l'ordre de 10 millions de francs par an et participera à l'évolution de la politique industrielle de la société. Ce poste comprendrait à un ingénieur diplômé, âgé d'au moins 37 ans, disposant de bonnes connaissances en mécanique et électricité. Il aura l'expérience de la direction d'une unité de production en série de petits matériels électromécaniques ou électroniques, de l'utilisation d'importants équipements et outillages et des études d'automatisation. La rémunération annuelle, liée à l'expérience acquise, ne sera pas inférieure à 300.000 francs. Le poste est à pourvoir dans une ville du Centre Est de la France. La mobilité géographique du candidat retenu sera par la suite un atout pour son évolution de carrière. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A2159M

Directeur commercial

250.000 F

Un groupe important de distribution de pneus et accessoires automobiles (350 personnes - 200 millions de chiffre d'affaires) implanté sur la grande région parisienne avec 30 points de vente, recherche son Directeur Commercial. Rendant compte au Président Directeur Général, il sera chargé de développer l'effort commercial de la direction d'une politique commerciale et de développer la structure commerciale nouvellement redéfinie. Il concevra les actions promotionnelles, dynamisera le réseau de vente et en coordonnera les activités. Ce poste peut convenir à un candidat expérimenté et diplômé d'enseignement commercial supérieur, possédant le goût de l'action et de l'organisation, apte à diriger et animer un réseau important, intéressé par l'opportunité d'améliorer la rentabilité et le profit d'une activité de vente. Le poste est basé dans la proche banlieue Ouest de Paris. Ecrire à Christiane ROUSSEL à Paris. Réf. A2161M

Chef du personnel

Banlieue sud

Membre d'un groupe de renommée internationale, cette importante société industrielle, spécialisée dans la production de câbles électriques spéciaux, recherche pour son établissement principal (environ 500 personnes) situé dans la banlieue sud de Paris, son Chef du Personnel. Sous l'autorité du Secrétaire Général de l'entreprise, il participera à l'élaboration de la politique sociale qu'il sera chargé d'appliquer. Responsable de l'ensemble des missions rattachées à la fonction Personnel (administration - rémunérations - tableaux de bord - statistiques - formation...) il assurera les relations avec les partenaires sociaux et devra adapter les outils de gestion aux nouvelles activités de l'entreprise. Agissant également comme conseil et interlocuteur des différentes directions, il sera entouré d'une petite équipe et collimera les services généraux (médical - restaurant - gardiennage...). Le poste s'adresse à un généraliste confirmé de la fonction « Personnel », âgé d'au moins 37 ans, de solide formation générale, et disposant d'une expérience convaincante de Responsable du Personnel, acquise de préférence en milieu industriel. Ses connaissances en législation sociale, ses capacités de négociations, et ses facultés d'organisation le rendront rapidement opérationnel. La rémunération, motivante sera liée à l'expérience du candidat retenu. Ecrire à J. HAXAIRE à Paris. Réf. A2180M

Jeune spécialiste recrutement

160.000 F

Le Département « Personnel » de PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A., filiale française de PA INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTANTS (1.000 consultants dans le monde), développe régulièrement ses activités sur les plans régional, national et international, et recherche aujourd'hui un nouveau consultant pour renforcer les structures de son bureau de Paris. Affecté au Département International, il se verra confier très rapidement des missions de recrutement de type classique, puis prendra en charge progressivement des affaires plus sophistiquées, inhérentes aux activités spécifiques de cette entité : recherche de personnel pour le compte de sociétés basées à l'étranger, relations avec les groupes internationaux implantés en France... Ce poste conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 25 ans minimum, ayant déjà acquis une bonne maîtrise des techniques de recrutement, et fortement motivé par une spécialisation en ce domaine. Des connaissances complémentaires en Gestion du Personnel et en Développement des Ressources Humaines seraient un atout certain pour une évolution future. Une bonne pratique de la langue anglaise est indispensable. La rémunération annuelle, fonction des compétences offertes, sera de l'ordre de 160.000 francs. Ecrire à J.P. ROUGIER à Paris. Réf. A2029M

Directeur administratif et financier

300.000 F

Cette société industrielle en expansion (200 millions de francs de chiffre d'affaires) est la filiale française d'un groupe européen, leader de son secteur d'activité. Elle recherche, pour son siège situé dans une agréable ville de province, son Directeur Administratif et Financier. Dépendant du Directeur Général et en liaison avec les services financiers du groupe, il supervisera les services financier, comptable, administratif, personnel, informatique et achats. Il animera une équipe d'une vingtaine de personnes. Ce poste important s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'enseignement supérieur (IES, ESSEC, Sciences Politiques...) possédant une expérience approfondie des problèmes financiers et administratifs et une bonne pratique du contrôle budgétaire et d'une gestion informatique évoluée. Il aura atteint une envergure professionnelle permettant une vision économique globale d'une entreprise industrielle. La pratique courante de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle, de l'ordre de 300.000 francs, sera fonction de l'expérience offerte. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A2162M

Directeur technique

220.000 F

Nous sommes une société d'ingénierie informatique en forte expansion et nous recherchons un Directeur Technique. Très bon technicien de l'informatique, homme d'expérience dont la réputation personnelle aura été confirmée, si possible, par l'accueil réservé à ses publications, c'est aussi un homme de négociation sachant communiquer ses idées et transmettre ses compétences. Créatif, son goût pour la recherche s'accompagne du souci constant du confort de l'utilisateur. Son rôle sera diversifié : gestion et suivi des contrats de recherche ; animation de l'équipe de travail chargée de la conception d'outils de génie logiciel et de produits méthodologiques, conseil auprès de l'Etat Major. La rémunération, fonction de l'expérience, sera de l'ordre de 220.000 francs. Ce poste est basé dans l'Ouest Parisien. Les réponses seront transmises directement à notre client ; prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles doivent pas être communiquées. Ecrire en envoyant curriculum-vitae et photo à Paris. Réf. B5757M

Ingénieur développement et industrialisation

190.000 F

Industrie alimentaire - La filiale française d'un important groupe international spécialisé dans l'industrie alimentaire, recherche, pour sa principale usine (plus de 500 personnes), située dans le Sud-Est de la France, un Ingénieur Développement et Industrialisation. Rattaché directement au Directeur de l'Usine, il sera responsable de la réalisation d'un important plan d'investissements se traduisant notamment par le renouvellement d'équipements, mais aussi par l'introduction de concepts nouveaux de production. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé de l'enseignement Technique Supérieur (Industries Alimentaires) et possédant une réelle expérience des processus alimentaires (conservation, lactérie, biscuiterie...). Des qualités d'initiative et de sens de l'initiative sont indispensables. La connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération, qui pourra atteindre 190.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à J.A. DENNINGER à Paris. Réf. A2143M

Responsable marketing

145.000 F

La filiale française d'une société de service américaine de réputation mondiale recherche un Responsable Marketing. Basé dans la proche banlieue ouest de Paris, il sera placé sous l'autorité du Directeur Marketing/Ventes de sa division, et aura la responsabilité d'une équipe de 2 assistants. Sa fonction le conduira à participer à la définition de la stratégie marketing et à mettre en œuvre les moyens nécessaires dans le cadre du budget défini. La réalisation de cette mission implique des contacts nombreux et variés, elle suppose de grandes qualités de communication et une forte capacité à animer et à coordonner toutes les actions marketing liées au produit (actions commerciales, publicitaires, promotionnelles, relations publiques etc.). Ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) âgé(e) de 25 ans minimum, diplômé(e) d'une école supérieure de commerce (ou équivalent), parlant couramment l'anglais et pouvant justifier d'une première expérience réussie dans des fonctions similaires (Responsable Marketing, Chef de produit etc.). La rémunération annuelle, fonction de l'expérience, sera de l'ordre de 145.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOTT à Paris. Réf. A2158M

Jeune ingénieur

120.000 F

Département production recherche - La Société Nationale Industrielle Aéronautique recherche pour son centre de Suresnes, en proche banlieue parisienne, un jeune ingénieur. Intégré dans une équipe pluridisciplinaire (30 personnes dont 22 ingénieurs) qui a pour objectif de développer des techniques nouvelles dans le domaine de la production, il aura une double mission : participer à la conception et à la réalisation de projets à long terme relatifs à l'automatisation des moyens et procédés de fabrication, et mener à bien des études ponctuelles confiées au département par les différentes divisions du groupe. Il aura à faire preuve d'initiative et d'autonomie et sera amené à travailler en collaboration avec les unités du groupe situées dans toute la France. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur de formation mécanique (type AM, Mines ou équivalent), ouvert sur les domaines de l'informatique et de l'automatisation, et pouvant justifier si possible d'une expérience en entreprises ayant sensibilisé à l'utilisation de machines à commandes numériques (groupe et programmation). Une bonne connaissance de l'anglais sera un atout important. La rémunération de l'ordre de 120.000 francs, sera essentiellement fonction de l'expérience acquise. Ecrire à D. DELRIEU à Nantes. Réf. A1125M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA - Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini - 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505.14.30

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

78, Boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Paris - Rome - Stockholm - Strasbourg - Stuttgart - Turin - Zurich

Le Monde

politique

LA DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Neuf séances de travail et trente pages d'analyses

Après neuf séances de travail (les 21 décembre et les 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13 et 14 janvier), le Conseil constitutionnel a rendu public, le 16 janvier, sa décision sur la loi de nationalisations.

Cette décision, longue de trente pages, rendue sur le rapport du doyen Georges Vedel, juge non conforme à la Constitution les dispositions concernant l'indemnisation des actionnaires (articles 6, 18 et 32 de la loi) « en raison du caractère non satisfaisant de la méthode d'évaluation et de l'absence de prise en compte des

dividendes sur les bénéfices de 1981 », indique un communiqué du Conseil constitutionnel.

Sont également jugés inconstitutionnels, précise le communiqué, les articles 4, 16 et 30, qui « pouvaient, sans prévoir un contrôle, conférer aux administrateurs généraux et aux conseils d'administration des sociétés nationalisées, le pouvoir discrétionnaire de décider éventuellement l'aliénation des filiales ou succursales situées à l'étranger ».

Enfin, le Conseil a jugé contraire au principe d'égalité l'exception faite par l'article 13-1

en faveur des banques dont la majorité du capital social appartient à des sociétés de caractère mutualiste ou coopératif et qui ont un statut identique à celui des autres banques nationalisées.

Les autres dispositions de la loi sont déclarées conformes à la Constitution, notamment : le principe des nationalisations, la désignation des sociétés nationalisées (sous réserve du cas des banques dont le capital appartient en majorité aux sociétés de caractère mutualiste ou coopératif), la remise d'obligations en paiement

des indemnités dues, l'exclusion de la nationalisation des banques dont la majorité du capital appartient à des non-résidents.

Le Conseil estime, enfin, que la loi ne méconnaît pas le droit international.

Bien que la déclaration de non-conformité à la Constitution ne concerne que certaines parties de la loi, indique le communiqué, le fait que les articles relatifs au montant de l'indemnisation sont inséparables du reste de la loi s'oppose à ce que la loi soit promulguée dans sa teneur actuelle.

● SUR LA PROCÉDURE PARLEMENTAIRE :

« La loi de nationalisation a été adoptée selon une procédure conforme à la Constitution », estime d'abord le Conseil constitutionnel qui écarte les arguments présentés par l'opposition et tirés des articles 40 de la Constitution (irréversibilité des amendements dont l'adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit création ou aggravation d'une charge politique) ; articles premier, 4^e et 2^e de l'ordonnance du 3 janvier 1980 relative aux lois de finances (interdiction de voter des dépenses nouvelles sans prévoir les crédits correspondants) ; article 15 de la même ordonnance (la remise d'obligations aux anciens actionnaires ne constituant pas une opération d'emprunt) ; 18 de la même ordonnance (en ce que les ressources de la Caisse nationale de l'industrie et de la Colonie nationale des banques n'ont pas à figurer au budget de l'Etat) ; 74 de la Constitution (parce que la loi de nationalisation n'aurait pas été soumise pour avis aux assemblées des territoires d'Outre-mer).

● SUR LE PRINCIPE DES NATIONALISATIONS :

« [...] Considérant que, si postérieurement à 1980, les juges n'ont pas, les finalités et les conditions d'exercice du droit de propriété ont subi une évolution caractérisée à la fois par une notable extension de son champ d'application à des domaines jusque-là nouveaux et par des limitations exigées par l'intérêt général, les principes mêmes énoncés par la décision de 1973 de l'homme ont pleine valeur constitutionnelle tant en ce qui concerne le caractère fondamental du droit de propriété que la conservation de son contenu substantiel de la société politique et qui est mis au même rang que la liberté, la sûreté et la résistance à l'oppression, qu'il n'est pas, en ce qui concerne les garanties données aux titulaires de ce droit et les prérogatives de la puissance publique. [...] »

Considérant que l'alinéa 9 du préambule de la Constitution de 1946 (repris par celui de 1958) dispose : « Tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait doit devenir la propriété de la collectivité » ; que cette disposition n'a ni pour objet ni pour effet de rendre inapplicables aux opérations de nationalisation les principes sus-rappelés de la Déclaration de 1789 (articles 17 sur les droits naturels et imprescriptibles de l'homme) et 17 sur la propriété dont nul ne peut être privé, sans nécessité publique et sous réserve d'une indemnité juste et préalable ;

Considérant que, si l'article 34 de la Constitution place dans le domaine de la loi « les nationalisations d'entreprises et les transferts d'entreprises du secteur public au secteur privé », cette disposition, tout comme celle qui confie à la loi la détermination des principes fondamentaux du régime de la propriété, ne saurait dispenser le législateur, dans l'exercice de sa compétence, du respect des principes et des règles de valeur constitutionnelle qui s'imposent à tous les organes de l'Etat ;

Considérant qu'il ressort des travaux préparatoires de la loi soumise à l'examen du Conseil constitutionnel que le législateur a entendu fonder les nationalisations opérées par ladite loi sur le fait que ces nationalisations seraient nécessaires pour donner

aux pouvoirs publics les moyens de faire face à la crise économique, de promouvoir la croissance et de combattre le chômage et procéderaient donc de la nécessité publique au sens de l'article 17 de la Déclaration de 1789 ;

Considérant que l'appréciation portée par le législateur sur la nécessité des nationalisations décidées par la loi soumise à l'examen du Conseil constitutionnel ne saurait, en l'absence d'erreur manifeste, être révisée par celui-ci dès lors qu'il n'est pas établi que les transferts de biens et d'entreprises présentement opérés restreindraient le champ de la propriété privée et de la liberté d'entreprendre au point de méconnaître les dispositions précitées de la Déclaration de 1789 ;

● SUR LA DÉSIGNATION DES SOCIÉTÉS FAISANT L'OBJET DES NATIONALISATIONS ET SUR LE RESPECT DU PRINCIPE D'ÉGALITÉ :

Considérant que les dispositions des articles premier et 27 de la loi, qui désignent respectivement les cinq sociétés industrielles et les deux compagnies financières faisant l'objet de mesures de nationalisation ont été prises sur le fondement de la limite des pouvoirs qui, comme il vient d'être dit, appartiennent au législateur ; que les caractères spécifiques attachés à chacune de ces sociétés font obstacle à ce que le principe d'égalité puisse être utilement invoqué par comparaison avec la situation d'autres sociétés non visées par la loi de nationalisation ; qu'ainsi les articles premier et 27 de la loi ne sont pas contraires à la Constitution ;

Considérant que, s'agissant de la nationalisation des banques, l'article 13 de la loi énonce en premier lieu dans son paragraphe 1 la règle générale selon laquelle les banques sont destinées à servir l'ensemble de la nation et les besoins de la société politique et qui est mis au même rang que la liberté, la sûreté et la résistance à l'oppression, qu'il n'est pas, en ce qui concerne les garanties données aux titulaires de ce droit et les prérogatives de la puissance publique. [...] »

Considérant qu'il est fait tout d'abord grief au législateur d'avoir, dans le paragraphe 1 de l'article 13, retenu comme critère général des nationalisations de banques la détention à la date du 2 janvier 1981 par les banques inscrites sur la liste du Conseil national du crédit de 1 milliard de francs ou plus sous forme de dépôts à vue ou de placements liquides ou à court terme en France ou de dépôts de résidents selon les définitions adoptées par le Conseil national du crédit ; qu'il est reproché à cette disposition de recourir à un critère non significatif et arbitraire ;

Considérant qu'il appartenait au législateur, en fonction de la nécessité publique constatée par l'extinction de la nationalité des banques les motifs importants ; que le critère retenu pour déterminer le seuil au-dessous duquel les banques échappent à la nationalisation n'est pas sans rapport avec son objet ;

Considérant que, d'autre part, l'article 13-1 de la loi exclut de la nationalisation les banques ayant le statut de sociétés limitées pour le commerce et l'industrie fixé par l'ordonnance n° 87-837 du 28 septembre 1987 ou le statut de maison de ré-escopie fixé par le décret n° 80-439 du 12 février 1980 ; les banques dont la majorité du capital social appartient directement ou indirectement à des sociétés de caractère mutualiste ou coopératif ; les banques dont la majorité du capital social appartient directement ou indirectement à des personnes physi-

ques ne résidant pas en France ou à des personnes morales n'ayant pas leur siège social en France ;

Considérant que, sur le principe même des dérogations ainsi apportées au critère général de la détermination des banques nationalisables, il est allégué que de telles dérogations, qui laissent hors du champ d'application de la loi des sociétés de banque non moins importantes que celles qu'il inclut, seraient la preuve que les nationalisations de banques n'étaient pas nécessaires à la réalisation des buts que le législateur a entendu poursuivre ;

Considérant que cette alléguation ne saurait être retenue ; qu'en effet, le législateur avait le pouvoir d'apprécier quelle devait être l'étendue des nationalisations de banques pour la réalisation des objectifs qu'il assignait à ces nationalisations ;

Considérant qu'il est, également, fait grief aux dérogations faisant l'objet des dispositions précitées de méconnaître le principe d'égalité ;

Considérant que le principe d'égalité n'est pas moins applicable entre les personnes morales qu'entre les personnes physiques, car, les personnes morales étant des groupements de personnes physiques, la méconnaissance du principe d'égalité entre celles-ci équivaudrait nécessairement à une méconnaissance de l'égalité entre celles-ci ;

Considérant que le principe d'égalité ne fait pas obstacle à ce qu'une loi établisse des règles non identiques pour des catégories de personnes se trouvant dans des situations différentes, mais qu'il ne peut en être ainsi que lorsque cette inégalité est justifiée par la différence de situation et n'est pas incompatible avec la finalité de la loi ;

Considérant que la dérogation des banques dont le statut de sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie ou le statut de maison de ré-escopie n'est pas contraire au principe d'égalité, certains de ces établissements de statut de ces établissements leur étant spécifiques ;

Considérant que, si les banques dont la majorité du capital social appartient directement ou indirectement à des personnes physiques ne résidant pas en France ou à des personnes morales n'ayant pas leur siège social en France ont le même statut juridique que les autres banques, le législateur a pu, sans méconnaître le principe d'égalité, les exclure de la nationalisation en prenant motif des risques de difficultés que la nationalisation de ces banques aurait pu entraîner sur le plan international, et dont la réalisation aurait, à ses yeux, compromis les buts d'intérêt général que le législateur a entendu poursuivre ;

Considérant que, si les banques dont la majorité du capital social appartient directement ou indirectement à des sociétés de caractère mutualiste ou coopératif méconnaissent le principe d'égalité ; qu'en effet, elle ne se justifie ni par des caractères spécifiques de leur statut ni par la nationalité de leurs dirigeants ; qu'elle n'est pas non plus justifiée par des difficultés éventuelles dans l'application de la loi propres à contraindre les buts d'intérêt général que le législateur a entendu poursuivre ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu de déclarer non conformes à la Constitution les dispositions de l'article 13-1 de la loi soumise à l'examen du Conseil constitutionnel ainsi conçues : « Les banques dont la majorité du capital social appartient directement ou indirectement à des sociétés de caractère mutualiste ou coopératif. »

● SUR LE TRANSFERT ÉVENTUEL DU SECTEUR PUBLIC AU SECTEUR PRIVÉ :

« En ce qui concerne les articles 4, 16 et 30 de la loi : [...] »

Considérant que les articles 4, 16 et 30 de la loi sont conçus en termes identiques ; que leurs dispositions tendent, en ce qui concerne chacune des catégories de sociétés nationalisées, à permettre aux administrateurs généraux et aux conseils d'administration de décider, lorsque les législations ou les pratiques propres à certains pays le rendront nécessaire, l'aliénation partielle ou totale des participations, majoritaires ou minoritaires, détenues directement ou indirectement par ces sociétés dans des filiales ou certaines de leurs succursales exerçant leurs activités en dehors du territoire national [...] ;

Considérant que, si, aux termes de l'article 34 de la Constitution, la loi fixe « les règles concernant les nationalisations d'entreprises et les transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé », ces dispositions n'ont pas pour objet de transférer au secteur privé le pouvoir de décision sur la détermination des règles de calcul de la valeur d'échange des actions cotées en bourse ;

Considérant que, si les articles 4, 16 et 30 de la loi ont pour objet de transférer au secteur privé le pouvoir de décision sur la détermination des règles de calcul de la valeur d'échange des actions cotées en bourse, ce transfert de pouvoir de décision n'est pas contraire au principe d'égalité ;

des aménagements propres à redresser les inégalités et les insuffisances substantielles qui pouvaient en découler ;

Considérant que la moyenne des cours de bourse entre le 1^{er} janvier 1978 et le 31 décembre 1980 est composée de cotations exprimées en francs courants ; que, si la dépréciation monétaire est prise en compte, il n'est pas moins évident que la méthode d'application de la loi a été appliquée de façon correcte ; que l'utilisation de cotations remontant loin dans le passé en vue d'exprimer la valeur des actions au 1^{er} janvier 1982 fut affectée d'une correction adéquate, qui n'est pas prévue par la loi dans les dispositions présentement examinées ;

Considérant, d'autre part, que l'utilisation uniforme d'une même base de cours de bourse sur une période aussi longue sans tenir compte de ce que le sens de l'évolution des cours a été différent, et, certains cas, opposé pour les diverses sociétés nationalisées, aboutit à des distorsions considérables en ce qui regarde ce qu'aurait pu être la valeur réelle des actions au moment de la déposition ;

Considérant, il est vrai, que, selon les dispositions susvisées, la référence à la situation comptable nette et pour 25 % par la référence à la situation comptable nette et pour 25 % par la référence au produit par 10 du bénéfice net moyen ;

Considérant que l'appel à d'autres critères que celui de la moyenne des cours de bourse aurait dû précéder, selon l'intention du législateur, la référence à la situation comptable nette et pour 25 % par la référence au produit par 10 du bénéfice net moyen ;

Considérant que cette fin est indubitablement servie par les dispositions présentement examinées ; qu'en particulier la référence à la situation nette comptable sans prise en compte des actions des filiales ainsi que la référence au bénéfice net moyen sans prise en compte des bénéfices des filiales conduisent, pour les sociétés en cause, à des résultats de dépréciation nettement supérieurs à ceux qui seraient obtenus en appliquant les critères de référence ;

Mais, considérant que cette fin est indubitablement servie par les dispositions présentement examinées ; qu'en particulier la référence à la situation nette comptable sans prise en compte des actions des filiales ainsi que la référence au bénéfice net moyen sans prise en compte des bénéfices des filiales conduisent, pour les sociétés en cause, à des résultats de dépréciation nettement supérieurs à ceux qui seraient obtenus en appliquant les critères de référence ;

Considérant, en outre, que les dispositions des articles présentement examinées ont pour effet nécessaire de priver les anciens actionnaires des dividendes qu'ils auraient reçus au titre de l'exercice 1981 et avec lesquels les intérêts que les obligations remises en échange des actions ont été remboursées doublement ;

Considérant au total qu'en ce qui concerne les actions des sociétés cotées en bourse la méthode d'évaluation des actions des sociétés de banque autres que celles dont les actions étaient inscrites à la cote officielle des agents de change, celles qu'elles représentent dans la valeur d'échange des actions des sociétés de banque autres que celles dont les actions étaient inscrites à la cote officielle des agents de change, ne pouvait se faire de façon directe, notamment du fait que leur cotation en bourse avait été nécessairement affectée et ce depuis un temps assez long par la perspective même des nationalisations ; qu'il appartenait donc au législateur de déterminer des règles de calcul de la valeur d'échange propres à conduire, avec une approximation inévitable mais imparable, à des résultats comparables ; qu'il pouvait légitimement tenir compte des nécessités de simplicité et de rapidité du jeu des règles d'indemnisation, notamment en ce qui concerne le caractère préalable de l'indemnisation qui aurait été compromis si, pour l'essentiel de la valeur d'échange, la remise des obligations n'avait pu s'opérer au jour même du transfert de propriété ;

Considérant cependant que, quelle que fût leur force, ces nécessités pratiques ne pouvaient prévaloir sur l'exigence de la juste indemnité due à chacun des anciens propriétaires d'actions ; qu'il était loisible au législateur de se référer, pour l'évaluation des actions, à une moyenne des cours de bourse pendant une certaine période, mais en associant cette méthode forfaitaire

des actions des sociétés de banque au secteur public au secteur privé ;

Considérant que l'article 16-2 de la loi détermine la valeur d'échange des actions des sociétés de banque autres que celles dont les actions étaient inscrites à la cote officielle des agents de change ; que cette valeur d'échange est déterminée par référence, pour partie égale, à la situation nette comptable au 31 décembre 1980 et au produit par dix du bénéfice net moyen des exercices 1978, 1979, 1980, défini l'une et l'autre dans des termes identiques à ceux relatés par l'article 16-1 pour la détermination de la valeur d'échange des actions cotées en bourse ;

Considérant que ces dispositions appellent une appréciation analogue à celle formulée plus haut

concernant le recours, pour apprécier la valeur d'échange des actions cotées en bourse, à la situation nette comptable et au produit par dix du bénéfice net moyen ; que cette appréciation est aggravée par le fait que, le cours en bourse ne pouvant être pris en compte, les inégalités de traitement et les insuffisances d'évaluation pouvant résulter de ce mode de calcul produisent un plein effet ; qu'en outre, les observations relatives aux dividendes attachés à l'exercice 1981 s'appliquent également au cas présentement examiné ;

Quant à l'ensemble des dispositions relatives à la valeur d'échange des actions :

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les articles 6, 18 et 32 de la loi soumise à l'examen du Conseil constitutionnel ne sont pas, en ce qui concerne le caractère de l'indemnité, conformes aux exigences de l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ;

EN CE QUI CONCERNE LE CARACTÈRE PRÉALABLE DE L'INDENNISATION :

« [...] Considérant que, si le règlement de l'indemnisation ne s'opère pas par la remise de numéraires, les actionnaires déposés doivent, selon les dispositions des articles 6, 17 et 31 de la loi soumise à l'examen du Conseil constitutionnel, recevoir, à la date de déposition, en échange de leurs actions, des obligations portant jouissance à cette date et produisant un intérêt semestriel payable à terme échu ; que ces obligations sont inscrites à la cote officielle et donc immédiatement négociables ;

Considérant que l'intérêt attaché à ces obligations est égal au taux de rendement des emprunts fédéraux de la France par la Caisse des dépôts et consignations durant les vingt-cinq premières semaines du semestre précédent sa fixation ; que ces dispositions tendent, d'une part, à permettre une négociation normale de ces titres sur le marché des obligations, d'autre part, à pallier les risques de dépréciation monétaire ;

Considérant, enfin, que le remboursement de ces obligations au pair se fera par voie de tirage au sort et que les chances annuelles sensiblement égales, ce qui fait apparaître une échéance équivalente à sept ans constatée sur le marché secondaire de Paris par la Caisse des dépôts et consignations durant les vingt-cinq premières semaines du semestre précédent sa fixation ; que ces dispositions tendent, d'une part, à permettre une négociation normale de ces titres sur le marché des obligations, d'autre part, à pallier les risques de dépréciation monétaire ;

Considérant, en outre, que les dispositions des articles présentement examinées ont pour effet nécessaire de priver les anciens actionnaires des dividendes qu'ils auraient reçus au titre de l'exercice 1981 et avec lesquels les intérêts que les obligations remises en échange des actions ont été remboursées doublement ;

Considérant au total qu'en ce qui concerne les actions des sociétés cotées en bourse la méthode d'évaluation des actions des sociétés de banque autres que celles dont les actions étaient inscrites à la cote officielle des agents de change, celles qu'elles représentent dans la valeur d'échange des actions des sociétés de banque autres que celles dont les actions étaient inscrites à la cote officielle des agents de change, ne pouvait se faire de façon directe, notamment du fait que leur cotation en bourse avait été nécessairement affectée et ce depuis un temps assez long par la perspective même des nationalisations ; qu'il appartenait donc au législateur de déterminer des règles de calcul de la valeur d'échange propres à conduire, avec une approximation inévitable mais imparable, à des résultats comparables ; qu'il pouvait légitimement tenir compte des nécessités de simplicité et de rapidité du jeu des règles d'indemnisation, notamment en ce qui concerne le caractère préalable de l'indemnisation qui aurait été compromis si, pour l'essentiel de la valeur d'échange, la remise des obligations n'avait pu s'opérer au jour même du transfert de propriété ;

Considérant cependant que, quelle que fût leur force, ces nécessités pratiques ne pouvaient prévaloir sur l'exigence de la juste indemnité due à chacun des anciens propriétaires d'actions ; qu'il était loisible au législateur de se référer, pour l'évaluation des actions, à une moyenne des cours de bourse pendant une certaine période, mais en associant cette méthode forfaitaire

SUR LA LOI DE NATION

21 TARIFS RI EN AFRIQUE

Le communiqué du gouvernement

Aussitôt connu, samedi soir 16 décembre, l'avis du Conseil constitutionnel, l'hôtel Matignon a publié le communiqué suivant :

« Le gouvernement prend acte de la décision du Conseil constitutionnel concernant le projet de loi de nationalisation voté par le Parlement en décembre dernier.

« Cette décision reconnaît que la démarche gouvernementale est conforme à la Constitution. Elle ne remet pas en cause le programme de nationalisation établi par le pays.

« Toutefois, la décision du Conseil constitutionnel, en demandant que soit renforcé le montant des indemnités versées aux actionnaires, retarde la promulgation de la loi et maintient donc les sociétés concernées dans une situation d'attente.

« Le gouvernement confirme sa volonté de procéder aux nationalisations annoncées. Le conseil des ministres de mercredi prochain arrêtera les dispositions à prendre pour permettre le vote définitif de la loi dans les meilleurs délais. »

Jeannot

LE CONSTITUTIONNEL
pages d'analyses

SUR LA LOI DE NATIONALISATION

Les trois banques mutualistes pourraient échapper à la nationalisation

En estimant que trois banques mutualistes (la Banque fédérative du crédit mutuel, la Banque française du crédit coopératif, et la Banque des coopératives de consommation et des mutualités) dont le total des dépôts dépasse la barre fatidique du milliard de francs, le Conseil constitutionnel n'a fait que se tenir à la lettre du projet de loi et n'a pu qu'entériner les bizarreries de la réglementation bancaire française.

Il admet trois exceptions à la nationalisation énoncées dans l'article 12 : les banques à capital étranger, et les petites banques, dont les dépôts sont inférieurs à 1 milliard de francs, mais estime que la quatrième exception — « les banques dont le capital appartient directement ou indirectement à des sociétés de caractères mutualistes ou coopératifs » — ne revêt pas, comme les trois premières, un caractère spécifique suffisant pour être justifiée : à ses yeux, ces banques ne sont pas « coopératives » au sens juridique du terme.

En fait, c'est exact. La plus

grande d'entre elles (2 milliards de dépôts), la Banque fédérative du crédit mutuel, dont le siège est à Strasbourg, est une banque « inscrite » de droit privé, constituée en 1930 dans l'esprit du mutualisme allemand de la période d'émigration de l'Alsace-Lorraine (1870-1918), à laquelle ne s'applique pas la loi bancaire française de 1941 (l'Alsace était de nouveau annexée). Elle a gardé un caractère hybride dans la mesure où elle fait office de Caisse régionale fédérative pour les caisses locales du Crédit mutuel d'Alsace, de Lorraine et de Franche-Comté, ses actionnaires.

La nationalisation reviendrait à décapiter le mouvement mutualiste alsacien, alors que ce ne serait pas le cas pour les caisses bretonnes, par exemple, dont la Caisse fédérative régionale n'est pas une banque. Ce serait le cas, également pour le Crédit coopératif, établissement à statut légal spécial, dont la B.F.C.C., sa filiale, est la banque de dépôts : la B.F.C.C. est également une banque « inscrite » de droit privé,

dont le capital appartient à la Caisse centrale du crédit coopératif et à d'autres coopératives du groupe. Quant à la B.C.C.M., elle aussi banque privée, elle est une filiale, à deux tiers, de la Garantie mutuelle des fonctionnaires et à un tiers de la Fédération des coopératives de consommation.

Il est certain que la décision du Conseil constitutionnel est de nature à embarrasser le gouvernement, qui n'a nullement l'intention de nationaliser ces trois banques, mais que l'ensemble du Crédit agricole, des Banques populaires, et du Crédit mutuel à l'exception de l'Alsace, ne sont pas des banques inscrites au sens strict de la loi, et échappent donc de plein droit, à la nationalisation.

Il semble qu'une nouvelle rédaction de l'article 12, faisant exception pour les banques « à caractère coopératif », ce qui est exact dans les trois cas précités, sans allusion à la notion de « capital social dérivé par des mutualités ou des coopératives », recevrait l'aval du Conseil constitutionnel.

Resteraient donc trente-six banques sous couvertées par la loi de nationalisation :

Banque de Bretagne ; Banque coopérative du bâtiment et des travaux publics ; Banque La Hérault ; Banque de l'Indochine et de Suez ; Banque Industrielle et mobilière privée ; Banque de Paris et des Pays-Bas ; Banque paribas ; Banque de commerce et d'Industrie ; Banque régionale de l'Ouest ; Banque de l'Union de Chine ; Banque de Chine ; Crédit chimique ; Crédit commercial de France ; Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine ; Crédit industriel et commercial ; Crédit industriel de Normandie ; Crédit industriel de l'Ouest ; Crédit du Nord ; Banque Hervet ; Banque Lazard ; Monod-Française de banque ; Banque Oder-Frühgen-Cottin ; Banque Rothschild ; Banque Scialbert-Dupont ; Société bordelaise de crédit industriel et commercial ; Société centrale de banque ; Société générale d'assurance de banque ; Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel ; Société marseillaise de crédit ; Société marseillaise de crédit industriel et Varin-Bernier ; Société aquitaine de banque ; Société La Hérault ;

Banque Tarnaud ; Banque Verne et commerciale de Paris ; Union des banques à Paris ; Banque Worms.

Sur les trois cent quatre-vingt-seize banques inscrites, recensées par l'Association française de banques, cent cinquante et une sont contrôlées, d'après la loi de nationalisation ; les plus importantes d'entre elles sont la Banque commerciale de l'Europe du Nord, propriété de l'U.R.S.S., la Citibank, la Morgan et la Chase Manhattan, filiales d'établissements américains, Neufilac-Schumberger-Mallet (N.S.M.), contrôlée par la banque néerlandaise A.B.N. Barclay et B.C.T. Midland, filiales de deux grandes banques britanniques.

Parmi les cent quatre-vingt-dix-sept banques françaises recensées, quarante-six sont contrôlées directement ou indirectement par les trois banques nationales, vingt-quatre par des actionnaires publics ou assimilés, cinquante-deux par les trente-six banques nationalisables, et deux par des groupes industriels nationalisables.

Resteraient, finalement, soixante et onze établissements à caractère privé, représentant 1,20% de l'ensemble de dépôts et 0,81% des crédits à l'économie. Parmi ces soixante et onze, seuls seulement sont réellement indépendants.

La consolidation des comptes : une arme à double tranchant

Il existe actuellement deux façons de présenter les comptes d'un groupe industriel et financier et, par conséquent, d'apprécier sa valeur : soit retracer les seuls résultats et bilans de la maison mère, soit faire la masse des résultats et du bilan de toutes les filiales, actif et passif.

Au compte de pertes et profits de la maison mère ne figurent, en effet, que les résultats de la seule maison mère, auxquels s'ajoutent, le cas échéant, les dividendes reçus des filiales. A son bilan ne figurent que les valeurs comptables de filiales et participations, plus ou moins réévaluées.

Consolider les comptes du groupe revient à additionner aux résultats de la maison mère ceux des filiales, et non plus seulement les dividendes qu'elle verse, et à ajouter au bilan de ladite maison mère le bilan des participations en valeur réelle.

Dans la plupart des cas, la pratique de la consolidation

donne une image véritable de la situation du groupe, puisqu'elle tient compte des résultats des filiales, positifs ou négatifs, et de la physionomie de leurs comptes, favorable ou défavorable.

A l'heure actuelle, presque tous les groupes industriels et financiers publient des comptes consolidés, conformément aux recommandations de la commission des opérations de Bourse et des experts comptables. Sur le plan international, une telle publication est devenue absolument indispensable, car elle permet d'apprécier la situation exacte des groupes au moment où ils font appel aux marchés financiers. Dans la plupart des cas, les comptes consolidés font apparaître une augmentation très sensible des résultats et des bilans, mais ils peuvent conduire à des valeurs « négatives » : ce serait le cas pour la sidérurgie française, notamment (Usinor et Sacilor), compte tenu de leur endettement et de leurs pertes répétées.

La cotation des sociétés nationalisables est de nouveau suspendue à la bourse de Paris

La cotation des titres de sociétés nationalisables a été suspendue, à compter du lundi 18 janvier et jusqu'à nouvel avis, par les autorités boursières à la demande du ministre de l'Economie et des Finances afin d'éviter toute spéculation sur les actions concernées.

Cette mesure touche les cinq groupes industriels (Saint-Gobain, Pechiney Ugine - Kuhlmann, Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt et Compagnie générale d'électricité), les deux compagnies financières (Paribas et Suez) ainsi que les trente-six établissements bancaires négociés sur le marché parisien et dont la cotation avait été suspendue du 9 au 30 septembre dernier dans l'attente du projet de loi sur les nationalisations (1).

Dès la publication de ce dernier, les cours des titres concernés avaient rapidement progressé

jusqu'à s'ajuster, à peu de choses près, aux valeurs d'indemnisation des actionnaires retenues par l'Assemblée nationale, mais un net regain d'intérêt à l'égard des sociétés nationalisables avait été constaté, depuis quelques semaines, au palais Brongniart, où de nombreux professionnels persistaient à penser que les modalités d'indemnisation retenues par le gouvernement devaient finalement être majorées après un avis en ce sens rendu par le Conseil constitutionnel.

(1) La cotation de quatre autres titres (Société d'Assurances et de Reassurances, Daimler, Daimler et Maier) avait également été suspendue le 9 septembre 1981. La reprise de cotation était intervenue le 29 décembre pour les deux entreprises sidérurgiques et le 20 novembre pour Daimler, seule Maier devant attendre la 22 janvier pour être à nouveau négociée sur le marché.

L'INDEMNISATION DES ACTIONNAIRES (en francs)

Société	Cours au 8/1/81 (comp.) (1)	Cours au 8/9/81 (2)	Prix d'indemnisation (3)	Estimation à titre privé (4)	Dernier cours de Bourse au 15/1/82
Saint-Gobain	128,50	197,00	155,40	210	132,50
C.G.E.	411,00	265,00	334,00	330/320	321,00
Rhône-Poulenc	82,00	80,00	135,50	180/230	123,50
Thomson-Brandt	247,00	197,00	224,71	200	222,00
P.U.E.	101,00	70,00	104,00	375/425	181,70
Paribas	245,00	195,00	218,70	674/745	210,00
Suez	325,00	285,00	327,35	1 000	321,00
C.C.F.	120,00	141,50	162,75	225	153,00

(1) Dernière séance de bourse avant l'élection présidentielle du 10 mai 1981.
(2) Dernière séance de bourse avant la suspension de cotation le 9 septembre 1981.
(3) Tel qu'il est contenu dans le rapport de la commission spéciale de l'Assemblée nationale chargée d'examiner le projet de nationalisation.
(4) Estimation réalisée par des cabinets d'expertise française ou étrangère et prenant en considération les comptes consolidés.

AMNESTY INTERNATIONAL
Le Groupe 245 (Paris-Boulogne)
fera une réunion publique
avec projections-débat sur :
**La « disparition »
comme moyen
de répression**
le 21 janvier 1982, à 21 h.
au CENTRE CULTUREL SUEDOIS
11, rue Poyenne
75004 PARIS
M^{re} Saint-Paul ou Chamin-Vert
Entrée libre

LES NEUF MEMBRES

MEMBRES	Date de nomination	Nommé par MM.	Activités professionnelles antérieures	Activités politiques
PRESIDENT : M. Roger Frey, 68 ans	Février 1974	Georges Pompidou	—	Député et ministre U.D.R. de 1959 à 1974 Président du Sénat de 1958 à 1968
M. Gaston Monnerville, 85 ans	Février 1974	Alain Poher	Avocat	Député et ministre U.D.R. de 1959 à 1977 Sénateur républicain, indépendant de 1945 à 1977
M. Louis Joxe, 86 ans	Octobre 1977	Edgar Faure	Professeur, diplomate	Député et ministre U.D.R. de 1959 à 1977 Sénateur républicain, indépendant de 1945 à 1977
M. Louis Gros, 79 ans	Février 1977	Alain Poher	Avocat	Député (M.R.P.) de 1946 à 1958 ; plusieurs fois ministre
M. Robert Lecourt, 73 ans	Septembre 1979	Alain Poher	Avocat, ancien président de la Cour de Justice européenne	Membre du cabinet du général de Gaulle de 1944 à 1948
M. René Broutillet, 72 ans	Février 1974	Edgar Faure	Diplomate	—
M. Georges Vedet, 71 ans	Février 1980	Valéry Giscard d'Estaing	Professeur de droit	—
M. André Segalat, 71 ans	Février 1977	Valéry Giscard d'Estaing	Conseiller d'Etat	—
M. Achille Peretti, 70 ans	Février 1977	Edgar Faure	Avocat, préteur	Député U.D.R. de 1958 à 1977. Prés. de l'Assemblée nationale de 1969 à 1973

Le fonctionnement du Conseil constitutionnel est prévu au titre VII de la Constitution, du 4 octobre 1958 (articles 56 à 63), ainsi que par une ordonnance du 7 novembre 1958 portant loi organique. Outre les anciens présidents de la République, qui en sont, de droit, membres à vie, le Conseil est composé de neuf personnes nommées, pour un mandat de neuf ans non renouvelable, à raison d'un tiers par les présidents de la République, du Sénat et de l'Assemblée nationale.

La saisine du Conseil appartient au chef de l'Etat et aux présidents des deux Assemblées ainsi qu'au premier ministre. Depuis la réforme de 1974, ce droit a été étendu aux députés et aux sénateurs à la condition, que soixante ou moins d'entre eux, de l'une ou l'autre Assemblée, exercent un recours contre une loi qu'ils estiment inconstitutionnelle.

Lorsque le Conseil juge qu'une disposition législative est inconstitutionnelle, celle-ci ne peut être promulguée. Si cette disposition est jugée « susceptible de l'ensemble de la loi », c'est la loi tout entière qui ne peut être promulguée. Dans le cas contraire, le président de la République peut soit promulguer la loi à l'exception de la disposition critiquée, soit demander une nouvelle lecture aux Assemblées.

21 TARIFS REDUITS POUR ALLER EN AFRIQUE MOINS CHER

SUR VOLS REGULIERS AIR AFRIQUE



Air Afrique propose 21 tarifs réduits, les tarifs Découverte, pour rendre l'Afrique accessible au plus grand nombre. Il y en a pour les jeunes, pour les familles, pour les personnes qui entrent dans le troisième âge... Il y en a même plusieurs pour les passagers voyageant seuls. Les tarifs Découverte d'Air Afrique, cela peut aller jusqu'à 60% de réduction sur l'aller et retour, toujours sur vols réguliers. Il y a 21 sortes de tarifs Découverte. Ce serait curieux qu'il n'y en ait pas un pour vous.

LES TARIFS
"DECOUVERTE"
AIR AFRIQUE

IL Y A UN TARIF POUR VOUS. ALLEZ VOIR AIR AFRIQUE OU VOTRE AGENT DE VOYAGES.

POLITIQUE

COMMENTAIRES ET RÉACTIONS APRÈS LA DÉCISION

Le pouvoir et ses juges

(Suite de la première page.)

Georges Pompidou n'a pas cherché à tirer vengeance de l'annulation de son projet sur les associations de la loi de 1901. M. Valéry Giscard d'Estaing a su, sans rechigner publiquement, subir la mauvaise note infligée à son budget pour l'année 1980.

Il se peut toutefois que la décision de samedi soit d'une autre nature. Georges Pompidou a d'autant plus facilement renoncé en 1971 au mauvais coup préparé contre les associations que cela n'avait pas d'importance réelle pour la conduite de sa politique. Plus tard, peu de temps après la loi de 1901, M. Giscard d'Estaing pour faire exécuter comme on le voit le budget rejeté par le Conseil constitutionnel. Cette censure n'était que formelle.

On ne saurait être aussi paisible aujourd'hui, et l'on est tenté de voir dans la décision de samedi un geste qui n'a pas de précédent. Pour la première fois, en effet, le Conseil interdirait la poursuite de la politique d'une majorité. Non pas sur un élément accessoire ou facilement gérable, mais sur un point essentiel dont il a été décrit, à l'aveu si besoin était, le prix qu'on y attachait. Pour le venter ou pour le vilipender.

En ce sens, la décision est politique parce que ses effets le sont,

et d'autant plus notables, quelques années que peut provoquer une telle remarque, qu'ils s'exercent à l'encontre d'une volonté politique qui, en dépit des élections partielles, demeure apparemment majoritaire dans le pays.

Il est sans doute prématuré de dénoncer le gouvernement des juges, ainsi qu'avait cru devoir le faire naguère le premier secrétaire du parti socialiste. Mais il faut bien constater que les juges s'opposent au gouvernement.

Cela ne suffit pas à établir qu'ils ont tort. Cela suffirait d'autant moins qu'on serait certain qu'ils ne pouvaient se prononcer autrement. Or là... Laissons de côté la nationalisation supplémentaire, judiciairement ordonnée, de trois sociétés mutualistes. En termes d'Etat, ce n'est qu'une péripétie, presque cocasse, puisque le Conseil, tout en attendant tant à droite, attend à gauche des nationalisations qu'on le supplait de restreindre.

Néanmoins de même les conditions mises à l'aliénation des filiales situées à l'étranger. Cela ne touche pas à l'essentiel. Il paraît même, à bien lire l'argumentation du Conseil, qu'il eût suffi de n'en pas parler pour que la censure ne s'exerçât pas. Lecture biaisée, probablement.

S'en fût-on tenu là chez les neuf du Palais-Royal que le gouvernement de M. Mauroy n'eût pas compromis le repos dominical de ses membres.

Mais M. Roger Frey et ses huit collègues se sont aventurés plus loin, puisqu'ils s'opposent, ce qui, d'ailleurs, leur est légalement permis, à la promulgation d'une loi. L'ont-ils fait sur un terrain qui ne montrait pas d'autre issue ? L'affirmation, par exemple, chez leurs collègues du Conseil d'Etat qui, consultés pour avis avant la discussion du projet de loi, suggéraient pour l'indemnisation préalable une solution à laquelle ils étaient rangés sans barguer le gouvernement ?

Dolt-on alors penser que le Conseil d'Etat a fait preuve d'incompétence ou bien que, sur ce point, pouvait s'opposer deux conceptions que le droit ne commandait pas d'écarter ? Deux options, deux vases politiques sur l'indemnisation ?

Dolt-on penser que, capon comme pas un, le Conseil constitutionnel a fait du droit, qui permet tant un usage pervers ? Encore faut-il le prouver.

C'est qui est en revanche certain c'est le caractère insatisfaisant d'une institution intéressante dans son principe, mais qui combine la force et la fragilité.

La force réside de ce qu'elle peut, en dernier ressort, s'opposer sans débat public ni contradiction, donner tort à la totalité des autres institutions de la République : son président, le Parlement, le gouvernement et jusqu'aux organes de conseils préférentiels dont ils sont entourés.

Cela n'est pas beaucoup de capacités pour une institution dont les assises démocratiques sont faibles, ce qui est un euphémisme. Et la faiblesse est là, en même temps qu'elle réside dans la contradiction entre la portée des décisions qu'il peut prendre et la médiocrité de son insertion dans la nation. Combien de Français, sans qu'ils soient pour autant ignorants de la vie publique de leur pays, auront appris l'existence du Conseil par le parti qu'il vient de prendre ?

Juge des lois, censeur des élections, le Conseil constitutionnel peut-il demeurer tel qu'il est, tout-puissant et secret, tout-puissant et indiscutable ? Ce n'est pas la tradition démocratique française, qui réclame à placer quelque institution que ce soit au-dessus de la démocratie. Montrer avec éclat qu'il existe, le Conseil constitutionnel incite aussi à ce qu'on s'interroge sur sa légitimité, après qu'il eût tant fait au nom de la légalité.

PHILIPPE BOUCHER.

Dans la presse parisienne

LE FIGARO : une grande décision.

« Le bouleversement politique provoqué par les scrutins du printemps dernier est considérable en lui-même. Il donne au nouveau pouvoir des moyens d'agir. Ce pouvoir est fondé à en tirer argument pour appliquer son programme. » Mais rien ne l'interdit à sortir du jeu institutionnel ou à entreprendre les principales fondations qui régissent notre société politique. » On a dit, et compte, là est la signification profonde de la grande décision rendue par les « neuf » juges. » Et la même serait qu'elle fut ainsi comprise par tous. » (XAVIER MADONNETT.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : la sanction.

« Il ne faut pas s'y tromper. La décision du Conseil constitutionnel est d'abord et avant tout politique ; et le droit que l'on a dit être le droit que l'on devait être, mais que qui ont eu le courage de tirer le long pensum qui résumait les arguments des uns et les contre-arguments des autres, ont fait l'affaire se termine plutôt bien pour le gouvernement. (...) » En se faisant le défenseur d'une indemnisation plus juste, et, disons le mot, rémunératrice, l'Assemblée du Palais Royal assujettit la république à un lobby antinationalisations : elle parle au portefeuille. » (STEFANE DENIS.)

LA LETTRE DE LA NATION :

« Dura lex sed lex. » « Ce vœu antique romain s'impose aujourd'hui aussi bien aux adversaires des nationalisations qu'à leurs partisans. (...) » En somme les socialistes ont bien compris l'essentiel, c'est-à-dire la validation du principe des nationalisations, mais la mise en œuvre de certaines de ces modalités leur est insupportable. « Les obstacles soulevés par un tribunal ne peuvent résister à la volonté profonde du pays », dit Georges Sarre, tandis que Charles de Gaulle, dans son discours de la veille, a évoqué les manœuvres de retardement. » « Ce procès en obstruction est une nouveauté — mais pas sur le plan des manifestations d'obstruction, car les adversaires les plus résolus des nationalisations sont aussi les premiers à déplorer l'immobilité entraînée par la mise en œuvre d'un tel mécanisme constitutionnel. » (JEAN-LOUIS FENETROU.)

pas attendre. Il est facile de répondre à ces socialistes si pressés que depuis dix ans que les nationalisations sont à leur programme, ils auraient pu mieux étudier leur projet et ne pas aborder à une spoliation injustifiable en droit, comme d'ailleurs en justice et en morale. » (PIERRE CHAPPEL.)

LE MATIN DE PARIS : sages ou gèneurs ?

« Ainsi, le verdict du Conseil constitutionnel apparaît plus ambigu que sage : il admet le principe des nationalisations, il refuse de juger sur le fond de la « nécessité publique », et il gène considérablement le gouvernement et le pays. Mais, « gène », est-ce bien du ressort de cette instance ? »

LIBERATION : le hold-up de l'année.

« En repoussant la loi de nationalisation, les « neuf sages » ont pris une décision que les ministres du gouvernement Mauroy verraient dimanche à ne pas critiquer de front, mais qui est bel et bien une « décision politique ». » Mais le gang du Palais Royal pourra-t-il jouer longtemps de l'impunité ? Ses décisions sont sans appel et s'imposent à tous, gouvernement compris. Si l'Assemblée de son rôle, nul n'est en mesure de le sanctionner ou de le corriger, puisque on n'a prévu personne pour juger de ses éventuels dérapages. » « Le système politique français n'admet pas un « gouvernement des juges » au-dessus de la légitimité conférée par l'élection populaire. Si le Conseil constitutionnel veut profiter de ses privilèges pour supplanter un Sénat, quel on a, en 1958, enlevé le dernier mot, il creuse sa propre tombe. » (JEAN-LOUIS FENETROU.)

L'HUMANITE : avec les bons vœux de Giscard.

« Par le biais d'un organisme non élu, dont les pouvoirs sont excessifs et la légitimité douteuse, les forces d'argent s'efforcent de remettre en cause des décisions prises par la majorité nationale. Elles ont obtenu, à la fois freiner la mise en œuvre de réformes indispensables et en limiter la portée. » Il serait absurde que les contribuables français fussent les témoins d'une décision prise au profit de la banque et des privilégiés de la fortune par quelques notables mis en place par le précédent pouvoir. » (RENÉ ANDRIEU.)

DANS LA PRESSE RÉGIONALE

Dans l'édition de Ouest-France intitulée « La déviation », Pierre Joly dégage de la décision des neuf juges une morale qui dépasse le sujet abordé : « Le Conseil constitutionnel en restant à son rôle d'arbitre technique a joué le jeu du gouvernement et a accepté son jugement, la crise grave annoncée par certains auteurs se voit écartée, le droit s'en trouve renforcé et la machine constitutionnelle tournée. » « Le coup est dur pour le nouveau pouvoir qui subit là un double dénouement : il a peine après sa mise en place. Ce n'est pas tout, car il a été contraint de mesurer la légitimité des nationalisations n'est pas contestée. Et sur le plan politique, le gouvernement, en tenant compte des observations du Conseil constitutionnel, pourrait retirer un certain avantage aux yeux de l'opinion en ayant fait jouer l'argument de la légalité. » (Plus sérieuse est l'analyse de l'édition de la quadruple déviation aux élections partielles, poursuit-il. Il y a eu en même temps un plan local un phénomène de mobilisation de l'opposition. Celle-ci ne s'y trompe pas, l'encouragement qui lui faisait défaut et va se montrer plus virulent qu'elle n'a jamais été. »

Amoureux dans son édition du Journal Rhône-Alpes, tiré à la gifle, s'évoque que d'une phrase le dossier des nationalisations, le texte qui la prise de position des neuf juges « aggrave les malheurs du gouvernement ». L'édition du dimanche du Progrès de Marseille, le journal de M. Dejeune, reconnaît en titre « nationalisation », la loi devra être modifiée ; dans son commentaire Claude Maitié écrit sous le titre « Agir vite » : « avec la loi de décentralisation, celle sur les nationalisations constitue une contre-maîtrise de la politique du changement telle qu'elle a été voulue et ratifiée par le pays. »

Les journaux de l'Est insistent tous sur le côté des nationalisations. Le Républicain lorrain, par exemple, titre « Nationalisations, plus tard, plus cher ». Enfin le Progrès de Nancy, qui a le retard apporté aux « nationalisations » par un peu plus longuement les grands projets d'investissement de ses entreprises et la facture sera plus lourde pour les contribuables ; mais à l'inverse les actionnaires seront mieux traités au grand profit notamment des actions de retraités, qui possèdent un gros portefeuille d'actions des sociétés nationalisées. »

L'Est républicain reprend cette idée en expliquant que, pour les actionnaires, la nationalisation va finir par devenir autonome (...), beaucoup d'experts, notamment des étrangers, considèrent volontiers que les derniers temps que ces modalités (le calcul de l'indemnisation) était avantageux. Certains agents de change ne s'y trompaient pas d'ailleurs : ils recommandaient d'acheter des nationalisations. » Enfin, signalons le commentaire de l'Alsace, le journal de Mulhouse, qui appartient au Crédit mutuel, qui souligne, en parlant des trois banques mutualistes qui se trouvent brutalement nationalisées après le verdict du conseil constitutionnel, que « paradoxalement, en les nationalisant, le gouvernement portait atteinte à l'un de ses traités fondamentaux « amis politiques » le plus puissant : le mouvement coopératif et mutualiste. »

La mauvaise surprise

(Suite de la première page.)

En ne représentant pas l'argumentation de l'opposition sur fond, en reconnaissant la « nécessité publique » des nationalisations, le Conseil constitutionnel évite l'affrontement politique direct avec l'exécutif, et met un peu de hauteur au point de vue de l'Assemblée. Même s'il n'est pas digne, le gouvernement ne s'en félicite pas moins des « aspects positifs » de l'avis du Conseil constitutionnel, qui reconnaît que la France est en état de droit. Désormais les nationalisations sont inévitables.

Mais en touchant aux trois articles, apparemment techniques, de l'indemnisation, le Conseil fait d'une pierre deux coups : il remet en cause, de facto, un des piliers essentiels de l'édifice et donne satisfaction aux groupes sociaux qui sont le plus opposés aux nationalisations. Ce qui fait déjà dire à certains responsables de la majorité que les sages résistent, aux dépens de la fonction, d'intérêt de classe.

L'avis du Conseil constitutionnel a en tout cas surpris le gouvernement. Les contacts de ces derniers jours, le Conseil fait d'une pierre deux coups : il remet en cause, de facto, un des piliers essentiels de l'édifice et donne satisfaction aux groupes sociaux qui sont le plus opposés aux nationalisations. Ce qui fait déjà dire à certains responsables de la majorité que les sages résistent, aux dépens de la fonction, d'intérêt de classe.

Les pouvoirs publics savent que la question du dividende 1981 reviendrait sur le tapis. A l'origine le gouvernement avait prévu dans son texte initial que les dividendes relatifs à l'exercice 1981 des sociétés nationalisées seraient versés aux anciens actionnaires. C'est lors du passage devant le Conseil d'Etat que cette disposition a été supprimée, en échange de l'élargissement par le gouvernement de la base de calcul de l'indemnisation (avec la prise en compte des

benefices nets et des actifs). On savait également que les trois articles donnaient aux administrateurs généraux et aux conseils d'administration des nationalisations la possibilité d'aliéner totalement ou partiellement les participations des groupes nationauxisés dans des filiales ou des succursales situées à l'étranger sans en référer au législateur, posaient problème. Le gouvernement s'était d'ailleurs engagé à fixer le cadre de ces rétrocessions comme de celles prévues pour Suez et Paribas dans la loi sur l'organisation et la ??? du secteur public qui doit être discutée au printemps prochain.

Le gouvernement attendait également à quelques critiques sur le chapitre des banques. C'est là que la question de l'égalité de traitement se posait avec le plus d'acuité. Pourquoi fixer le seuil de nationalisation à 1 milliard de francs de dépôts ? Pourquoi exclure les banques mutualistes des banques étrangères ?

Le piège de l'indemnisation

Si le Conseil constitutionnel reconnaît la validité de l'argumentation gouvernementale pour exclure les établissements étrangers du champ de la nationalisation, il estime en revanche que cette dérogation au principe d'égalité ne se justifie pas pour les « banques dont la majorité du capital social appartient directement ou indirectement à des sociétés de coopération mutuelle ou coopérative ». Trois établissements dont les dépôts dépassent 1 milliard de francs sont concernés : la Banque fédérative du crédit mutuel, la Banque française de crédit coopératif et la Banque centrale des coopératives et mutualistes (B.C.C.M.). Cela dit une nouvelle rédaction, présentée par le gouvernement, trois banques concernées d'échapper à la nationalisation.

C'est de l'indemnisation qu'est venue pour le gouvernement la mauvaise surprise. Les trois articles de ces groupes nationauxisés de cette question interdite du même coup la promulgation de la loi. Le Conseil reconnaît que la validité des échanges internationaux répond bien à l'un des critères indispensables — l'indemnisation doit être « préalable » — mais il conteste les méthodes de calcul retenues pour les échanges qui conduisent à des inégalités de traitement.

Le texte de loi prévoyait une évaluation des actions tenant compte de trois critères : pour 50 % la moyenne des cours de bourse entre le 1^{er} janvier 1978 et le 31 décembre 1980, pour 25 % la situation nette comptable des sociétés et pour 25 % leur bénéfice net moyen. Sur le premier critère, le Conseil critique notamment l'absence de correction monétaire et estime que l'utilisation d'un indice d'un moyen de cours aboutit à « de graves distorsions considérables ». Pour les deux autres critères, le Conseil considère que l'absence de référence aux actifs et aux bénéfices nets des filiales des groupes nationauxisés conduit à des inégalités de traitement.

Sur tous ces points, le Conseil constitutionnel a repris presque intégralement l'argumentation développée par l'opposition, notamment par M. Dailly et Foyer, et par nombre de groupements de défense d'établissements français ou étrangers. Cette position du Conseil constitutionnel peut être discutée.

On constatera d'abord que de nombreux experts français et étrangers, considèrent les indemnités prévues comme fort généreuses. M. Triot, président de la commission des opérations de bourse, tout en formulant certaines réserves, estimait qu'elles n'avaient « en aucun cas » un caractère spoliatif. Au sein de la majorité, bon nombre de juges la jugent « trop généreuse ».

Dans ses attentes, le Conseil n'indique pas clairement le gouvernement le « bon choix ». Tout au plus laisse-t-il entendre que le moyen des cours de bourse devrait être corrigé en fonction de l'inflation, et que les actifs et bénéfices nets consolidés devraient être pris en compte. C'est bien là le problème.

Il n'existe en France de règles légales pour la consolidation des comptes. Parmi les cinq groupes industriels nationalisés, deux utilisent les méthodes américaines, les autres consolident selon d'autres normes. Bref, c'est pour le moment le non-droit. C'est notamment cette raison que le gouvernement estime que le Conseil d'Etat, n'aurait pas voulu tenir compte des actifs et des bénéfices consolidés. D'autre part, et sur un plan strictement financier, on peut se demander si l'évolution des cours de bourse de sociétés holding, qui détiennent des actions de leurs filiales et approuvent, ou non, de celles-ci des dividendes, ne reflète pas, d'une certaine manière, le véritable état du groupe dans son ensemble.

Le gouvernement est placé aujourd'hui devant un choix délicat. Il peut ne pas changer la méthode de calcul de l'indemnisation et maintenir la formule dite « multi-critère », en tenant compte des dérivés du Conseil. Dans ce cas, il lui faut refaire tous les calculs. Sur quelles bases ? En fonction de quels critères de consolidation ? N'aurait-il pas la porte de multiples contestations et

recours, qui s'en trouveront d'autant plus confortés devant les tribunaux, qu'il n'y a pas une norme unique pour la consolidation des comptes ? La seule voie pour éviter de tels écueils pour l'avenir, serait de s'en tenir au préalable. Les règles d'évaluation au sein d'une commission d'experts pourraient le faire. C'est ce que souhaitent les adversaires des nationalisations. C'est peut-être le plus sage, mais il est dit, en commission, dit défilé, en commission.

Il peut modifier la formule, en revenir au seul critère des cours de bourse, mais comme c'est le cas lors des offres publiques d'achat ou d'échange d'un pourcentage substantiel. L'expérience de ces dernières années montre que ce pourcentage est compris entre 30 et 50 %.

S'il ne s'agit d'un fond que d'améliorer le montant de l'indemnité, on aura d'une question de « gros sous », et non d'une bataille politique camouflée derrière des aspects techniques, cette dernière solution devrait satisfaire les opposants et le Conseil constitutionnel.

Une note plus élevée

Le gouvernement n'a pas encore donné son avis. Une chose est sûre, la note des nationalisations sera plus élevée. Le versement du dividende 1981 représentera 2 milliards de francs. Quant au dividende 1982, il sera de 2,8 milliards de francs environ dans le projet initial. — Il est impossible de le déterminer tant que les nouvelles modalités n'auront pas été arrêtées.

A l'issue comme à l'hôtel Matignon, on est en tout cas décidé à aller vite. Deux conseils interministériels étaient prévus ce week-end, le 1^{er} et le 2^e pour élaborer une nouvelle rédaction des articles incriminés (1), mercredi, en conseil des ministres. Quelle que soit la rapidité, il est certain que le processus parlementaire et une nouvelle saisine du Conseil constitutionnel, interdiront une promulgation de la loi avant plusieurs semaines.

Ce retard est dommageable aux entreprises concernées et par conséquent, sur l'économie du pays. Les groupes nationauxisés doivent sortir au plus vite de l'incertitude dans laquelle ils sont placés. Il y a des décisions urgentes à prendre. Or dans un sond de légalité, le gouvernement ne paraît pas désireux de faire connaître avant la promulgation de la loi les noms des futurs P.D.G. des nominations prévues pour mercredi seraient donc reportées de plusieurs semaines. N'est-ce pas une erreur ?

Ce nouveau délai va prolonger, amplifier le climat insupportable qui règne dans le groupe nationalisé. Il risque de favoriser les manœuvres de toutes sortes de cette fameuse liste des P.D.G. Puisque les choix sont faits — du moins dans les grands groupes — pourquoi la validité constitutionnelle des nationalisations est-elle désormais reconnue, pourquoi ne pas faire connaître les noms de ceux qui prendront les rênes des entreprises une fois la loi promulguée ? Ils auraient alors quelques semaines pour se mettre au courant. Ce ne serait pas de trop compte tenu de l'ampleur de la tâche qui les attend. Tâche que le retard apporté par le Conseil constitutionnel, et quel que soit le jugement que l'on porte sur son avis, ne simplifie pas.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(1) Seuls les articles contestés par le Conseil constitutionnel seraient soumis au Parlement.

PRESSE

En marge du rachat du « Point »

HACHETTE REPREND « L'ÉCHO RÉPUBLICAIN »

Le quotidien l'Écho républicain, édité à Charente, dans lequel le Point avait pris une participation importante en 1981 et dont le P.-D.G. était M. Dominique Ferry, a été cédé au groupe Hachette. Ce rachat intervient au lendemain de l'entrée de M. Nicolas Seydoux, président de la société Gaudmont, dans la société éditrice du Point (le Monde du 16 et celui du 17-18 janvier). Il en va de même pour la revue Ténia Magazine. En revanche, la Sebdo (le Point) garde le contrôle de Vie publique et de Télécom, société informatique spécialisée dans les banques de données juridiques destinées aux avocats et aux institutions publiques.

Le P.-D.G. de l'Écho républicain, M. Dominique Ferry, nommé le 11 décembre 1981 par les représentants du Point, a donné sa démission. Il a expliqué sa décision aux représentants du personnel par le changement intervenu dans la propriété du quotidien charentais. Dans le cadre de la prise de participation majoritaire de la société Gaudmont dans le capital du Point, Hachette a exigé, selon M. Ferry, la cession de l'Écho républicain. Pour leur part, les représentants du Point au conseil d'ad-

ministration de l'Écho républicain ont démissionné. M. Alain Gascou reste directeur général, et M. Alain Genestier, rédacteur en chef du quotidien.

« LA DÉPÊCHE DU MIDI »

ACQUIERT 40 % DU CAPITAL DU « PETIT BLEU » D'AGEN

La Dépêche du Midi, éditée à Toulouse, a pris une participation de 40 % dans le capital du quotidien départemental le Petit Bleu d'Agen. Cependant, un texte garantissant l'emploi, les ressources et l'indépendance de la rédaction du Petit Bleu, et prévoyant qu'il n'y aurait aucune fusion ou regroupement, a en effet été signé entre la Dépêche et le Petit Bleu, présidé-t-on à la direction du quotidien agnais. A la faveur de cette prise de participation, M. Gérard Grunzeaux, qui reste administrateur du journal, a démissionné de ses fonctions de président-directeur général au bénéfice de M. Jean-Marie Helian, ancien secrétaire général.

Le Petit Bleu de Lot-et-Garonne a un tirage d'environ quinze mille exemplaires par jour.

DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL
Dans la majorité

Dans l'opposition

Dans les milieux professionnels et syndicaux

Depuis 1982

DANS APRÈS LA DÉCISION
Dans la presse parisienne

POLITIQUE

DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL SUR LA LOI DE NATIONALISATION

Dans la majorité

M. MERMAZ, en perdant du temps, nous perdons de l'argent.

M. Louis Merma, président de l'Assemblée nationale, qui était invité, lundi matin 18 janvier, de l'émission « Expliquez-vous » sur Europe 1, a commenté la décision du Conseil constitutionnel sur la loi de nationalisations. Le député socialiste de l'Aisne a souligné que le Conseil d'Etat considérait que le problème de l'indemnisation « était fort bien posé ». D'ailleurs, a-t-il remarqué, nous indemnisons infiniment plus, et prioritairement, les petits porteurs que ne l'ont fait le gouvernement du général de Gaulle en 1968.

Le Conseil constitutionnel, a-t-il souligné, n'est pas une assemblée intemporelle, neutre. « Nous regrettons de perdre du temps », a-t-il ajouté, car en perdant du temps, nous perdons de l'argent. Nous allons nous donner les moyens de faire le plus vite possible. M. Merma a précisé qu'il y a « une possibilité de procéder accélérée » (pour que le Parlement discute d'un nouveau texte sur les nationalisations), que la commission spéciale « est toujours en place » et que la procédure d'urgence demandée par le gouvernement « est toujours valable ».

M. Jacques Attali, conseiller spécial auprès du président de la République, a, notamment, indiqué, dimanche soir, devant le club de la presse d'Europe 1 : « Le Conseil constitutionnel, ayant reconnu, ce qui était une évidence, la conformité de la Constitution des nationalisations, tout le débat

qui avait été haussément posé, tant au cours de la campagne présidentielle que des débats au Parlement, du caractère constitutionnel des nationalisations est terminé. »

M. Joxe : « une affaire sérieuse. »

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale : « Le Conseil constitutionnel considère en particulier le mode d'indemnisation pourtant très large, qui garantissait complètement les petits actionnaires. Il remet ainsi en cause la réalité immédiate des nationalisations déjà votées par les députés et donc leur mise en œuvre rapide au service d'une politique économique de relance. C'est donc une affaire sérieuse, qui demande un examen approfondi sur le plan juridique, mais aussi politique. »

M. Georges Sarre, membre du comité directeur du P.S. : « Le Conseil constitutionnel vient de confirmer que l'extension du secteur public est conforme aux institutions. (...) Personne n'aurait compris que cette mesure essentielle (...) sur laquelle la volonté populaire s'est clairement exprimée soit remise en cause par des juges. Il est sage que le Conseil constitutionnel ait adopté une attitude constructive et ne se soit pas transformé en tribunal politique comme voulait l'y amener l'opposition. »

M. HERZOG (P.C.F.) : un choix politique et une question pour l'avenir.

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du P.C.F., écrit notamment, lundi 18 janvier, dans l'« Humanité », au nom de cette instance : « Ce Conseil, composé d'hommes mis en place par la droite, n'a pas osé contester la légitimité des nationalisations. Il est contraint de prendre acte de la volonté populaire majoritaire des Français et d'admettre que les nationalisations sont constitutionnelles. C'est un succès. »

« 2) A propos des indemnités, il tend à quand même de faire obstacle aux décisions de la majorité. Il veut faire accroître les charges qui pèsent sur les contribuables pour donner plus d'argent au capital. La Constitution n'a rien à voir là-dessus. Le Conseil outrepasserait son rôle et fait un choix politique. Ce choix est contraire à la volonté des Français. (...) Il est injuste et négatif pour l'économie nationale. Nous disons qu'il n'y a pas de raison, et même pas dans la Constitution, de pénaliser à nouveau les contribuables pour faire des cadeaux aux privilégiés de la fortune et du capital. C'est ce point de vue qui doit prévaloir après les conclusions du Conseil constitutionnel. »

« 3) L'expérience montre que ce Conseil, nullement représentatif des Français, partant, n'est qu'un instrument de la réaction pour mettre en cause la volonté populaire. Son rôle, ses attributions, sa composition, font problème. C'est une question qui est posée pour l'avenir. »

POINT DE VUE

Le « bloc de constitutionnalité »

par JACQUES ROBERT(*)

QUOI qu'il décide en fin de compte, le Conseil constitutionnel avait pertinemment qu'il serait jugé avec sévérité et traité sans indulgence.

S'il laissait passer la loi sur les nationalisations sans s'arrêter à certaines dispositions trop audacieuses, inadéquates ou maladroites, on le taxerait de trop grande perméabilité au vent du changement. Si d'aventure il empêchait la promulgation de la loi en remettant en cause le principe et la légitimité des nationalisations, on lui reprocherait, invoquant alors justement les modalités de sa composition, de se constituer en gardien rétrograde de doctrines et d'intérêts périmés et d'être, juridiction alors politique, un obstacle aux aspirations profondes de la souveraineté nationale.

Se charge de manœuvre était donc étroite.

Il s'est utilisé au maximum, se bornant, au plan de la procédure comme du fond, à un strict et impartiel examen juridique, faisant preuve dans cette analyse comparative des textes en présence d'audace oculaire et de scrupuleuse lucidité.

Sa décision fera date. On en parlera longtemps. Disons qu'elle nous apparaît aujourd'hui moins intéressante par les articles inséparables du reste de la loi qu'elle juge en définitive non conformes à la Constitution que par le respect et la reconnaissance officielle de principes fondamentaux auxquels elle se livre et qui se situent dans la droite ligne d'une jurisprudence que nous avons nous-même dans des colonies, à plusieurs reprises, rappelée et saluée (voir notre article « Le Conseil constitutionnel en question ? », le Monde daté 9-10 décembre 1981).

ger, on ne s'étonnera point non plus que le Conseil constitutionnel n'ait pas osé pouvoir les laisser passer. Ces dispositions attribuaient sans doute un peu légèrement sur seules organes des futures sociétés nationales un pouvoir discrétionnaire soustrait à tout contrôle dans l'appréciation et la décision de ces transferts. Car, toute opération de ce type n'a pas à être directement décidée par le législateur. Encore faut-il que l'autorité par lui investie soit gardée par la vigilance d'un contrôle institué de tout risque d'arbitraire.

En rappelant en 1956 leur attachement solennel à ce fond commun de 1789, qu'augmentaient seulement quelques principes politiques et sociaux particulièrement nécessaires à notre temps, les Français affirmaient leur héritage aux libertés fondamentales attachées par leurs ancêtres.

Aucune disposition limitative relative à la propriété incluse dans la Constitution de 1946 ou dans celle de 1958, comme aucune évolution, si nette soit-elle, dans sa notion même ne peuvent retirer au droit de propriété son caractère fondamental et sa valeur constitutionnelle, donc dispenser le législateur, autorisé par ailleurs (article 34) à procéder à des nationalisations, du respect qu'il lui doit.

Mais dès lors que, précisément, la justification même d'une nationalisation se trouve dans la « nécessité publique » (article 17 de la Déclaration de 1789), il importait que cette dernière apparût bien clairement pour déposséder, inscrites à la cote officielle, donc immédiatement négociables et soumises dans des conditions d'intérêt irréprochables à une échéance moyenne de remboursement, dont la durée (sept ans et demi) n'était ni anormale ni excessive.

C'est sur la seule évaluation des actions que le Conseil s'est montré critique.

Sans doute était-il loisible au législateur de se réformer, pour l'évaluation des actions cotées en Bourse, à une moyenne des cours pendant une certaine période. Encore fallait-il assortir cette méthode forfaitaire de certaines aménagements (par exemple la prise en compte de l'évolution des cours) propres à redresser les inégalités et les insuffisances qui pouvaient en découler (par exemple une estimation substantielle de la valeur d'échange).

Quant aux actions non cotées, dont, par définition même, le cours en Bourse ne peut être pris en compte, il est évident que les insuffisances d'évaluation y produiraient des effets encore plus tangibles et préjudiciables.

Il faudra donc que, sur ce point, et compte tenu des remarques qui viennent de lui être faites, le gouvernement se réexamine rapidement sur un nouveau projet de loi de nouvelles formules de dédommagement, que la haute juridiction le laisse, bien entendu, entièrement libre d'imaginer.

Ainsi, succès pour les uns, échec pour les autres ?

Triomphe de la majorité sur le fond des principes ? Victoire de l'opposition sur les modalités d'indemnisation ?

Rien ne serait plus dérisoire et malsain que de laisser croire, par une interprétation partisane et politisée de sa décision, que le Conseil constitutionnel a tranché arbitrairement un tournoi idéologique « entre les champions officiels de deux moitiés opposées de la République ».

Précisément parce qu'elle semble à quelques-uns plus dure dans ses appréciations techniques qu'elle ne l'aurait souhaité, à d'autres plus favorable dans son approche doctrinale qu'ils ne l'avaient imaginé, à plusieurs enfin plus explicite dans la valeur des normes auxquelles il conviendrait à l'avenir de se référer, la décision méritait réflexion, courageuse et pertinente que vient de rendre le Conseil constitutionnel affirme sur toute autre considération la primauté de la démocratie et du droit.

(*) Président de l'université Paris-IV.

Dans l'opposition

M. PONS (R.P.R.) : l'opposition s'en remet à la justice.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a déclaré, dimanche 17 janvier, au micro de R.M.C. : « Je ne peux qu'être satisfait dans la mesure où notre formation politique avait dit dès le début, c'est-à-dire dès le dépôt du projet de loi par le gouvernement, qu'il lui paraissait que dans ce texte proposé par le gouvernement il y avait un certain nombre de dispositions qui s'écarteraient de la Constitution. (...) Le Conseil a retenu un certain nombre d'observations, mais je n'ai, en ce qui me concerne, aucune commentaire à faire. Pour nous, le Conseil constitutionnel, c'est la juridiction suprême. Nous avons

saisi cette juridiction suprême, elle vient de se prononcer, nous prenons acte de cette décision, mais nous n'abandonons pas notre volonté de faire l'opposition. (...) L'opposition s'en remet totalement à la justice, et, donc, la décision du Conseil constitutionnel est la décision de justice. »

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale : « Dans ce sursis, le Conseil constitutionnel vient de renvoyer le professeur Mauroy, renvoyé sa copie. (...) Nous sommes donc, à l'Assemblée nationale, devant une situation, notre affrontement, à l'Assemblée nationale, n'aurait pas été inutile. Jour après jour,

les députés de notre groupe ont montré, démontré, explicité les contradictions, les dangers de spoliation et les inconstitutionnalités du projet de loi sur les nationalisations. Aux observations que nous avons formulées lors de ce débat, les seuls réponses des socialistes ont été de nous faire le mépris du dialogue, voire la haine. Souhaitons que le gouvernement ne répète pas la même erreur. Ses attributions, ses nouvelles missions et précipitation. »

M. Alain Juppé, conseiller de M. Chirac, secrétaire général du C.N.F.F. : « Il s'agit d'un projet de loi de nationalisation. (...) La décision du Conseil constitutionnel donne lieu à une campagne de dénigrement. Cela signifierait que l'Assemblée nationale et l'opposition de gauche ont mal compris les règles qui garantissent l'existence en France d'un état de droit. »

Le droit de propriété

Quatre points nettement explicités dans la décision doivent être ici relevés, qu'il faut bien comprendre si l'on veut mesurer la portée de l'acte.

1) D'abord le rappel du contenu exact de ce qu'il est convenu d'appeler « le bloc de constitutionnalité ».

On doit sans doute au talent et à la connaissance avisée du doyen Georges Vedel les remarquables pages de la décision consacrées à situer dans l'échelle de notre ordonnancement juridique les textes constitutionnels et législatifs qui partent et adversaires de la loi sur les nationalisations se sont allégrement lancés les uns aux autres, tout au long de l'après-midi de ces dernières semaines.

Il est tout à fait évident qu'en rejetant, en mai 1946, un projet de Constitution qui visait à substituer à la conception révolutionnaire des droits de l'homme une doctrine plus moderne et plus adaptée des libertés de la pensée, les Français montraient clairement que c'était aux principes de 1789 qu'ils entendaient,

Le droit de propriété

On doit sans doute au talent et à la connaissance avisée du doyen Georges Vedel les remarquables pages de la décision consacrées à situer dans l'échelle de notre ordonnancement juridique les textes constitutionnels et législatifs qui partent et adversaires de la loi sur les nationalisations se sont allégrement lancés les uns aux autres, tout au long de l'après-midi de ces dernières semaines.

Il est tout à fait évident qu'en rejetant, en mai 1946, un projet de Constitution qui visait à substituer à la conception révolutionnaire des droits de l'homme une doctrine plus moderne et plus adaptée des libertés de la pensée, les Français montraient clairement que c'était aux principes de 1789 qu'ils entendaient,

On doit sans doute au talent et à la connaissance avisée du doyen Georges Vedel les remarquables pages de la décision consacrées à situer dans l'échelle de notre ordonnancement juridique les textes constitutionnels et législatifs qui partent et adversaires de la loi sur les nationalisations se sont allégrement lancés les uns aux autres, tout au long de l'après-midi de ces dernières semaines.

Il est tout à fait évident qu'en rejetant, en mai 1946, un projet de Constitution qui visait à substituer à la conception révolutionnaire des droits de l'homme une doctrine plus moderne et plus adaptée des libertés de la pensée, les Français montraient clairement que c'était aux principes de 1789 qu'ils entendaient,

Dans les milieux professionnels et syndicaux

M. GATTIAZ : l'addition va être plus lourde.

M. Yvon Gattiaz, président du C.N.F.F., a, notamment, déclaré, dimanche soir 17 janvier, devant le « Grand jury R.T.T. le Monde » dont il était l'invité : « Nous pouvons ressentir des sentiments contradictoires. D'une part, en tant que citoyens, je me réjouis du fait que les actionnaires et les petits épargnants — qui sont souvent les porteurs d'actions de grands groupes bientôt nationalisés — seront mieux rémunérés. (...) Cela est compensé par un sentiment quelque peu différent : l'addition, et les taxes, et les plus lourdes. Ces nationalisations vont coûter très cher à l'Etat, faudra dire aux contribuables. Jusqu'à présent, on a parlé de 30 milliards de nouveaux francs pour ce qui concerne seulement les cinq groupes industriels. Mais il ne faut pas oublier qu'il y a d'autres nationalisations qui, même si elles ne sont pas rentables, sont obligatoires parce qu'elles sont instructives. Nous ne pouvons pas non plus qu'il existe quelques entreprises qui sont dans une période d'attente car des capitaux étrangers sont concernés. La situation devra bien un jour recevoir une solution. Des intérêts devront être en outre accordés aux actionnaires. (...) L'indemnité totale sera considérablement augmentée, peut-être doublée. La dette pourra être de 50 milliards. Si l'on ajoute les frais dont je viens de parler, ce sera beaucoup plus. Cela fait 500 milliards de centimes, comme l'hémionte. »

M. Jean-Maxime Lévesque, président du Crédit commercial de France (C.C.F.), a exprimé son « soulagement » que si notre entreprise est nationalisée, nos actionnaires recevront une juste indemnité, évitant ainsi la spoliation dont ils allaient être victimes », a-t-il notamment déclaré.

calcul de l'indemnisation, il faut peser sur les contribuables une charge supplémentaire élevée, inférieure à la somme des cotisations rigées par M. Edmond Maire. En prenant cette décision, le Conseil constitutionnel a ainsi délibérément contribué à remettre en cause un dossier sur lequel les députés et le Parlement avaient déjà largement débattu. Le Conseil constitutionnel a manifestement des difficultés à s'extraire du débat partisan », conclut la C.F.D.T.

La Fédération C.F.D.T. de la banque : « Les décisions du Conseil constitutionnel sont très préoccupantes. (...) La droite et les milieux financiers se voient ainsi renforcés, et l'institution laisse planer le doute d'une volonté délibérée de retardement à l'égard des nationalisations politiques et sociales. Les travailleurs n'oublieront pas que des possibilités d'amélioration de leurs conditions de vie et de travail sont ainsi détournées. Tous les moyens juridiques et politiques doivent être pris par le gouvernement de la gauche, pour maintenir et accélérer le cap sur les réformes. »

La Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste) : « En bloquant la limite loi sur les nationalisations, qui accordait déjà 35 milliards de francs d'indemnités aux actionnaires, le Conseil constitutionnel poursuit l'œuvre de sabotage engagée par la droite depuis le 10 mai. Une première phase vient d'être faite qu'il sera impossible de réaliser le changement voulu par les travailleurs dans le cadre des institutions de la V^e République. »

M. Pierre Bady, secrétaire politique du parti communiste marxiste-léniniste (P.C.M.L.), membre du Conseil constitutionnel est un des rouges essentiels de la Constitution de la V^e République, faite par mesure pour assurer la domination des grands monopoles capitalistes et impérialistes, la domination de la bourgeoisie. Il ne saurait y avoir de changement décisif en faveur des travailleurs, d'abord vers le socialisme, sans remettre en cause cette constitution bourgeoise. »

SKIEZ TOUT COMPRIS
à partir de 1549 F

LA PLAGNE
Une semaine en pension complète, location skis et chaussures, forfait remontées et assurance comprise.

nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage
37, rue Violet 75015 PARIS 578 85 40
2, rue Auguste-Brizeux 44000 NANTES 20 24 61

Le Monde
dossiers et documents

Numéro de janvier
LES IMMIGRÉS
L'AMÉRIQUE DE M. REAGAN

Le numéro : 4,50 F
Abonnement un an (10 numéros) : 45 F

POLITIQUE

FRAGILITÉ

Alors que tous les sondages d'opinion donnaient à penser, depuis plusieurs semaines, que l'état de grâce tenait bon, les quatre élections législatives partielles du 17 janvier ont porté témoignage de sa fragilité.

Les victoires à Paris de MM. Dominati (U.D.F.-R.P.) et de Bénouville (app. R.P.R.) en Seine-et-Marne de M. Peyrefitte (R.P.R.) et dans la Marne de M. Bourg-Broc (R.P.R.), toutes acquises dès le premier tour, apparaissent comme autant de coups de semonce au pouvoir.

Pour l'ensemble des quatre circonscriptions, on ne dénombre que 146 344 votants pour 264 000 inscrits, soit 55,42 % d'abstentions. S'il est habituel et constant que les partielles n'attirent pas les foules, une telle indifférence montre néanmoins que la « campagne d'explication » menée par M. Pierre Mauroy ne porte que peu de fruits.

Au premier tour des élections législatives de juin, les deux formations de gauche aujourd'hui associées au gouvernement, avaient totalisé dans les quatre circonscriptions 77 393 des 162 430 suffrages exprimés, soit 47,84 %. Elles n'en ont retrouvé dimanche que 41 285 (59 509 sur 144 294). Le déchet, qui est, pour l'ensemble, de 6,39 points, est parti-

culièrement important dans la capitale : 8,47 points dans la douzième circonscription et 9,01 points dans la deuxième.

Il est particulièrement fort, et pas seulement dans les villes de Montreuil et de Châlons-sur-Marne, dirigées par des maires communistes, que les électeurs du P.C.F. ont boudé les candidats présentés ou soutenus par le P.S. On ne saurait s'en étonner. Les soupçons de M. Jean Poperen, « numéro deux » du parti socialiste sur la stratégie et les desseins du parti communiste, les allégations de M. Bergeron, secrétaire général du P.O., accusant le même parti d'« infiltration » la fonction publique, n'étaient pas de nature à provoquer un comportement unitaire. Comportement déjà fortement compromis par le désaccord patent et avoué du P.S. et du P.C.F. sur la crise pétrolière.

En parlant de « perpétuelle regrettable et fâcheuse », M. Poperen minimise singulièrement la portée des scrutins du 17 janvier. M. Mermaux, président de l'Assemblée nationale, pêche à la fois par excès d'optimisme et par défaut de réalisme lorsqu'il affirme que « la coalition de gauche ne se porte pas mal ».

RAYMOND BARRILLON.

Les réactions :

Dans la majorité

M. Delanoë (P.S.) : « Une douche froide peut être salutaire »

M. Bertrand Delanoë, porte-parole du parti socialiste, a déclaré lundi 18 janvier : « Prendre une douche froide de temps en temps, cela peut être salutaire. Le porte-parole du P.S. a résumé en une formule la réaction de son parti aux résultats des élections législatives partielles : « Message reçu. »

Il a tiré plusieurs enseignements de ces résultats : selon lui, « l'électorat de droite apprécie la candidature d'un élu de gauche, qui réélectorat de gauche apprécie les candidatures pluralistes » ; l'électorat de gauche se mobilise mieux au second tour ; en juin 1981, le parti socialiste a atteint un « sommet » sur lequel « il lui est difficile de se maintenir ».

M. Delanoë remarque que l'électorat de droite a été « bien mobilisé » et que la « bonne politique » menée par le gouvernement n'a pas encore produit tous ses effets sur la vie quotidienne des Français. Il estime que le gouvernement et le parti socialiste ont encouragé le « bon sens » pour expliquer la politique qui a été conduite. Cependant, il ne croit pas que les résultats du 17 janvier « comportent des enseignements » quant à la confiance réelle et potentielle des Français envers la politique gouvernementale. Il ajoute toutefois que « si la majorité des Français tient à ce gouvernement, il faut qu'elle sache que ses conquêtes actuelles et futures lui appartiennent et qu'il faut les défendre ».

M. DEFFERRE : un succès pour l'opposition, sans signification de portée générale.

M. Gaston Defferre, ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a déclaré, dimanche soir : « Il faut appeler les choses par leur nom : les élections partielles sont un succès pour l'opposition. Les circonscriptions en cause étaient détenues sans interruption par la droite depuis 1958. Elles ont été entières de l'union des forces conservatrices en juin 1981, au moment de la grande vague qui a suivi l'élection présidentielle. L'électorat de gauche, assuré d'une large majorité gouvernementale en Parlement, s'est moins mobilisé que l'électorat de droite qui voulait prendre sa revanche. Les élections partielles ne constituent pas un test national contrairement aux sondages faits sur des échantillons représentatifs de toute la France. Ces quatre circonscriptions, très particulières sociologiquement, ne reflètent pas l'ensemble des opinions françaises. On a assez souvent dit à l'opposition d'attendre 1981 que les résultats des élections partielles gagnées par elle n'aient pas une signification politique de portée générale pour que cette affirmation soit rappelée ce soir. »

« M. BRIC HINTERMANN, secrétaire du parti socialiste démocrate : « Ces élections partielles montrent qu'en politique rien n'est jamais définitif. Face au regain de vigueur de la droite, le socialisme démocratique doit élargir son assise, notamment en direction de cet électorat social-démocrate et réformiste qui a voté pour M. François Mitterrand et les candidats socialistes au premier tour. »

« M. PIERRE BAUBY, secrétaire politique du parti communiste marxiste-léniniste (P.C.M.L.) : « Le succès de la droite est avant tout la conséquence de la faiblesse persistante de la mobilisation populaire. Le gouvernement se contente de gérer le changement sans prendre appui sur les luttes des travailleurs. »

« M. JEAN POPEREN : une période regrettable et fâcheuse. M. Jean Poperen, numéro deux du P.S., a déclaré, dimanche soir, au micro de R.T.L. : « J'ai entendu tous les candidats et tous les représentants des partis d'extrême gauche. Ils ont tous une valeur nationale. Donc, sur ce plan, les élections ont été, c'étaient des circonscriptions que nous avions gagnées sur la droite de la vague, c'est-à-dire au moment d'un puissant mouvement d'union. On ne se maintient pas toujours sur la crête de la vague. L'existence, les électeurs traduisent que nous avons gagné à ce moment-là ne se sont pas sentis suffisamment motivés pour venir apporter leur aide aujourd'hui. Mais je fais observer qu'ils ne sont pas passés de l'extrême droite, car les candidats de droite aussi ont perdu des voix. »

« Simplement, je répète : ceux que nous avons entraînés en juin, cette fois-ci, ne sont pas venus et nous le regrettons. Nous pensons que c'est une leçon qui servira à tous ceux — et qui ont la majorité, que nos adversaires ne se réjouissent pas — qui considèrent que ce qui a été entrepris doit être mené à bien. Et qui, croyez-moi, le sera malgré cette période regrettable et fâcheuse. »

PARIS (2^e circ.) : une « victoire de la municipalité »

Bien que la moitié des électeurs se soient abstenus dans cette circonscription du centre de Paris, soit cinq mille deux cents plus que la dernière fois, M. Jacques Dominati rassemble sur son nom la proportion d'électeurs la plus importante qu'il ait jamais recueillie depuis sa première élection législative à Paris en 1967. Pour la première fois également il est élu dès le premier tour.

Si M. Dominati ne retrouve pas — à 218 voix près — ses suffrages du 14 juin 1981, M. Dabestes enregistre, en revanche, une véritable saignée. Non seulement il perd plus de cinq cents voix par rapport à celles qu'il avait portées sur son nom au premier tour du printemps dernier, mais encore il ne recueille aucun des quatre mille autres suffrages potentiels de la gauche. Il a pécuni de sa non-appartenance

au P.S. de son engagement en faveur de M. Chirac lors du premier tour de l'élection présidentielle avant de soutenir M. Mitterrand au second.

Imposé en 1981 comme candidat de la gauche non communiste par la direction nationale du P.S., M. Dabestes s'était heurté à quelques réticences locales qu'il a encore retrouvées cette fois-ci. Les responsables nationaux du P.S. ainsi que les membres du gouvernement n'ont pas, au cours de la campagne, apporté au candidat, président de la Fédération des républicains de progrès (gaullistes de gauche), un soutien aussi massif qu'aux candidats du P.S. dans les trois autres circonscriptions.

Si M. Jack Lang, ministre de la culture et conseiller de Paris de cette circonscription, est venu plusieurs fois appuyer son collègue de l'Assemblée parisienne, en

revanche, M. Pierre Mauroy n'a effectué, à ses côtés, qu'une seule visite de marché. Quant au parti communiste, il a mené dans cette circonscription, où il possède un siège municipal, une campagne relativement discrète et tout à fait autonome qui n'a pas contribué à mobiliser son électorat. On notera enfin la baisse sensible des suffrages P.S.U. et écologistes.

Dans ces arrondissements où les retraités (environ neuf mille) et les commerçants et artisans sont particulièrement nombreux, M. Dominati a pu se faire entendre plus aisément d'une population qu'incertaine la politique gouvernementale. Le candidat de l'opposition a consacré sa campagne à une critique systématique de « huit mois de pouvoir social-communiste ». Mais surtout, l'ancien secrétaire d'État aux rapatriés du gouvernement Barre,

a placé sa campagne sous le signe de l'unité de l'opposition.

Adoptant l'étiquette de « candidat républicain d'union », prenant pour suppléant un militant R.P.R., proche de M. Chirac, il a reçu le soutien actif et répété du maire de la capitale qui, présidant un meeting gaulliste en sa faveur, avait déclaré, le 6 janvier : « Si ces élections sont gagnées par l'opposition, ce sera une vraie victoire de la municipalité et du maire de Paris. »

Quant à M. Valéry Giscard d'Estaing il était venu, jeudi dernier, visiter brièvement mais spécialement la permanence du candidat (le Monde du 16 janvier). M. Dominati qui compte, en 1983, briser dans cette circonscription le mandat municipal qu'il a perdu en 1977, s'inscrit au groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale. — A. P.

PARIS 2^e circ. (2^e et 3^e arrdt)

CANDIDATS ET PARTIS	17 janvier 1982	21 juin 1981	14 juin 1981	19 mars 1978	12 mars 1978	11 mars 1973	4 mars 1973
	Inscrits : 35 387 Votants : 17 621 Abst. : 50,12 % Suff. exp. : 17 423	Inscrits : 35 631 Votants : 17 637 Abst. : 50,14 % Suff. exp. : 17 425	Inscrits : 35 631 Votants : 17 137 Abst. : 50,73 % Suff. exp. : 17 165	Inscrits : 35 957 Votants : 19 585 Abst. : 45,85 % Suff. exp. : 19 536	Inscrits : 35 925 Votants : 19 128 Abst. : 46,98 % Suff. exp. : 19 533	Inscrits : 41 951 Votants : 21 432 Abst. : 48,60 % Suff. exp. : 21 620	Inscrits : 41 940 Votants : 21 432 Abst. : 48,60 % Suff. exp. : 21 621
Dominati (U.D.F.-R.P.)	9 591	11 189	9 889	16 946	10 486	16 921	11 738
MM. Dabestes (ind. pr. R.P.R.)	6 283	11 246	6 907	—	4 443 (7)	—	5 287 (1)
MM. Garcia (Roc. 82)	280	218	—	—	1 244 (18)	—	—
Mme Genest (P.S.U.)	233	1,58	783	—	537 (3)	—	1 308 (2)
Phoebe (P.N.)	252	1,38	—	—	223 (11)	—	712 (3)
Mme Jureman	193	1,10	—	—	—	—	—
M. Dupont	188	1,06	—	—	—	—	—
M. Meyer	174	0,99	—	—	—	—	—
P.C.	—	—	3 059 (12)	12 019 (12)	4 945 (12)	12 689 (4)	5 888 (4)
Réformateur	—	—	—	—	3 338 (13)	—	4 194 (5)
R.P.R.	—	—	231 (10)	—	539 (14)	—	685 (6)
Divers ext. gauche	—	—	777 (19)	—	638 (15)	—	—
Rad.	—	—	—	—	184 (16)	—	—
Divers	—	—	389 (20)	—	2 168 (17)	—	1 028 (7)

(1) M. Georges Fender, U.G.D.-P.S.; (2) M. Jean Lhopital; (3) M. Alain Pivert; (4) M. Hervé Bopert; (5) M. Raymond Kervaro; (6) M. Jean-François Douvry, Lutte ouvrière; (7) Mmes Marie-Françoise Baghin, Union pour la majorité présidentielle, 728 voix (2,35 %), Jeannine Legendre, Parti libéral de France, 178 voix (0,50 %) et M. Baudouin Le Saulnier de Saint-John, Union pour la majorité présidentielle, 142 voix (0,45 %); (8) M. François Lechaud, M.S.C. sout. P.S.; (9) Mme France Zilberg, Front autogestionnaire; (10) M. Dominique Bidou, Collectif écologie 78; (11) Mme Elisabeth Doumaire; (12) M. Claude Guin; (13) M. Guy Longueville; (14) M. Alain Gillard, Ligue communiste révolutionnaire, 287 voix (1,02 %), Alain Schwartz, Lutte ouvrière, 189 voix (0,67 %); (15) M. Marie-Françoise Baghin; (16) M. Alain Delmas, parti socialiste démocrate, 1 261 voix (4,35 %), Mme Martine Fortino, Choix, 460 voix (1,51 %), M. Guy Carlier, Rassemblement des usagers des services publics et des contribuables, 289 voix (0,89 %), Philippe Guilbert, Mouvement des démocrates, 206 voix (0,71 %); (18) M. Jean-Henri Delas, Ligue communiste révolutionnaire, 289 voix (1,04 %), Pierre Bruggeman, Lutte ouvrière, 189 voix (0,67 %); (19) M. Lolo Le Guennec; (20) M. Philippe Guilbert, Mouvement des démocrates, 206 voix (0,71 %) et M. Michel Chouanet, Sciences et Amour, 1 voix.

PARIS (12^e circ.) : la plus belle victoire de M. de Bénouville depuis 1973

De 48 voix, l'écart qui séparait M. Pierre de Bénouville de M. Stello Farandjis à l'issue du deuxième tour du scrutin de juin dernier est passé à 9 591 voix.

Le candidat socialiste, qui affrontait pour la quatrième fois le député sortant, apparenté R.P.R., et qui améliorait son score à chaque scrutin, subit cette fois une cuisante défaite. Le soutien que sont venus lui apporter les ministres du gouvernement, le premier secrétaire du P.S. et, vendredi encore, M. Pierre Mauroy

en personne, ainsi que la campagne menée en sa faveur par le parti communiste n'ont pas réussi à mobiliser l'électorat de gauche. Le taux d'abstention est très élevé : 59,08 %, beaucoup plus élevé que lors des précédentes élections.

M. Farandjis, avec 38,75 % des suffrages exprimés, perd 0,17 point par rapport au premier tour des élections législatives du mois de juin, et 11,14 points par rapport au deuxième tour. La présence

d'une candidate écologiste, Mme Catherine Bonnel (Roc. 82), qui obtient 2,30 %, l'a sans doute desservi. La candidature de M. Thierry Rogier (Front national) ne semble pas, en revanche, avoir gêné M. de Bénouville. Celui-ci obtient 57,17 % des suffrages exprimés, soit plus de 8,60 points par rapport au premier tour de juin 1981 et plus de 7,07 points par rapport au deuxième tour.

Le 19 janvier 1978, M. Farandjis avait recueilli 45,91 % des suf-

frages exprimés en bénéficiant d'un large report des suffrages communistes du premier tour. Il n'a pas, de toute évidence, cette fois-ci, réussi à susciter pareille mobilisation. Il perd, en effet, 7,16 points par rapport au total des voix de gauche du deuxième tour de 1978.

Dans son entourage, on pense que bon nombre de ses électeurs de juin, et notamment les communistes, attendaient le deuxième tour pour se manifester.

PARIS 12^e circ. (partie 12^e arrdt)

CANDIDATS ET PARTIS	17 janvier 1982	21 juin 1981	14 juin 1981	19 mars 1978	12 mars 1978	11 mars 1973	4 mars 1973
	Inscrits : 34 514 Votants : 21 208 Abst. : 38,08 % Suff. exp. : 21 992	Inscrits : 34 921 Votants : 21 208 Abst. : 38,09 % Suff. exp. : 21 679	Inscrits : 34 921 Votants : 21 208 Abst. : 38,09 % Suff. exp. : 21 679	Inscrits : 36 964 Votants : 20 961 Abst. : 43,37 % Suff. exp. : 20 196	Inscrits : 36 961 Votants : 20 129 Abst. : 45,35 % Suff. exp. : 20 949	Inscrits : 38 461 Votants : 20 742 Abst. : 45,99 % Suff. exp. : 21 221	Inscrits : 38 457 Votants : 20 826 Abst. : 45,99 % Suff. exp. : 21 472
M. de Bénouville (app. R.P.R.)	12 002	12 882	11 494	16 326	12 946	16 428	11 986
Farandjis (P.S.)	8 135	12 808	9 228	13 960	6 512	—	5 285
Mme Bonnel (Roc. 82)	483	2,30	—	—	1 538 (8)	—	—
MM. Rogier (P.N.)	286	0,98	—	—	238 (7)	—	1 094 (1)
Croquet	170	0,58	—	—	—	—	—
P.C.	—	—	2 984 (13)	—	5 483 (8)	12 708 (3)	6 481 (2)
Réformateur	—	—	—	—	820 (3)	—	3 738 (3)
Ext. gauche	—	—	394 (14)	—	545 (16)	—	3 683 (4)
Divers	—	—	384 (14)	—	—	—	82 (5)
Mouv. dém.	—	—	1 (15)	—	488 (13)	—	—

(1) Mme Germaine Jeanneret; (2) M. Georges Heckl; (3) M. Bernard Tieses; (4) M. Daniel Farrigou, P.S.U.-1185 voix (3,66 %), et Francis Zuviloff, Lutte ouvrière, 588 voix (1,58 %); (5) M. Paul Antonin, Parti libéral de France; (6) Mme Anne-Marie Vergé, Collectif écologie 78; (7) M. Jean Castille; (8) Mme Frédérique Piel; (9) M. Humbert Dumotier, Lutte ouvrière, 235 voix (1,11 %), Guy Barmet, Ligue communiste révolutionnaire, 200 voix (1 %), Patrick Roland, information pour les droits des soldats, 136 voix (0,45 %), et Gilbert Bay, Lutte ouvrière, 59 voix (0,19 %); (10) M. Gaston Vain, Union des gaullistes de progrès, 223 voix (0,74 %), Jacques Rayon, 151 voix (0,45 %), Mme Lucie Benin, Rassemblement des usagers des services publics et des contribuables, 139 voix (0,43 %) et M. Henri Carton, Union pour la nouvelle majorité présidentielle, 1 voix; (11) M. Pascal Genchon; (12) M. Joseph Benkemoun; (13) M. Jean-Claude Nogrette, Lutte ouvrière; (14) M. Christian Tremblay; (15) M. Remy Dupuy.

Nos méthodes d'enseignement des langues ont fait leurs preuves

- Audit linguistique et assistance-conseil aux entreprises
- Formations en entreprise
- Stages individuels intensifs
- Formations inter-entreprises :
- Langue courante ou langue des affaires (50h sur 15 semaines)
- Préparation aux examens des Chambres de Commerce Étrangères
- Séminaires spécialisés :
- anglais pour ingénieurs et cadres
- plan économique et culturel de la République Fédérale d'Allemagne
- l'allemand par la vidéo

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

GROUPE ESCP

Centre de Formation Permanente

18, avenue de la République 75011 PARIS - Tél. 265 39 08 (p. 1234)

M. : Fonction :

Entreprise : Tél. :

Adresse :

Souhaitez recevoir une documentation sur les cours de langue du CFP

FRANÇOIS PERROUX

Pour une philosophie du nouveau développement

« Nul n'ignore que F. Perroux qui a ouvert à la science des chemins neufs par la formalisation mathématique de l'économie, a tout ce qu'il faut pour n'être pas incal aux redoutables questions que pose le « développement ». Jacques LAMOUR

« Un texte extraordinairement stimulant. » JACQUES LAMOUR

« Ce livre passe en revue les théories classiques, marxiste, keynésienne. Les dépassant, il voit l'économie comme un jeu de pouvoirs asymétriques. » JACQUES LAMOUR

AUBIER/PRESSES DE L'UNESCO

AUBIER

LEGISLATIVES PARTIELLES
SEINE-ET-MARNE : la courbeMARNE : la désaffection de l'électorat
la benjamine de l'Assemblée

LES QUATRE ELECTIONS

Victoire de la municipalité

Table with 2 columns: Candidats, Voix

Text block containing various news snippets and headlines.

FRANÇOIS PIERRO Pour une philosophie du nouveau développement

LÉGISLATIVES PARTIELLES

SEINE-ET-MARNE : la courte traversée du désert de M. Peyrefitte

Où réside la principale surprise ? Dans le fait que M. Alain Peyrefitte, figure de proue de l'ancien pouvoir, maître d'un des plus importants sièges de la droite, ait été emporté, en juin dernier, par la vague rose, ou dans le renouveau électoral, dans la race du Palais-Bourbon ?

SEINE-ET-MARNE 4^e circ. (PROVINS)

Table with 7 columns: Candidats, 17 janvier 1982, 21 juin 1981, 14 juin 1981, 12 mars 1978, 11 mars 1972, 4 mars 1972

(1) M. William Ankoum, U.S.D.-P.S.; (2) M. Jean Séjourné; (3) M. Pierre Dulac, Centre démocrate; (4) M. Bernard Langlois; (5) M. Michel Leroy; (6) M. Michel Scahronchi (soutenu par le P.S. en 1978); (7) M. Jacques Blache; (8) M. José Alvarez; (9) M. Pierre Henry, Front autogestionnaire; (10) M. Michel Amiot; (11) Mme Chantal Cauquil.

MARNE : la désaffection de l'électorat ouvrier et rural sanctionne la benjamine de l'Assemblée nationale

Mme Annette Chepy-Lagar (P.S.), dont l'élection avait été annoncée, ne l'avait pas été, en juin, de 258 voix sur le député sortant R.P.R., M. Jean Bernard. Elle est battue de 4 708 voix par un autre R.P.R., M. Bruno Bourg-Broc, conseiller général du canton de Châlons-sur-Marne-2. En juin, M. Bourg-Broc était le suppléant de M. Bernard. Cette fois, c'est M. Bernard qui occupait cette position de suppléant.

MARNE 3^e circ. (CHALONS-SUR-MARNE)

Table with 7 columns: Candidats, 17 janvier 1982, 21 juin 1981, 14 juin 1981, 12 mars 1978, 11 mars 1972, 4 mars 1972

(1) M. Jean Degrois; (2) M. Jean Sammut; (3) M. Jean Seydier; (4) M. Claude Milet, radical; (5) Mme Quera, Union pour la majorité présidentielle; (6) M. Gauthier Charlot, Union travailliste; (7) M. Jean-Benoît Vial, U.D.F.-P.R.; (8) M. Régis Hara, Louis ouvrière; (9) M. Louis Blanchard, radical; (10) M. Daniel Lefebvre; (11) M. Daniel Lefebvre; (12) Mme Claire Mautzfeld (socialiste).

LE QUOTIDIEN DE PARIS : le président est visé.

Dans la presse parisienne

« La stratégie de reconquête [de l'opposition] dispose d'un nouveau socle électoral, très solide, dans la résistance des jadis, qu'un socle électoral, aussi considérable soit-il, n'est pas éternel. (...) Le premier ministre, qui l'est, personnellement et ardemment engagé dans ces élections partielles, reçoit un sévère avertissement. Mais la radicalisation ou la poursuite dans la poursuite du programme gouvernemental ne dépendent pas entièrement de lui. C'est le président qui a été visé le 17 janvier. C'est lui qui en tirera la conséquence. »

LE FIGARO : reflux.

Les réactions :

Dans l'opposition

M. CHIRAC : une superbe victoire

Pour M. Jacques Chirac, c'est une superbe victoire de l'opposition. Le maire de Paris a notamment déclaré, dimanche soir 17 janvier : « Les Français et les Françaises, après huit mois seulement de pouvoir socialiste, ont compris que la politique suivie par le gouvernement n'apportait aucune solution concrète aux graves problèmes actuels de la France. Ainsi est confortée notre détermination de mener une action et un combat politiques vigoureux pour répondre aux aspirations des Français, qui souhaitent une société de responsabilité, de progrès et de liberté. »

M. GISCARD D'ESTAING : le début du commencement.

M. Valéry Giscard d'Estaing, recevant à son domicile parisien dimanche soir M. Jacques Domini, a notamment déclaré : « Ce n'est que le début du commencement, mais le résultat final est certain : la France retrouvera le chemin du progrès dans la liberté, dans l'unité fraternelle des Français et dans la grandeur. »

M. JEAN LECAUET, président de l'U.D.F. : « L'U.D.F. prend acte avec une grande satisfaction des résultats obtenus par les candidats uniques de l'opposition. (...) Ces résultats sont le signe avant-coureur de la grande déstabilisation que provoquera inévitablement l'expérience social-démocratique fondée sur une alliance contre nature et sur une politique économique et sociale incohérente et dangereuse. »

M. JEAN-CLAUDE GAUDIN, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale : « Les résultats montrent une première victoire, mais les sondages, l'état de grâce socialiste est bel et bien terminé. Au-delà de ces quatre élections, totalement gagnées dès le premier tour par l'opposition, on peut percevoir que les Français désapprouvent globalement l'action conduite par le gouvernement social-communiste. L'opposition, portée par le dynamisme de l'union, doit, dès aujourd'hui, tirer les leçons de ce scrutin et proposer au pays une voie qui rende l'espoir à la France. »

M. JACQUES TOUBON, député R.P.R. de Paris, a déclaré, dimanche soir 17 janvier, à Nancy : « Si l'échec des élections cantonales doit être considéré avec sérieux, la reconquête du pouvoir se fera lors des municipales. En 1982, les Français pourront constater d'un certain nombre de réalités, chiffres à l'appui. Or chacun sait qu'il n'est plus éloquent qu'un chiffre. »

M. DIDIER BARIANI, président du groupe radical : « Le résultat est doublement positif : il confirme la détermination d'une période d'euphorie socialiste dangereuse à terme pour la démocratie. On peut espérer que les socialistes feront l'apprentissage du pouvoir avec plus de modération. »

M. Jean-Jacques Rosat, conseiller (P.C.) de Paris, membre du collectif fondateur de Rencontres communistes, commente, dans l'hebdomadaire communiste hebdo du 16 janvier, la contribution de M. Lucien Séva, membre du comité central du P.C.F., à la tribune de discussion de l'« Unité », parue le 5 janvier.

M. Séva démentait que la direction du parti ait donné des consignes à l'union de ne pas voter pour M. François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle (le Monde du 9 janvier). « Lucien Séva se trompait bien », écrit M. Rosat, qui de multiples témoignages ont été publiés (...), qui confirment pleinement cette accusation. Oui, la consigne : votez à droite ou au moins, abstenez-vous, a été donnée par des membres du bureau politique à leurs collaborateurs. Au siège du comité central, dans chaque secteur électoral, on comptait parmi les permanents de sélecteurs de Mitterrand et des

« DES CONSIGNES DE VOTE A DROITE AVANT ÉTÉ DONNÉES PAR DES MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE DU P.C.F. POUR LE SECOND TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE », AFFIRME « RENCONTRES COMMUNISTES HEBDO ».

Reprochant à M. Séva d'avoir affirmé que, « en définitive, chaque électeur doit voter pour lui-même, dans l'isoloir comme ailleurs », M. Rosat écrit : « Tout se passe comme si la direction, méconnaissant du rôle avec lequel l'immense majorité des militants reportent leurs voix sur la P.S., voulait les affranchir pour l'avenir et leur apprendre à lire entre les lignes des accords de déstabilisation. »

POLITIQUE

Le Monde

SCIENCES

LA FIN DU COLLOQUE NATIONAL SUR LA RECHERCHE ET LA TECHNOLOGIE

Le dialogue et la confiance

Les journées nationales de la recherche et de la technologie se sont achevées, samedi 16 janvier, à Paris, sous la présidence du premier ministre, M. Pierre Mauroy. Le colloque national, dont ces journées étaient le point d'orgue, a permis à la communauté scientifique de retrouver la parole, comme le lui avait promis, avant son élection, M. François Mitterrand, et d'ouvrir le dialogue avec ses partenaires, hommes politiques, syndicalistes, industriels et... population. Un dialogue qui devrait continuer, et tout particulièrement dans les régions, où les assistés ont véritablement provoqué une découverte réciproque des mondes qui s'ignorait trop souvent, et il faut souhaiter que les journées portes ouvertes, organisées le 16 janvier dans un millier de laboratoires dans toute la France, ne soient qu'un premier signe de ce dialogue.

Un développement important de la recherche est, estime le gouvernement, un des moyens à mettre en œuvre pour « sortir de la crise ». Les chercheurs, qui vont se voir reconnaître de nouveaux droits d'expression, qui vont voir croître de manière sensible leurs moyens de travail, devront garder à l'esprit que la confiance qui leur est ainsi manifestée par le pouvoir politique n'est pas sans contrepartie. « Vous ne pouvez vous désintéresser de la valorisation économique, sociale et culturelle de vos travaux, leur a déclaré samedi le premier ministre, ou alors ce serait ne pas demeurer à l'écoute d'un pays qui a confiance en vous et qui attend beaucoup de vous (...). Je vous demande de ne pas décevoir cette attente. »

M. Pierre Mauroy : une priorité gouvernementale

Garanties pour la recherche de base, poursuite de grande programme technologique, lancement de programmes mobilisateurs et ambitieux sur des objectifs d'intérêt national, croissance en volume (17,5 %) du budget civil de la recherche et développement pour les trois prochaines années, progression annuelle des effectifs de chercheurs portée à 4,5 % : à ceux qui avaient encore quelques doutes, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a rappelé, samedi 16 janvier, lors de la séance de clôture, que la recherche était une priorité gouvernementale. Le ministre de la recherche et de la technologie, M. Jean-Pierre Chevènement, a-t-il ajouté, se tient par le premier ministre et le gouvernement : tout entier.

« Et le ministre de la recherche et de la technologie, M. Jean-Pierre Chevènement, a pris bonne note de cet engagement qui fait écho aux propos récents (Le Monde du 15 janvier) du président de la République. Il n'aura sans doute pas manqué de noter que le premier ministre a, par là, dans son discours, de l'orientation sur la recherche là où il attend une loi d'orientation et de programmation. La discussion sur ce sujet avait été, dit-on, échauffée, samedi, et il, comme en faveur du minis-

tre de la recherche au terme du conseil des ministres du 6 janvier. Dans ces conditions, s'agit-il d'une erreur involontaire du premier ministre ou d'une dernière passe à fleur de mouchoir ? Au-delà de ce problème de terminologie, M. Pierre Mauroy a appelé la communauté scientifique à sortir de son ghetto, car « les chercheurs sont depuis trop longtemps isolés ». Il faut, a-t-il dit, et les retombées du colloque devraient y contribuer, que « la société française intègre les différents aspects de la recherche dans une culture qui ne soit pas seulement scientifique et technologique, mais qui réalise la synthèse de tous les domaines de la connaissance ». Cela signifie qu'« on ne doit plus confondre la recherche et la technologie distinctes les sciences exactes ».

Le rôle des régions

Cette reconnaissance de la recherche par la nation passe notamment, pour le premier ministre, par une certaine régionalisation de la recherche dont les animateurs du colloque se sont fait les avocats. « Des structures nouvelles doivent être mises en place », a déclaré le premier ministre, « il faut un véritable rôle normal que chaque région

M. Jean-Pierre Chevènement : une douzaine de grandes propositions

La séance finale a commencé par la présentation par M. Philippe Lasser, président du conseil scientifique de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), du rapport général de conclusion du Colloque. Nous avons donné les grandes lignes de ce rapport dans nos éditions datées 17-18 janvier, et nous en publions de larges extraits dans « Le monde des sciences et des techniques » du 20 janvier. S'adressant ensuite aux participants, le ministre de la recherche et de la technologie, M. Jean-Pierre Chevènement, a affirmé que « le plus grand compte sera tenu des conclusions » qui ont été tirées à cette occasion. « Au risque de vous étonner, a-t-il ajouté, je vous révélerai que le projet de loi d'orientation et de programmation sur la recherche n'est pas rédigé. Nous avons cru aux vertus de la démocratie. » Ainsi s'exprimait-il à la fois, dans les protocoles des semaines, et avec le concours de ses rapporteurs. Ses grandes principes tiennent en une douzaine de points que le ministre a présentés :

● La reconnaissance des métiers de la recherche et la mise en place d'un nouveau statut de référence. Les statuts des divers organismes publics de recherche doivent être harmonisés et adaptés, afin de permettre la libre circulation des personnels, tant entre organismes publics qu'entre ceux-ci et les structures d'enseignement, les administrations et les entreprises. Une cellule chargée d'organiser les échanges entre les différents secteurs de l'activité nationale sera créée.

● La création de postes nouveaux au rythme de 4,5 % pour maintenir les moyens des équipes de recherche.

● La mise en place d'une politique de formation pour attirer vers un système de bourses consécutives de développement, les jeunes générations vers la recherche.

● La création d'un observatoire des flux et des débouchés de la recherche, destiné à fournir toutes les informations nécessaires à une politique à long terme cohérente de formation pour la recherche.

● Le développement de la re-

cherche industrielle, pour laquelle il faut tenter de doubler le nombre des ingénieurs formés par la recherche d'ici à 1995, en passant à cette date de nombre à un million.

● Le renforcement du rôle des organismes publics de recherche à qui seront confiées quatre missions essentielles : développer la recherche, valoriser les résultats, former à et par la recherche, diffuser largement dans le public l'information scientifique et la culture technique. Des missions de valorisation seront créées dans tous les organismes, et des sociétés de transfert seront placées auprès d'eux.

● La mise à l'étude d'un nouveau type d'établissement public à caractère scientifique.

● La désinstitutionnalisation du système institutionnel de la recherche, en vue de la coopération entre les organismes publics sur des actions spécifiques ainsi que la création d'associations de recherche ou de structures coopératives très souples, véritables laboratoires sans murs, réunissant sur des problèmes bien définis des équipes d'organismes publics et de l'industrie.

● Le lancement de grands programmes mobilisateurs associant laboratoires publics et privés et industries sur des objectifs d'intérêt national.

● Des mesures incitatives plus globales de l'effort de recherche industrielle.

● La constitution pour l'ensemble de la recherche technique à visée industrielle d'un réseau couvrant tout le territoire et intégrant en particulier le secteur des P.M.I. Pour ce faire une réforme des centres techniques sera étudiée, et l'action de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (Anvar) simplifiée.

● Un institut de prospective et de prévision doté de moyens importants.

Enfin, en ce qui concerne les sciences de l'homme et de la société, « particulièrement maltraitées » ces dernières années, M. Jean-Pierre Chevènement a annoncé qu'une mission prioritaire sera prochainement mise en place « pour définir avec précision et sur la plus large base possible les moyens de redresser l'enseignement. Il s'agit sans aucun doute d'une œuvre de longue haleine mais l'urgence est essentielle, puis- qu'il ne s'agit de rien moins que de donner un contenu nouveau à la démocratie. »

Un exemple pour l'éducation

Le dialogue sans précédent qui, sous l'impulsion du ministre de la recherche et de la technologie, a mobilisé, des mois durant, la communauté scientifique, devrait donner des idées à d'autres ministères. C'est le souhait que plusieurs intervenants ont exprimé, samedi 16 janvier, au Palais des congrès, et notamment le rapporteur général du colloque, M. Philippe Lasser. Un thème pourrait sans doute justifier de tels échanges, celui des relations entre la France et les pays en voie de développement. M. Jean-Pierre Col, ministre chargé de la coopération et du développement, ne devrait pas s'y montrer défavorable : il a lui-même passé plusieurs heures aux Journées nationales, dans la commission qui se penchait tout particulièrement sur l'enjeu international.

Mais la remarque de M. Lasser visait plus précisément un autre ministre, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, dont de nombreux participants

regrettaient, en privé, qu'il ne se soit, lui-même, pas senti plus concerné par les travaux du colloque. « Ce n'est pas tout à fait exact », a-t-il répondu, tout comme le rapporteur Schwartz, que les problèmes de formation risquent d'être un véritable train à développement scientifique et technique du pays et qu'une réforme profonde de l'enseignement secondaire et supérieur était nécessaire et urgente.

L'opinion exprimée, à samedi, par M. Lasser, a reçu, samedi, lors des dernières séances, deux renforts de poids : celui de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, et surtout celui de M. Pierre Mauroy : « Je constate qu'un cours de vos travaux sur les problèmes de formation ont été très souvent évoqués », a déclaré le premier ministre. « Je me demande même si le résultat de ce colloque ne pourrait pas servir d'exemple à d'autres ministères qui ont, eux aussi, un grand message à faire passer. »

EDUCATION

En marge du rapport de la commission du bilan sur l'enseignement

Une vive polémique oppose M. Laurent Schwartz et le Syndicat National des Instituteurs Le S.N.I. en appelle au premier ministre

Le rapport sectoriel de la commission du bilan consacré à l'enseignement et au développement scientifique (Le Monde du 13 janvier) provoque une vive polémique à propos du jugement porté par M. Laurent Schwartz sur les enseignants des collèges. Dans un commentaire « personnel » sur le rapport, il met, en effet, en cause l'incompétence des enseignants des collèges pour la plupart des enseignants ainsi promus, ce qui, pour lui, est « anormal ».

M. Schwartz accuse les gouvernements successifs d'être responsables de cette situation qui leur a permis de faire une « économie substantielle aux dépens des enfants », mais, ajoute-t-il, « une responsabilité très lourde retombe aussi sur le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.-P.E.G.C.) qui a choisi de se mordre sur les enseignements

au-delà de l'école élémentaire, par la même de mordre sur un autre syndicat. Le S.N.I.-P.E.G.C. a ainsi « pratiquement sacrifié son idéal de formation des maîtres dans un but de puissance politique et sociale (...). Par son attitude, le S.N.I.-P.E.G.C. a ainsi indirectement contribué, ce qui est paradoxal, à gâcher les effets de l'enseignement libre ».

Dans l'intervalle qu'il nous a accordé, M. Laurent Schwartz s'explique sur les raisons des critiques qu'il a portées.

De son côté, le secrétaire général du S.N.I.-P.E.G.C., a adressé une lettre au premier ministre, dans laquelle il exprime son indignation et déclare ne pouvoir accepter qu'un membre de la commission du bilan tire profit de sa mission pour monter un véritable règlement de comptes.

« J'ai souffert d'être obligé de constater les faiblesses de mes amis » nous déclare l'auteur du rapport

Dans l'intervalle qu'il nous a accordé, M. Laurent Schwartz commente les passages du rapport qui ont été contestés par le Syndicat national des instituteurs et professeurs d'enseignement général de collèges (S.N.I.-P.E.G.C.).

« Le rapport sectoriel de la commission du bilan comporte quelques pages explosives, notamment en ce qui concerne le S.N.I. et l'échec du collège unique, lui-même lié à l'incompétence de ses maîtres. Or, ces pages publiées sous notre seule signature n'ont pas été « discutées » par la commission du bilan. En outre, le rapport général rédigé par son président, M. François Bloch-Lainé, ne reprend que brièvement et en termes modérés ce qu'il y a de plus sévère dans notre contribution personnelle. Pourquoi toutes ces précautions ? N'y a-t-il pas divergence ? »

« Nous a vous toujours travaillé collectivement sur toutes les questions examinées par la commission du bilan, et dans un très bon esprit. Il n'y a pas de divergence sur des questions importantes, même si tout le monde n'est pas d'accord sur tout. En ce qui concerne les passages que j'ai rédigés, ils étaient spécialement longs, techniques et assez fortement polémiques. Nous en avons discuté dans la commission mais ne sommes parvenus qu'à un accord sur l'essentiel. Pour que le groupe puisse adopter un tel texte, le rapport général reprend mes idées mais adoucit. Ce n'est ni un désaveu, ni une prise en compte de cette question par les autres signataires.

« Avez-vous eu l'occasion d'en discuter avec les responsables du S.N.I. ? En quels termes ? »

« J'ai discuté de l'ensemble du projet avec une certaine partie des responsables du S.N.I. Je leur ai soumis en particulier avec des représentants syndicaux. Comme avec les autres, j'ai eu des discussions courtoises avec les responsables du S.N.I. Je leur ai signalé que je trouvais la formation des professeurs de collèges (P.E.G.C.) insuffisante et que je trouvais plus d'attention qu'à la qualité des connaissances des maîtres. Après avoir rédigé mon texte, je les ai prévenus que j'étais sévère avec eux. J'ai souffert d'être obligé de constater les faiblesses de corps sociaux dont les principaux représentants sont mes amis, mais je pense qu'il y avait là un jugement politique de la part du S.N.I.-P.E.G.C.

« Que mettez-vous derrière le terme d'incompétence que vous appliquez à beaucoup de professeurs d'enseignement général de collèges ? »

« Il y a deux sortes d'insuffisances que peut avoir un enseignant. La première est l'insuffisance scientifique, c'est-à-dire le fait qu'il ne connaît pas assez bien les choses qu'il doit enseigner, quelle que soit la discipline. On ne saurait trop insister sur le fait qu'un professeur ignorant ne peut pas être un bon professeur. Il faut donner énormément de choses qu'on enseigne. Pour les classes de quatrième et de troisième, la demande des certifiés et des agrégés.

« L'autre forme d'insuffisance est la connaissance pédagogique et humaine, c'est-à-dire la possibilité de communiquer à des jeunes des choses qu'on sait très bien. Un professeur doit avoir ces deux qualités à la fois. Dans les trois quarts des cas, quand un enseignant n'arrive pas à enseigner, il y a défaut de connaissances plus que défaut de pédagogie ou de qualités humaines. Mais les deux types de connais-

sance ne s'acquièrent pas de la même façon. Les connaissances pédagogiques et humaines s'acquissent avec le temps. C'est pourquoi, il est nécessaire qu'une concertation, des discussions aient lieu entre professeurs dans une atmosphère de communication.

« Vous affirmez que les instituteurs doivent rester dans les écoles élémentaires tandis que les élèves des lycées et collèges doivent bénéficier d'enseignements au moins certifiés. Que deviennent, dans ces conditions, les P.E.G.C. actuellement en fonction ? »

« Il faut leur donner la possibilité de se recycler. Ce recyclage doit être obligatoire afin d'être sûr que tous soient capables d'accomplir leurs fonctions sans abaissement des programmes. Mais ce recyclage doit aussi être attractif car les conditions familiales ne sont pas toujours très bonnes. Je pense qu'on peut y arriver. Je demande d'ailleurs, une année sabbatique pour tous les professeurs du second degré. Pour les P.E.G.C., qui sont nombreux, on pourrait peut-être procéder par trimestres. Ils ont en gros les qualités pédagogiques nécessaires. Ce qui leur manque, ce sont les connaissances. Il faut qu'ils acquièrent tout un niveau universitaire, celui du D.E.U.G. (diplôme d'études universitaires générales) ou de licence. La dans ce sens qu'on n'appelle élite, je le suis.

« Le collège unique, affirme-t-on, n'existe pas. Il est vrai que, depuis sa mise en œuvre en 1977, l'échec scolaire n'a pas reculé, au contraire. Mais pensez-vous que le collège unique domine à tous les mêmes chances soit réalisable ? »

« Le collège unique n'existe nul part. Il n'y a pas un pays au monde qui ait un enseignement démocratique. Il y a essentiellement des différences familiales et sociales. C'est inévitable ce qu'on apprend dans une famille cultivée. Je pense que ce qu'on a fait en mettant en œuvre avec brusquerie la réforme du collège unique, c'était un peu comme quelqu'un qui aurait dit : « Je vais une société sans classes demain ». Or, ce n'est pas plus facile à réaliser au niveau de l'enfance que des adultes.

Le SNI : un véritable règlement de comptes

Dans une lettre adressée, vendredi 15 janvier, au premier ministre, le secrétaire général du Syndicat national des instituteurs et professeurs d'enseignement général de collèges (S.N.I.-P.E.G.C.), M. Guy Georges, exprime son indignation au nom des trois cent mille membres du S.N.I.-P.E.G.C., à la suite des travaux de la commission du bilan de M. Laurent Schwartz, écrit le secrétaire général du Syndicat, enonce une vérité que nous n'avons cessé de clamer depuis des années : « Le collège unique n'existe pas. » Mais il est inacceptable que M. Schwartz en profite pour aggraver le S.N.I.-P.E.G.C., en attaquant, après huit mois d'exercice du pouvoir par le président de la République, et votre gouvernement, que les responsables de la situation actuelle du système éducatif sont les instituteurs et les professeurs de collège et non leurs véritables artisans. D'autre part, nous ne pouvons accepter qu'un membre de la commission du bilan tire profit de sa mission pour monter un véritable règlement de comptes.

Après avoir noté que M. Laurent Schwartz rejouit, dans ses

l'idée de filières aurait pu être une bonne idée. Ce qu'on en a fait en mettant dans des « classes-poubelles » les élèves défavorisés est un compromis pour toujours la possibilité de filières. Maintenant, l'orientation qui mène les jeunes vers les classes pré-professionnelles, les lycées d'enseignement professionnel et le chômage est une sauterie. Mais il ne faut pas faire exister le collège unique trop tôt : si on supprime ces classes, l'école s'effondrerait. D'autre part, l'égalité et le droit à la différence existent à la fois.

Égalité et hiérarchie

« Un syndicat plutôt proche de l'extrême majorité vous approuve. Un autre, indépendant, qui ne regroupe que des professeurs de collèges, se déclare indigné par vos « élucubrations » et votre « élitisme ». Que pensez-vous de ces premières réactions ? »

« Surabondance ». Je me suis appuyé sur des données élitistes. Je plaide pour la qualité des maîtres pour tout le monde et non pour un enseignement réservé à une minorité.

« Il faut développer l'enseignement de masse et l'enseignement de ceux qui vont devenir plus cultivés, plus éduqués, les scientifiques, les techniciens. Si c'est dans ce sens qu'on n'appelle élite, je le suis.

« La France est, de tous les pays que je connais, celui où le discours est le plus égalitaire et qui, dans la pratique, est le pays le plus hiérarchique. Aux États-Unis, on prononce souvent les mots « qualité », « excellence », mais il y a d'énormes quantités de types d'excellences et tout le monde peut y trouver de l'inspiration. Tout individu sait qu'il peut briller et réussir dans un grand nombre de choses, alors qu'un jeune Français ne dispose pratiquement que d'un seul modèle. Par exemple, à la sortie du collège, il n'a le choix qu'entre l'enseignement général et le technique. Or, il y a une hiérarchie entre les deux, qui n'existe pas, par exemple, en Allemagne. Et si le jeune Français est admis dans l'enseignement général, il n'est pas dans une classe de C (mathématiques), il a raté sa vie.

Propos recueillis par CATHERINE ARDITTL

Journalist

THÉÂTRE

« Le Songe d'une nuit d'été » à Chaillot
Pour les beaux yeux d'un jeune Indien

Voici une soirée parfaite, d'une haute qualité d'esprit, belle, gaie, accessible à tous tant elle est enjouée et claire.

Shakespeare était en pleine forme lorsqu'il a écrit *Le Songe*. L'art du théâtre est là dans son entier, avec tout son univers.

Thésée et Hippolyte, deux grands de ce monde, vont se marier dans trois ou quatre jours (la pièce a sans doute été faite à l'occasion d'un mariage). On dirait qu'ils s'aiment beaucoup, qu'ils ne pensent qu'à cela.

Cependant, au vieux ami de Thésée vient lui raconter ses amours : sa fille, Hermia, se veut plus épouser le genre prévu, elle est tombée amoureuse d'un autre.

Shakespeare met en jeu, d'entrée, un couple d'amants qui s'entendent bien (Thésée et sa femme), deux couples de jeunes qui, déjà, se disputent.

Changement brusque de classe sociale : six travailleurs (un réamateur, un raccommodeur de soufflets, etc.), comédiens amateurs aux heures de congé, vont interpréter une pièce pour les festivités du mariage de Thésée. Scènes étonnantes de vérité : on voit que Shakespeare travaille avec les ouvriers et connaît par cœur les acteurs et les questions pratiques d'une distribution, d'une mise en scène. A noter que les « problèmes », les réactions d'humour, que montre Shakespeare, ont peu changé en près de quatre siècles : ces scènes sont incroyablement actuelles, jeunes.

Aussi bien les jeunes nobles impliqués dans des disputes amoureuses, que les ouvriers qui répètent une pièce, se donnent rendez-vous, la nuit, dans une forêt à côté, pour être tranquilles. C'est le lieu, la forêt, qui va nous faire connaître le troisième groupe de personnages : les fées et les ombres (et un protagoniste essentiel, qui même tout ce monde à la baguette : la Lune).

Obéron, roi des Elfes, et Titania, reine des fées, s'aiment depuis des années. Mais là, c'est la brouille, parce qu'Obéron, peut-être un tout petit peu homosexuel par moments, voudrait prendre auprès de lui un très charmant jeune Indien, membre de la suite de Titania, et qu'elle refuse de lâcher.

Un délire lumineux

Ce jeune Indien, c'est devenu une idée fixe, chez Obéron. Et c'est pour s'en emparer qu'il va charger l'un de ses hommes-fées, Puck, d'utiliser des philtres, des herbes, dans le but de mettre un désordre complet dans le cœur de Titania comme dans les couples d'amants et d'amoureux qui sont là.

Mais la Lune (pernicieuse), la pénombre, et peut-être le mauvais esprit de Puck, qui aime bien les embrouilles, font que ces philtres, capables de rendre à l'importe qui amoureux fon du premier venu, vont être employés à contre-temps.

Alors commence l'un des sommets, vraiment, de l'œuvre de Shakespeare. Rois, reines, et autres grands emplois de théâtre, et ouvriers et artisans, conscients de leur classe, et acteurs de théâtre avec leurs angélismes, leurs susceptibilités, et ces fées de légende que sont les

fées et les ombres, qui, en fait, figurent des forces internes, occultes, si réelles, ont tout ce monde réuni, réuni, manipulé par les coups de fondre et les coups de lune, va se mêler, se confondre, s'empoigner, s'accoupler, s'insulter, se battre avec les poings ou des armes : formidable puellité sensuelle, mental, social, théâtral, délire lumineux, scandé par les fous rires irrésistibles que provoque le spectacle de l'amour-passion, de la haine aussi, aveugles, déchaînés, privés de toute pudeur.

Ce qui est étrange, c'est que cette pièce géniale, la plus entraînante de Shakespeare, celle qui a gardé le plus de jeunesse, est très difficile à jouer, est presque toujours ratée par les acteurs et le metteur en scène, qui se perdent dans l'imbroglio de toutes ces bagarres, de tous ces « gags ».

Or, à Chaillot, Stuart Seide et ses camarades ont accompli une réussite entière. Il n'y a pas une seconde de manquée. Tout est clair, vivant, merveilleux, savant, vrai, délectable, et, composant essentiellement, le comique pur est là sans cesse, comme une illumination par le rire, et, par les jours que nous avons, avec la Pologne et le reste, il faut que le rire soit d'une extrême valeur, d'une absolue nécessité, pour secouer comme cela, pendant des heures, un public.

Rien n'a été négligé. La traduction française de Stuart Seide est claire, forte, exacte, complète, gentille, les équivalences de jeux de mots sont parfaites, cette traduction est exemplaire, bien plus vivante et scénique que celle de Supervielle.

Le décor, celui du palais de Thésée, comme celui de la forêt, est très beau, et c'est une excellente idée que d'avoir dégagé complètement l'espace de jeu (le décor entoure la scène, de loin), pour que cette mêlée générale de princes, ouvriers, poètes, acteurs, sorciers, dispose de tout l'espace voulu (décors de Charles Marty, très bons costumes de Jacques-Henri Lombrière).

Enfin, il n'y a que des compléments, des remerciements, à faire aux comédiens de la troupe, François Marthouret (Thésée et Obéron), Laurence Roy (Hippolyte et Titania), Jean-Louis Griefeld (Puck), Jean-Pierre Jorrie (le metteur en scène), des « off » (Thésée, Obéron, André Marcon, Wladimir Yordanoff, Monique Brun, Christiane Millet, les amoureux déconnectés, ravagés, et tous leurs camarades, les fées, les habitants, charmants, vrais, inspirés, formidablement sympathiques).

Un mot, le dernier, pour le grand absent de la pièce, celui qui a tout provoqué, mais que l'on n'aperçoit pas : le séducteur jeune-Indien que convoitait Obéron. Eh bien, Obéron a gagné ! Il l'a pris à la reine des fées, elle s'en est à peine aperçue. Shakespeare met ce beau jeune homme basané et fin dans sa poche, et tire le rideau, en souriant.

Ne ratez pas ce *Songe*. Tant d'intelligence, de féerie, de talent, de poésie, tant de rigueur et de beauté, en un seul soir, c'est rare.

MICHEL COURNOT.
* Théâtre de Chaillot, salle Gémier, 20 à 30.

« L'Ile des chèvres » au Marie-Stuart

Drame de la jalousie : une femme, sa fille et sa belle-sœur laissent volontairement mourir au fond d'un puits l'homme que toutes trois aiment. L'agence a probablement duré plus de deux jours et de deux nuits. Fait divers. La pièce de Ugo Betti, *L'île des chèvres*, commence avec l'arrivée de la victime dans cette maison isolée au fond de la haute déserte et ventouse.

Dans la légende on peut en rouler, la vie, conjugale exclusivement au féminin, depuis la disparition du chef de famille, coule monotone et rude. Le visiteur qui prétend avoir connu en prison le mari d'Agathe les droits en fait.

Tant et si bien que la veuve, d'abord réticente - d'ailleurs elle déteste son époux - s'empare, sans le montrer. Tant et si bien qu'elle l'aime toutes trois - dans la peur - sans trop en laisser paraître, jusqu'au jour où la gamelle crasse, défectueuse, laisse échapper et déclare son intention de liquider l'intrus.

La mère, la plus passionnée des trois - Chantal Dargat, très à son aise dans ce rôle de violence contenue - assume la responsabilité de la violence bégayante. C'est Gérard Darnaud qui joue le macho veule n'ayant pas de peine à se faire docteur. Liliane Cebrian - joliment scotchée - et Jeanne Lallemand - qui a le physique adéquat de « la pitié » - ont une vraie présence. En un mot, cette étude de mœurs adaptée de l'italien par Maurice Clavel est honnêtement rendue dans la mise en scène de Louis Thierry. Mais le texte ne peut probablement pas plus donner que ce qu'il a.

MATHILDE LA BARDONNIE.
* Marie-Stuart, 20 à 30.

EXPOSITIONS

Dix années de « travaux sur papier » à Villeparisis

L'exposition annuelle de Villeparisis (Seine-et-Marne), pour la dixième fois, réunit les travaux sur papier d'une centaine d'artistes au centre culturel Jacques-Prévert. A ses débuts, la manifestation présentait surtout des estampes, mais Dany Bloch, qui en est l'animatrice, n'a pas tardé à s'intéresser au travail direct sur la feuille, au dessin. On voit désormais des réalisations de jeunes, et même de très jeunes, qui cherchent et se cherchent par la ligne, la couleur, la figuration des choses.

La liste est renouvelée chaque année, les genres aussi. Cette fois, il y a donc des « papiers fabriqués », le support est la matière même de l'œuvre : papier manipulé, trempé, froissé, déchiré et recollé, et aussi des « papiers fabriqués » ou l'artiste incorpore des matériaux hétérogènes. Enfin, il était nécessaire dans cette foire du papier d'inclure la photo, ce qui a été fait cette année.

Après Villeparisis (jusqu'au 31 janvier), l'exposition sera ensuite montrée au centre culturel de Choisy-le-Roi, durant le mois de février.

* Travaux sur papier : centre culturel municipal Jacques-Prévert, à Villeparisis.

CINÉMA

DIXIÈME FESTIVAL D'AVORIAZ
Premiers frissons

Evidemment, le danger avec le festival d'Avoriaz, c'est que personne n'est à l'abri. On a très vite fait d'attraper un chaud effroi. Tout a commencé le vendredi 15 janvier avec un train « fantastique », au départ de Paris-gare d'Austerlitz, qui n° 10. Une haie de personnages fantasmagoriques, savamment grimaqués et armés de torches, accueillaient sur la qui les festivités avaient qu'ils investissent les vitrines transformées en bar et autres lieux de réjouissance. L'horreur pouvait bien attendre, place à la volupté, et à l'entrain, en voiture s'il vous plaît.

A peine le temps de se demander si le soleil paraîtrait ces dix jours qu'on bout d'une heure le train fut stoppé par le comité de défense de la ligne Corbail-Malesherbes : quelque trois cent cinquante personnes qui revendiquaient le droit à un matériel correct et le respect des horaires. Quotidiennement, les (rares) trains relient Paris à Malesherbes en deux heures dans des conditions déplorables, et puisque celui-ci mettrait moitié moins de temps, symboliquement les manifestants entendaient le bloquer pendant une heure. On les fit monter, on les écoutes, comme ils étaient exaspés, tous ces gens, et pourquoi ne pas leur faire descendre les vedettes pour les prendre en photo avec eux. La voilà, la bonne idée. C'est drôle comme tout à coup les désagréments et la banalité du quotidien de certains peuvent prendre un caractère fantastique pour d'autres.

Après tout, peu importe la légitimité des motivations de chacun, l'essentiel étant que les uns soient entendus, et que les autres les fassent entendre. Le train arrive en gare de Malesherbes aux alentours de minuit, et les festivités reprennent de plus belle. Un break automobile brûle, un massacreur jouait de la trompette, des fées, des sorcières, des pages montraient le chemin d'une grande salle décorée par un expert du film d'épouvante, Mario Franciosi. On fit ripaille, et le vin coula à flots en guise d'hémoglobine. On pour réchauffer les arrières. On mélangea les sangs, il y eut même des mariages consanguins pour le meilleur et pour... les vampires, évidemment. Deux heures plus tard, le train repartait, emportant quelque quatre cents invités qui avaient pris le ton d'un festival promettant d'être à la hauteur de ses ambitions.

C'est d'abord un excellent portrait, réalisé par Nelly Kaplan, d'Abel Gance, auquel cette dixième édition du festival du film d'épouvante d'Avoriaz est dédié, qui fit l'ouverture, suivi de la Guerre des mondes (invasion des Etats-Unis par les Martiens) du Polonais Piotr Szulkin. On peut préférer Golem, son précédent film, qui avait été présenté l'année passée. Trop proche de son sujet, Szulkin s'est laissé emporter par une dialectique qui glissait le film. Il est utile de préciser que la copie est arrivée en France le 12 décembre. On attend, par ailleurs, le film russe *A travers les ronces vers les étoiles*, de Richard Victorov.

On a vu beaucoup d'animaux pendant ce premier week-end : un alligator géant qui sort des égouts pour dévorer les habitants d'une ville du Middle-West, dans le film peu connu de l'Américain Lewis Teague, *Alligator* ; un mamba noir dans *Viper*, le serpent le plus agressif et le plus dangereux du monde, qui vient envahir une intrigue de kidnapping joliment menée par l'Anglais Pierre Hédgcock, avec Klaus Kinski. Il y avait un film français (chose peu fréquente dans ce festival), *Litan*, de Jean-Pierre Mocky, qui aurait gagné à être réduit au format du court métrage.

ALAIN WAIS.

« QUI CHANTE LA-BAS ? », DE SLOBODAN SJIAN
Un autocar nommé destin

Vers quoi roule-t-il, bricole-bale-t-il, cet autocar à gazogène, vieille haridelle mécanique dont quelques écailles de peinture rose recouvrent encore les flancs et qui dégage plus de fumée qu'une cheminée d'usine ?

Parti du fond de la campagne yougoslave, il roule vers Belgrade. C'est du moins ce que pensent les passagers montés à bord. Mais nous sommes en 1941, et les Allemands sont sur le point d'envahir le pays. Sans que les passagers s'en doutent, l'innocent véhicule a pris la guerre en auto-stop. Et le terme du voyage ne sera pas celui inscrit sur leur ticket.

Qui chante la-bas ? (prix Sadoul 1981) est un film bref (moins d'une heure trente de projection), visiblement tourné avec des moyens modestes, un simple comme picarresque, mi-cocasse, mi-tragique, au symbolisme transparent, mais dont le charme est si vif et la gravité si prenante que ses défauts eux-mêmes - sa minceur, sa nonchalance - nous séduisent.

D'où vient ce charme ? D'abord des personnages, croqués « à plat », sans épaisseur psychologique, comme dans une peinture naïve. Parmi eux : un notable, tour de noir vêtu, gros corbeau ridicule et sinistre ; un couple de jeunes mariés, lui un benêt glouton, elle une gourmande qui déjà se laisse courtiser par un séducteur de guinguette ; un ancien combattant percuss d'héroïsme, un pope, un chasseur, un pauvre type que ses pommiers tracasent... Sans oublier le conducteur du car, fanfaron et débile, et son père, le receveur, un vieux mélin à tongs d'ivrogne.

Et puis, dans un coin du car, ignorés, méprisés et bientôt accusés d'un larcin qu'ils n'ont pas commis, deux gitanes qui, de temps en temps, « sortent » du récit pour chanter leur misère, pour annoncer la catastrophe, pour se demander si tout cela - le régime, la futilité, la sottise, la méchanceté des hommes - n'est pas un mauvais rêve.

Belgrade est loin, et mille incidents interrompent le voyage. Un enterrement suivi au pas de charge (est-ce un hommage à René Clair ?), quelques minutes de voyeurisme imprudemment offertes par les jeunes mariés, une bagarre avec un paysan grippe-sou, un pique-nique, une noyade et une leçon de danse au bord d'une rivière ; autant d'embarras, pour se demander si tout cela - le régime, la futilité, la sottise, la méchanceté des hommes - n'est pas un mauvais rêve.

Belgrade est loin, et mille incidents interrompent le voyage. Un enterrement suivi au pas de charge (est-ce un hommage à René Clair ?), quelques minutes de voyeurisme imprudemment offertes par les jeunes mariés, une bagarre avec un paysan grippe-sou, un pique-nique, une noyade et une leçon de danse au bord d'une rivière ; autant d'embarras, pour se demander si tout cela - le régime, la futilité, la sottise, la méchanceté des hommes - n'est pas un mauvais rêve.

JEAN DE BARONCELLI.
* Voir les films nouveaux.

Une nouvelle programmation pour le Bonaparte

Être indépendant et animer « une vraie salle », tels sont les deux principes qui guident les trois nouveaux programmeurs du cinéma Bonaparte. Il en aura le gérance dans trois mois, ainsi que de Vendôme.

François Gendreau, Jacques Gerber et Jean-Louis Pays font partie de ces exploitants cinéastes et exigeants (notamment en ce qui concerne les conditions de projection) qui depuis quelques années représentent des salles. Pour commencer, du 13 janvier au 23 février, ils proposent « l'opéra de l'acteur » studio. Marion Brando, puis cinq réalisateurs fidèles à la « Méthode » (Sydney Lumet, Jack Garfield, Martin Ritt, Arthur Penn et Paul Newman) illustrent ce thème.

* Le Bonaparte : 76, rue Bonaparte, 75006 Paris (Tél. : 326-12-12).

MUSIQUE

« La Flûte enchantée » à Bordeaux

(Suite de la première page.)

La mise en scène d'Helge Thoma (un Vienneois, directeur de l'Opéra d'Augsbourg) est juste, simple et traditionnelle, vivante et dépourvue de gags vulgaires, de parti pris singuliers (même si à la fin Serastro pardonne gentiment à la Reine de la nuit). Mais elle est surtout soulevée par des artistes admirables qui déploient la plénitude de leur talent, parce que c'est Mozart. Je ne connais pas de Serastro plus bouleversant que Kurt Moll, à la voix de bronze forgée dans les profondeurs et bruyée d'émotion, dont tout l'être collabora à cet effort intense pour incarner visiblement la justice, la vérité, la compassion, et la charité, comme Mozart au bord de la mort a jeté toute sa vie dans ce « divertissement » débordant d'élégance héroïque.

Valérie Masterson n'est pas exactement une Pamina ; elle est trop fermée, trop humaine pour ce personnage de jeune fille immatérielle à la voix cristalline, mais en très grande artiste, elle conquiert le rôle pour lui donner une autre dimension, celle d'une héroïne gluckiste ou verdienne transformée par l'épreuve. Pamina au timbre palpitant d'où rayonne l'émotion mystérieuse qui nous frappe.

Meine débile, Josef Proschka (Tarnino) est peut-être celui qui nous console de la traite prématurée d'Eric Tappy. Sa rondeur, dans un rétro-costume de prince persan, ne le dessert pas, tant on est charmé par ce visage aux traits fins, aux yeux baignés de rêve, et cette voix idéalement colorée dans un phrasé plein d'élan, malgré quelques brusqueries passagères.

Ces personnages ont la densité en même temps que le vie éternelle de Mozart, et l'on en dira autant de Timothy Nolan, Papageno vivement au chant de valeurs délicieuses orné de fanfares, avec la radieuse Papagena de Rebecca Littig, trois excellentes dames (Jacqueline Chamonin, Iles Gramatzki, Hanna Scherer) et trois charmants enfants du fameux chœur de Tölz, le Monastère d'Helmut Pam-puch, enfin Zdzislaw Donat, Reine de la nuit tourmentée qui a laissé filer quelques notes, mais déployée de fabuleuses coloratures, tranchantes comme des poignards, dans ses stances huliniques du deuxième acte.

Cette belle représentation renferme cependant une énigme, celle du jeune chef viennois Friedemann Leyer, assistant de Karajan pendant sept ans et actuellement premier chef de l'Opéra de Düsseldorf. Visage ouvert, frémissant, connaissant par cœur et vivant à l'évidence la partition, doté d'une technique apparemment délicate et précise, il donne de Mozart une interprétation serrée, statique, aux tempi trop lents, avec une rigueur qui casse la complexité des phrases, la pulsation des rythmes, l'ardeur du mouvement intérieur. Du coup, l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine et les chœurs paraissent hésitants, craintifs, dérotés par cette direction paradoxale. Pêché de jeunesse, incompréhension entre le chef et ses troupes ? Quelques épisodes réellement d'une grande pureté musicale obligent à suspendre le jugement, mais quelle curieuse manière de servir Mozart !

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 19 et 24 janvier.

MERCREDI

LES FANTASMES DE MADAME JORDAN



Après le chef-d'œuvre du cinéma érotique « Sweet Movie », voici le nouveau film de DUSAN MAKAVEJEV : « LES FANTASMES DE MADAME JORDAN », un film érotique traité follement drôle, qui conte l'étonnante fugue d'une jeune femme riche et désœuvrée, en quête de son épanouissement sexuel qu'elle recherchera dans un milieu tout à fait insolite.

écrit et réalisé par DUSAN MAKAVEJEV

MERCREDI

VENIN

écrit et réalisé par JACQUES LONCHAMPT

Prochaines représentations les 19 et 24 janvier.

SPECTACLES

CARRE SILVIA MONFORT

SAINT-ANDRÉ DES ARTS - LUCERNAIRE FORUM

LA DUCHESSE D'AMALFI

PROLONGATION
JUSQU'AU 9 JANVIER 1982



Seu Schéma du **SEMAPHORE (A.C.R.I.S)**
par G. LAMBERT

*qui chante
là bas ?*

PRIME PAR LA FONDATION
PHILIP MORRIS POUR LE CINEMA

MUR MURS et DOCUMENTEUR



GALERIES LAFAYETTE

QUINZAINÉ DES SPORTS D'HIVER

DU 8 AU 23 JANVIER

FEMME

Gilet matelassé polyamide,
garnissage polyester 95 F . . . 65 F

Anorak polyamide, garnissage
70 % duvet d'oie,
30 % plume 480 F . . . 295 F

Ensemble anorak et salopette polyamide,
garnissage polyester, . . . 480 F . . . 275 F

ENFANT
Anorak 50 % polyester, 50 % coton, garnisage polyamide 6/8 ans. 295 F... 200 F

HOMME

Gilet uni polyamide, garnissage
70 % duvet d'oie, 250 F ... 195 F
30 % plume,
Anorak polyamide, garnissage
70 % duvet d'oie,
30 % plume, 400 F ... 295 F
Anorak bicolore, 65 % polyester,
35 % coton,
garnissage polyester ... 450 F ... 350 F
Ensemble anorak bicolore et salopette
unie polyamide,
garnissage polyester ... 450 F ... 350 F

Galeries Lafayette

LES FILMS NOUVEAUX

[illegible]

• PUBLICES
U 1871

L'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX présente
en accord avec **RTL**
Location au théâtre de 11 à 22 h.
Par téléphone : 742.25.49. Dans les agences.

NANA MOUSKOURI

DU 26 JANVIER AU 21 FÉVRIER * "d'ici et d'Ailleurs" *

Le Monde ECONOMIE

DÉFICIT BUDGÉTAIRE ET SOCIALISME

La politique du gouvernement Mauroy est-elle keynésienne ?

par MICHELLE DE MOURGUES (*)

On juge le plus souvent l'inspiration des gouvernements sur des critères de politique conjoncturelle à court terme. C'est ainsi que, d'une façon sommaire, on oppose le programme conservateur de M. Ronald Reagan à ceux de ses prédécesseurs supposés théoriciens du keynésisme. Or, comme le montre l'analyse du professeur Pascalon qu'on lira page 22, la politique de M. Reagan, qui se réclame des théoriciens de l'offre, présente des analogies frappantes avec celle, jugée keynésienne, du plus prestigieux des présidents démocrates de l'après-guerre : John Kennedy.

Michelle de Mourgues explique pourquoi, à la lumière de l'enseignement des plus grands économistes, à commencer par celui de Keynes, c'est en termes plus fondamentaux qu'il convient de poser les choix de politique économique.

Après une courte éclipse et à l'occasion de la discussion budgétaire au Parlement, il s'est à nouveau trouvé des voix dans la majorité et dans l'opposition pour ramener cette trop omniprésente controverse entre les partisans d'une politique monétaire jugée par eux sage et cohérente et ceux d'une politique budgétaire jugée par ses adeptes juste et sociale. Il est encore plus regrettable qu'à propos de la politique actuelle du gouvernement français, qui cherche à lutter contre le chômage en utilisant le déficit budgétaire comme un instrument parmi d'autres, l'on ait écrit qu'il s'agissait là de keynésisme déguisé ou détesté, et que l'on ait ironisé sur la redécouverte des thèses d'un auteur dont l'ouvrage principal a été publié en 1933.

En fait, c'est au contraire de poser le débat en termes de politique monétaire et de politique budgétaire qui est académique et largement dépassé, parce que inadaptable à résoudre les problèmes qui se posent actuellement à nos économies. Ce serait faire injure à M. Barre, à M. Reagan ou à M. Mauroy et Delors que de penser qu'ils aient pu, en 1981, ramener en des termes aussi sommaires.

entre grandement agrégées : production, consommation, épargne, emploi, investissement... et dont nul ne peut nier l'importance ; toute la modification, la provision et la politique économique tout court reposent sur ce système.

La réduction du débat à l'alternative politique monétaire, politique budgétaire, est alors totalement dépassée : c'est en effet un choix de système dans son ensemble qui se pose aux gouvernants, et — rendons leur cette justice — c'est précisément ce choix de système qui avait été fait par le précédent gouvernement et qui est fait par l'actuelle équipe en place. Nous sommes donc loin de la simplification des débats d'école.

Impôts justes et injustes

S'il était, dans la gauche et même jusqu'à une époque récente dans une partie de la droite giscardienne, une idée reçue pratiquement sans discussion, c'était bien celle-là : l'impôt indirect, l'impôt injuste ; l'impôt direct, l'impôt juste. Ce postulat a largement inspiré le programme commun de gouvernement de la gauche, le parti socialiste, aussi longtemps qu'il est resté dans l'opposition, y a adhéré sans restriction. Il repose sur un argument qui a pour lui le mérite de la simplicité. Par la vertu du barème progressif, l'impôt sur le revenu fait proportionnellement payer plus les riches que les pauvres ; l'impôt indirect, et notamment le plus important d'entre eux la T.V.A., ignore cette distinction : il frappe uniformément le contribuable, quelles que soient les ressources dont il dispose. Voilà un beau thème, c'est-à-dire un thème facile, de propagande politique.

La thèse n'aurait pas paru convaincante à un aussi grand nombre d'experts si elle ne contenait pas sa part de vérité, notamment en ce qui concerne les familles nombreuses plus lourdement taxées du fait du niveau plus élevé de leurs dépenses de consommation. Il n'empêche que le principal argument invoqué en faveur implique une bonne dose de subjectivisme et partant d'arbitraire. C'est l'absence de progressivité qui est retenue comme critère d'injustice, mais on peut concevoir une infinité de barèmes progressifs pour l'impôt sur le revenu, dont le caractère plus ou moins « juste » est affaire d'appréciation.

Préparant aujourd'hui une réforme fiscale d'envergure, les gouvernements français découvrent ce qui pouvait avoir de alarmantes les belles certitudes affichées naguère. M. Laurent Fabius, ministre du budget, en est au stade préliminaire des réflexions, mais, déjà, d'entrée de jeu, il estime « archaïque » l'approche traditionnelle selon laquelle l'impôt sur la consommation est forcément plus injuste. Il faut dire que, pour un ministre aux prises avec les réalités sociologiques et politiques, l'impôt indirect type que constitue la T.V.A. présente des avantages considérables. Il a un rendement élevé, il ne pèse pas directement sur la compétitivité des entreprises françaises ; enfin, juste ou pas, c'est un fait que l'impôt indirect est souvent mieux accepté que l'impôt direct.

Est-ce à dire que les jeux sont faits et que la future réforme apparaîtra comme le résultat d'une extraordinaire conversion des esprits ? Ce n'est pas en ces termes tranchés que se pose la question. Il reste que les socialistes sont maintenant conscients des effets pervers d'un système fiscal à l'anglaise qui en surtaxant les plus hautes revenus favorise l'exode des cerveaux et décourage les autres moyens qui aspirent à accéder à des postes plus importants. Ce ne sont pas des facteurs doctrinaux qui détermineront le contenu de la future fiscalité française. Les réformateurs ne conserveront une relative liberté de choix qu'à la condition que la progression des dépenses publiques puisse être maîtrisée, faute de quoi on se trouverait condamné à pratiquer, comme cela est le cas en Suède, à la fois des impôts directs et des impôts indirects très élevés.

PAUL FABRA.

Comment construire la « banque nouvelle »

par DOMINIQUE CHATILLON (*)

La nationalisation n'est pas une réforme bancaire. Elle ne ferait qu'ouvrir à l'Etat-actionnaire deux voies de changement : celle d'une trop grande facilité ou celle d'une action en profondeur.

La restructuration des banques (par fusions, acquisitions, etc.) donnerait l'illusion du changement. Elle aboutirait, surtout si elle était pratiquée « à chaud », à d'inutiles traumatismes ; choc sur le moral et des personnels atteints dans leurs perspectives de carrière, altération dans les relations de confiance bancaire, désordre dans les réseaux de recouvrement, et les connexions informatiques. Résultats : une inutile perturbation économique, un transfert massif de la clientèle vers les banques épargnées par le désordre, le dépeçage des établissements nouvellement nationalisés, au bout, la concentration avec ses séquelles sur l'emploi.

L'intérêt national est ailleurs. Comment obtenir de la banque une meilleure utilisation des ressources financières du pays, un soutien plus efficace aux besoins de l'économie ? Comment obtenir une banque plus hardie dans ses prises de risque, notamment pour les P.M.E., un crédit moins rare et meilleur marché ?

Ces vrais problèmes se posent depuis longtemps. Ils sont antérieurs au débat sur la nationalisation et très largement indépendants de celle-ci. Deux révolutions majeures conditionnent la construction de la « banque nouvelle » : la rapidité — la brutalité — du redéploiement industriel et le développement précipité de l'informatique-télématique. La première transforme la notion même du risque ; la seconde bouleverse les conditions d'exploitation de l'entreprise bancaire.

française, tout à fait exceptionnelle, qui la distingue de toutes celles qu'on rencontre dans les autres pays développés. Elle se manifeste par un développement considérable des institutions publiques, semi-publiques ou mutualistes, qui, sous le couvert d'avantages spécifiques, toujours d'origine budgétaire, occupent une part de marché croissante. Pour 50 %, les ressources monétaires et quasi monétaires passent par elles. Parallèlement, elles distribuent 55 % des concours à l'économie, dont une très grande partie à des taux réduits, qui n'ont rien à voir avec ceux du marché. Et ces pourcentages ne font que croître.

Cette situation anormale est évidemment préjudiciable aux banques inscrites, normales si l'on veut dire. La promesse qui semble avoir été faite récemment au Crédit agricole d'étendre son champ de compétences préjuge fléchissement dans un domaine essentiel : l'organisation bancaire future.

Ce « cloisonnement » est nocif et très dangereux pour le développement harmonieux de l'économie, car la transparence et la fluidité du marché de l'argent à court terme et du marché financier se trouvent compromises à la base. Il n'y a pas un marché, mais en fait autant de marchés que de produits d'épargne et de crédit.

La politique de restriction des crédits constitue, depuis près de dix ans, l'instrument principal de la lutte contre l'inflation en France.

En Allemagne, par exemple, la plupart des besoins spécifiques de financement sont satisfaits par des aides à la personne (ou à l'entreprise) remboursables ou non, et non par des interventions bancaires spéciales. C'est la seule voie raisonnable.

La superposition des commissions, la papaverose sont cher. Plus grave : le système incite les entreprises au surendettement, chacun ayant tendance à utiliser des crédits bonifiés ou privilégiés au moment qu'il en a le droit, même s'il n'en a pas besoin ! Qu'on en juge par l'endettement effréné de l'agriculture française.

Le Président du Crédit industriel et commercial.

La suppression des cloisonnements, le crédit d'exploitation, en principe unique, est simple, moins coûteuse, et utilise mieux les ressources financières de la nation, elle apporte des concours plus hardis, donc plus efficaces, à l'économie.

« Banque globale », est-il besoin de le préciser, ne veut pas dire « banque unique », monopolistique : le pluralisme des réseaux est un facteur indispensable de concurrence économique et de productivité financière.

« Banque globale », est d'inspiration libérale. Est-elle alors hérétique dans un système où le Plan veut utiliser la banque pour diriger l'économie ? Sûrement pas : les directives planistes seront d'autant plus efficaces qu'elles seront soumises à la concurrence.

Conclusion : les banquiers français sont parfaitement capables d'utiliser des techniques modernes, à condition de travailler dans un système qui le soit.


(Lire la suite page 25.)



Un système professionnel à la Règle à Calcul

Système d'exploitation CP/M®

Unité centrale - Z80 A - 64 Ko RAM



65/67 Bd St-Germain
75005 Paris
Tél. 325.68.88
Telex ETRAV 220064P/1303RAC

Mo 125 18/1/82
Veuillez m'envoyer une documentation sur le HP 125.
Bon à retourner à la Règle à Calcul
65/67 Bd St-Germain 75005 Paris.

Nom
Prénom
Adresse
Code Postal Ville

CP/M est une marque déposée de Digital Research Inc.

Dr. X. 100.120

REAGAN - KENNEDY : des politiques budgétaires analogues

par PIERRE PASCALLON (*)

Il n'est pas rare, ces derniers mois, de voir rapprocher la politique budgétaire actuelle du président Reagan de celle mise en œuvre par le président Kennedy dans la décennie 60. Mais, si l'on trouve des commentateurs qui, pour persister dans les mérites de la politique budgétaire de Ronald Reagan, appellent J.F. Kennedy à la rescousse en avançant que les deux politiques budgétaires conduites par les présidents Reagan et Kennedy sont en fait très semblables.

Pourtant, si l'on se penche sur ce point de vue, il est clair que les deux politiques ne manquent pas de se distinguer. En effet, si l'on se réfère à l'ouvrage de J.F. Kennedy, on voit que, dès 1957, le projet de loi « Kemp-Roth » prévoyait une réduction de 30 % des impôts fédéraux sur le revenu ; et on sait que, une fois élu président, Reagan a baillé pour faire accepter la quasi-intégralité de ce programme : un premier abattement de 5 % de l'impôt sur le revenu est entré en vigueur le 1^{er} octobre 1981 ; il sera suivi d'une diminution de 10 %, le 1^{er} juillet 1982, une autre réduction de 10 % devant intervenir un an plus tard. Parallèlement, l'administration Kennedy fit adopter, au début des années 60, des allègements d'impôts en vue de ramener l'économie américaine sur la voie de l'expansion.

Il semble donc bien, au final, que les deux thérapies budgétaires « reaganienne » et « kennedienne » soient assimilables, conclusions que Walter Heller vient d'acquiescer un peu plus encore dans un article récent (1), avec toute l'autorité qui s'attache à son titre d'ancien président du Council of Economic Advisors sous J.F. Kennedy. Et pourtant, on peut montrer, croyons-nous, que certaines différences demeurent entre ces deux politiques. On esalera de les mettre en lumière en reprenant les trois niveaux d'analyse précédemment retenus : soubassement, mesures proprement dites, modalités d'action.

Trois techniques principales

Trois techniques principales, on le rappelle, furent utilisées à cet effet : on libéralisa tout d'abord les règles d'amortissement adoptées en 1954 ; on vota ensuite un crédit fiscal à l'investissement, 7 % de tout nouvel investissement en capital fixe étant dorénavant déductible de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ; enfin — et surtout — on procéda à des réductions massives d'impôts : impôts directs sur le revenu et impôts sur les sociétés en 1964, impôts indirects en 1965.

Reste à souligner — c'est leur troisième point commun — que les modalités d'action retenues pour « prouver » l'efficacité de cette politique de dégrèvements fiscaux sont très similaires en apparence chez les « reaganiens » et chez les « kennediens ». Ronald Reagan et ses conseillers assurent en effet que les rabais fiscaux vont accroître les incitations à épargner, à investir et à produire et qu'ainsi, grâce à ces effets favorables, les réductions fiscales permettront une augmentation du taux de formation brute de capital fixe — devenu aux États-Unis l'un des plus bas du monde — assureront une reprise de l'activité économique, une relance de la croissance américaine. Mais c'est en mettant en avant des chemins de la N.P.E. entendait déjà défendre l'efficacité de leurs mesures de dégrèvements fiscaux. A preuve cette citation de Douglas Dillon, secrétaire d'État au Trésor sous Kennedy, qui déclarait en 1963 : « En accroissant la rémunération de l'effort, de l'aspiration d'entreprise, de la prise de risque, de l'investissement, le programme (de réduction de la fiscalité) renforcera l'initiative individuelle et stimulera l'investissement, propulsant ainsi l'économie vers une croissance plus rapide. »

Il est sûr, tout d'abord, qu'il existe des divergences en ce qui concerne les soubassements de ces deux thérapies budgétaires. Les « reaganiens » assurent avant tout que la croissance se trouve ralentie par suite de l'impact restrictif de la fiscalité excessive sur les incitations économiques individuelles. Tout s'est passé, soutiennent-ils, comme si, en ne cessant d'augmenter la fiscalité, les responsables de l'économie américaine s'étaient efforcés de détruire l'ensemble du système de motivation qui pousse les agents à travailler, à épargner, à investir. On est loin, avec les « kennediens », de cette analyse micro-économique du comportement des contribuables, supposant un effort rationnel de travail sur un marché de type néoclassique. En effet, les partisans de la N.P.E. soutiennent bien que les difficultés de l'économie des États-Unis étaient dues, en dernier ressort, à l'impact restrictif de la fiscalité sur le niveau de la demande globale.

L'initiative

Malgré ces divergences, on peut également déceler des oppositions pour ce qui regarde les mesures préconisées par les deux écoles. Pour Reagan et les « reaganiens », il faut certes réduire les impôts afin de redonner vie aux incitations au travail, à l'épargne et à l'investissement, qui sont les vraies et seules sources du dynamisme de l'économie. Cependant, à leurs yeux, la solution aux problèmes d'investissement et de stagnation de l'économie américaine ne peut être trouvée exclusivement du côté de la réduction des impôts. La diminution des dépenses — et on connaît les efforts du président Reagan en ce sens — est au moins pour eux aussi importante que la diminution des taxes. En s'efforçant en effet de retourner le plus rapidement possible à l'équilibre du budget, on a plus faiblement par la réduction simultanée des recettes et des dépenses, on vise à rendre l'initiative au secteur privé, jugé plus apte à choisir les domaines où investir, tout en permettant au

L'initiative au secteur privé

Malgré ces divergences, on peut également déceler des oppositions pour ce qui regarde les mesures préconisées par les deux écoles. Pour Reagan et les « reaganiens », il faut certes réduire les impôts afin de redonner vie aux incitations au travail, à l'épargne et à l'investissement, qui sont les vraies et seules sources du dynamisme de l'économie. Cependant, à leurs yeux, la solution aux problèmes d'investissement et de stagnation de l'économie américaine ne peut être trouvée exclusivement du côté de la réduction des impôts. La diminution des dépenses — et on connaît les efforts du président Reagan en ce sens — est au moins pour eux aussi importante que la diminution des taxes. En s'efforçant en effet de retourner le plus rapidement possible à l'équilibre du budget, on a plus faiblement par la réduction simultanée des recettes et des dépenses, on vise à rendre l'initiative au secteur privé, jugé plus apte à choisir les domaines où investir, tout en permettant au

Federal Reserve Board de poursuivre sa politique monétaire anti-inflationniste sans subir la sanction de taux d'intérêts élevés et extrêmement volatils. Il n'en va pas de même pour les défenseurs de la N.P.E. Pour ces derniers, la réduction des dépenses publiques, leur thérapeutique s'accompagnant donc d'un déficit budgétaire partiellement toléré, avec ses risques et ses avantages.

La modification des comportements individuels

Il est vrai, enfin, qu'il demeure en réalité des désaccords sur les « canaux » que sont supposés emprunter les mesures de politique fiscale, consignées plus haut, pour faire sentir leur effet sur l'économie. Il est certain que, pour les « reaganiens », qui se placent dans une perspective micro-économique, le « relais » entre la décision publique et la variation de l'activité économique réside dans la modification des comportements individuels. Tout s'est passé, soutiennent-ils, comme si, en ne cessant d'augmenter la fiscalité, les responsables de l'économie américaine s'étaient efforcés de détruire l'ensemble du système de motivation qui pousse les agents à travailler, à épargner, à investir. On est loin, avec les « kennediens », de cette analyse micro-économique du comportement des contribuables, supposant un effort rationnel de travail sur un marché de type néoclassique. En effet, les partisans de la N.P.E. soutiennent bien que les difficultés de l'économie des États-Unis étaient dues, en dernier ressort, à l'impact restrictif de la fiscalité sur le niveau de la demande globale.

Au total, on le voit, on a bien, d'un côté, avec les « reaganiens », des « économistes classiques de l'offre » (supply-siders), qui méritent d'ailleurs beaucoup plus le label d'« économistes de l'inflation individuelle » (M. Boskin) et, de l'autre, avec les « kennediens », des « économistes keynésiens de la demande », qui, s'ils se retrouvent sur des positions communes — et il n'est, en conséquence, pas interdit de penser que le programme de Reagan ait pu ainsi recevoir l'appui d'J.F. Kennedy — ne peuvent pour autant soutenir que leurs politiques budgétaires sont en fait similaires.

(*) Cf. W. W. Heller : « Kennedy's Supply Side Economics », *Challenges*, May-June, 1981.

La politique du gouvernement Mauroy est-elle keynésienne ?

(Suite de la page 21.)

S'agissant d'un auteur comme Keynes, qui domine de sa stature toute l'économie de notre temps, l'irrespect et l'ignorance sont « une faute ».

C'est à propos de la crise de 1929 et de son débat avec Rueff que Keynes a été connu en France. Si l'on fait l'inventaire des questions qu'il a contribué à analyser, causes du chômage, origines des crises, influences des facteurs monétaires dans l'économie, rôle des anticipations dans la conjoncture... on mesure la faute qui consisterait à ne pas tenir compte de l'effort d'un tel témoin de son temps et du nôtre. Car toutes ces questions sont rigoureusement celles que nous nous posons, avec au premier plan celle qui les englobe toutes : quel est le système de production et de répartition qui convient le mieux aux économies industrielles complexes ?

Pour répondre à cette question, et compte tenu de l'observation qui peut être faite du fonctionnement des économies modernes en système de marché et en système collectiviste, on peut, en schématisant beaucoup, privilégier trois critères de choix :

● Quel est le système le plus efficace, c'est-à-dire qui conduit à une meilleure utilisation des ressources productives existantes ?

● Quel est le système qui permet la répartition la plus juste des fruits de la croissance, compte tenu du souci précédent d'efficacité ?

● Quel est le système qui permet le mieux l'obtention d'un équilibre de longue période ?

Ces trois critères : efficacité, justice, équilibre, dont il semble le plus souvent à nos économistes modernes qu'ils soient incompatibles, Keynes avait une façon à lui de les combiner avec une habileté que d'autres qualifient de diabolique et d'astucieuse, d'inspiée.

Sur la question de l'efficacité, Keynes misait sur l'économie libérale. Il pensait en effet que le marché permet une meilleure allocation des ressources existantes, étant d'accord en cela avec l'analyse traditionnelle qui veut que le marché corrige et amortisse les erreurs de décision et assure lui-même sa régulation.

Par contre, s'agissant de la situation d'équilibre complet que devraient connaître nos économies, Keynes était plus pessimiste. A son avis, l'économie libérale livrée à elle-même pouvait s'accommoder durablement et ce, sans que les autres marchés ne soient inégalement, d'une situation de sous-emploi. D'après son analyse, l'accumulation de capital des périodes d'expansion, combinée avec une certaine stagnation des structures sociales profitant aux tenants et entravant la formation d'une épargne trop abondante, pouvait conduire à une baisse de la productivité du capital et à une réduction durable de l'activité, sans qu'il y ait rectification par le marché soit possible.

C'est par l'intermédiaire de la justice sociale que Keynes pensait pouvoir résoudre la contradiction de l'économie libérale. Une redistribution des fruits de la croissance élève la productivité du capital par accroissement immédiat de la demande et redressement des anticipations : que les tenants, génération après génération, partagent leurs prébendes avec les moins favorisés lui semblait un des moyens susceptibles de maintenir un taux de productivité du capital compatible avec le plein emploi.

Une nouvelle répartition des efforts et des moyens

Un examen superficiel de cette analyse pourrait conduire à de nouveaux contresens. N'y aurait-il pas dans cette thèse de quoi justifier la politique actuelle du gouvernement français, qui cherche dans une nouvelle répartition des efforts et des moyens une solution à la stagnation et au chômage ? Du seul point de vue du choix sommaire entre politique monétaire et politique budgétaire, la réponse pourrait être oui. Du point de vue de la question fondamentale que constitue le choix du système le plus efficace, la réponse est par contre négative. La clé de voûte de tout le système keynésien est la productivité du capital, et Keynes ne peut servir de référence à un système socialiste de gestion du capital. Keynes pourfend le rentier, non le capitaliste, il méprise le boursicoteur,

mais admire le chef d'entreprise. Il propose de taxer l'héritier, voire le propriétaire, tous deux inactifs, mais non pas de pénaliser les actifs, parmi lesquels il met le chef d'entreprise et les salariés, qui doivent bénéficier ensemble du juste fruit de leur travail.

Par ces prises de position, Keynes est un économiste de la tradition libérale, mais qui invente, à une époque où l'État intervenait peu dans la vie économique, toute la politique économique de l'État moderne.

Il est loin d'être l'adversaire de la politique monétaire, au contraire, nul comme lui n'a su montrer à quel point la monnaie compte dans la réalisation des grands équilibres macro-économiques. Il constate simplement que, face à une crise grave, une simple politique monétaire de « relance » est incapable d'obtenir une amélioration de l'économie et les anticipations des chefs d'entreprise sont mauvaises.

Quant à la politique budgétaire dont l'on pense généralement qu'elle est keynésienne, elle est loin, chez lui, de justifier tout déficit budgétaire ou toute intervention étatique directe dans le domaine économique.

Keynes pensait simplement que si le système de marché était le plus efficace pour assurer une bonne allocation des ressources productives aux différents secteurs d'activité, compte tenu d'une situation donnée de la productivité du capital, il était incapable de se sortir seul d'une situation où la productivité du capital serait trop faible. A l'État donc, par une redistribution de ressources ou par des dépenses publiques, ou par tout autre moyen, de « réamorcer la pompe », c'est-à-dire de remettre l'économie sur la voie ascendante.

Malgré quelques nuances intervenues dans sa pensée, il semble, en outre, que Keynes n'ait pas été favorable aux investissements publics faits dans le domaine productif tant il craignait que ces investissements, intervenant avec le poids que la puissance étatique confère, n'aillent dans le sens d'une surcapitalisation et ne fassent décroître encore plus rapidement la productivité en longue période.

Un hommage à la vérité historique

Le plus grave reproche, et le plus injuste, que l'on ait pu faire à Keynes, est d'avoir raisonné dans le cadre d'une économie fermée, non soumise aux contraintes de l'extérieur. Toute sa vie, ses écrits, et ses sujets de préoccupation montrent que les relations intervenant entre pays, qu'elles fussent réelles ou financières, attiraient toute son attention. Écrivant au lendemain de la première guerre mondiale et au moment de la crise de 1929, il a à tout moment fait entrer les contraintes externes dans son schéma analytique, si bien que c'est lui et non un autre économiste que son gouvernement chargea de présenter les propositions britanniques à Bretton-Woods.

L'objet et le contenu de cet article peuvent se résumer en deux points : le premier consiste à essayer de restituer le débat économique dans sa dimension la plus significative : le choix de système, dimension dans laquelle l'alternative entre politique monétaire et politique budgétaire n'a qu'une signification réduite, et le second à redonner leur place à des auteurs, Keynes était lui-même un exemple, mais d'autres économistes doivent également être redécouverts avec profit, qui en élevant le débat ont pris la mesure exacte des enjeux de ce temps.

S'il a contribué, en outre, à démontrer que Keynes n'était pas un socialiste à la française, mais un libéral, susceptible toutefois d'aller jusqu'à la social-démocratie, c'est qu'il convient de rendre de temps en temps un modeste hommage à la vérité historique.

MICHELLE DE MOURGUES.

L'accord multifi

Il n'est pas rare, ces derniers mois, de voir rapprocher la politique budgétaire actuelle du président Reagan de celle mise en œuvre par le président Kennedy dans la décennie 60.

PATRONS, PUISEZ DANS NOS BANK

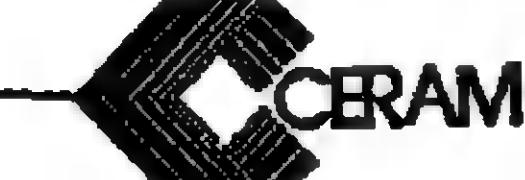


DE TOUTE LA FORCE DE LA JEUNESSE

La jeunesse, c'est un état d'esprit. Une manière dynamique de voir l'avenir, les marchés internationaux, les défis technologiques. Une façon enthousiaste de s'attaquer aux difficultés du monde de l'entreprise, de gagner la bataille de l'emploi.

Le CERAM possède ce dynamisme, cet enthousiasme. Ses professeurs permanents, sa pédagogie, ses relations privilégiées avec les entreprises, ses actions internationales sont marqués du sceau de la force irrésistible de la jeunesse.

L'ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DU CERAM vous apporte pendant vos études et pour demain, dans les entreprises, l'élément essentiel du succès : la vitalité.



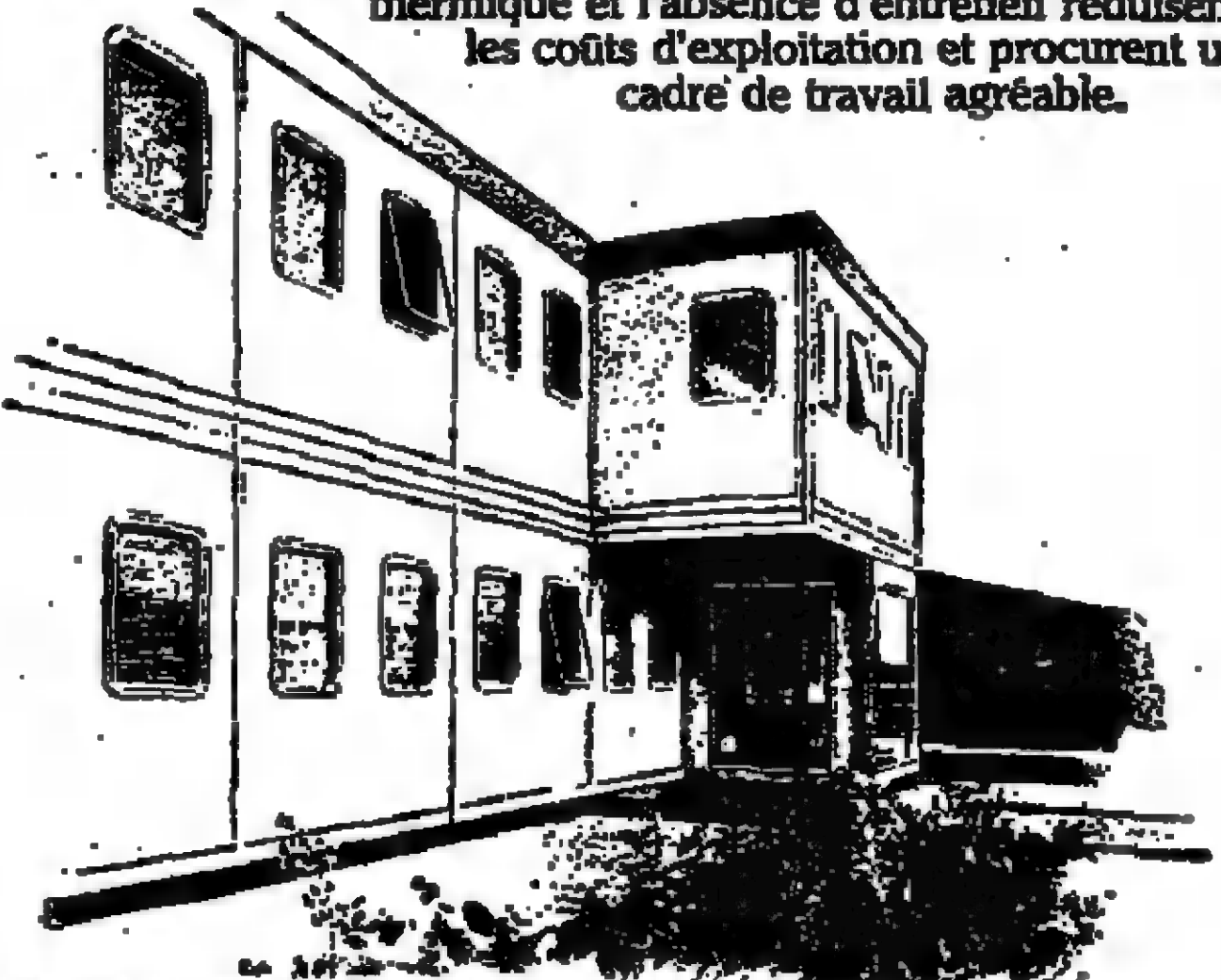
Centre d'Enseignement et de Recherche Appliqués au Management
BP 20 - Valbonne-Sophia Antipolis
06561 VALBONNE Cedex
Tél : (93) 33.95.95 - Télex : CERAM 461 504 F
Centre Associé au CESA (HEC/ISA/CFC)

Construction sans surprise

YORKON est une nouvelle formule de construction modulaire qui met un terme aux retards, aux perturbations sur le site et aux augmentations imprévues des coûts initiaux.

De la signature du contrat à l'achèvement des travaux, la construction de 200 m² sera réalisée en 16 semaines ; ce qui signifie une rentabilité rapide de vos investissements.

Développés par PORTAKABIN, leader européen sur le marché de la construction mobile industrialisée, les modules de haute qualité YORKON s'harmonisent avec tous les types de construction en Europe. Le niveau élevé de l'isolation thermique et l'absence d'entretien réduisent les coûts d'exploitation et procurent un cadre de travail agréable.



Pour en savoir davantage, appelez PIERRE DUBOIS au (1620) 97.92.40 Telex 160322, ou notre agence PARIS au 794.48.44. Ou écrivez à :

Portakabin

Portakabin Sert, 2201 Zone Industrielle de Lille-Templeraux 59175 Templeraux
YORKON est une marque déposée © Portakabin Ltd. 1981

E.P.E.C. FORMATION
Préparation aux DEGRÉS DE COMPTABILITÉ de l'Union Professionnelle.
(Formation spécifique en comptabilité).
Préparation aux examens d'État.
C.P.E.C.F. D.E.C.S.
Début des cours : Fév. 1982
Renseignements : 91 25 517

L'accord multifibre : Cancun a été bien oublié

En insistant sur le caractère « global » des négociations dont ils ont voulu donner le coup d'envoi solennel, les vingt-deux représentants du « Nord » et du « Sud » réunis au Mexique voici près de trois mois ont pris un risque : celui

d'inciter les observateurs à rapporter à la lettre comme à l'esprit du communiqué de Cancun les résultats de toute négociation ultérieure entre pays nantis et pays en développement. L'arrangement concernant le commerce international

des textiles, qui vient d'être renouvelé à Genève pour la seconde fois, et non sans peine, donne une première occasion de faire le point, par rapport au méridien de Cancun, d'un dialogue Nord-Sud - déjà une fois avorté presque si tôt noué.

PLUS connu sous le nom d'accord multifibre (ou A.M.F.), l'arrangement constitue à bien des égards un révélateur, comme l'a dit un expert du Syndicat général de l'industrie cotonnière française, Mlle Anne Jourdain, en présentant tout récemment à Paris une thèse sur la politique textile de la Communauté européenne.

Révélateur, au tout premier chef, de la crise que connaît, depuis plus de vingt ans, la branche textile des grands pays producteurs traditionnels d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord.

et à l'ensemble de l'habillement par le premier accord multifibre (1974-1977). Américains et Européens mirent à profit ces accords, rendus très restrictifs par l'A.M.F. 2 qui vient d'expirer, pour améliorer leur productivité. Il en résulta de nombreuses suppressions d'emplois que certaines erreurs dans les stratégies d'adaptation structurelle ne purent qu'aggraver. C'est la conjonction de ces divers facteurs, les uns positifs, les autres négatifs, qui a motivé la mise en place de restrictions toujours plus accentuées à l'encontre non pas des producteurs du Nord (à qui l'augmentation du commerce mondial des textiles a largement profité ces trente dernières années), mais des pays nouvellement industrialisés, surtout asiatiques (Hongkong, la Corée du Sud, Taiwan, Macao), dont le président de la Banque mondiale, M. Alden Clausen, vient de souligner à Tokyo que leur avantage comparatif en fera les grands bénéficiaires de la troisième révolution industrielle de l'histoire mondiale.

La mémoire courte

Révélateur, l'A.M.F. l'est aussi de la courte mémoire d'un Occident trop prompt à oublier que sa propre réussite s'est pour une large part édifiée, lors des deux premières révolutions industrielles, sur les bas salaires. Or c'est précisément sur ce point qu'il se montre le plus véhément envers des pays à qui leur sous-développement interdit, par définition, de porter leurs salaires à un niveau comparable à celui qui est atteint dans les pays industrialisés. Et les facteurs socio-culturels qui font bénéficier au surplus le tiers-monde d'une main-d'œuvre non syndiquée et de travail au noir ne sont-ils pas ceux-là mêmes dont les Etats-Unis cherchent à profiter en transférant leurs usines du Nord-Est traditionnel vers le Sud ? Ceux dont profite l'Italie, comme en témoignent les succès de sa stratégie de décentralisation productive qui a vu les « sweatshops » de l'Angleterre victorienne à l'heure de notre fin de siècle ? Le recours extensif à la

main-d'œuvre immigrée dans le secteur de l'habillement procure en outre le même type d'avantages à la majorité des producteurs du Nord (dont la France), lorsqu'ils ne vont pas se l'assurer (comme les Allemands), chez leurs concurrents du Sud, comme le leur recommande la Commission de Bruxelles elle-même ! Celle-ci, dans le rapport qu'elle a tout récemment consacré au textile européen, donne la fléchissante impression que la loi des avantages comparatifs n'est acceptée que lorsque ce sont les textiles qui disposent des meilleurs atouts.

Révélateur, l'A.M.F. ne l'est pas seulement de tendances discriminatoires contraires aux principes de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), qu'il s'exerce comme en l'occurrence contre le tiers-monde ou contre tout autre pays : il l'est aussi, et peut-être surtout, de l'émergence d'un système où l'exception au libéralisme risque de devenir la règle. N'était l'issue fatale de ces deux malades, on serait tenté de dire que l'attitude libérale des Occidentaux ne laisse au tiers-monde, lorsqu'il tente de prendre pied

sur leurs marchés (les plus riches du monde), d'autre choix que la peste et le choléra. La peste, c'est-à-dire la clause de sauvegarde de l'article 19 du GATT, redoutable parce qu'imposée unilatéralement par le pays importateur. Le choléra : les accords bilatéraux dits d'« autolimitation » du type de ceux passés dans le cadre de l'A.M.F. Les Occidentaux ont beau souligner le caractère contractuel de ces derniers, qui laissent au moins au producteur une certaine liberté de gestion de ses exportations, par opposition avec les mesures unilatérales, qui, elles, donnent à qui les applique la haute main sur ses importations : on n'aboutit ainsi qu'à reporter le coût administratif des restrictions sur des pays dont les finances publiques restent souvent aussi étroites que leurs ressources en fonctionnaires qualifiés.

Par un curieux renversement, l'Occident semble revendiquer pour ses secteurs en déclin le bénéfice d'une inégalité de traitement compensatoire, que la partie IV du GATT réserve aux industries naissantes du tiers-monde. Celles-ci se voient d'ailleurs opposer avec l'A.M.F. un maquis réglementaire toujours plus complexe, toujours plus restrictif, qui décourage les pays les moins bien dotés, tout en incitant les mieux établis à multiplier des pratiques frauduleuses qui sont autant de prétextes à de nouvelles restrictions. Lorsque tel haut fonctionnaire européen se félicite de ce qu'un pays en développement n'a diminué ses ventes en valeur vers le Nord, on est tenté de répliquer : « Hélas ! »

L'oscillation de l'A.M.F. entre le droit et le rapport de forces témoigne des grincements d'un ordre économique mondial pris entre les avantages acquis d'hier, les rigueurs d'un ajustement, de main inébranlable, et les impératifs internes, sans politiques que socio-économiques, que peut sembler dicter la situation présente. L'émergence d'un nouvel ordre ne peut, certes, se faire du jour au lendemain. Mais plus le recours à la drogue protectionniste se prolonge et s'aggrave, plus longue et difficile risque d'être la désintoxication.

RÉGIS FERME.

L'A.M.F. 3

LE protocole de renouvellement de l'accord multifibre a été conclu, à Genève, le 22 décembre dernier, entre cinquante et un pays. Il vient d'être officiellement signé par les Etats-Unis et le Japon. Le commissaire européen à l'industrie, M. Davignon, en recommandera la signature au conseil des ministres du commerce et de l'industrie des Dix qui doit se tenir le 22 janvier, à Bruxelles. L'A.M.F. 3, comme les deux précédents (1974-1977 et 1978-1981), concerne la quasi-totalité des textiles (coton, laine, synthétiques) et l'habillement. Son champ d'application s'étend à 80 % d'un marché mondial évalué à près de 24 milliards de dollars. Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1982, il expirera le 31 juillet 1986.

L'accord fournit le cadre juridique général des accords bilatéraux que les pays occidentaux vont renégocier cette année avec leurs fournisseurs. L'A.M.F. 3, plus restrictif que les deux précédents, comporte trois innovations majeures :

● Le mécanisme « anti-invasion » (antilaige), qui permet aux pays importateurs de prévenir toute augmentation brutale et potentiellement dommageable des importations de produits réputés « sensibles », moyennant toutefois l'octroi au pays visé d'une compensation équivalente et quantifiable ;

● Des taux de croissance inférieurs au plafond général et traditionnel de 6 % seront désormais admis en cas de « récurrence » ou d'« exacerbation » d'une situation de perturbation du marché ; du pays importateur : le taux doit en principe demeurer « positif » ; cette clause vise en principe les producteurs « dominants » (Hongkong, Corée du Sud, etc.) ;

● La Communauté européenne a obtenu que soit fait mention de son désir de voir prendre en compte la baisse de la consommation de textiles-habillement qui pourrait résulter de la crise actuelle des économies occidentales au nombre des facteurs justifiant des restrictions supplémentaires à la croissance des importations.

Les pays exportateurs ont obtenu une compensation en retour, prise mention est faite aussi, pour la première fois, de la possibilité de modifier les restrictions lorsque la « perturbation du marché » résulte, au moins pour une part, soit du progrès technique dont bénéficient les produits importés, soit d'une évolution des goûts des consommateurs dans un sens défavorable à ces produits.

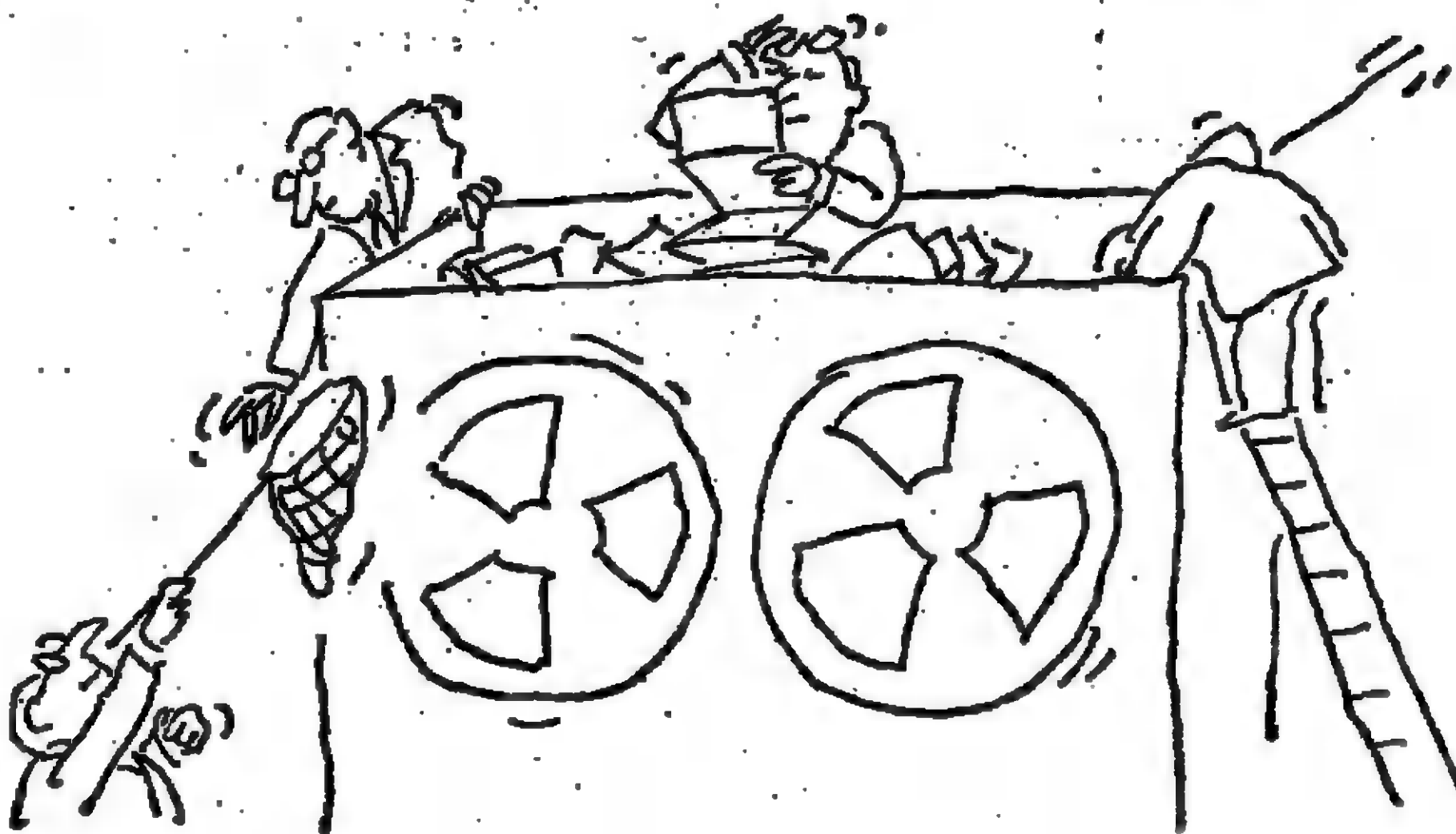
Prévention et recouvrement des créances commerciales

1^{er} CONGRÈS DU CREDIT CLIENT ET DU RECOURS AU DÉBITÉ

Mardi 2 février 1982 Palais des Congrès de Paris

Renseignements et inscriptions : DPF (1) 285.19.77 - (7) 885.90.96

PATRONS, PUISEZ DANS NOS BANQUES.



Aujourd'hui plus que jamais, la vie de votre entreprise dépend de la vitesse de vos réactions.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris met à votre service les ordinateurs du monde entier avec des banques de données répondant aux problèmes que peut vous poser le développement de votre entreprise :

- Diversifier vos activités.
- Innover.
- Chercher un partenaire ou un client.
- Développer vos exportations.
- Préciser une jurisprudence.
- Connaître la réglementation.
- Rechercher des produits.
- Identifier un sous-traitant.

Voici, à titre indicatif, quelques banques et bases auxquelles vous pouvez avoir accès :

ISIS : Base de données de références bibliographiques portant sur l'économie, le droit, la gestion des entreprises, créée par la C.C.I.P.

TELEXPORT : Ensemble de banques de données des Chambres de Commerce sur le commerce international.

CEDEX : Banque de données juridiques, KOMPASS-DAFSA : Fiches françaises, et liaisons financières des sociétés françaises.

INPI : Références sur les brevets français et européens.

TRANSINOVE : Offres de technologies et produits nouveaux à exploiter.

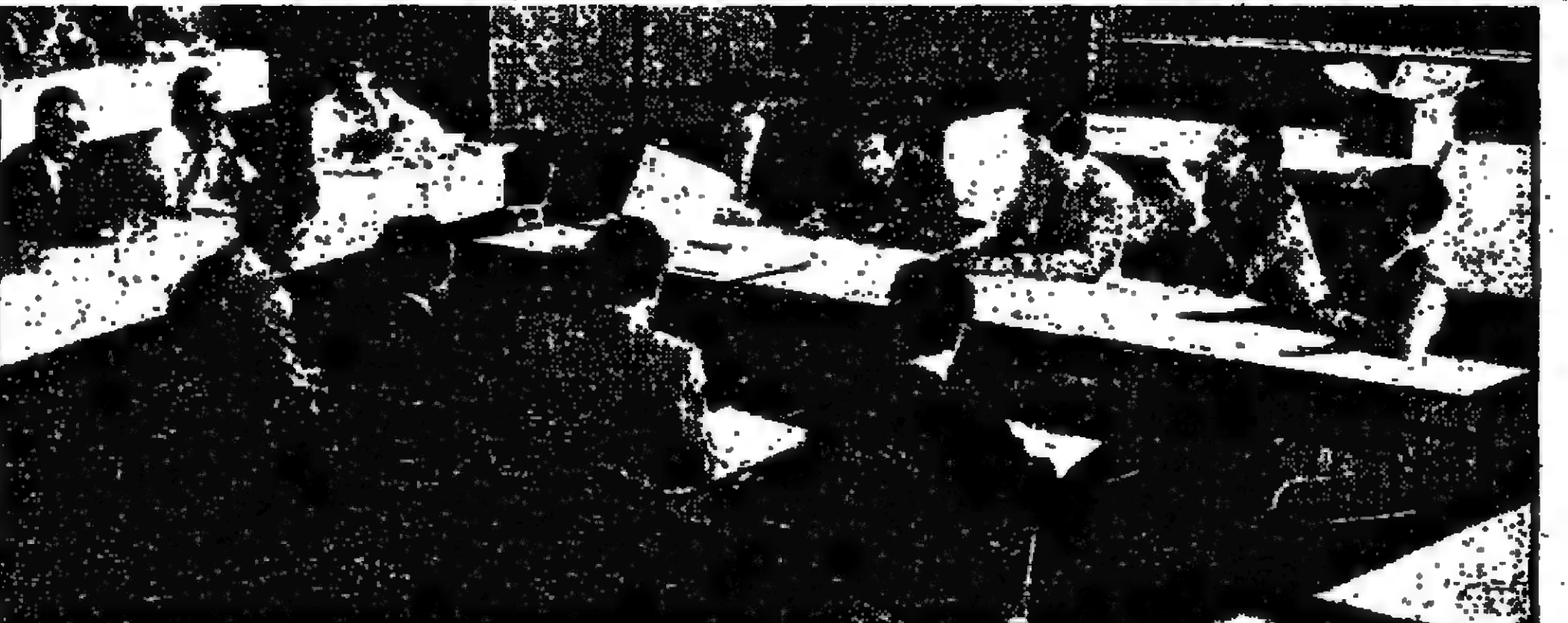
NORIANE : Normes françaises et étrangères.

PASCAL : Bases de données bibliographiques concernant les sciences et les techniques.

Etc...

Pour tous renseignements, téléphonez au : 561.99.00, postes 375 (informations économiques) ou 422 (informations juridiques, scientifiques et techniques). Coût d'utilisation : Vous ne payez que le temps d'interrogation.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS, 27, avenue Friedland, 75008 PARIS



Faites des rencontres intéressantes pour votre carrière.

Quand un institut de formation continue atteint la réputation nationale et internationale, ce qu'il apporte va au-delà du simple perfectionnement des connaissances (1).

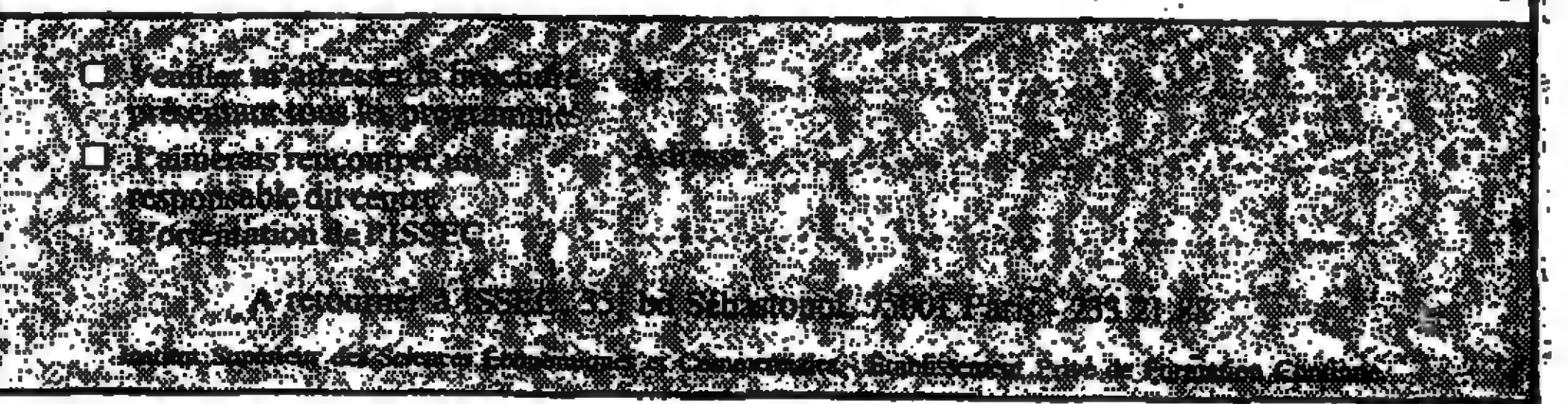
L'ISSEC, c'est un lieu d'échanges entre professionnels et professeurs conseils en entreprises, qui sont en relation avec d'autres pays et cultures.

C'est aussi un club qui organise des débats sur des sujets d'actualité, et des groupes de travail permettant à des professionnels d'échanger leurs expériences sur des problèmes précis.

C'est enfin 80 programmes de formation permettant à chacun de bâtir un itinéraire personnel de perfectionnement.

(1) L'ISSEC coopère notamment avec l'UCLA, le MIT, CORNELL et COLUMBIA pour divers programmes.

GRUPE **ISSEC** partenaire de votre carrière



A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Critiques du monétarisme et de la courbe de Phillips

C'est à une attaque en règle contre les monétaristes que se livre Sidney Weintraub dans son article « Le Choc monétariste », paru dans la dernière livraison de la revue allemande *Kredit und Kapital* (1). L'auteur résume le contenu de l'analyse monétariste et en souligne les insuffisances, voire les incohérences. Selon cette doctrine, l'inflation résulte d'une trop grande quantité de monnaie face à trop peu de biens, d'où la règle bien connue des 3 % édictée par Milton Friedman : pour éviter l'inflation la Banque centrale doit surveiller l'évolution de la masse monétaire et en limiter la croissance à 3 % par an. Comme tout serait facile, souligne avec ironie Weintraub, si cela était vrai. Hélas ! même la définition de la masse monétaire n'est pas si simple ; quant à la vitesse de circulation de la monnaie, sa stabilité est discutée. Dépassant les sarcasmes, le point le plus important de la doctrine monétariste que souligne Weintraub est le délai très long que réclament les monétaristes pour recueillir les fruits de leur politique. C'est le *Bulletin* de la Banque fédérale de Saint-Louis, tout à fait acquiesce aux thèses monétaristes, qui soulignait, il y a un an, qu'un ralentissement de la croissance de la masse monétaire ne se traduirait par un ralentissement de l'inflation qu'après un délai de trois à cinq ans, selon les époques. Comme peu de monde est prêt à attendre aussi longtemps sans changer de politique économique, la controverse n'est pas près de s'éteindre.

C'est à un test issu de la théorie quantitative de la monnaie, l'un des points d'appui des thèses monétaristes, que s'est livré Martin Bronfenbrenner dans le même numéro de *Kredit und Kapital* (1). Milton Friedman, l'un des grands défenseurs de la théorie quantitative, expose qu'une hausse du taux de croissance de la masse monétaire accélère la croissance du revenu

national nominal, c'est-à-dire exprimé en francs courants, avec un délai de six à neuf mois. Cette croissance du revenu nominal se décompose bien évidemment en une croissance des quantités, qui se produit d'abord, et une croissance des prix douée à dix-huit mois plus tard. Tout ce qui vient d'être dit pour une hausse peut se dire pour une baisse, ce qui explique les délais réclames par les monétaristes pour lutter contre l'inflation. Les tests économétriques de Bronfenbrenner portent sur des données trimestrielles américaines de 1952 à 1978. L'auteur recherche si les prix ont augmenté plus ou moins vite que le produit national en volume au cours de cette période sous l'impulsion de la masse monétaire. Les résultats sont intéressants : tout d'abord les quatre définitions de la masse monétaire que retiennent les Américains donnent à peu près les mêmes résultats, ce qui est plutôt surprenant.

La rationalité des anticipations

Par ailleurs, les effets de la croissance de la masse monétaire se font plus sentir sur l'évolution des quantités que sur celle des prix, ce qui n'est pas un résultat très favorable aux thèses monétaristes. Mais, d'un autre côté, l'auteur a calculé l'effet de l'évolution des déficits budgétaires ; il trouve que l'impact sur les quantités n'est pas beaucoup plus important que l'impact sur les prix, ce qui va dans le sens des thèses monétaristes, contre les thèses keynésiennes. Comme on le voit, ce n'est pas l'analyse statistique qui entraîne l'adhésion aux thèses monétaristes.

Dans le dernier numéro du *Journal of Money, Credit and Banking* est paru un article très intéressant sur les anticipations, de Jacob Grossman (2). L'objet de l'article est de tester la rationalité des anticipations portant

sur l'offre de monnaie et les réponses à court terme des taux d'intérêt aux indications officielles sur l'évolution de la masse monétaire. On dispose pour réaliser ces tests des informations suivantes : chaque jeudi à 16 heures, le *Federal Reserve System* américain publie la statistique de l'évolution de la masse monétaire au cours de la semaine passée. Par ailleurs, une enquête, faite par une entreprise privée, interroge chaque mardi et chaque jeudi une soixantaine de spécialistes sur leur prévision d'évolution de la masse monétaire. Sans entrer dans la technique, disons que les anticipations d'un individu sont considérées comme rationnelles si elles intègrent au mieux toutes les informations disponibles à un moment donné. Les tests économétriques de Grossman plaident en faveur de la thèse des anticipations rationnelles : les prévisions des soixante spécialistes interrogés sont sans biais et efficaces. Les tests faits sur les réponses à court terme aux publications officielles de l'évolution de la masse monétaire sont aussi riches d'enseignements : en principe, seules des variations non prévues de la masse monétaire doivent avoir un effet sur les taux d'intérêt puisque les variations prévues font partie des informations disponibles au moment de la fixation des taux. C'est bien ce que confirme les travaux de Grossman appuyant, lui aussi, la thèse des anticipations rationnelles.

C'est maintenant vers l'inflation que nous nous tournons en nous posant trois questions : Comment est-elle perçue ? Quel est son effet sur la consommation et sa liaison avec le chômage ?

Dans le dernier numéro de l'*American Economic Review*, Lars Jonung a publié un article : « Taux d'inflation perçus et taux d'inflation prévus en Suède » (3).

par DANIEL VITRY (*)

Il s'agit d'une étude statistique faite sur un échantillon représentatif de ménages interrogés en janvier 1978. L'auteur compare l'idée que les individus se faisaient de l'inflation de la période immédiatement antérieure, c'est le taux d'inflation perçu, avec leurs prévisions pour l'année 1978 qui commencent et le taux d'inflation tel qu'il a été constaté au cours de cette année 1978. Plusieurs résultats se dégagent sans ambiguïté de cette étude. Premièrement les hommes et les femmes, indépendamment de leurs âges respectifs, ne perçoivent pas l'inflation de la même façon : en janvier 1978, les hommes estimaient l'inflation de l'année écoulée à 13,8 % alors que les femmes l'estimaient à 15,5 %.

La mémoire des individus

A cette différence l'auteur trouve une explication simple : l'augmentation du niveau général des prix a été 14,2 % mais les prix alimentaires ont augmenté plus vite que la moyenne, au taux de 18,7 %. Le second résultat, inattendu, porte sur la prévision de l'inflation pour l'année à venir en fonction de l'âge des individus. Au début de 1978 les jeunes prévoient pour l'année à venir un taux d'inflation de 11,5 %, alors que les personnes plus âgées prévoient un taux d'inflation beaucoup plus faible, 9,5 %. L'auteur explique cela en invoquant la mémoire des individus : les personnes plus âgées se souviennent du temps où les prix étaient stables. Remarquons que les prévisions de tous étaient très pessimistes, puisque l'inflation de

(*) Professeur de sciences économiques à Paris-IX.

1978 ne dépassa pas 5,9 % en Suède. Les prévisions sont donc très influencées par la perception que l'on a de l'inflation présente.

Comment analyser l'impact de l'inflation sur la consommation ? C'est la question que se pose Thomas von Ungern-Sternberg, dans le dernier numéro de l'*Economic Journal* (4). Le point de départ de l'auteur est la constatation faite que la part du revenu disponible, c'est-à-dire net d'impôts, que les individus consacrent à la consommation a tendu à diminuer au cours des années 70 dans un certain nombre de pays occidentaux. Il s'agit, en fait, d'une illusion statistique due à la définition du revenu disponible qui ne prend pas en compte les effets de l'inflation. Quels sont donc ces effets ? La hausse des prix, qui s'est accélérée au cours de la dernière décennie, a fait baisser la valeur réelle des encaisses monétaires détenues par les ménages ; or, nous dit l'auteur, ceux-ci considèrent cette perte de valeur comme une sorte de revenu négatif à déduire de leur revenu nominal et décident de leur consommation en tenant compte de cette perte de revenu dépend directement de l'inflation perçue, plutôt que de l'inflation effective, ce qui ne facilite pas l'analyse statistique.

Les tests statistiques de l'auteur portent sur la République fédérale d'Allemagne et la Grande-Bretagne et confirment la thèse du revenu négatif. Une grande partie de la chute de la propension moyenne à consommer s'explique par l'écart entre le revenu disponible défini de façon traditionnelle (revenu brut moins impôts) et le revenu réel calculé en tenant compte de l'inflation. L'intérêt de cet article est qu'il renouvelle l'analyse de

l'impact de l'inflation sur la consommation sans pour autant s'opposer à l'analyse classique en termes d'effets d'encaisses réelles.

Y a-t-il un lien entre l'inflation et le chômage ? La relation de Phillips est à l'origine d'une très grande controverse depuis son apparition en 1958. Rappelons qu'elle consiste à expliquer le taux de croissance du salaire nominal par le taux de chômage, la relation entre ces deux variables étant inverse. Il y aurait ainsi une sorte d'arbitrage à effectuer entre plus de chômage et moins d'inflation ou le contraire. Combien de gouvernements n'ont-ils pas bûlé leur politique économique sur cette relation ! Malheureusement pour ses défenseurs, la courbe de Phillips n'est pas stable. Au cours de la controverse, il est apparu que l'on pouvait expliquer l'instabilité à court terme de la courbe, mais que, en même temps, on mettait en cause l'existence même de la courbe à long terme. En effet, si les causes économiques ne sont pas victimes de l'illusion monétaire, c'est-à-dire s'ils raisonnent en tenant compte de l'inflation, la courbe Phillips devient verticale et il n'y a plus à espérer réduire le chômage en acceptant un peu plus d'inflation ; les deux variables deviennent indépendantes.

L'analyse néoclassique contredite

Dans un article de l'*American Economic Review*, « Chômage et taux d'intérêt réels : un test sur la neutralité de l'inflation », Richard Startz a cherché à estimer la valeur de la pente de cette fameuse courbe de Phillips à partir de données américaines mensuelles de 1953 à 1971 (5). Le résultat est surprenant, mais intéressant, car la pente est positive, au lieu d'être négative comme on l'attendait. L'auteur en conclut que les tests économétriques contredisent l'analyse néoclassique ; c'est le moins que l'on puisse dire.

Signalons dans le même numéro de l'*American Economic Review* un article de Donald A. Walker sur William Jaffe (1880-1980), qui fut l'un des meilleurs spécialistes de l'œuvre de Léon Walras (6). Après une courte biographie, Walker recense et classe par thème les travaux

LES AUTEURS CITÉS

• Sidney Weintraub est professeur à l'université de Philadelphie aux États-Unis. Il est l'auteur d'un ouvrage portant sur les mêmes thèmes que ceux de cet article : « Capitalism's Inflation and Unemployment Crisis: Beyond Monetarism and Keynesianism » publié chez Addison-Wesley en 1978. Il ne faut pas le confondre avec un autre Sidney Weintraub de l'université du Texas aux États-Unis.

• Jacob Grossman est directeur financier dans un organisme financier américain. Il ne faut pas le confondre avec Herschel Grossman de Brown University.

• Lars Jonung appartient à l'université de Lund en Suède.

• Thomas von Ungern-Sternberg appartient à l'université de Bonn, République fédérale d'Allemagne, au moment de la rédaction de cet article.

• Richard Startz appartient à la Wharton School de l'université de Pennsylvanie, aux États-Unis.

• Donald A. Walker appartient à l'Indiana University de Pennsylvanie.

de Jaffe ; l'article se termine par la bibliographie de Jaffe. Un instrument de travail utile pour les walrasiens.

(1) Sidney Weintraub : « Monetarism's Myths », *Kredit und Kapital*, 4/1981.

(2) Jacob Grossman : « The rationality of money supply expectations and the short run responses of interest rates to monetary surprises », *Journal of Money, Credit and Banking*, novembre 1981.

(3) Lars Jonung : « Perceived and expected rates of inflation in Sweden », *American Economic Review*, décembre 1981.

(4) Thomas von Ungern-Sternberg : « Inflation and savings : international evidence on inflation induced income losses », *Economic Journal*, décembre 1981.

(5) Richard Startz : « Unemployment and real interest rates : econometric testing of inflation neutrality », *American Economic Review*, décembre 1981.

(6) Donald A. Walker : « William Jaffe, historical and economic thought 1880-1980 », *American Economic Review*, décembre 1981.

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL DE 184 PAGES

Le Monde
BILAN ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL 1981

UN AN DE GOUVERNEMENT DE M. REAGAN, SIX MOIS DE POUVOIR DE LA GAUCHE EN FRANCE, DEUX PROGRAMMES OPPOSÉS. LE MONDE EN ANALYSE LES CONTENUS ET LES PREMIERS EFFETS. LE POINT SUR LA SITUATION DANS 137 PAYS. DES TABLEAUX - DES GRAPHIQUES.

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

25 F

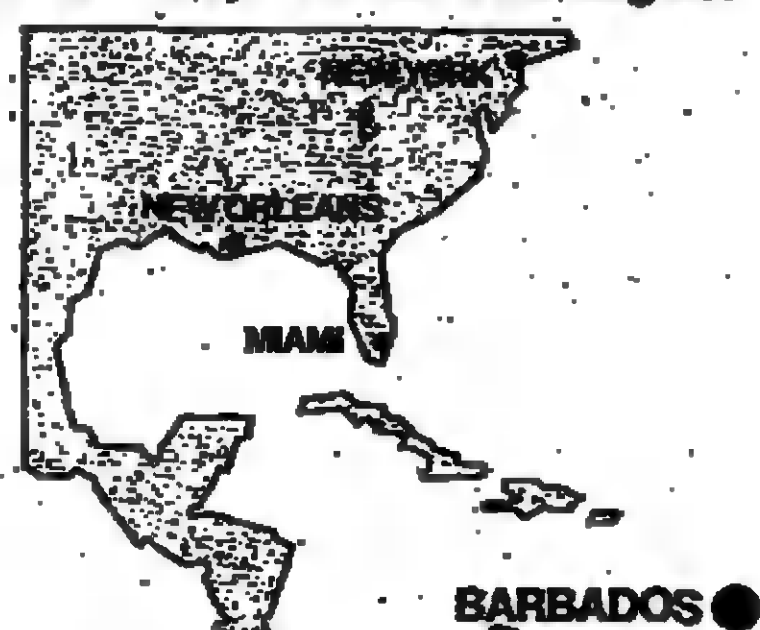
ENTRE MIDI ET DEUX, JE M'ÉVADE AU RESTAURANT CLUB.

RESTAURANT Club Méditerranée

58, Boulevard Victor-Hugo 92200 NEUILLY (Parking) Tel. 758.11.00

Fabriquer à la Barbade
améliore vos bénéfices

Cherchez-vous une implantation intéressante ? A la Barbade vous trouverez toutes les conditions propices à une production efficiente. De nombreuses firmes Européennes et Nord-Américaines profitent déjà de ces avantages :



- Accès privilégié vers les U.S.A. et le Marché Commun ;
- Stabilité politique et sociale ;
- Main-d'œuvre efficace ;
- Primes de formation avantageuses ;
- Imposition intéressante ;
- Importations hors-taxes ;
- Usines prééquipées, installées dans des parcs industriels ;
- Excellente infrastructure.

Pour recevoir notre brochure gratuite et de plus amples informations, contactez :

BARBADOS INDUSTRIAL DEVELOPMENT CORPORATION
14, avenue Lloyd George - 1050 BRUXELLES
Tel. 32-2-6481028 - Telex 63926

Nom _____
Fonction _____
Produits _____
Firme _____
Adresse _____
TEL _____

Une banque qui
s'était sympathisée

ENTRE VENTS ET MARÉES

New-York « off shore »

A U populaire maire de New-York, M. Edward Koch, au cours de son second mandat électoral, après avoir déjà spectaculairement réussi à remettre de l'ordre dans les finances de sa ville, rien d'impossible. Ainsi, en décembre dernier, alors que l'interminable grève de ses éboueurs municipaux empêchait 100 000 tonnes d'ordures plus ou moins nauséabondes d'être évacuées des plus grandes poubelles de la 5^e Avenue, Manhattan devenait officiellement, au moins, le paradis fiscal bancaire international. En somme, ne s'agit-il pas aussi d'une lie ?

Toutefois, mise à part, l'entrée en vigueur de la nouvelle législation américaine sur les places « off shore » a permis à une furtive modification sur la scène du cynisme fiscal dans les économies occidentales. De même que, à la fin des années 60, on pouvait révoquer de voir les principaux États européens, tout en vigeant, tant contre « la puissance des dépenses militaires » qu'au profit de l'Europe, à travers en détaxes, allocations et avantages de toutes sortes pour attirer les capitaux étrangers sur leurs dépens, — on peut se demander aujourd'hui si l'engagement de la plus grande puissance économique du monde sur la voie d'un trafic « off shore », jusqu'à l'extrême limite à quelques petites Républiques dépourvues de presque tout, n'est pas le signe d'un nouveau déclin de l'activité économique internationale, jusqu'à plus police.

Il y a deux manières de voir la création, aux États-Unis, des « facilités bancaires internationales » telles qu'elles viennent d'être autorisées par le Conseil de réserve fédérale. L'une, technique, rassurante ; l'autre, plus politique, qui va au-delà du marché des eurodollars. Du strict point de vue bancaire, il n'est pas illogique que les milieux financiers américains cherchent à rapatrier une partie de leurs activités internationales vers leurs propres places, au lieu de continuer à les développer sur des territoires étrangers. Le volume net du marché des eurodollars est passé de 800 000 milliards de dollars à la fin de 1980, et les banques américaines n'en ont tiré que le

meilleur parti. La législation intérieure bancaire, financière et fiscale des États-Unis a fait que, pour jouer un rôle sur ce nouveau marché florissant, elles ont dû prendre le large. En autorisant sur le territoire américain l'ouverture de comptes spéciaux pour les non-résidents bénéficiant d'une quasi-délocalisation et d'un traitement légal de faveur, notamment par la suppression des réserves obligatoires et du plafond de rémunération des dépôts, les autorités bancaires ont évidemment favorisé le retour des 400 milliards de dollars d'actifs des succursales étrangères de banques américaines, dont un tiers se trouve à Londres, et un autre tiers dans les îles Bahamas et Cayman. Elles espèrent aussi attirer une partie des dépôts internationaux des banques étrangères. Elles n'y réussiront que partiellement. Christopher Hughes a dit, dans sa chronique de l'euromarché (1) la réaction de la Cité de Londres, qui attend à conserver la plus grande partie des 500 milliards de dépôts en eurodollars qu'elle recueille. Les 150 milliards de dollars étrangers qui se trouvent en France et les 110 milliards du Luxembourg ne déménageront pas non plus du jour au lendemain, bien qu'il soit à prévoir que les grandes banques internationales françaises y perdront des plumes. A côté de la stabilité politique et de la puissance économique mises en avant par les États-Unis, demeure le « risque souverain » qui fut à l'origine du marché des eurodollars lorsque l'Union soviétique préféra transférer ses dépôts en dollars de New-York à Londres de peur de les voir gelés en période de guerre froide.

Les matchs de boxe sur péniche

A cet égard, le blocage des avoirs français dans les banques américaines en 1980 a servi d'avertissement aux détenteurs de capitaux des pays producteurs de pétrole ou autres. Dans les quatre premières semaines de sa mise en œuvre, la nouvelle législation se'est traduite, en pratique, par un jeu d'argent d'énormes fautes ressemblant les banques new-yorkaises à des ruche pendant toute la période des

fétes : on traitait les comptes des non-résidents de ceux des résidents. Il n'y eut là qu'un jeu supplémentaire ; encore loin des cinq mille emplois nouveaux envisagés par la municipalité. Mais le dernier mot n'est pas dit. Il y a plus de dix ans que M. Koch s'est mis en tête de faire de New-York une place « off shore », sorte de ville franche internationale fonctionnant plus ou moins systématiquement comme les boutiques hors-taxes des aéroports et les zones franches du commerce international. La tradition américaine des casinos flottants ancrés au large des côtes et des matchs de boxe organisés sur des péniches pour échapper à la fiscalité ne s'y oppose nullement. C'est aux grandes banques américaines elles-mêmes que le projet, dans sa première version, se heurte tout d'abord. Le World Trade Center était en construction et il était alors question d'isoler physiquement le nouveau centre bancaire international, ce qui risquait d'entraîner une concurrence nouvelle pour ceux qui n'y seraient pas, et des frais supplémentaires pour ceux qui étaient : ainsi fut-il décidé que chaque résident resterait chez soi. Puis vinrent les oppositions d'autres villes américaines, désempées aussi d'acquiescer un tel statut préférentiel : la réglementation sur les agences bancaires internationales fut donc promulguée nationalement, à charge pour chaque État d'en faire usage ou non, selon son choix. En votant l'exemption des impôts locaux pour l'activité en question, C'est chose déjà acquise en Georgie, au Maryland, en Caroline du Nord, en Floride, dans le Connecticut, et presque faite en Californie, dans l'Illinois, dans les îles Hawaï. Retombées paradisiaques. Avant d'en arriver là, le Conseil de Réserve fédérale, responsable de la législation bancaire, se fit tant et si bien tirer l'oreille qu'il fut question, à un détour de ces longues négociations, de le dessaisir de la question pour... faire voter le texte voté par le Congrès.

On a presque oublié qu'il y a déjà un an et demi New-York a été déclaré « zone d'assurances off shore ». L'aimant était, là aussi, braqué dans la direction de la Tamise. Certes, on ne détrône pas facilement une puissance comme la Lloyd's de Londres. « Il faudra cinq ou six

ans », disent les experts patients. L'argent finit toujours par appeler l'argent. Mais à quel prix ? Le développement soudain spectaculaire des législations exterritoriales de nombreuses obligations internationales, donc particulièrement pour les firmes multinationales crée progressivement un monde nouveau, apaisé, à la fois le plus riche et le plus dispensé de charges, disposant en outre de moyens croissants pour poursuivre sa propre politique indépendamment des vœux des gouvernements nationaux. A quand Bordeaux et Marseille « off shore » ? Dans l'immédiat, les filiales françaises ou allemandes d'I.B.M. et d'I.T.T. travailleront-elles à New-York « off shore » ou conformément à la réglementation « domestique » ?

Révolte

Le conseil de la Banque de réserve fédérale avait de bonnes raisons de se montrer réticent : le trafic des eurodollars à New-York contribuait-t-il à un meilleur contrôle du marché des capitaux « volatils » ou à perturber les efforts intérieurs de régulation monétaire sur le marché américain ? « La Révolte », qui n'est encore que partielle, tra plus loin et nous ne pouvons pas le marché intérieur », estiment les banquiers new-yorkais, qui se savent « sous surveillance ». En somme, les nouvelles dispositions seront considérées comme satisfaisantes si elles ne troublent... que l'ordre extérieur. L'Amérique devrait pourtant savoir qu'un jeu du boom économique international elle a gagné l'inflation en retour, et pourrait encore recevoir pire sous la forme d'une révolte de ses propres brins. Dans la course aux déductions fiscales, les plus riches sont les plus froids. Néanmoins, à l'heure où le cash flow des villes américaines laisse pour le moins à désirer, et où la « polarisation de la richesse » fait à « une », inquisite des journaux américains, le plaisir non dissimulé des banquiers laisse M. Koch désarmé devant les revendications des employés de la ville et du négoce. Dans les bas quartiers de la ville, dans le Bronx, à Brooklyn, à Queens, on n'entre pour ainsi dire plus : ils sont sur le continent... semble-t-il.

JACQUELINE GRAPIN.

Comment construire la « banque nouvelle »

(Suite de la page 21.)

Cela conduit à examiner dans quelles directions il faut chercher, sinon les votes d'une utopie révolutionnaire, du moins celles de l'assomplissement des techniques bancaires. Voyons les réponses possibles de la Banque nouvelle aux principaux reproches de l'opinion publique et, singulièrement des P.M.S. La première critique est que « le banquier classe du « parapluie » des garanties ». Il est ainsi conduit, ajoute-t-on, à « ne prêter qu'aux riches ».

Le banquier doit trouver sa sécurité dans le jugement qu'il se fait sur le déroulement du crédit. Dans cette optique, les garanties sont toujours un recours second. Posons donc un principe : la réduction du recours aux garanties implique que le banquier puisse apprécier son risque avec plus de précision. Et il ne peut y parvenir, comme nous l'avons dit, que par l'appréciation plus poussée des données comptables et économiques du dossier.

Le problème doit être pris aussi sous l'angle des privilèges. En France, la créance du banquier en cas de défaillance de l'entreprise est pratiquement irrécouvrable, car les salariés, la Sécurité sociale, le fisc, etc., passent avant lui. En Allemagne, elle vient au premier rang : les biens de l'entreprise sont en garantie ne tombent pas à la masse jusqu'à l'extinction de la créance. Et le banquier dispose, sur n'importe quel actif mobilier (machines, équipements), d'une réserve de propriété. Dans le droit français, un progrès récent

a été fait sur le plan de la réserve de propriété. Mais il y a encore loin de la théorie à la réalité.

La caution mutuelle, professionnelle ou interprofessionnelle, n'a pas donné tout ce qu'on attendait de ses promoteurs, les professionnels appréhendant souvent d'assurer des risques que le banquier rejette. La garantie d'Etat, alimentée par un fonds spécial, peut faciliter le financement de l'innovation et de ses aléas.

Nationalisée ou non, la banque restera une entreprise. Et ce sera une erreur grossière de penser que l'Etat actionnaire unique pourrait se permettre de juger ses établissements uniquement sur leurs performances économiques et non sur leurs résultats financiers. Bien au contraire. Les fonds propres des banques françaises sont anormalement faibles (voir tableau). Or la « banque nouvelle » aura besoin de fonds propres très importants. Une structure financière renforcée devrait être le pendant de l'effort d'équipement nécessaire. La banque nouvelle sera une entreprise à haute teneur capitaliste (forte proportion des immobilisations) : elle devra financer la révolution industrielle (achat des appareils, mise en place des réseaux, amortissement de ceux-ci) et la formation (très coûteuse) de son personnel, intensifier ses implantations internationales, constituer des provisions de risques plus importantes ; augmenter ses interventions à moyen terme et éventuellement à long terme.

La faiblesse en fonds propres de la banque française

Fonds propres/bilan - Moyenne 1978/1977				
France	Etats-Unis	Allemagne	Gde-Bretagne	Suisse
8,74	4,35	4,42	5,36	5,85

Source : Kreditbank.

Pour renforcer ces fonds propres, l'autofinancement doit fournir la plus grande partie des ressources nécessaires. Car l'Etat est, de tradition, un mauvais actionnaire.

Le prix de vente du crédit est, en France, étroitement lié à celui du taux monétaire. Lorsque le taux du marché monétaire est bas, les banques ont des résultats médiocres (1975). S'il monte beaucoup, elles font de larges bénéfices que, généralement, des impôts « extraordinaires » s'em-

pressent d'éponger. Il y a là un problème complexe qui mérite réflexion.

En résumé, l'œuvre de réforme doit porter sur tous les problèmes à la fois, en débarrassant les obstacles pour mieux les réduire, et en fixant des calendriers. Ainsi se marieront le radicalisme qu'inspirent d'urgentes nécessités et le pragmatisme que commande l'action sur des hommes, qu'il s'agisse du personnel ou des clients.

DOMINIQUE CHATILLON.

la Barbade
vos bénéfices

Une banque qui innove,
c'était sympathique.

C'est devenu vital.

Quand le marché immobilier est attentiste, l'avenir est à la banque qui innove. C'est ce qui fait le succès de la Banque de La Hénin : elle a notamment créé les barèmes progressifs, le Compte Epargne Résidence Secondaire et certains crédits immobiliers sans hypothèque.

La Banque de La Hénin reste la grande banque dont l'immobilier est la première vocation. Elle a toujours été à la pointe en ce domaine. Elle est parmi les toutes premières banques distributrices de Prêts Conventioneux.

A la Banque de La Hénin, vous trouverez toujours comme partenaire un véritable expert en immobilier. Un partenaire qui sait à quel point son interlocuteur peut avoir besoin de conseils, de souplesse et de rapidité de décision.

Dans l'immobilier, en 1982, il faudra innover. A la Banque de La Hénin, ce n'est pas seulement une conviction. C'est une volonté.

Banque de La Hénin
La Banque-orchestre de l'immobilier

Siège social : 16, rue de la Ville-Evêque, 75384 Paris Cedex 08. Tél. (1) 265.35.15



Le Monde

sports

FOOTBALL

Le tirage au sort de la Coupe du monde

Le tirage au sort de la Coupe du monde de football 1982, présidé, le 16 janvier, au Palais des congrès de Madrid, par Felipe de Borbón, prince des Asturies et héritier de la couronne d'Espagne, n'a pas été exemplaire au plan de l'équité sportive. Outre la désignation de l'Angleterre comme sixième tête de série, au détriment de la Pologne ou de la Belgique, on peut regretter que la commission d'organisation de la Fédération internationale de football-association ait cédé, pour des raisons plus politiques qu'économiques, aux souhaits des pays de l'Est, d'une part, et des Sud-Américains, d'autre part, de ne pas être opposés au premier tour.

Après une « bavure » liée à ces impatiences, le tirage au sort a ainsi réparti

- les vingt-quatre équipes de cette Coupe qui aura lieu l'été prochain :
- GROUPE 1 (Vigo, La Corogne) : Italie, Pérou, Cameroun, Pologne.
 - GROUPE 2 (Gijón, Oviedo) : République fédérale d'Allemagne, Chili, Algérie, Autriche.
 - GROUPE 3 (Alicante, Elche) : Argentine, Belgique, Salvador, Hongrie.
 - GROUPE 4 (Bilbao, Valladolid) : Angleterre, France, Koweït, Tchécoslovaquie.
 - GROUPE 5 (Valence, Saragosse) : Espagne, Irlande du Nord, Honduras, Yougoslavie.
 - GROUPE 6 (Seville, Malaga) : Brésil, Écosse, Nouvelle-Zélande, Union soviétique.

Compte tenu de la qualification de deux équipes par groupe pour le second tour, ce tirage au sort apparaît très favorable à l'Italie et à la Pologne (groupe 1), à la République fédérale d'Allemagne et à l'Autriche (groupe 2) et surtout à l'Espagne et à la Yougoslavie (groupe 5), qui sont, « a priori », supérieures à leurs adversaires. Le Brésil et l'Union soviétique (groupe 6) partiront également favoris mais devront se méfier de l'Écosse. Les deux autres groupes sont beaucoup plus équilibrés, avec trois équipes de valeur sensiblement égale pour deux places qualificatives. C'est le cas de l'Argentine, de la Belgique et de la Hongrie (groupe 3) et plus encore de l'Angleterre, de la France et de la Tchécoslovaquie (groupe 4).

La France dans le groupe le plus équilibré

REACTION DE L'ENTRAÎNEUR

« Nous allons retrouver la France comme en 1982, a fait remarquer Ron Greenwood. Ce sera un groupe difficile, mais nous aurons pu encore plus mal tomber. Le match décisif pourrait être le premier, contre les Français. »

Tchécoslovaquie

Au carrefour des influences de l'Est et de l'Occident, le football tchécoslovaque a longtemps tiré sa force d'un certain équilibre entre l'inspiration, le romantisme de l'Europe centrale et la rigueur de l'organisation des équipes de l'Est. Deux fois, la Tchécoslovaquie est parvenue en finale de la Coupe du monde, en 1934 (batte par l'Italie, 2 à 1 après prolongations) et en 1938 (batte par le Brésil, 2 à 1), avant de devenir championne d'Europe en 1976. Trois fois le championnat d'Europe 1980 après avoir devancé les Français dans le groupe de qualification, les Tchécoslovaques rencontrent aujourd'hui des difficultés pour trouver de dignes

successeurs à la génération de 1976.

PALMARES EN COUPE DU MONDE

La Tchécoslovaquie a déjà participé six fois à la phase finale (1934, 1938, 1954, 1958, 1962 et 1970). Finaliste en 1934 et 1962, elle a été troisième au tour de finale en 1938 et en huitième de finale en 1954, 1958 et 1970. A noter que comme l'Angleterre elle ne s'est pas qualifiée en 1974 et en 1978.

QUALIFICATION

Avec 4 victoires, 2 nuls et 2 défaites, elle a terminé deuxième de son groupe avec 10 points, derrière l'URSS (14), et devant le pays de Galles (8), l'Islande (6) et la Turquie (1).

RENCONTRES AVEC LA FRANCE

En 16 matches, la Tchécoslovaquie compte 9 victoires pour 2 nuls et 5 défaites. Ces dix dernières années, les deux équipes ont été opposées quatre fois : — 27 avril 1974, à Prague, Tchécoslovaquie et France 3 à 2.

TENNIS

La grande première d'Ivan Lendl au Masters de New-York

De notre envoyé spécial

New-York. — Le « Masters » du début de l'an, au Madison Square Garden, est décidément un casse-tête chinois. En tout cas, la formule par poules (dite Round Robin), qui a éliminé Jimmy Connors vendredi 15 janvier et John McEnroe samedi, ne fait le poids que par le pesant d'or (400 000 dollars, dont 100 000 au vainqueur) alloué aux concurrents. Pour ajouter à la confusion des hommes gens, habitués à l'élimination directe des grands tournois, c'est Ivan Lendl qui fut appelé à disputer la finale contre Vitas Gerulaitis. Une finale superbe, qu'il gagna, après un retournement extraordinaire, sur le score de 6-7, 2-6, 7-6, 6-4, confirmant ainsi son succès du premier jour en poule (4-6, 7-5, 6-2).

Sacré champion sur le Suprême Court de New-York, le jeune Tchéco vit une aventure qui lui confère dans le monde, par la vertu de la télévision, une notoriété universelle que le tennis professionnel n'a dispensée jusqu'ici qu'à ses idoles, Borg, McEnroe et Connors. En relevant son premier « Masters », après avoir terminé premier du Grand Prix, où il enregistre sa troisième victoire consécutive, Lendl confirme ses prétentions aux rôles vedettes pour les championnats de la saison 1982, singulièrement les Internationaux de France et Roland-Garros, où il avait été finaliste l'an dernier.

Le Madison Square Garden était un trois quarts plein quand, par ce dimanche arctique, Ivan Lendl, vingt et un ans, et Vitas Gerulaitis, vingt-sept ans, entamèrent les premiers jeux de la finale du Masters, le seul match disputé sur la distance des cinq sets. Le match n'était pas lancé qu'on s'apercevait tout de suite que Gerulaitis jouait la partie de sa vie en faisant l'acrobatie à la volée, tandis que Lendl, cantonné au fond du court, étrangement statique, n'était plus que l'ombre du relai surpuissant qui, le veille, avait battu John McEnroe en deux sets.

Quant Gerulaitis eut enlevé la première manche par 7-6 (7 points à 5), on crut que Lendl allait se ressaisir. Pas le moins du monde. Le Tchéco restait emporté dans ses phobies, tout comme nous avions vu Jaroslav Drobny, son contemporain, l'inspiration enfante et les muscles noués, lors de sa finale de 1980, contre Marcel Bernard, à Roland-Garros. Le « petit bras », des jupes qui ont le tremblot, l'absence de jus : quel mal elle fait au moral la mauvaise forme ! Lendl continuait donc son calvaire dans le deuxième set que Gerulaitis remporta par 6-4.

Tournoi au troisième set

Des gens superstitieux ? Il n'y avait pourtant compté comme mauvais présage l'irruption sur le court à deux reprises d'un chat noir dans la cour de Gerulaitis. Mais cet-ci, le critique au vent, sans faire le moindre effort, continuait à distribuer les volées triomphales au fil. Au troisième set, il tenait une balle à 3-0 dans sa raquette. Comme Lendl parvint à rester dans la partie, à équilibrer, à mener même 5-4, puis 6-5 ? Mystère. N'empêche qu'au « tie-break » Gerulaitis conduisait à jouer sur les sommets. Et voilà qu'à six points à cinq sur le service de Lendl il obtient une balle de match. Son retour tombe dans le

OLIVIER MERLIN.

AUTOMOBILISME

Les « Allemandes » aux premiers rangs du rallye de Monte-Carlo

Deux cent quatre-vingt-dix-huit des deux cent quatre-vingt-dix-neuf équipages du cinquième Rallye de Monte-Carlo, partis samedi 16 janvier de huit villes européennes, sont arrivés dans les délais, le lendemain, à Aix-les-Bains (Savoie) pour le départ de concentration. Dès le dimanche soir, les concurrents ont commencé les neuf épreuves spéciales du parcours de classement dont l'arrivée était prévue ce lundi à Monaco.

Cette première nuit d'épreuves spéciales a été marquée par la nette domination des Opel Astra d'Allemagne, des Allemands de l'Ouest, Walter Rohrl et Jochi Kleint, et de l'abandon du Français Jean-Claude Andruet, dont la Ferrari a tenté la route dans la sylvaine épineuse et enneigée. Le héros du rallye, le Finlandais Hannu Mikkola, déjà désavantagé par un mauvais démarrage, a endommagé son Audi Quattro, dont le bras avant a été tordu par un choc contre les bas-côtés de la route dans la troisième spéciale. Après les sept premières spéciales, Rohrl, qui en avait gagné quatre, possédait 51 secondes d'avance sur son codétendeur Kleint et 1 min. 37 sec. sur le Français François Fournier, sur Porsche 911, vainqueur de deux spéciales. La quatrième position arrivait le deuxième Audi Quattro d'Allemagne conduite par Michèle Mouton.

SKI ALPIN

Bonne répétition pour Podborski et Stenmark à Kitzbühel

A dix jours des championnats du monde de Schladming (Autriche), le descendant canadien Steve Podborski et le slalomeur suédois Ingemar Stenmark ont refait leur position de favori en triomphant à Kitzbühel (Autriche). Podborski, qui avait été devancé vendredi 15 janvier par l'Autrichien Hansi Wehrbacher, n'a pas attendu plus de vingt-quatre heures pour prendre sa revanche, et obtenir son succès de l'an dernier sur cette même piste de Hahnenkamm, l'ancien à plus de 107 kilomètres/heure de moyenne dans les tourbillons mure de la « Straß », si a devancé cette fois le revenant autrichien Franz Klammer de 54/100 de sec. et son compatriote Ken Read de 68/100.

Plus impressionnante encore a été la domination de Stenmark dans le slalom spécial, où l'Américain Phil Mahre, l'actuel leader de la Coupe du monde, a terminé troisième à 3 sec. 16/100. La piste verglacée avait, si est-ce, opéré une impitoyable sélection, puisque, sur les cent dix concurrents au départ, vingt-sept ont été éliminés.

LES RÉSULTATS

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Seizièmes de finale)

Limoges b. Monaco	101-94
Orléans b. Villeneuve	83-71
Antibes b. Tours	84-81
S.-E. b. Evry	101-83
Nantes b. Vichy	91-78
Angoulême b. Chalon	74-63
Chamois b. Limoges	45-2
Le Mans b. Orléans	37-31
Angoulême b. Villeneuve	84-78
Antibes b. Tours	84-81
S.-E. b. Evry	101-83
Nantes b. Vichy	91-78
Angoulême b. Chalon	74-63
Chamois b. Limoges	45-2
Le Mans b. Orléans	37-31
Angoulême b. Villeneuve	84-78
Antibes b. Tours	84-81
S.-E. b. Evry	101-83
Nantes b. Vichy	91-78
Angoulême b. Chalon	74-63
Chamois b. Limoges	45-2
Le Mans b. Orléans	37-31

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Vingtièmes de finale)

Paris-S.G. b. Saint-Etienne	0-0
Auxerre b. Monaco	2-0
Bordeaux b. Lyon	1-0
Laval b. Lens	1-0
Nice b. Lille	2-0
Strasbourg b. Metz	2-0
Nantes b. Tours	2-1
Classement. — 1. Saint-Etienne, Bordeaux, 22 pts ; 2. Monaco, 21 ;	

Rugby

TOURNOI DES CINQ NATIONS A Edimbourg, Écosse et Angleterre, 5-6.

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Demi-finales)

Béziers b. Bayonne	13-0
Castres b. Orléans	13-9
Stade b. Nîmes	13-9
Brive b. Avignon	9-3
La Violette b. Toulouse	34-12
Classement. — 1. Bayonne, 30 pts ; 2. Brive, 26 ; 3. Béziers, Nîmes, 21 ; 4. Castres, Orléans, 18 ; 5. Stade, Avignon, 15 ; 6. La Violette, Toulouse, 12.	

Ski nordique

15 KILOMÈTRES DU BRASSUS

Américain Américain Phil Koch	12-7
Américain Américain Phil Koch	12-7
Américain Américain Phil Koch	12-7
Américain Américain Phil Koch	12-7
Américain Américain Phil Koch	12-7
Américain Américain Phil Koch	12-7
Américain Américain Phil Koch	12-7
Américain Américain Phil Koch	12-7
Américain Américain Phil Koch	12-7
Américain Américain Phil Koch	12-7

BERNARD PASCUITO

McEnroe champion rebelle

livre-portfolio
nombreuses photographies

CALMANN-LEVY

AM

complet / international

The World

INGENIEURS POSTES FORMATION ARTS ET MÉTIERS VOUS CONNAISSEZ L'AFRIQUE

LE DIRECTEUR

SE.

UN

	large*	large T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	58,48
AUTOMOBILES	48,00	58,48
AGENDA	48,00	58,48
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

	limité*	la semaine T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,46
AUTOMOBILES	31,00	36,46
AGENDA	31,00	36,46

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois internationaux

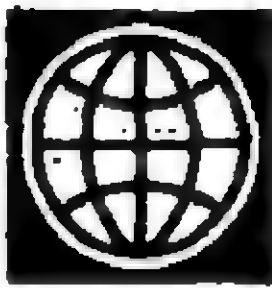
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)



The World Bank

The World Bank, a leading international institution in the field of economic development, promotes progress in developing countries through project financing and policy advice. To face this challenge the World Bank offers a unique working environment where highly qualified staff have wide ranging responsibilities from country and sector policy analysis to project evaluation and supervision. Staff reside in Washington, D.C., U.S.A., but work demands frequent international travel. The World Bank seeks qualified men and women who are interested in fixed term or career appointments as:

ENERGY SPECIALISTS

Petroleum Engineers

To participate in the identification, preparation, appraisal and supervision of petroleum and gas projects as well as petroleum sector reviews. Candidates should have a university degree in petroleum, mechanical or chemical engineering; at least ten to fifteen years of experience in the planning, design, construction, operation and maintenance of gas and oil projects including production, storage, pumping, compression and treatment facilities; ability to estimate construction and operating costs. Familiarity with estimating oil and gas reserves, hydro-carbon production practices, reservoir engineering as well as international tendering and contracting practices would be desirable.

Petroleum Drilling Engineers

To assist the Bank's Energy Department in reviewing borrowers' drilling programs by assessing the cost of drilling oil and gas wells in developing countries, monitoring and supervising drilling operations. Candidates should have a degree in petroleum or mechanical engineering; at least ten years practical operating experience in all aspects of rotary drilling with the petroleum industry; and the ability to design well drilling programs, including bit, mud and casing specifications.

Natural Gas Specialists

To assist in studies on policies and programs for Bank financed natural gas development in developing countries, to support feasibility studies, appraisal and supervision of gas projects with LNG, LPG and petrochemical components. Candidates should have a university degree in engineering or economics, knowledge of natural gas economics as well as five to ten years of experience in gas related industry.

Age preferably between 35 and 50 years; fluent written and spoken English is required; knowledge of French and Spanish as well as experience in developing countries highly desirable.

The World Bank offers a competitive salary and benefits package; salaries are net of income taxes; benefits include pension scheme, medical insurance, home leave travel and education allowances for expatriate staff.

Please send a detailed resume in English quoting reference number 2-S-FRA-0103 to:

The World Bank European Office
Recruitment Division
65, avenue d'Iéna, 75116 Paris, France.

TRANSPORTATION SPECIALISTS

To participate in the identification, preparation, appraisal and supervision of development projects, and review of sector policies.

Highway Engineers

Candidates should have a university degree in engineering and at least ten years experience in highway planning, design, construction methods, procurement procedures, cost estimates and maintenance techniques; and be familiar with highway organization, administration and operations. Candidates should have exercised responsibility at least at chief engineer level.

Railway Engineers

Candidates should have a university degree in appropriate engineering or scientific subjects and at least ten to fifteen years of combined practical experience in railway engineering operation and management including procurement, contracting and investment planning. Such experience should have included several years service in the mechanical engineer's department and operating traffic department to the level of district or general manager of a railway system.

Port Engineers

Candidates should have a degree in civil engineering and ten to fifteen years experience in port engineering, construction, maintenance and administration, as well as service in a port authority or consulting engineering organization with exposure to operating procedures and methods, mechanical equipment, organizational structure, and port working and cargo movement.

INGENIEURS PONTS ET CHAUSSEES OU ARTS ET METIERS

VOUS CONNAISSEZ L'AFRIQUE !

Nous vous offrons une opportunité de carrière au sein d'une filiale de l'un des premiers groupes français de T.P. BATIMENT

Après un séjour d'un ou deux ans au Siège Social situé à PARIS (Pte d'Italie) vous serez affectés dans une de nos agences en AFRIQUE FRANCOPHONE.

Une expérience professionnelle d'un à trois ans serait un atout supplémentaire.

Nous vous invitons à adresser votre CV détaillé sous référence 20814 à
CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société française d'ingénierie bâtiment
(500 personnes)
recherche

LE DIRECTEUR

DE SA FILIALE CAMEROUN
(Créée en 1977)

Il devra assurer la bonne exécution des contrats en cours et développer l'implantation locale en liaison avec la Direction Générale de la Société-mère dont il dépend directement.

PROFIL DEMANDE :
- Ingénieur diplômé de Grandes Ecoles.
- 10 ans d'expérience dans le bâtiment, en bureau d'étude et en entreprise.
- Capacité commerciale indispensable.
- Sens de l'initiative et de la responsabilité.

Les candidatures seront examinées avec la plus grande discrétion.

Adresser C.V., photo et prétentions (réf. 3149) à
PIERRE LICHOU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

BUREAU DE CONTROLE
recherche

UN INGENIEUR DIPLOME

ayant :
- l'expérience au contrôle de bâtiment tous corps d'état
- des notions de gestion.

LE POSTE : Ingénieur capable de prendre dans un très proche avenir les responsabilités d'une implantation ou-mère.

L'HOMME : Dynamique, excellentes relations humaines.

AVANTAGES : Carrée habituelle du personnel détaché ou enrôlé.
Adresser C.V. et prétentions sous No 20769
CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Société
Internationale
d'Etudes
& d'Interventions

RECHERCHE POUR

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE au GABON UN CADRE COMPTABLE

Profil :
- Formation : D.E.C.S. ou équivalent
- Expérience professionnelle : 5 à 7 ans minimum
- Connaissance du traitement informatique souhaitée.

Fonction :
- Placé sous l'autorité du chef comptable, il assurera la supervision des comptabilités clients et fournisseurs, des comptes de banque et de la trésorerie.
- Il assistera le chef comptable dans la préparation du bilan et des différentes déclarations sociales et fiscales.
POSTE A POURVOIR IMMEDIATEMENT

A la rémunération s'ajouteront les avantages sociaux habituellement liés à l'expatriation.

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à
S.I.E.I. S. Boulevard Magenta - 75010 PARIS

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

COMPAGNIE MINIERE

AFRIQUE EQUATORIALE

Une Compagnie Minière (effectif 4.000 personnes) opérant en Afrique Equatoriale recherche pour l'exploitation d'une ligne de chemin de fer (28 locomotives Diesel électriques - 578 wagons tombereaux - 1.500 personnes) servant à l'évacuation du minerai :

DIRECTEUR DU CHEMIN DE FER

22.000.000 CFA

Sous l'autorité du Directeur des Exploitations, il dirigera l'ensemble de ce Chemin de Fer. Il sera assisté par des chefs de service : Administration - Exploitation - Matériel et Traction - Voie, Bâtiments, Télécommunications. Il assurera les relations avec l'Administration locale. Ce poste conviendrait à un Ingénieur principal - Ingénieur principal adjoint ou Ingénieur en Chef de la SNCF. Réf. 470/M

CHEF DE SERVICE MATERIEL ET TRACTION

13.500.000 CFA

Sous l'autorité du Directeur du Chemin de Fer, il dirigera ce service employant 40 cadres et 400 agents d'exécution chargés de la traction des convois, des manœuvres et de l'entretien préventif et curatif des matériels roulants. Ce poste conviendrait à un Ingénieur ou assimilé de classement SNCF de l'ordre C2 et possédant l'expérience du commandement de dépôts ou ateliers d'une certaine importance ainsi que celle de l'entretien du matériel roulant, tracteur et remorqué. Réf. 471/M

CHEF DE SECTEUR VOIE

9.100.000 CFA

Sous l'autorité d'un Chef de Groupe Voie et dans le cadre d'un budget dont il aura la responsabilité, il sera chargé de l'entretien de la Voie et des ouvrages d'Art de son secteur. Ce poste conviendrait à un chef de district SNCF niveau 7 possédant une expérience de l'organisation de chantiers de voie avec utilisation d'engins tels que brouettes lourdes, engins de T.P., trains meuleurs, ainsi que celle de la soudure de voie par aluminothermie. Réf. 472/M

CHEF DE DISTRICT TRAVAUX ET TECHNIQUE

9.000.000 CFA

Sous l'autorité d'un Chef de Groupe Voie, il sera responsable de la section Engins T.P., avec détermination des plannings d'utilisation, de la brousse lourde PLASSER, des trains meuleurs SPENO, et des gros travaux Voie tels que assainissement et renouvellement. Ce poste conviendrait à un Chef de district SNCF niveau 7 ayant participé à d'importants travaux de terrassement, renouvellement ou assainissement ou bien encore de chef de chantier, ou conducteur de travaux dans une entreprise de pose de voies ferrées. Réf. 473/M

MONITEUR DE FORMATION PROFESSIONNELLE

VOIES ET BATIMENTS

8.700.000 CFA

Sous l'autorité du Chef de Service Voies et Bâtiments, il sera chargé d'assurer la formation et le recyclage des agents (cadres, agents de maîtrise et ouvriers) du service Voies et Bâtiments. Il préparera les programmes, il animera les cours et stages et il effectuera un contrôle suivi de la formation sur le terrain. Ce poste conviendrait à un Chef de district SNCF niveau 7 possédant une formation secondaire (Baccalauréat) et ayant acquis une expérience professionnelle analogue. Réf. 474/M

Tous ces postes sont à pourvoir en République Populaire du Congo à MAKABANA. Les détachements seront effectués par l'intermédiaire de SOFRERAIL. Pour chacun de ces postes, écrire en spécifiant la référence à :

GRH conseils 3, avenue de Ségur 75007 PARIS

ou à :

COMILOG 195, avenue Charles de Gaulle 92521 NEUILLY-SUR-SEINE.

Discrétion assurée.

Groupe international d'ingénieurs-conseils recherche pour le contrôle et la surveillance de travaux portuaires en ARABIE SAOUDITE

Ingénieur de Liaison

diplômé grande école

Métreur-Contrôleur de Travaux

diplômé IUT ou Ecole de Conducteurs

présentant au moins 5 ans d'expérience et une parfaite connaissance de la langue anglaise.

Envoyer C.V. détaillé et indication de références et salaire à
RENAUD ENGINEERING - 5, rue Louis Lejeune 92128 Montrouge.

Stas tunisienne pour son activité énergies nouvelles rech. JENNES INGEN. TUNISIENS, diplômés ou ayant acquis une première exp. professionnelle.

- INGENIEUR THERMIQUE Activité développement des applications (énergie solaire) dans le domaine de l'habitat.

- INGENIEUR ELECTROMECANIQUE Activité développement des applications solaires pour le pompage de l'eau et la production d'énergie électrique.

- INGENIEUR MECANIQUE Activité service de fabrication/installation et d'entretien de matériel solaire et solé.

- INGENIEUR TECHNIQUE-COMMERCE Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant des connaissances de mécanique et de thermique et ayant acquis une très bonne expérience de la vente, perspective de carrière très ouverte.

Adresser lettre man., C.V., photo
SERPENT TUNIS EL MANAR 11
rue X. B.P. 145, 1002 Tunis,
la Bellevue, TUNIS.

BATTELLE
CENTRES DE RECHERCHE DE GENEVE
ENGAGE POUR SON EQUIPE SYSTRID

chefs de projets CFAO

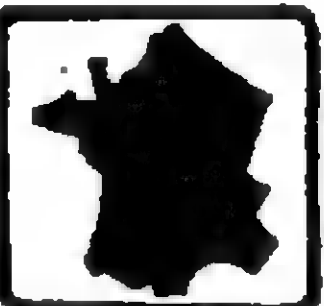
Les candidats doivent pouvoir justifier d'une formation supérieure et d'une expérience professionnelle de plusieurs années.

Langues : français et anglais courants, allemand souhaité.

Les personnes intéressées sont priées de faire offre avec curriculum vitae, photographie et prétentions de salaire, au Chef du Personnel,

BATTELLE
7 route de Drize
CH. 1227 CAROUGE/GENEVE

20/01/82



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

EQUIPEMENTS T.P. BOURGOGNE

Entreprise spécialisée, leader dans sa branche de biens d'équipements, recherche dans le cadre de son développement

spécialiste promotion des ventes

Ce poste sera confié à un candidat parlant anglais et ayant une formation supérieure (commerciale ou technique). Dans le cadre du Service Marketing et promotion des ventes, sa mission consistera à mettre en place et à faire fonctionner un système de communications entre les différents services commerciaux.

Un goût prononcé pour la technique et un sens commercial développé, seront des éléments déterminants dans le choix du candidat. De courts déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir. Débutants acceptés. Envoyer C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence RA 150 M ou :



Cabinet J.C.M. Rhône-Alpes
"La Belle Cordière"
63, rue Baraban - 69003 LYON

Chef de Produits

Marketing et Ventes

Notre entreprise (3000) est le N° 1 français dans sa spécialité : fabrication et ventes en France et à l'export (80% du C.A.) d'accessoires d'habillement. Soucieux de nous développer et de mieux coller à la demande nous avons créé de nouvelles lignes de produits qui s'adressent à la boutique et au chemisier-tailleur. Encouragés par le démarrage de ces lignes, nous avons décidé de créer le poste de chef de produits pour ces nouvelles gammes. Assurer nos produits, participer à l'élaboration des collections, définir les objectifs quantitatifs et qualitatifs et être le garant de leur réalisation, telle est la mission. Vous serez amené à recruter, former et animer une force de vente spécifique et à négocier des marchés spéciaux. Homme de terrain et de négociation, vous justifiez d'une très bonne connaissance de la clientèle concernée et avez déjà formé et animé une équipe de vente, vous avez aussi cette expérience à l'échelon international et parlez l'anglais et si possible l'allemand. Nous vous proposons de participer à une aventure passionnante, de relever un défi au sein d'une entreprise à taille humaine et de venir profiter du climat du Sud de la France.

Envoyer votre CV détaillé, photo et dernier salaire sous référence M/325/A
106 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

Jean-Paul VELLA Conseil



RADIOTELEPHONES

THOMSON-CSF

AGENCE DE TOULOUSE

Nous sommes les leaders sur le marché français et dans le cadre de notre développement, nous recherchons un

ATTACHE COMMERCIAL

Collaborateur direct du Directeur Régional Sud-Ouest, il sera chargé de développer un important portefeuille de clientèle, composé d'entreprises industrielles et d'administrations.

Agé d'au moins 27 ans, le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur, possèdera des connaissances en électronique (ou en électrotechnique) et une forte motivation à la vente de biens d'équipement.

Les dimensions de notre Société offrent de bonnes perspectives d'évolution de carrière pour un candidat de valeur.

Adresser photo et prétentions à THOMSON-CSF - Département Radiotéléphones - Monsieur Norbert ROGE
66, rue du Fossé Blanc
92231 GENNEVILLIERS.

Message à un Ingénieur

Futur Directeur de FABRICATION

Vous souhaitez entrer chez

DelSeu

leader européen du bagage rigide.

Pour notre usine ultra moderne (500 personnes - 100 kms de Paris) nous recherchons la responsabilité de notre principal atelier (300 personnes) comportant 2 postes de fabrication proprement dits et 5 lignes de montage.

Il y a le potentiel pour accéder très rapidement à la Direction complète des fabrications incluant les autres ateliers ainsi que le développement des produits et matériels de production.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes ingénieur et si vous avez au moins 7 ans d'expérience industrielle dont 3 de commandement, par exemple dans une industrie de mécanique de moyenne grande série.

Merci d'adresser votre manuscrit, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/130/B à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

mc CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann
75008 Paris

Jeunes ingénieurs

(REGION BORGES DU RHONE)

Importante Société implantée mondialement, spécialisée dans les applications industrielles de produits chimiques.

NOUS PROPOSONS : Une carrière à l'entrée de formation Grande Ecole (Chimie, Génie Chimique) ou équivalent ayant acquis si possible une première expérience et possédant un sens de l'organisation efficace.

NOUS LUI OFFRONS : - Une rémunération intéressante (voir, fournie-frat) - Un travail passionnant - Possibilités d'évolution.

Adresser lettre manuscrite et photo à :

BETZ FRANCE S.A.
14/16, rue de Vincennes - 93100 MONTREUIL

DIRECTEUR TECHNIQUE

Nous sommes une P.M.I. des Pays de Loire (C.A. : 60 MF). Leader national dans notre spécialité (fabrication et montage d'appareils électromécaniques de précision), nous mettons en œuvre des techniques variées et avancées (mécanique de précision, injection plastique, assemblage). Notre effort d'innovation nous a permis un rapide développement et nous bénéficions d'une bonne notoriété sur nos marchés directs et nos marchés sous-traitance.

Le directeur technique que nous recrutons sera un ingénieur généraliste par formation (AM, ICAM, ECAM ou assimilé) et un cadre de production et de personnel par expérience. Il aura donc vécu les exigences de la conduite d'un atelier industriel et aura acquis son savoir-faire auprès des ateliers. Membre d'une jeune équipe de Direction (âge moyen 35 ans), il dirigera les services méthodes, fabrication et contrôle (au total 200 personnes). Sa rémunération tiendra compte de son expérience et de son potentiel et ne sera pas inférieure à 200 000 F.

Merci d'adresser votre candidature ss réf. 2111 M à : OLYMPIA de LOIRE Olivier PLESSIS.

CEIP 35 Conseil d'Entreprises
20, rue de la République, 35000 RENNES



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

dumez

VOUS RECHERCHER VOTRE PREMIER EMPLOI OU VOUS AVEZ DEJA UNE PREMIERE EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Notre entreprise est en pleine expansion, nous recrutons pour la France et l'étranger des

INGENIEURS DIPLOMES

dans les spécialités

Bâtiment,

Génie Civil, Travaux Publics et Mécanique

Adresser-nous votre candidature, nous étudierons avec vous, en fonction des orientations que vous souhaitez prendre, les possibilités de votre évolution au sein du Groupe.



Service des Relations Humaines

345, avenue Georges Clemenceau - 92022 NANTERRE CEDEX

PROFESSEURS DE FRANÇAIS

LE GOUVERNEMENT DE L'ETAT DE QATAR

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

offre

2 postes de professeurs de français auprès des forces armées qatariennes stationnées à Doha Qatar

Ces professeurs auront 3 ans d'expérience de l'enseignement du français, langue étrangère par les méthodes audio-visuelles CREDIF.

Le salaire mensuel sera de l'ordre de 10.500 F. (au cours actuel) auxquels s'ajoutera une indemnité d'éducation le cas échéant.

Ils bénéficieront de 2 mois de congés payés par an (ou deux fois 1 mois) et d'un billet d'avion retour au lieu de recrutement. Un logement meublé sera fourni.

IL EST SOUHAITABLE QUE LES CANDIDATS SOIENT IMMEDIATEMENT DISPONIBLES

Pour les dossiers de candidature et détails complémentaires, écrire en joignant curriculum vitae et une photo récente à :

COMMANDER IN CHIEF

QATAR ARMED FORCES P.O. BOX 37, DOHA QATAR.

Rech. pour complexe pétrolier IRAN.

INGENIEUR MONTAGE MACHINES TOURNANTES TURBINES

Mission en Arabie saoudite
Adr. C.V. à GESTION 2000,
102, rue de la Fayette, 75010 Paris.
Téléphone : 246-42-01.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit d'un « Monde Publicité » ou d'une agence.

L'AFRIQUE DU SUD

connaissant un développement sans précédent, offre d'excellentes perspectives d'emploi pour :

INGENIEURS ET TECHNICIENS

dans les domaines CHIMIQUE - MÉCANIQUE - ÉLECTRICITÉ - MÉTALLURGIE.

Pour détails, écrire à : attaché (immigration), 361, ambassade Afrique du Sud, 89, rue d'Orsay, 75007 Paris.

TELESYSTEMES, Systèmes de télécommunications et d'informatique recherche

INGENIEURS SYSTEME

Débutants ou confirmés sur CII HB 66

Lieu de travail : ROUEN ou BORDEAUX

Adresser CV et rémunération souhaitée à Mme MAILLARD - 115, rue du Bac - 75007 PARIS
Tél : 544.38.98

La tradition d'avant-garde



Dessin

EFCIS

INGENIEURS ELECTRONICIEN

région Lyonnaise

Ingénieur méthodes

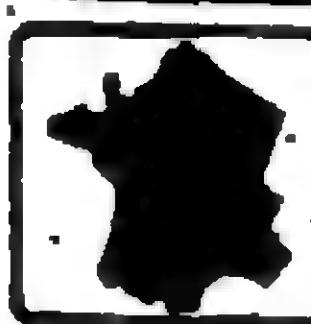
JEUNE INGENIEUR D'ETUDES

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	14,00	14,00
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	21,00
IMMOBILIER	48,00	58,48
AUTOMOBILES	48,00	58,48
AGENDA	48,00	58,48
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,54

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENGAGÉES	14,00	14,00
OFFRES D'EMPLOI	21,00	21,00
DEMANDES D'EMPLOI	40,00	47,04
IMMOBILIER	31,00	36,48
AUTOMOBILES	31,00	36,48
AGENDA	31,00	36,48



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

TELC



Groupe C.G.E.

6 INGENIEURS LOGICIEL CONFIRMES

possédant un vécu professionnel d'environ 5 ans ainsi qu'une expérience des logiciels de base, des systèmes temps réel et des réseaux.

dont

4 ingénieurs-systèmes

qui participeront à la définition et à la réalisation d'un système de base auquel seront raccordées des applications bureautiques et télématiques.

Réf. 1901

2 responsables support-produit

qui encadreront des équipes dont la mission est de faire vivre les produits en fonction des évolutions techniques et commerciales.

Réf. 1902

5 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

possédant une expérience professionnelle minimum de trois ans et connaissant au moins un assembleur et un langage évolué. Ils participeront à la programmation de systèmes à base de micro-processeurs.

Réf. 1903

LEADER NATIONAL EN TELEPHONIE PRIVEE

C.A. 850 MF - 2 400 PERSONNES DONT 280 INGENIEURS ET CADRES

NOUS DEVELOPPONS A PARTIR DE TECHNOLOGIES DE POINTE DES SYSTEMES EVOLUES DE BUREAUTIQUE ET DE TELEMATIQUE

Nous recherchons pour nos Services Techniques

4 INGENIEURS D'ETUDES ELECTRONIQUES RECHERCHE ET LABORATOIRE

Ingenieurs Grande Ecole (Sup Télécom - ESE - ESEO - INSA) possédant une expérience de 1 à 3 ans en milieu industriel

dont

2 ingénieurs

étude et développement

possédant une bonne connaissance des circuits linéaires et logiques et de leurs applications ainsi que quelques notions en traitement du signal, ils participeront à des études électroniques avancées dans le domaine des transmissions numériques et du traitement de la parole.

Réf. 1904

2 ingénieurs fiabilité composants

connaissant la technologie et les méthodes de test des circuits LSI, ils assureront des études relatives à la fiabilité des composants électroniques et aux moyens de test.

Réf. 1905

5 TECHNICIENS SUPERIEURS EN ELECTRONIQUE

intégrés à un service ou à un projet, ils participeront à l'étude et à la mise au point de schémas logiques et analogiques.

Réf. 1906

2 RESPONSABLES QUALITE

dont

1 responsable qualité produit

Ingenieur Electronicien possédant une première expérience industrielle, il aura pour mission, au sein du Service Qualité de l'Entreprise, d'animer la politique qualité d'un produit aux différents stades, de sa conception, de sa fabrication et de sa vie en clientèle.

Réf. 1907

1 responsable qualité projet

Ingenieur Grande Ecole, possédant une solide expérience de la fonction ou de la conception de systèmes à base de micro-processeurs, il sera adjoint à un chef de projet et aura pour mission d'animer la qualité d'un projet pluridisciplinaire (matériel et logiciel) par des actions sur sa conception et son environnement technique.

Réf. 1908

Ces postes sont à pourvoir à STRASBOURG

Envoyer C.V. et prétentions en précisant la référence du poste concerné à

LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE TELIC-ALCATEL - 206, route de Colmar - BP. 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX

EFCIS Grenoble

CIRCUITS INTEGRES MOS

recherche pour la DIRECTION INDUSTRIELLE

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Responsables d'une équipe de support technique produit

Seront chargés :

- De l'introduction de nouveaux-produits en fabrication
- Du suivi des produits en fabrication
- De l'optimisation des rendements et des coûts de fabrication.

Les candidats auront une expérience de 2 à 3 ans dans l'un des domaines suivants :

- Conception de circuits intégrés logiques
- Test de circuits intégrés
- Conception de systèmes
- Physique du solide technologie MOS.

Merci d'adresser C.V. : lettre manuscrite à : E.F.C.I.S. - Service Recrutement B.P. 217 - 38019 GRENOBLE Cedex.

Création de Poste

Filiale du C.E.A. recherche dans le cadre du développement de nouvelles activités

Le Responsable de son service «études»

pour prendre en charge et développer son activité d'étude d'équipements mécaniques et machines spéciales.

Missions :

- participer, en liaison avec la Direction Commerciale, à la définition technique des offres,
- assurer la conduite des projets jusqu'à la mise en service.

Ce poste convient à un ingénieur de formation grandes écoles : A & M, ou équivalent - complément de formation en gestion appréciée - ayant une expérience de 5 à 10 ans en étude d'outillage, conception de machines et équipements, automatismes industriels, acquise de préférence dans des entreprises de fabrication de biens d'équipement (machines outils, manutention, automatismes, machines textiles...)

Lieu de travail : 15 km GRENOBLE



Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73582/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX

Aldjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

En région Lyonnaise

notre Entreprise (800 pers.) conçoit et fabrique des biens d'équipement pour de grands groupes industriels français et étrangers.

Jeune Ingénieur A. M. ou équivalent qui avez une première expérience en production, nous vous offrons des responsabilités personnelles et larges comme

Ingénieur méthodes

Nous avons des projets pour améliorer l'efficacité des méthodes. Elaborer et mettre en œuvre ces projets qui touchent à la fois aux conceptions et aux outils modernes de gestion, telle sera votre responsabilité à part entière. Votre imagination, votre rigueur et votre savoir-faire s'y exerceront pleinement, en contact constant avec le tas.



Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008-PARIS à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 5502/M

JEUNE INGENIEUR D'ETUDES

Grande Entreprise Industrielle de Lorraine recherche un jeune ingénieur pour tenir au départ un poste d'ingénieur d'études dans les domaines de la mécanique traditionnelle.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 3303 à rscg carrières - 48 rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS.

Dans le cadre de son expansion

SEITHA, CONDITIONNEMENT D'AIR, CHAUFFAGE, ENERGIES NOUVELLES, recherche

INGENIEURS CHARGES D'AFFAIRES de HAUT NIVEAU

Leur formation d'ingénieur généraliste, type A et M

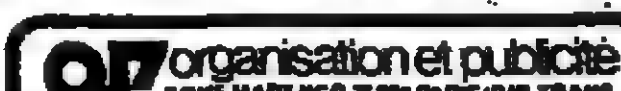
et l'expérience acquise devront leur permettre de prendre en charge la totalité d'une affaire : responsabilité du budget et du planning, coordination des études, organisation de l'approvisionnement et montage.

Des postes sont à pourvoir en REGION PARISIENNE (réf. 222) et en REGION LYONNAISE (réf. 223). Ecrire à SEITHA, Service du Personnel, sous réf. correspondante, 274 Cours Emile Zola 69100 VILLEURBANNE.

responsable d'agence ingénieur thermicien

Un des premiers groupes privés de Services et de Négoce français (1000 personnes - 3 milliards de C.A.) spécialisé dans le DOMAINE ENERGÉTIQUE cherche à renforcer son équipe de Direction en province. S'appuyant sur une bonne implantation actuelle, le responsable d'Agence est chargé de la production calorifique de centrales thermiques. Il doit manager une vingtaine de professionnels et un équipement sophistiqué. Il entretient la clientèle existante et cherche à étendre les raccordements aux réseaux qui lui sont confiés. Ingénieur, mais aussi gestionnaire, il a un diplôme des A.M., des MINES ou de l'ENSAI. Par ailleurs, il a acquis une bonne connaissance de la production de chaleur et de la direction d'équipes techniques. Postes à pourvoir en Champagne et Bourgogne.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 7359 à :



GROUPE BANCAIRE ALSACE

embauche :

INFORMATIENS - PROJETS.

postes à pourvoir :

- INGENIEURS INFORMATIENS CONFIRMÉ.
- ANALYSTES PROGRAMMEURS AVEC EXPERIENCE.
- INFORMATIENS DEBUTANTS (FORMATION SUP. D'INGENIEURS OU FAC).

Envoyer C.V. avec prétentions s/nr 7.633 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

671101320

	la ligne	la ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne T.C.
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de perceptions.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

elf aquitaine

RECHERCHE POUR LA DIRECTION DES EXPLOITATIONS DE LACQ (64)

INGENIEUR FABRICATION

PROFIL :
Grandes écoles polyvalentes (Centrale, Mines...) ou Chimie (Paris).
Formation complémentaire éventuelle ENSPM raffinage.
Goût pour le commandement et le travail en équipe.
Débutant ou quelques années d'expérience.

MISSION :
Suivi de performances et études d'amélioration sur unités existantes dans les domaines de la chimie et du raffinage.
Selon aptitude et expérience, évolution envisagée vers un poste de responsable de fabrication.

AFFECTATION INITIALE : Sud-Ouest, aptitude à l'expatriation.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 20922 à SNEAP - DC recrutement 26, avenue des Lilas - Tour 12.04 - 84018 PAU CEDEX.

TELEC

Alcatel

Groupe C.G.E.

RESPONSABLE ACHATS ELECTRONIQUES

MISSION :
• Elaborer une prospective à court et à moyen terme sur le marché des composants électroniques
• Participer au choix des composants en liaison avec les Services Techniques et Industriels
• Négocier et traiter les marchés de composants électroniques
• Etablir et entretenir des contacts à très haut niveau avec les plus grands fournisseurs de composants (Américains, Japonais...).

PROFIL :
• Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole d'Electronique
• Parlant couramment anglais
• Possédant une expérience :
- technique ou industrielle dans le domaine des composants
- commerciale (ventes ou achats) ou marketing
• Ayant une grande aptitude aux contacts et excellentes techniques et économiques ainsi qu'une bonne capacité d'adaptation.

Lieu de travail : STRASBOURG.

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise. Des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Envoyer C.V. et prétentions à LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE Direction du Personnel - B.P. 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.

Importante société industrielle spécialisée en chaudronnerie lourde appliquée au domaine électronucléaire recherche pour son unité de BOURGOGNE

INGENIEUR INTERVENTION SUR SITES

Ingénieur mécanicien de formation, vous avez des connaissances en soudage, et avez déjà acquis, de préférence, une première expérience de montage sur chantier.

Nous vous proposons :

- de préparer, d'organiser et d'assister techniquement les interventions sur sites concernant divers problèmes de montage, en veillant au respect de procédures précises;
- de gérer les budgets relatifs aux programmes dont vous êtes chargés;
- d'encadrer une équipe de 5 à 6 techniciens.

Le poste demande, outre des compétences techniques, de l'ingéniosité et un sens créatif; il peut permettre une évolution vers d'autres secteurs de l'entreprise.

De fréquents déplacements sont à prévoir.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 73288 M à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

Challenge pour ingénieurs technico-commerciaux

Nous sommes la filiale française d'un groupe multinational puissant. Les industries électriques, électroniques, hydrauliques et pneumatiques sont nos principaux clients. La fabrication de nos produits fait appel aux techniques de la métallurgie des poudres et de la mécanique.

C'est pourquoi nos ingénieurs technico-commerciaux ont besoin de toutes leurs compétences techniques pour assurer leur crédibilité face à nos clients dont les technologies évoluent très vite. Passionnés par les problèmes de ventes et de marketing industriel, les candidats que nous recherchons auront à défrayer trois challenges : développer des ventes à l'exportation (CEE, USA, FAR EAST) tout en maintenant des relations suivies avec nos clients français, participer à la mise en place d'un outil marketing encore insuffisamment développé.

Plusieurs postes sont à créer. Après une période de formation, les ingénieurs (Centrale, INPG, ESE, A&M et équivalents) que nous aurons sélectionnés devront faire leur preuve sur le terrain. Leurs déplacements seront fréquents tant en France qu'à l'étranger et leur feront apprécier d'être installés dans une agréable ville de province. La connaissance de l'anglais est indispensable et la pratique d'une seconde langue sera bien appréciée. Ecrivez aux consultants du cabinet CLEAS sous référence 13882 M.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS.

camif

Coopérative des Adhérents de la Mutuelle des Instituteurs de France
3^e société française de VENTE par CORRESPONDANCE
située près de NIORT (79)
60 km de la mer (LA ROCHELLE)

recherche pour son Service Etudes Marketing Produits

UN(e) CHARGE(e) D'ETUDES

ayant la formation « CADRE DE GESTION ENSAE » ou équivalente.
Une spécialisation particulière en analyse de données Marketing et la pratique du langage informatique A.P.L. seraient appréciées.

Envoyer C.V. manuscrit, photographie et prétentions à :
CAMIF - Département personnel
79039 NIORT CEDEX

INDUSTRIE BIOLOGIQUE
recherche pour ses laboratoires de LYON :

UN INGENIEUR BUREAU D'ETUDES

Formation grandes écoles, Arts et Métiers, etc... Anglais indispensable.

Ce poste pourrait convenir à un candidat ayant quelques années d'expérience en études et réalisations de travaux.

C'est un poste d'ingénieur; il nécessite :
- des capacités de créativité pour collaborer à la conception d'unités biologiques ;
- le goût des interventions sur le terrain pour participer de façon active aux essais et à la mise en route de ces installations.

Ce poste implique de nombreux déplacements à l'étranger.

Envoyer CV + photo et prétentions s/réf 3038 à PIERRE LICHAU-SA - 41, rue Paul Chenavard - 69001 LYON qui transmettra.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

Une entreprise drômoise de transports de marchandises en pleine expansion (C.A. 60 MF - 70 personnes - une agence dans le Nord, deux filiales anglaises) recherche pour son siège social un Directeur administratif et financier.

Cette direction recouvre les fonctions : contrôle de gestion, comptabilité générale et analytique, trésorerie et finances, juridique et fiscal, contrôle financier des filiales, service du personnel, informatique, services généraux, organisation administrative.

Ce poste convient à un candidat bon praticien de la comptabilité, dynamique et ambitieux, ayant le sens de la rigueur et des réalités, devant savoir à la fois commander et exécuter. Formation grande école de commerce ou équivalent, complétée par un D.E.C.S. Une expérience acquise dans un poste analogue est indispensable. Des connaissances solides en informatique et en anglais seraient des atouts supplémentaires. La rémunération qui sera fonction de l'acquis professionnel du candidat pourra atteindre 200.000 FF.

Adresser C.V. à :
S.A. DENTRESSANGE
B.P. n° 11, 26241 SAINT-VALLIER CEDEX

dirigeant d'entreprise

Transports

400.000 F +

Un important holding français de transports routiers (C.A. = 200 MF) se structure et recherche le gérant de sa société TRANSIT et TRANSPORTS INTERNATIONAUX située en région nord. Les activités sont l'acheminement de fret en import - export et les opérations de transit, douane et transport.

Dirigeant son entreprise dans le cadre d'une politique de groupe, sa mission essentielle concernera la définition et la réalisation d'une politique commerciale de développement. Il sera assisté dans la gestion de sa société.

Le dirigeant que nous recherchons est âgé de 35 ans minimum et de niveau de formation supérieure. Compétent en import - export, il possède une solide expérience de direction acquise dans la branche transit et transport routier. Le sens naturel des affaires et l'aptitude aux responsabilités de chef d'entreprise sont les qualités indispensables. Des renseignements complémentaires seront fournis au cours d'un entretien confidentiel.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 5115/M à C. Beauvillain, Sema-Sélection : 43, rue Delory 59800 LILLE

sema selection Paris - Lille - Lyon Marseille - Toulouse

Directeur régional

CHARBON - FUEL - BOURGOGNE

Un des premiers groupes privés de SERVICES et de NEGOCIE français (1000 personnes - 2 milliards de C.A.) cherche à renforcer ses équipes techniques opérationnelles pour faire face à son expansion nationale. Le poste offert est basé en Bourgogne. Il requiert un VENDEUR hautement confirmé dans la négociation auprès d'une clientèle d'industriels et de grossistes. Rattaché au Directeur Commercial, il participe à la politique de l'entreprise pour son secteur. Il est responsable des objectifs de son Agence et de l'animation d'une équipe de deux vendeurs. Une sérieuse expérience de terrain et d'animation commerciale est indispensable pour faire face à l'important développement de cette région. La connaissance des combustibles est un atout supplémentaire, mais n'exclut pas une solide expérience commerciale dans un domaine similaire. De fréquents déplacements sont à prévoir.

Adresser votre candidature sous référence 7432 à :

OP/organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

Trio importante recherche pour...
cible de personnes...
travaux sur son matériel

Marketing industriel

REGION LYONNAISE

pour analyser et gérer une équipe marketing structure

Elaborer, recommander les plans stratégiques et les structures de travail et les mettre en œuvre.

Expérience minimum de 5 ans dans le marketing industriel à partir de 1975.

Formation supérieure marketing ou postes équivalents.

Bonne connaissance de l'anglais appréciée.

Rémunération mensuelle 350 à 400 francs professionnels de nuit.

Ecrire avec C.V. très détaillé, photo et prétentions sous référence 3504 à

MRI conseil

Daniel Chapuis
13 rue Maitland Michels
92121 Nanterre

SFENA

JEUNES INGENIEURS

LORRAINE
IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
recherche un

jeune ingénieur de production

qui sera, dans un premier temps, chargé de mission entre l'usine qui est en train de démarrer et les autorités locales.

Cette mission étant remplie, ce jeune ingénieur prendra ses responsabilités en fabrication.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 3302 à rscg carrières - 48 rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS.

	Le 19/01	Le 20/01
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAL	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	Le 19/01	Le 20/01
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Direction Commerciale

Systèmes de Télésupervision et Télécommande
200/250.000 F an +

Nos activités sont axées sur la vente à l'export de systèmes de télésupervision et de télécommande.
Pour animer et coordonner nos équipes d'ingénieurs technico-commerciaux, nous souhaitons intégrer au Patron commercial de formation technique, disposant d'une bonne expérience dans notre domaine.
Après avoir défini une politique marketing et vente, il aura une large autonomie pour mener à bien la réalisation et le développement de nos activités.
Nous laissons partie d'un groupe qui recherche des managers à fort potentiel, de belles perspectives de carrière sont donc envisageables.
Siège : Banlieue Parisienne.

réf. M 965

Directeur des Opérations

Travaux Electriques
240/300.000 F an

Nous sommes une grande entreprise française de travaux électriques. Nous recherchons le cadre supérieur qui, au sein de notre équipe restreinte de direction générale prendra en charge l'ensemble des activités d'exploitation de notre groupe. Basé dans une région industrielle de PROVINCE et jouissant d'une large autonomie, il jouera un rôle de coordination entre les services du siège et nos nombreuses agences dont il contrôlera et assurera le fonctionnement (tant sur le plan des moyens que celui de la gestion). Issu du monde de l'Entreprise (de préférence Travaux Electriques mais éventuellement TP ou second oeuvre bâtiment), c'est d'abord un homme à forte personnalité qui saura s'imposer par ses capacités d'organisateur et d'animateur d'équipes.

réf. M 958

Ingénieur Commercial Export

Systèmes Off-Shore
180.000 F ±

Important Groupe Français, nous recherchons pour notre division OFF-SHORE en pleine expansion, un INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT.
Ingénieur de formation, âgé d'environ 30 ans, il devra disposer d'une expérience d'au moins 3 années dans le secteur pétrolier, acquise soit sur le terrain, soit dans une fonction technico-commerciale. Il s'attachera à promouvoir nos produits (systèmes liés aux activités parafournitures) et aura à négocier d'importants contrats.
Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable pour ce poste de grand avenir.
Siège : Paris.

réf. M 968

Envoyez votre CV en précisant la référence du poste aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

NOUS SOMMES UNE SOCIETE FRANÇAISE
Solidement implantée en France et aux U.S.A.

Notre C.A. de 130 MF progresse constamment depuis 16 ans
nous recherchons pour notre
DIVISION ELECTRONIQUE

1 RESPONSABLE D'INTEGRATION

- de formation DUT Electronique ou équivalent ayant au moins 3 ans d'expérience technique.
- possédant de très bonnes connaissances de la logique, des microprocesseurs et des problèmes de chaîne de mesure et de recopie numérique.

(Référence 16029/A)

1 TECHNICIEN D'INTEGRATION

- de formation DUT Electronique, débutant ayant de bonnes connaissances de base en électronique et micro-informatique.

(Référence 16029/B)

DES INGENIEURS LOGICIEL DE SIMULATION

- débutants ou 1 à 2 ans d'expérience,
- ayant du goût pour l'Aéronautique,
- ayant si possible des connaissances en Electronique.

Pour réaliser l'analyse, la programmation et les essais des logiciels d'un simulateur.

(Référence 16029/C)

Lieu de travail : PARIS-EST

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions, sous référence correspondante, à :
JEAN REGNIER PUBLICITE, 59, rue de l'Arcole - 75008 PARIS, qui transmettra.



le responsable de notre bureau
d'études techniques,
C'est un ingénieur système
désirant prendre du champ... et de l'avance.

Du champ veut dire se dégager d'un poste opérationnel qui vous empêche de maîtriser les évolutions techniques.
De l'avance, car nous vous confions l'étude des nouveautés dès leur apparition (services associés à TRANSPAC, traitement de textes, réseaux locaux, CAO...). Vous restez pragmatique, assurez les expérimentations, définissez les contraintes et pilotez les mises en place.
Vous êtes ingénieur grande école et avez acquis en trois ans ou plus, une solide expérience en système/réseau sur un haut de gamme, IBM ou autre...
SSCI, filiale d'un groupe industriel prestigieux (bureau à Paris - Porte de Cligny), nous réalisons près des 3/4 de notre CA avec une clientèle extérieure qui apprécie le sérieux de nos logiciels.
Nous disposons de 3032 et 3033 (bientôt 3081) et utilisons la panoplie des produits IBM : MVS, IMS, CICS, DLI, TSO, VTAM... Nous souhaitons, à terme, vous voir redevenir opérationnel.
Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4101 LM) à « Carrières de l'Informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

TELEPHONE
DEPARTEMENTS, ATZ, ATZ
74 : 654-17-12

Cerci
l'industriel de l'informatique
filiale directe de Jeumont-Schneider, recherche

ingénieur réseaux

- Vous possédez une première expérience (minimum 3 ans) dans le domaine réseaux informatiques, implantation, procédures, protocoles.
- Vous avez le goût de l'innovation et de la recherche.
- Vous désirez vous rapprocher d'applications industrielles.

venez rejoindre notre Direction Technique.

Au sein d'une petite équipe d'ingénieurs de haut niveau, vous serez notre spécialiste en matière de :

RESEAUX LOCAUX en SITE INDUSTRIEL

Vous aurez à votre disposition pour la conception et le suivi de la réalisation de vos projets, notre Atelier Logiciel, l'ensemble d'outils de production dans un environnement interactif.

Merci d'adresser candidature manuscrite avec C.V. détaillé sous référence 10/63 à CERCIL - Direction du Personnel - 50, rue Roger-Salengro - 94120 Fontenay-sous-Bois.

Cercil

Importante société multinationale de biens d'équipements industriels

180.000 F + Directeur des ventes

Rattaché à la Direction Européenne pour

Assurer le bon fonctionnement de son service et les relations commerciales avec les revendeurs.

Etudier les marchés, définir les besoins, assurer les promotions.

Expérience similaire de plusieurs années dans la Direction des ventes d'équipements automatisés de remplacement, ou de biens industriels.

Formation technique très appréciée.

Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.

Rémunération très motivante liée à l'acquis professionnel du candidat.

Ecrire avec C.V. très détaillé, photo et prétentions sous référence 20816 à

MRI conseil

Danièle Chapuis
13 rue Madeleine Michels
92522 Neuilly.



CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE
leader dans son domaine, recrute

des ingénieurs informaticiens supélec, centrale, 3ème cycle

Les candidats auront quelques années d'expérience en développement logiciel. Des connaissances dans le domaine du traitement de textes, du graphique, de la messagerie, de télétext... seront un atout supplémentaire mais non indispensable. Ils participeront à l'élaboration d'un grand projet bureautique. Réf. ISCC

des ingénieurs informaticiens grandes écoles

pour participer à un développement logiciel sur microprocesseurs 16 BITS. Les candidats seront débutants ou auront une première expérience. Réf. ICE

Ces postes offrent à des candidats ambitieux et de valeur de réelles perspectives d'évolution.

Envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en rappelant la référence du poste à la Direction des Relations du Travail

TRANSAC ALCATEL
91680 BRUYERES-LE-CHATEL

emplois régionaux

UN DES PREMIERS GROUPES
FRANÇAIS DE FOURNITURES
INDUSTRIELLES

MACON recherche pour son SERVICE METHODES ingénieur méthodes

de formation mécanique (type ENI), ayant si possible une expérience de 3 à 4 ans dans un Service Méthodes, ou à défaut, en fabrication mécanique.

Ce poste évolutif s'adresse à un Ingénieur dont la mission consistera à apporter sa compétence pour les questions de méthodes générales (investissements, implantations, organisation de la fabrication...).

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence RA 148 N à :

Cabinet J.C.M. Rhône-Alpes
"La Belle Cordière"
63, rue Baraban - 69003 LYON

Importante société,
fabrication mécanique
recherche

SON FUTUR RESPONSABLE du Service Informatique

Formation : I.U.T. Informatique, spécialité gestion.

Expérience : minimum 5 ans en entreprise industrielle.

Rattaché au contrôleur de gestion, il sera responsable de l'ensemble du service informatique et en particulier de l'évolution des matériels et logiciels de traitement couvrant l'ensemble des domaines de gestion industrielle et administrative.

Ecr. avec C.V. et prétentions à
MT SAF INF 1
BP 19
65001 TARBES.

TOUT EST BON POUR FAIRE PARLER D'EUX.

Deb's agence conseil en publicité de recrutement s'agrandit et s'installe 140, rue de Courcelles 75017 Paris et souhaite encore plus de succès en commun pour 1982

tél. inchangé : 62.42.01

deb's

CAP SUR L'ARABIE

Notre groupe a acquis dans le domaine de l'élimination des déchets solides une renommée internationale. Il est également bien connu pour les matériels qu'il fabrique et qu'il vend aux quatre coins du monde (bennes à ordures ménagères, compacteurs, aspiratrices...).

Nous souhaitons aujourd'hui rencontrer notre futur
CHEF DE ZONE MOYEN-ORIENT

Issu d'une grande Ecole de Commerce, ayant 5 ans d'expérience à l'Export, peut être même dans cette zone, il sera intégré dans une équipe qui vient de fêter ses dix années de succès. Il devra préparer et suivre administrativement ses dossiers, rechercher sur place des ventes aussi bien que créer un réseau d'agents permanents.

Le poste, basé à Paris, implique de fréquents déplacements et un excellent niveau d'Anglais. La rémunération sera fixée en fonction de l'expérience acquise.

Notre Directeur du Personnel traitera confidentiellement les candidatures qui seront envoyées, avec une photo d'identité et le niveau des prétentions à

Sita 7, Rue de Logelbach 75017 PARIS

ANN

OFFRES D'EMPLOIS

ARTHUR ANDERSEN & CIE
CONSEILS EN ORGANISATION

INGENIEURS
CONSEIL EN ORGANISATION

INGENIEURS
CONSEIL EN INFORMATIQUE

CADRE
ESCAE

CONSEIL ET APPLICATIONS

INGENIEURS ANALYSTES

GD

PROGRAMME COMPLET DE RECHERCHES
DES SERVICES INFORMATIQUES

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	Laure	Laure T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,54

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Laure	Laure T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ARTHUR ANDERSEN & CIE CONSEILS EN ORGANISATION

Nous sommes un cabinet de conseil en organisation, membre de l'organisation mondiale Arthur Andersen. Pour accompagner notre croissance, nous avons besoin de recruter :

des INGÉNIEURS CONSEIL EN ORGANISATION (réf. MICD)

Fonction : participer à des missions d'organisation (stratégie, structures, procédures-études et réalisation) dans des entreprises de toutes les branches d'activités économiques.

Profil recherché :
- diplôme HEC, ESSEC, ESCP, IEP, X, Mines, Centrale, Supélec, Télécom, Ponts ;
- débutants ou première expérience (1 à 2 ans)

des INGÉNIEURS CONSEIL EN INFORMATIQUE (réf. APG)

Fonction : apporter sur des missions d'organisation une expertise informatique (réseaux, télématique, CAO, robotique, génie logiciel). Évolution progressive vers le conseil de haut niveau en informatique.

Profil recherché :
- diplôme X, Mines, Centrale, Supélec, Télécom, Ponts ;
- débutants ou première expérience de réalisation (2 à 3 ans).

Vous bénéficiez :
- d'une formation permanente en France et aux USA ;
- d'une évolution rapide des responsabilités et de la rémunération.

Le sens du contact et le goût du travail en équipe sera un atout.

Nous vous invitons à prendre contact avec nous en écrivant à notre Siège

ARTHUR ANDERSEN & CIE
CONSEILS EN ORGANISATION
Tour Gan, Cedex 13
92082 PARIS LA DÉFENSE 2

recrutement des cadres

Réf. J 21 M

Le GROUPE BSN - 18 Mds de F de CA, 32000 personnes en France dont 2500 cadres - réunit des sociétés présentant une grande diversité de tailles et d'activités (emballages, boissons, produits laitiers, fruits, aliments pour bébés, pâtes, plats préparés, condiments et sauces, confiserie pâtisserie).

Le Service Recrutement des Cadres assure la recherche et la sélection des cadres débutants et expérimentés, de toutes fonctions, nécessaires au développement de ces sociétés. En 1981, cette équipe de 4 chargés de recrutement a mené à bien 150 recrutements, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Groupe.

Chacun de ses membres assure de façon autonome les recrutements qui lui sont confiés, depuis l'étude du besoin, le choix des moyens appropriés, jusqu'à la recommandation finale d'embauche. Il exerce sa fonction d'assistance et de conseil en associant étroitement les services demandeurs à tout le processus de recherche et de sélection des candidats. Des échanges fréquents au sein de l'équipe permettent d'enrichir la compréhension des problèmes posés et d'améliorer l'efficacité des interventions.

Nous souhaitons accueillir dans cette équipe une jeune diplômée (e) d'études supérieures bénéficiant de quelques années d'expérience du recrutement des cadres en entreprise ou en cabinet. Il ou elle trouvera dans cette fonction une opportunité d'enrichissement personnel et de développement professionnel. De nombreux contacts lui permettront de faire apprécier ses compétences et ses qualités humaines, facteurs déterminants de son évolution au sein du Groupe dans quelques années.

ingénieur opérations industrielles

Réf. R 1 M

GERVAIS DANONE FRANCE - 2500 M de F de CA, 4400 personnes, 7 usines fabriquant une gamme de 185 produits - est le leader en France des produits laitiers frais (yaourts, fromages frais et desserts).

La Direction Industrielle recherche un ingénieur pour le Service Opérations Industrielles basé au siège à Levallois-Perret. À partir des prévisions de ventes, et pour la gamme de produits dont il sera responsable, il élaborera les programmes annuels de fabrication des usines permettant de satisfaire les impératifs commerciaux et d'optimiser les coûts de production.

Il aura à gérer et à actualiser en permanence ces programmes de fabrication et assistera les usines dans leur mise en œuvre. Il assurera la coordination entre les fonctions Marketing, Ventes, Distribution, Achats, Recherche et Développement et les usines pour la bonne réalisation des nombreuses actions promotionnelles et des lancements de produits nouveaux. Il participera à l'amélioration des outils de gestion de production et fera évoluer les paramètres assurant la fiabilité des programmes de fabrication.

Ce poste implique des qualités de gestionnaire et des qualités relationnelles importantes. Il permettra à un ingénieur ayant acquis environ 5 ans d'expérience industrielle d'acquiescer une partie en gestion de production en usine, de valoriser ses atouts dans un rôle d'animation et de coordination ouvert sur un large ensemble de fonctions, au sein d'une société performante et en constante évolution.

responsable national des ventes circuit long

Réf. B 1 M

La Société VANDAMME PIE QUI CHANTE - 700 M de F de CA, 1300 personnes - occupe les toutes premières places sur les marchés de la confiserie, de la pâtisserie et des préparations pour desserts. Sa politique commerciale dynamique permet de développer efficacement ses marques à forte notoriété : Vandamme, Pie qui chante, Francorusse.

Le Directeur Commercial recherche l'un de ses proches collaborateurs. Il confiera à cet excellent négociateur la responsabilité nationale de la clientèle «circuit long» (M.A.S., COOP, grossistes alimentaires) qui représente un chiffre d'affaires de l'ordre de 350 M de F. Ce Responsable des Ventes de haut niveau participera activement à l'élaboration de la politique commerciale et contribuera très directement à sa mise en œuvre. Il prendra personnellement en charge certains clients succursalistes parmi les plus importants. Il assistera les Directeurs Régionaux de vente dans les négociations au plus haut niveau avec les clients «circuit long» de leur région.

Cinq à dix années d'expérience professionnelle dans la vente des produits de grande consommation auront donné au candidat que nous recherchons une très bonne connaissance de l'univers de la distribution. La qualité de ses contacts et son sens de la négociation en auront fait un interlocuteur apprécié. Il saura faire de sa disponibilité, de son dynamisme et de son implication professionnelle les atouts de sa réussite. Les responsabilités qui lui seront confiées constitueront un excellent tremplin vers des fonctions commerciales plus étendues que la Société et le Groupe pourraient lui proposer par la suite.

ingénieur - achats industriels

Réf. IC 1 M

BSN-EMBALLAGE - bouteilles, pots, flacons, gobeletterie : près de 2,5 Mds de F de CA avec 10 usines verrières en France - réorganise et développe sa fonction centrale d'achats et d'approvisionnement.

Pour réaliser ses objectifs, cette société souhaite appuyer sur l'expérience des achats que lui apportera un diplômé d'études supérieures, si possible Ingénieur avec une formation complémentaire en gestion. Sa pratique des achats peut être courte : 2 à 3 ans pour une expérience industrielle de 5 ans minimum. Elle concernera un domaine d'achats techniques : pièces, matières, équipements utilisés pour une fabrication. Rattaché au responsable des services centraux d'approvisionnement, cet acheteur prendra immédiatement en charge les achats et approvisionnements d'un domaine de matières consommables représentant près de 200 M€ par an. Ses responsabilités s'élargiront assez rapidement au sein de la nouvelle organisation qu'il contribuera à définir et mettre en place. Lieu du poste : Lyon.

Adressez votre candidature avec CV détaillé, sous réf. correspondante, en précisant rémunération actuelle et souhaitée à : BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Tolérance 75008 PARIS.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone bsn

SOCIÉTÉ PETROCHIMIQUE
Filiale de Grands Groupes Pétroliers Français
cherche pour son SIEGE (PARIS LA DÉFENSE), un

CADRE

DEBUTANT OU 1 A 2 ANS D'EXPERIENCE

ESCAE

OPTION FINANCE/COMPTABILITE, ANGLAIS APPRECIÉ.

Au côté du Chef du Service Crédit Clients, à partir de l'analyse des flux financiers avec la clientèle et de la politique commerciale définira la politique de crédit, en assurera le contrôle permanent (en cours et échéances). De plus pourra être chargé de missions diverses en la matière.

Envoyer C.V., photo, prétentions sous No 21161,
CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

CONSEIL ET APPLICATIONS

Plusieurs centaines de missions en 1981 dans des domaines aussi variés que :

- installations et supports de super-calculateurs et de minis,
- développement de logiciels de base et d'applications,
- assistances aux filiales européennes,
- participations à de grands projets aux Etats-Unis,
- prestations de services de haut niveau,

c'est ce qui a été réalisé par les 150 ingénieurs du département Conseil et Applications. Dans le cadre de la diversification de nos prestations de services, nous recherchons des

INGENIEURS ANALYSTES

ayant une formation supérieure ou équivalente

Vous avez ou vous avez eu une expérience de 3 années en applications de gestion sur HB 66 ou DPS 8 qui vous ont permis de maîtriser parfaitement DM IV/TDS. Des connaissances en HB 64 ou DPS 7 seraient pour vous un atout supplémentaire. Il est souhaitable que vous parliez bien l'anglais.

Nous donnerons la préférence à des candidats ayant fait leurs preuves au sein d'une SSO ou d'un constructeur.

Envoyer C.V. à M. GARY - Recrutement Conseil et Applications - CONTROL DATA,
195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12.

CONTROL DATA

UNE GAMME COMPLETE DE SYSTEMES ET DE SERVICES INFORMATIQUES

TRANSAC
4catel

recherche
pour son service formation
(15 permanents)

un formateur matériel

FONCTION :
• créer l'environnement pédagogique nécessaire à la diffusion (centralisée ou décentralisée) d'actions de formation sur notre gamme de matériel ;
• assurer des cours auprès de notre personnel de maintenance et celui de nos clients.

PROFIL :
Ingénieur ou technicien électronique ou informaticien expérimenté en systèmes informatiques à architecture microprocessée.

Lieu de travail : Bruyères-Le-Châtel (proche Arpajon) puis Massy 91 (S.R.E.R.)

Ecrire avec CV et prétentions s/réf. FM à
Catherine BONNIER
TRANSAC ALCATEL
91680 BRUYERES-LE-CHATEL

CONTESSÉ & C^{ie}
Société leader en publicité de recrutement
souhaite intégrer à son équipe
un

ATTACHE COMMERCIAL H.F.

Le candidat,
âgé d'au moins 25 ans,
possèdera le BAC, une formation
complémentaire (commerciale de préférence) et un véhicule.

Une première expérience aura confirmé ses qualités de vendeur et son goût pour les contacts humains.

Une connaissance du marché du travail et de la presse serait vivement appréciée.

Ses activités seront partagées entre le conseil-vente auprès d'une clientèle existante et la recherche de nouveaux marchés.

Rigueur, fiabilité, ténacité et autonomie sont indispensables, ainsi qu'une excellente présentation.

Rémunération motivante pour candidat de valeur.

Adressez C.V., photo et prétentions sous no 20694 à
Thierry Baudard-Contesse
20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01.

JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

MAÎTRISE SCIENCES ECO ou ÉQUIVALENT

La BICS, Banque Populaire de la Région Sud de Paris, vous propose d'entrer dans son équipe d'

ATTACHÉS D'INSPECTION

Fonction : Après une période de formation, ils participent à des missions de contrôle dans les agences et les services de la BICS implantés à Paris - Rive Gauche et dans la Banlieue Sud.

Exigences du poste : Sens de la rigueur et de l'efficacité - Facilité de contact - Goût de la recherche - Disponibilité et mobilité (voiture personnelle indispensable). Lieu de travail : Morangis 91.

Perspectives d'avenir : Progression régulière dans la hiérarchie du service de l'inspection ou possibilité d'accéder à des postes de responsabilité dans le réseau des agences.

Ecrire avec C.V. et photo à :
BICS
Service du Personnel
55, Avenue Aristide-Brizard
92120 MONTROUGE

Banque Populaire

Nous sommes un groupe international de sociétés d'ingénierie et de construction, basé à Paris. Notre dernière réalisation : Jeddah IV, la plus importante centrale de dessalement d'eau de mer et de production d'énergie jamais construite.

Nous recherchons, pour le département «Corporate Accounts», un :

cadre comptable

(Group Accountant)

de formation supérieure, ayant au minimum deux à trois ans d'expérience en comptabilité anglo-saxonne, et possédant parfaitement l'Anglais.

Préférable d'adresser votre curriculum vitae + lettre en Anglais, en indiquant vos prétentions, à :
SOGEX, Service du Personnel
15-25, Bd de l'Amiral Bruix
75116 Paris.

SOGEX

07/11/82

	tarif*	tarif T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

	tarif*	tarif T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

un ingénieur système MVS, plus généraliste que spécialiste

Une Banque Parisienne, disposant de 303X supportant un vaste réseau de terminaux spécialisés, souhaite renforcer son Groupe Système.

Vous le rejoignez et, grâce à votre assise dans les contacts, devenez son porte-parole auprès des autres services et en particulier de l'exploitation.

Vous disposez d'une formation supérieure, avez acquis une bonne connaissance de MVS et, si possible, de JES2 et êtes, peu ou prou, familiarisé avec VTAM, CICS, NCP, DLI... et le 3850.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4068 LM) à «Carrières de l'informatique».

un ingénieur, travaux neufs

Filiale française (1500 p.; 1,5 MMF de CA) d'un groupe chimique mondialement connu, nous vendons notre large gamme de produits aux industriels et au grand public.

Vous êtes ingénieur (ECP, AM, ENSI...) + IAE par exemple et, à 32 ans au moins, savez établir des budgets d'investissements de plus de 20 MF par an et en assurer la réalisation.

A la direction technique, vous élaborez et justifiez nos budgets, les présentez à la direction centrale du groupe, pilotez nos bureaux d'études, dirigez entièrement la construction des nouveaux équipements de nos 3 usines et en assurez le démarrage et la bonne réception.

Ingénieur de travaux, vous êtes aussi un homme d'études, de contact et de négociations mais également un promoteur de technologies nouvelles.

Vous parlez parfaitement allemand (ou à défaut anglais) et êtes prêt à habiter en Champagne.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4087 LM).

notre directeur général à Lyon

Filiale d'un groupe européen, leader sur son marché, nous fabriquons à Lyon et distribuons en Europe des biens d'équipements industriels. Nous proposons à un homme de gestion et d'organisation la direction de cette filiale (120 MF de CA).

Ingénieur ou gestionnaire de formation, il a nécessairement l'expérience de la direction d'une division ou de la direction générale d'une affaire industrielle. Il parle bien anglais ou allemand.

Notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 698 LM).

notre directeur financier région valentinoise (Drôme)

PMI performante, appartenant à un groupe anglo-saxon, nous ne vous proposons, ni de sauver une entreprise en difficulté, ni de mettre en place une organisation qui n'existerait pas, mais tout simplement de l'améliorer.

Vous prenez en charge cette fonction assisté d'une équipe d'une quinzaine de collaborateurs (comptables, informaticiens), pilotez la mise en place d'un nouveau système informatique et consolidez notre contrôle de gestion.

Vous avez nécessairement l'expérience d'une comptabilité anglo-saxonne et la pratique de la langue anglaise.

Notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 718 LM).



ALEXANDRE TIC SA
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

MEMBRE DE SYNTec

SERS

Société des Electrodes et Réfractaires Savoie et ses filiales

Filiale du groupe

PECHINEY
UGINE
KUHLMANN

recherche

INGÉNIEURS et CADRE DÉBUTANTS GRANDES ÉCOLES

courte expérience appréciée

souhaitant débiter leur carrière dans des Services de fabrication, d'entretien et de recherche ou dans un service de contrôle de gestion

NOUS OFFRONS

à des candidats faisant preuve de dynamisme et possédant de très bonnes connaissances techniques :

- une période de formation complémentaire ;
- des responsabilités croissantes ;
- des rémunérations intéressantes.

Par ailleurs, la carrière des ingénieurs pourra se réaliser à l'intérieur du Groupe tant en France qu'à l'étranger.

Adresser curriculum vitae manuscrit avec photo à : S.E.R.S., 15, rue du Rocher, Paris 8^e



GAMMA INTERNATIONAL

Conseil de Direction en Organisation et Systèmes d'Information
membre du groupe HAY
(1400 spécialistes internationaux implantés dans 27 pays)

consultant : la meilleure première expérience pour de brillants

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

Vous savez que seule une première expérience riche et variée vous permettra de tirer le meilleur parti de votre formation.

GAMMA INTERNATIONAL vous offre la possibilité de vous intégrer comme consultant dans ses équipes. Nos actions : définition de l'architecture des systèmes d'information, conception du schéma directeur informatique, suivi et contrôle de la réalisation et assistance aux utilisateurs lors de la mise en place du nouveau plan d'organisation, ont une dimension qui nous place parmi les premiers de l'INFORMATIQUE DE CONCEPTION.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature à : M. Alain DELPY - Directeur - GAMMA INTERNATIONAL
3, place de Valois - 75001 PARIS

Christoffe Orfèvre à Paris

recherche un ou une

assistant(e) de formation commerciale

Niveau enseignement supérieur et/ou bonne connaissance et aptitudes à l'animation de groupes.

Il ou elle sera chargé(e) d'assurer une partie de l'animation des stages, d'en suivre l'organisation matérielle, de participer à l'élaboration et à la réalisation de nouveaux programmes.

Qualités requises :

- motivation sûre pour la pédagogie
- goût de la communication indispensable
- esprit ouvert et observateur, capable d'analyser les situations et d'en faire la synthèse.

Une certaine autonomie de personnalité est nécessaire.

Bonne maîtrise de la langue anglaise.

Le poste est à statut de collaborateur maître avec évolution envisagée vers la position cadre.

Envoyer C.V., photo et prétentions à Catherine LORSON
112, rue Antoine Croizat - 93206 ST DENIS

Banque Morgan

Dans le cadre du développement de notre plan informatique, nous recherchons un

INGENIEUR SYSTEME HF

Notre environnement informatique est composé d'un IBM 4341 avec DOS/VSE, CICS/VS et TOTAL

Agé de 30 ans environ, le candidat retenu devra avoir :

- une formation supérieure,
- une expérience de 3 à 5 ans de la fonction,
- des connaissances approfondies de DOS/VSE et CICS/VS,
- une bonne connaissance de l'anglais.

En plus des missions habituelles liées à la fonction, le titulaire aura à diriger une petite équipe système et devra apporter son assistance aux équipes études et exploitation.

Réelles possibilités d'avenir pour candidat de valeur dans un environnement de techniques informatiques et bancaires en évolution permanente.

MORGAN GUARANTY TRUST CO of NEW-YORK
a confié cette recherche à ADEQUATION
62/64 Avenue Emile Zola - 75015 PARIS
(Réf. 61.19/CS/402)

qui garantit réponse et discrétion à toute candidature.

SATAM Industries

recherche

dans le cadre du développement d'une de ses filiales spécialisée dans l'ingénierie un

INGENIEUR INFORMATICIEN

ayant déjà une première expérience dans une application en temps réel sur mini-ordinateur, DEC de préférence.

Poste à pourvoir en proche banlieue Sud.

Envoyer C.V., photo et prétentions au Directeur du Personnel, SATAM Industries, B.P. 100, 63 avenue du Général Leclerc, 93123 LA COUR-NEUVE.

Groupe Bancaire International désireux de renforcer son réseau recherche CADRES D'EXPLOITATION niveau VI, VII

Une formation supérieure, une expérience de 5 à 8 ans acquise pour l'essentiel en Agences, un bon niveau d'anglais et une large mobilité (postes en province et à l'étranger) sont requis

Adresser lettre + C.V. à M. JR-BRY
12, rue de Dantzig - 75015 PARIS

TITN

Filiale THOMSON CSF INFORMATIQUE

Dans le cadre de son expansion, T.I.T.N. recherche

Ingénieurs Commerciaux et Technico-Commerciaux

orientés systèmes temps réel, appliqués au contrôle de processus, aux systèmes d'acquisition de données et aux automatismes.

3 à 5 ans d'expérience en milieu industriel.

Lieu de travail : Banlieue sud.

Voltaire fournie.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence S. CIAL à T.I.T.N., 1 à 5, rue Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS.

LE SERVICE FORMATION

d'une importante société, secteur tertiaire, Centre de Paris, recherche un

ANIMATEUR DE FORMATION

Le candidat devra avoir :

- une trentaine d'années
- une formation de base solide
- une expérience professionnelle qui peut être variée
- une connaissance pratique de la formation des adultes.

Ses capacités seront heureusement complétées par une ouverture portant notamment dans les domaines suivants :

- Informatique - Marketing - Comptabilité
- Relations humaines, etc...

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. + photo et prétentions sous réf. 20761, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Ann

OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieur Informaticien

Ingénieur informaticien

Ingénieur informaticien

INGENIEURS COMMERCIAUX

Chef de publicité

Placoplatre

REPRODUCTION INTERDITE

	1ère	2ème
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	48,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	1ère	2ème
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieurs de haut niveau Informatique et Electronique

Pour faire face au développement de ses activités, SINTRA ALCATEL implantée à Gennevilliers et Asnières (proximité métro) recherche DES INGENIEURS DE HAUT NIVEAU.

Ingénieur informaticien

De formation grande école (ou équivalent) option informatique, il justifiera d'une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine du contrôle industriel ou contrôle de processus et de la programmation en assembleur sur mini-ordinateur (16 bits industriel ou universel).
Il possèdera, si possible, la connaissance du MITRA ou du SOLAR.
Au sein de la Direction Télécommunications Industrielles, il aura à seconder le chef de projet logiciel sur des affaires de contrôle industriel.
Il pourra évoluer, à terme, vers le poste de chef de projet, puis de responsable d'affaires. (réf. M/II).

Ingénieur électronicien

Il se verra confier, la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens chargés du développement de modules hybrides.
Sa formation (grande école ou équivalent) et son expérience (5 ans minimum) devront lui permettre, en outre, d'étudier et d'analyser des circuits électroniques complexes, analogiques, numériques, HF et d'établir un plan de charge d'études.
Pour ce poste basé à ASNIERES, la pratique de l'anglais est souhaitée. (réf. M/IE).

Ingénieurs logiciel

Diplômés d'une grande école, ils seront débutants ou posséderont une première expérience.
Ils auront le sens de la créativité et l'aptitude au travail en équipe afin de participer au développement de nouveaux produits dans une activité en pleine expansion : la télématique.
Ils interviendront au niveau de systèmes temps réel utilisant les microprocesseurs, de protocoles de communications, ou de la gestion d'unités périphériques. (réf. M/IL).

Ingénieur informaticien

Une importante société d'électronique (Paris Nord) recherche un Ingénieur III A ou III B pour lui confier la responsabilité d'un groupe de travail.
De formation Grande école (X, Centrale, Sup Elec, Sup Aero...), il possèdera une expérience de 8 ans minimum en mini et micro-informatique et en systèmes de visualisation, tant au plan matériel qu'au plan logiciel et ce, dans des applications temps réel (de préférence pour des applications militaires).
Il aura à agencer, encadrer et orienter (en accord avec la direction technique) un service composé d'ingénieurs projets dont la mission est :
- l'élaboration des projets techniques concernant des systèmes de traitement de l'information, en réponse aux appels d'offres reçus par la société,
- la conduite et la coordination des projets au sein du département. (réf. M/II).

Ingénieur produits télématique

Diplômé d'une grande école (ESE, ENST...), il possèdera au moins 3 ans d'expérience dans le domaine de la télématique ainsi qu'une bonne connaissance des nouveaux services de télécommunications (télécopie, vidéotex, fac-similé, etc...).
Responsable de la définition de nouveaux produits dans ces domaines, il aura à utiliser les informations en provenance du réseau de distribution national et international, des services de développement et d'études de marché.
Il participera ainsi activement à la croissance d'un important secteur d'activités de la société. (réf. M/IP).



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et références) en précisant la référence du poste à :

SINTRA ALCATEL - Service du Personnel
26, rue Malakoff - 92600 ASNIERES.

UN GRAND DE L'INFORMATIQUE

Une gamme exceptionnelle, une excellente rémunération pour ceux qui réussissent chez nous. Voici quelques éléments propres à faire réfléchir les **INGENIEURS COMMERCIAUX** que nous recherchons pour PARIS et la REGION PARISIENNE.

Avec une expérience réussie de vente dans le milieu informatique, nous voudrions qu'ils prennent en charge un secteur et qu'ils le dynamisent. Nous assurerons leur formation.
Nous souhaitons qu'ils adressent C.V. et prétentions sous référence C12 au conseil à qui nous avons confié cette recherche : COCEPLAN SELECTION
Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS.

COCEPLAN Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Chef de publicité

Une mission : proposer et mettre en forme la stratégie de communication d'une entreprise leader.

Des actions : opérations de promotion, Bâtiment par exemple, mais aussi des « incentives » clientèles et force de vente, campagnes de publicité en relation avec des agences et, plus généralement, réalisation de tous les documents émis par l'entreprise pour ses publics.

Des moyens : un plan d'action commerciale et des budgets que vous aurez négociés mais surtout une petite équipe soudée et performante composée de spécialistes.

Les candidats que nous souhaitons rencontrer sont de jeunes DES : EFAP, ESJ, CELSA... etc, justifiant d'une expérience réussie de 3 à 5 ans chez un annonceur commercialisant des produits industriels.
Ce sont des hommes qui voient loin, mais aussi capables de mettre la main à la pâte. Des hommes d'écoute et de dialogue. Des hommes qui ont de bonnes capacités de rédaction.

Merci d'adresser votre curriculum vitae s/réf. JJC336M.

Service Recrutement
B.P. 316, 92506 Neuilly Malmaison



SINFODIS

Nous importons et distribuons des produits informatiques profos. et sommes l'un des leaders sur le marché O.E.M.
Nous sommes distributeur agréé DIGITAL EQUIPMENT, dernière fabrication mondial d'ordinateurs.

Nous recherchons
**2 INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX**
(H. ou F.)

• Expérience vente produits similaires appréciée.
• Salaire fixe élevé + primes d'objectif/voiture fournie.
• Un poste à pourvoir à Paris. L'autre à Lyon.

**1 INGENIEUR
D'APPLICATION**

• Chargé d'apporter assistance aux clients et à ses services.
• Bonne connaissance des matériels et logiciels DIGITAL soustenable.
• Voiture fournie/poste basé à Paris.
Ces postes sont à pourvoir immédiatement.
Env. C.V. + photo à S. ROHAUT - SINFODIS
64-66, bd de Stalingrad, 94400 VITRY-S/SEINE
ou tél. au (1) 658-50-55 ou (7) 826-16-52 Lyon.

SOCIÉTÉ DE CONSEILS ET DE FORMATION
AUPRES D'ENTREPRISES
recherche UN

CONSULTANT

qui sera chargé des interventions concernant les problèmes de management des hommes, de gestion du personnel et de recrutement.

**FORMATEUR CONSULTANT
EN MARKETING DEVELOPPEMENT**
Les postes à pourvoir sont à PARIS.

CONDITIONS REQUISES :
- Diplômé de l'enseignement supérieur.
- Déplacements courts mais fréquents.
- Excellentes capacités de négociation, d'animation et de rédaction.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. 8.528 à : P. LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

CONTROLEUR DE GESTION

Le développement rapide des filiales de notre Groupe tant en France qu'à l'étranger nous conduit à recruter un diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ayant une expérience de 3 à 5 ans en Cabinet ou dans une grande Entreprise.

Parlant l'Anglais et l'Espagnol, il aura pour mission de suivre les tableaux de bord, les budgets, les comptes des filiales, d'apporter une assistance financière, fiscale et juridique dans les opérations avec l'étranger.

Collaborateur du Directeur financier, il jouira d'une réelle autonomie dans l'organisation de son travail.

Il devra être disponible en vue d'assurer certains déplacements en France et à l'étranger.

Sita Envoyer CV et prétentions à Direction du Personnel 7, Rue de Logelbach 75017 PARIS

Implantée en région Parisienne Ouest, notre Société est spécialisée dans la fabrication de conditionnement et de bouchage par injection plastique pour l'industrie de la parfumerie-cosmétique. Son expansion et son développement à l'export ont des exigences : notre département production doit se structurer davantage et nous recherchons son

Responsable production

Ingénieur plasticien (ENSAM - ICAM - équivalent), 30 ans minimum, votre première expérience opérationnelle de 3/4 ans en fabrication dans le secteur plastique, vous a préparé à devenir le maître d'œuvre et l'organisateur que nous recherchons en vue d'audier la productivité et de dynamiser ce département.

Cela implique des qualités d'organisation, le sens de l'innovation et des responsabilités.

Si l'ascension de notre société vous tente et si votre ambition est à l'échelle de la nôtre, merci d'adresser votre dossier de candidature (avec CV, lettre manuscrite et photo) en indiquant vos prétentions, sous référence 82194 M à

Selecom 225 rue du Pbg Saint Honoré 75008 PARIS.

Spécialiste

		ANNONCES ENCADRÉES		La semaine - Le mois TTC	
OFFRES D'EMPLOI	1 ligne	OFFRES D'EMPLOI	1 ligne	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	1 ligne	DEMANDES D'EMPLOI	1 ligne	12,00	14,10
IMMOBILIER	21,00	IMMOBILIER	21,00	31,00	36,45
AUTOMOBILES	48,00	AUTOMOBILES	48,00	31,00	36,45
AGENDA	48,00	AGENDA	48,00	31,00	36,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	31,00	36,45

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

E.S.C. - BAC + 4 Sciences Eco

Auchan : l'anti-routine !

Moi, je ne suis pas du tout du genre à rester assis derrière un bureau en attendant la fin de la journée. Au contraire ! Pour mon premier emploi, je voulais entrer dans une entreprise dynamique, en plein essor, faire un métier vivant, passionnant, permettant de satisfaire mon goût de la compétition.

Il y a un an, à l'E.S.C. Reims, j'avais rencontré les responsables d'AUCHAN. La façon dont ils parlaient de leur métier m'avait fortement intéressé. J'ai donc fait le pari AUCHAN où je suis entré comme **CHEF DE RAYON**.

Mon travail ? Il est complet, varié.

Gestion : (je fixe mes objectifs - 30 millions de francs en 1981 - gère mes stocks, passe mes commandes).

Animation commerciale : (je détermine mes prix, ma publicité, mes promotions).

Management de mon équipe : (je forme et motive mon personnel).

C'est comme si j'étais responsable de mon entreprise. En plus, il y a toujours quelque chose de nouveau à apprendre.

C'est sûr, pour réussir, il faut être prêt à travailler beaucoup, à s'investir, posséder un caractère « bien trempé ». Etre dynamique, enthousiaste, efficace. Savoir expliquer, convaincre, pouvoir s'adapter en toutes circonstances. Les moments difficiles (car il y en a dans tout métier où l'on se donne à fond) sont largement compensés par la confiance et la liberté dont je bénéficie, par l'intérêt et la diversité de ce poste.

Et puis à AUCHAN, j'ai d'importantes perspectives d'évolution.

AUCHAN, c'est une société en pleine expansion et les débouchés sont nombreux pour ceux qui acceptent de relever le challenge !

Vous voulez nous rejoindre ? Adressez rapidement lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la réf. M 700 à l'une des adresses ci-dessous :

RÉGION NORD
Jean-François DUPREZ
AUCHAN - 200, rue de la Recherche
59650 VILLENEUVE-D'ASCO

RÉGION PARISIENNE
Jean-Marc GIVERT
MEDIA P.A.
9, boulevard des Italiens,
75002 PARIS

NORMANDIE
Jean MAILLY
AUCHAN - rue du Bois-au-Coq
prolongée
76620 LE HAVRE-BLEVILLE

Jacques RUBELLIN - E.S.C. REIMS
Chef de rayon Fruits et Légumes
à AUCHAN FONTENAY

AUCHAN

DES HOMMES RESPONSABLES

CONSTRUCTEUR D'ÉCHANGEURS THERMIQUES

N°1 MONDIAL DANS SA SPÉCIALITÉ, nous renforçons notre activité dans les industries chimiques et sidérurgiques, et offrons un poste d'

ingénieur d'affaires

GÈNE CHIMIQUE

Il sera chargé de l'étude, de la négociation et de la vente de divers systèmes d'échangeurs thermiques. Une formation spécifique sera assurée. La pratique de l'Anglais est nécessaire.

Vous qui êtes intéressé(e), envoyez votre dossier avec C.V., photo et prétentions, sous référence 518 à Michel Salina.

ALFA-LAVAL
INDUSTRIE
B.P. 56 - 78340 LES-CLAYES-SOUS-BOIS

GEOHERMA S.A.
PREMIÈRE SOCIÉTÉ PRIVÉE FRANÇAISE D'INGÉNIERIE GEOTHERMIQUE recherche

DES INGENIEURS HYDROGEOLOGUES

2 à 6 ans d'expérience en recherche et captage d'eaux souterraines.

Bonne connaissance des aspects techniques et économiques du forage.

Habitude des contacts administratifs et commerciaux liés à ce type d'activité.

Base Région Parisienne - Déplacements fréquents.

UN INGENIEUR DE FORAGE

INGENIEURS CONFIRMES OU DEBUTANTS pour conception, rédaction de marchés, coordination et contrôle d'opérations géothermiques.

(Déplacements fréquents sur chantier).

Formation : Travaux Publics, Mines ou connexes. Anglais très apprécié.

Formation spécialisée assurée.

Adresser candidature, C.V., photo, références et prétentions à No 21062 CONTEXTE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

UN INGENIEUR POUR ENTRETIEN ET TRAVAUX NEUFS

ECP - MINES - PONTS...

Grande société nationale, dont le siège est à Paris, recherche un ingénieur pour l'entretien de ses bâtiments et installations, ainsi que pour les travaux neufs, faisant appel à de nombreuses techniques : production et distribution d'électricité, chauffage, climatisation, électronique, courants faibles, acoustique, etc.

Dans un premier temps, cet ingénieur secondera, avec une équipe de techniciens, l'actuel responsable dans les domaines suivants : définition des bases des études futures pour des équipements variés, mise au point de projets avec les entreprises, surveillance de l'exécution des travaux, exploitation des installations existantes, problèmes liés à la sécurité et au respect des normes.

Pour ce poste, basé à Paris et qui conviendrait à un ingénieur de Grande Ecole, âgé de 30 à 35 ans, ayant une expérience polyvalente, de bonnes conditions de rémunération sont offertes.

Les ingénieurs intéressés sont priés d'adresser leur candidature avec photo et prétentions sous référence 6349.

Nous leur garantissons une totale discrétion.

Q7 organisation et publicité
3 rue MARENGO 75001 PARIS (91) 70 00 00

UNE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION IMPLANTÉE DANS TOUTE LA FRANCE

recherche

DES ADJOINTS DE DIRECTION FUTURS DIRECTEURS DE MAGASINS

Après une période d'adaptation, pendant laquelle ils seront immédiatement intégrés à l'équipe de Direction, les candidats devront être capables de prendre rapidement la responsabilité complète d'un magasin (4 000 m² à 10 000 m² de surface en moyenne) : gestion, vente, encadrement du personnel.

De formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, les candidats retenus auront obligatoirement acquis une première expérience de la vente, de préférence en magasin.

Ces postes évolutifs pour les candidats de valeur, motivés par la grande distribution, impliquent disponibilité et mobilité géographique.

Ecrire sous référence 231/M à A.L. CONSEIL, 102, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS, qui garantira discrétion et réponse.

AL conseil

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche pour l'un des ses Établissements (Est parisien)

UN MEDECIN DU TRAVAIL

Il sera titulaire du CES de Médecine du Travail et spécialiste en toxicologie.

Ecrire avec C.V. et photo (retournée) sous réf. 31218 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94300 VINCENNES

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE (Métro Gallieni)

recherche

RESPONSABLE RECOUVREMENTS

En relation avec l'administration commerciale et le service après-vente, cette personne gère les comptes clients : suivi réglementaire, relance, suivi des impayés et justification...

Cet emploi convient à une personne très expérimentée dans la fonction, capable de prendre en charge seule le poste. Dactylo et bonne rédaction nécessaires.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions UNIPESAGE Service du Personnel 68, Avenue Gambetta, 93170 BAGNOLET

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS

recherche

UN CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

Connaissant le béton, les techniques et machines permettant sa mise en œuvre (malaxeurs, presses...) Il assistera les filiales étrangères du groupe dans leurs actions de prospection, de mise au point technique, et de ventes d'équipements fabriqués en FRANCE.

Le candidat, diplômé d'une école de travaux publics par exemple, est motivé par le commerce international.

Il a une première expérience du bâtiment et parle anglais.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous la réf. T03846 M, à RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Groupe bancaire à statut coopératif recrute pour ses services « étranger »

Jeunes Gens libérés O.M., titulaires du BTS de Comptabilité ou du DUT de Gestion des Entreprises et des Administrations.

Les candidats retenus exerceront leur activité dans un contexte de travail informatisé.

Un bon niveau en langues étrangères est indispensable.

Lieu de travail : Paris 2°

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 1619 M à MEDIA PA 9, boulevard des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra. (Réponse et discrétion assurées).

PHILIPS

DIVISION SCIENCE ET INDUSTRIE

recherche un

ingénieur commercial

Il sera responsable d'un chiffre d'affaires dans une zone couvrant approximativement le tiers de la France. Il aura une formation d'ingénieur-électronicien, spécialisé en électronique digitale. Connaissance indispensable des micro-processeurs et de leurs circuits périphériques.

Pratique du langage Assembleur et si possible du PASCAL.

Pour ce poste une expérience minimum de 2 ans de la vente sur le terrain est requise.

Anglais parlé et écrit indispensable. Voyages en France.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. et photo à S.A. PHILIPS Service du Personnel 105, rue de Paris - 93002 BOBIGNY.

ANNONCES

OFFRES D'EMPLOIS

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Médecin ou pharmacien

INFORMATIENS

INGENIEURS OU MANAGERS

Vous avez le sens de la responsabilité et vous souhaitez développer votre carrière ?

DEVENEZ FORMATEURS

160 000 F

Cadres commerciaux

Paris - Orléans

Responsable Commercial

Paris 150 000 F + 40

Cadre Commercial

Orléans 120 000 F + 40

Claude GERON

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	1ère	2ème
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	89,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITALUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	1ère	2ème
DEMANDES D'EMPLOI	40,00	47,04
IMMOBILIER	12,00	14,10
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LABORATOIRE FRANCAIS
NIVEAU INTERNATIONAL
recherche pour PARIS

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Le candidat recherché, 38 ans au moins, est un homme expérimenté, de préférence issu du secteur pharmaceutique. Il devra assumer la fonction de D.R.H. dans la définition la plus large et la plus évoluée de cette importante responsabilité. Rattaché au PDG, ce collaborateur de haut niveau, travaillera en étroite liaison avec le comité de Direction. Il est souhaité que le candidat ait acquis une expérience des relations avec les partenaires sociaux.

Adresser C.V. + photo + rémunération actuelle à

SOCECI 140, rue de la Croix-Nivert
75015 PARIS

Médecin ou pharmacien

La filiale française d'un important groupe pharmaceutique international recherche un **MÉDECIN**, un **PHARMACIEN** ou un **MAÎTRE ES PHYSIOLOGIE OU BIOLOGIE** (homme ou femme).

Il aura à organiser et à gérer régionalement par de nouvelles techniques de communication les relations avec le corps médical hospitalo-universitaire.

Outre une très large disponibilité, ce poste requiert un goût prononcé pour le contact humain, une grande facilité d'expression en public et un sens certain de la persuasion et de la discussion.

La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Lieu de résidence : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Lille, Lyon, Marseille, Paris, Rennes ou Strasbourg.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence M 1609 à

MEDIA BA
5, 93 des Invalides, 75002 Paris
par transmetteur

(Réponse et discrétion assurées).

INFORMATIENS

(INGÉNIEURS OU M.I.A.G.E.)

Vous avez le sens de la pédagogie et

Vous souhaitez transmettre votre métier

DEVENEZ FORMATEURS

160 000 F +

dans nos Centres de CRETEIL, de CAEN ou bien itinérants.

L'AFPA recherche des informaticiens possédant une expérience réelle de l'analyse et de la programmation des systèmes conversationnels dans les domaines d'application classiques de gestion pour leur confier la formation de futurs analystes-programmeurs.

Une expérience complémentaire en bases de données et/ou télétraitement et/ou micro-informatique est, par ailleurs, vivement souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé à
N. LARDREAU - AFPA DRCO - 88, rue Robespierre
93100 MONTREUIL. La sélection aura lieu le 11 Février.



DES METIERS QUI VIVENT!

2 Cadres commerciaux

Paris - Orléans

Nous sommes le deuxième transporteur français, notre filiale spécialisée dans la distribution physique connaît un taux de croissance supérieur à 40 % par an depuis 1978 et recherche

Responsable Commercial

Paris 150 000 F +/an

De formation commerciale supérieure, il bénéficie d'une expérience réussie de quelques années dans le service et maitrise la négociation à haut niveau. Il doit, en outre, posséder de grandes qualités de curiosité, d'écoute et d'organisation.

Sa mission : rechercher et analyser les besoins de nos clients potentiels.

Cadre Commercial

Orléans 120 000 F +/an

Après un cycle de formation court, il justifie d'une expérience réussie de quelques années dans le commercial. Rigoureux, organisé et négociateur réaliste, il maintient l'ensemble de nos relations commerciales avec nos clients.

Ces deux postes impliquent de courts et fréquents déplacements.

Véhicule personnel impératif. Frais remboursés. Prise de fonction courant mars.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à notre Conseil.

Claude GERON
Conseil en Recrutement
7, rue du Salin 30700 UZES

CHEF DE PRODUIT (accessoiristes et pièces détachées)

Rattaché au service commercial, le titulaire du poste sera chargé de gérer et d'optimiser l'activité commerciale et pièces détachées qui progressent régulièrement et qui oblige à constituer un C.A. de 10 à 12 millions. Assuré d'un inspecteur de vente et en collaboration étroite avec les services achats, approvisionnements, stocks, sa fonction sera à la fois marketing et vente. Ceci implique un rôle « homme-prodige » (recherche, développement de gammes, études de marché, concurrence...) et une activité opérationnelle d'animation et de développement des ventes auprès des clients d'agents et de concessionnaires distributeurs de la marque (politique promotionnelle, conseil d'animation et de gestion du point de vente...).

Nous recherchons un homme (minimum 30 ans) possédant une formation adaptée et une expérience de la gestion produit et de la promotion des ventes par réseau indirect.

Le poste est basé à PARIS mais la fonction implique une certaine mobilité.

Merci d'adresser lettre de motivation, C.V., photo et salaire actuel sous réf. M 6239 W à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

PARIS LYON MILANO NEW YORK CHICAGO MONTREAL TORONTO

DIPLOMES GRANDES ECOLES

UN METIER: ACHETEUR

Nous sommes une des premières entreprises françaises du secteur aéronautique, situé en Normandie (1 h de PARIS). Le développement de nos activités et la priorité que nous accordons à la fonction achat, impliquent le recrutement de notre encadrement.

Responsable à part entière de sections d'achats techniques ou généraux, ou acheteurs de groupes d'achat, diverses opportunités sont envisageables. Elles seront liées à votre expérience et à vos motivations.

Si vous avez une formation supérieure commerciale scientifique ou de gestion et souhaitez une première approche de la fonction d'achat, vous pouvez postuler à un poste d'acheteur. Nous vous offrons une formation et un développement de vos compétences.

Pour toute information complémentaire, écrivez en précisant la référence M 10152 H ou télécomposez à notre conseil Olivier CHAUMETTE (059.13.82).

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, C.V. complet et rémunération actuelle sous réf. M 14576 A à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Belfort 75008 Paris

PARIS LYON MILANO NEW YORK CHICAGO MONTREAL TORONTO

Paris CREDIT AND COLLECTION SUPERVISOR

Cette société est la succursale française d'un important groupe américain qui occupe la position de leader mondial dans le domaine du transport maritime par conteneur.

Sous l'autorité directe du Directeur Financier, le titulaire du poste est responsable de la bonne marche de la comptabilité clients en liaison avec les établissements portuaires chargés de la facturation. Il assure le suivi des recouvrements de créances, régle les litiges et engage les éventuelles procédures de contentieux. Enfin, en matière de trésorerie, il effectue le reporting destiné au siège Européen.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement commercial supérieur (HEC, ESSEC...) justifiant d'un à deux ans d'expérience acquise dans le département financier d'une Société Internationale. Il maîtrise parfaitement la langue anglaise.

L'appartenance de cette société à un Groupe international permet d'offrir à un candidat de valeur une évolution de carrière particulièrement rapide et motivante.

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, C.V. complet, photo et salaire actuel sous réf. M 11571 A à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

PARIS LYON MILANO NEW YORK CHICAGO MONTREAL TORONTO

INGENIEUR RESPONSABLE DE DEPARTEMENT ASSEMBLAGE

Cette Société en forte croissance (420 personnes, 120 Millions de francs de C.A.) est leader dans son domaine d'activité. Elle est spécialisée dans la conception et la fabrication de pompes et valves aéronautiques en pharmacie et en parfumerie notamment.

Elle recherche aujourd'hui le responsable du département assemblage de son unité de production.

Rattaché au Directeur d'Usine, il dispose d'une large délégation pour diriger, coordonner et animer plusieurs ateliers réalisant un effectif de 200 personnes travaillant en continu.

Maintenant ses budgets, il étudie et organise tous les projets d'amélioration de l'outil de production, constitué de machines automatisées d'assemblage à grande cadence. Dans le cadre de sa mission, il est en relation constante avec les autres responsables techniques et la direction commerciale.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de 30 ans minimum, à l'expérience significative dans la direction d'une équipe d'importance similaire. Il a fait la preuve de ses qualités humaines de commandement et d'animation, qui seront déterminantes pour le poste proposé. Il maîtrise parfaitement le contexte technique des fabrications automatisées de très grande série.

Ce poste est situé dans une petite ville agréable, à 120km à l'Ouest de Paris. Les conditions offertes, le conseil technique et humain moderne et les perspectives de développement de la société sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, C.V. complet et rémunération actuelle sous réf. M 14576 A à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Belfort 75008 Paris

PARIS LYON MILANO NEW YORK CHICAGO MONTREAL TORONTO

Votre prochain objectif :

La direction d'un hypermarché !

Notre société ?

Une des plus importantes chaînes françaises d'hypermarchés. D'implantation nationale, en forte expansion, grâce à son dynamisme commercial, à une gestion efficace, et à une politique rigoureuse de développement des hommes.

Vous ?

Au cours d'une expérience réussie de 5 ans minimum dans la distribution, vous avez fait la preuve de votre sens commercial aigü, de vos aptitudes à la gestion, de votre capacité à animer et à encadrer une équipe. Vous avez l'étoffe et l'envie d'un patron.

Que nous vous proposons ?

De vous intégrer à notre société en tant que **DIRECTEUR ADJOINT** d'un hypermarché. Et de vous donner tous les

atouts pour évoluer rapidement vers un poste de **DIRECTEUR**.

Pour ces postes à pourvoir en Région Parisienne et en Province, la rémunération très motivante, sera fonction de votre expérience.

Pour en savoir plus, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) en précisant sur l'enveloppe la référence 1615 M et le nom des sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à :



CBC Développement
28, rue Cambacérès,
75008 PARIS.
(Réponse et discrétion assurées)

NOISY-LE GRAND

Une nouvelle

(40.000 habitants).

Fortes expansions

ont conduit

son unité « Urbanisme »

à un poste d'ADJOINT

à la

CHIEF

chargé des services d'urbanisme

Profil :

- Agé urbaniste diplômé

(niveau contractuel)

ou

- Attaché communal titulaire

ayant une expérience

spéciale en urbanisme.

Niveau de rémunération

de début : de 5.500 F

à 6.500 F/mois

selon profil et formation.

UN POSTE D'ADJOINT

TECHNIQUE COMMUNAL

Expérience urbanisme

ADR. CURRICULUM VITAE A

Madame le Maire

Secrétaire général

93100 NOISY-LE GRAND

LA CHAMBRE

D'AGRICULTURE

DE L'EUROPE

RECHERCHE

CADRE

chargé des interventions écono-

miques auprès des entreprises

agro-alimentaires

MISSION :

- Dossier de création, déve-

loppement d'entreprises,

restructuration,

- Relations avec tous mi-

lieux économiques les

proches des entreprises

agro-alimentaires.

PROFIL :

- Ecole supér. de commerce

ou équivalent, et forma-

tion complémentaire les

informatic - gestion des

entreprises.

Disponible rapidement.

RECHERCHE :

ÉCRIRE AVEC PHOTO

ET PRÉTÉRITIONS A

LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

DE L'EUROPE

S.P. 802

27008 ÉVREUX CEDEX

Une Société d'ENGINEERING
(Bâtiment, Industrie, Nucléaire) d'environ 250 personnes
en pleine expansion (42 % en 1980), recherche

pour sa division «Techniques Nouvelles» à PARIS

**UN INGENIEUR
CHARGE D'AFFAIRES**
170.000 F +

en «SÛRETÉ INDUSTRIELLE» (analyse de systèmes, quantification des risques, définition des actions de prévention, etc...) ayant une large expérience (8 à 10 ans) acquise dans un engineering et/ou une entreprise industrielle en thermique, fluides et éergie. Des connaissances en sûreté nucléaire, génie chimique et des problèmes d'incendie dans l'industrie seraient très appréciées. Réf. M 201

**UN INGENIEUR
CHARGE D'AFFAIRES**
160.000 F +

en «TUYAUTERIE» ayant 5 à 8 ans d'expérience (engineering et/ou industrie) en tuyauterie, chaudronnerie, installation générale, thermique et fluides industriels. Des connaissances dans le nucléaire et en génie chimique seraient appréciées. Il devra avoir l'expérience de la gestion des contrats. Réf. M 203

**UN INGENIEUR
CHARGE D'ETUDES**
140.000 F +

en «VENTILATION INDUSTRIELLE» ayant quelques années d'expérience dans une entreprise de génie climatique. La connaissance du nucléaire serait appréciée. De bonnes connaissances en allemand et anglais sont souhaitables. Réf. M 204

Les candidats recherchés doivent être de préférence ingénieurs diplômés d'une grande école, avec une spécialisation dans les domaines concernés. Ils seront responsables d'études ou de projets avec une large autonomie. Ces postes offrent des perspectives d'évolution intéressantes.

Adresser CV et photo en précisant la référence à : Charles RAYNAUD
SOLARA-RECRUTEMENT 17, Quai de Grenelle 75015 PARIS.

APR 10 1982

	la ligne	la ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne T.T.C.
ANNONCES ENGAGÉES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ESC Université ou Expérience

Jeunes commerciaux sortez de la mêlée!



Vous avez choisi de commencer votre carrière par la vente ou vous en avez déjà une première expérience. Maintenant, pour évoluer, vous devez vous démarquer. Chez RANK XEROX, vous aurez l'opportunité de sortir de la mêlée et d'ouvrir sur de réelles perspectives de réussite. Vous pourrez vous exprimer avec un pack d'atouts où chacun remplit son rôle :

- les chercheurs qui conçoivent des copieurs leaders sur le marché,
- les publicitaires qui nous font connaître et apprécier,
- les techniciens qui assurent un service après-vente efficace (la fiabilité n'est pas une option),
- et beaucoup d'autres encore.

Vous comprendrez que cette équipe attende de ses vendeurs qu'ils concrétisent toutes les opportunités. Aussi, après un entraînement intensif, nous vous demanderons d'être très présent sur le terrain, de saisir toutes les belles et d'aller à l'essai. La rémunération très attractive que nous vous proposons est à la hauteur de nos exigences. Si vous savez vous affirmer, si vos résultats répondent à votre challenge, votre expérience de commercial sortira de la mêlée, et votre connaissance du terrain seront alors des atouts précieux pour la suite de votre carrière.

Vous êtes prêt à « chausser les crampons » ? Pour des postes à pourvoir à PARIS, en RÉGION PARISIENNE et en PROVINCE.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous la référence LM 200 à Jean-François MAYER - RANK XEROX, 4, rue Nicolas-Robert, 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

RANK XEROX

La robotique c'est votre fort

Mécanicien, à votre formation Ingénieur Grande Ecole vous avez ajouté depuis quelques années des connaissances et un savoir-faire très pointus dans le domaine de la robotique et des automatismes. Vous maîtrisez la conception de machines spéciales, à commande numérique... depuis les études jusqu'à la mise au point et aux installations.

Le moment est venu pour vous de réactiver vos capacités d'innovation en changeant d'environnement industriel. Nous vous proposons un secteur de pointe en fort développement : les biens d'équipement en électronique grand public, au sein d'un grand groupe à dimension internationale.

Venant renforcer le service d'études industrielles, vous aurez des missions bien personnalisées à accomplir. Quand ça marche on sait vous en reconnaître la paternité.

En nous rejoignant, vous venez vous installer dans une grande ville universitaire des pays de la Loire. La mer n'est pas loin...

Si vous vous sentez concernés par cette proposition, écrivez sous réf. 241 M à notre cabinet conseil CLEAS qui étudiera avec vous votre candidature.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS.

THERMOCOAX & Cie

recherche pour renforcer son équipe
Recherche et Développement

INGENIEUR PHYSICIEN

Formation INSA ou ENSI
Débutant ou 2 à 3 ans d'expérience

Pour participer à l'étude et au développement ainsi qu'à l'application de nouveaux produits.

Anglais parlé souhaité.

Adresser C.V. manuscrit avec photo à :
THERMOCOAX & Cie - Service du Personnel
10, rue de la Passerelle - 92150 SURESNES

ANALOG DEVICES

electroniciens
Ingenieurs commerciaux

Jeunes commerciaux diplômés d'études supérieures

recherche pour renforcer son équipe
Recherche et Développement

INGENIEUR PHYSICIEN

Formation INSA ou ENSI
Débutant ou 2 à 3 ans d'expérience

Pour participer à l'étude et au développement ainsi qu'à l'application de nouveaux produits.

Anglais parlé souhaité.

Adresser C.V. manuscrit avec photo à :
THERMOCOAX & Cie - Service du Personnel
10, rue de la Passerelle - 92150 SURESNES

PTT
Télécommunications

(MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE LA TÉLÉVISION)

enet

LE CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (le CNET) recherche un

chef de laboratoire

pour assurer la responsabilité technique et la gestion d'un laboratoire situé dans la proche banlieue parisienne.

- veiller à la validité des mesures sur matériel radio-électronique (aspect méthodologique),
- assurer les relations avec les constructeurs,
- participer à l'élaboration des spécifications techniques,
- animer une équipe d'une dizaine de personnes.

Le poste peut convenir à un candidat de formation Ingénieur ou équivalent, possédant au moins 5 ans d'expérience en radio-électricité ou électronique.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous référence 72 01/CL424 à ADEQUATION 62, 64 Avenue Emile Zola 75015 Paris.

TELIC
Alcatel

Groupe C.G.E.

850 millions de francs de C.A. dont part croissante à l'exportation
2.400 personnes dont 280 ingénieurs

LEADER NATIONAL EN TÉLÉPHONIE PRIVÉE, DÉVELOPPANT A PARTIR DE TECHNOLOGIES DE POINTE, DES SYSTÈMES ÉVOLUÉS DE BUREAUTIQUE ET DE TÉLÉMATIQUE

recherche un

JEUNE PROFESSIONNEL DU MARKETING

Chargé du suivi d'une gamme de produits.

- Il participera à la définition des produits de cette gamme ainsi que de la stratégie marketing de l'Entreprise sur les marchés concernés.
- Il sera responsable du suivi de la performance des produits et de leurs marchés.
- Il définira et mettra en place des actions d'animation et de promotion de ces produits.

Ce poste conviendrait à un candidat d'environ 30 ans, diplômé d'une grande école commerciale ou d'ingénieur.

Il aura assumé des responsabilités de chef de produit ou de chef de groupe dans une société commercialisant des biens d'équipement ou de grande consommation et pratiquant les méthodes de marketing les plus modernes.

Une expérience opérationnelle de la vente et de l'animation de réseaux de distribution constituerait un atout supplémentaire.

De larges perspectives d'évolution sont offertes à un candidat de valeur.

Ce poste est à pourvoir au sein de notre Etablissement de PARIS.

Envoyer C.V. et prétentions à :
LA TÉLÉPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE TELIC-ALCATEL
Direction du Personnel - 102, rue du Point du Jour - 92100 BOULOGNE.

LA DIVISION ÉLECTRONIQUE d'un groupe français aux dimensions internationales recherche un

Chef de Service Méthodes

pour l'une de ses Usines.

Responsable d'une équipe d'une quinzaine de personnes ingénieurs et techniciens il sera chargé :

- de définir à court terme les gammes et les moyens spécifiques de fabrication.
- de prévoir à moyen terme les améliorations des moyens de production en vue d'abaisser les prix de revient des appareils.
- de proposer et de gérer le plan d'investissement de l'usine.

Il participera avec les services études et qualité à la définition des nouveaux produits et aux modifications de produits existants.

Les candidats Ingénieurs diplômés devront avoir une expérience industrielle d'environ 5 ans acquise nécessairement dans des fonctions techniques au sein d'une activité de grandes ou moyennes séries.

L'usine de 400 personnes située dans le centre Ouest fabrique des modules électroniques à la cadence de 12 à 15000/jour - délais de disponibilité.

Les candidatures comportant CV détaillé, salaire actuel, prétentions, sont à adresser sous N° 8123 à :

PARFRANCE ANNONCES
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

PHILIPS

ingénieur technico-commercial

2 Ingénieurs informaticiens

recherche pour renforcer son équipe
Recherche et Développement

INGENIEUR PHYSICIEN

Formation INSA ou ENSI
Débutant ou 2 à 3 ans d'expérience

Pour participer à l'étude et au développement ainsi qu'à l'application de nouveaux produits.

Anglais parlé souhaité.

Adresser C.V. manuscrit avec photo à :
THERMOCOAX & Cie - Service du Personnel
10, rue de la Passerelle - 92150 SURESNES

Adequation

CONSEIL EN RECRUTEMENT

COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME

recherche pour centre de traitement de CERGY-PONTOISE (95)

équipe d'un CII HB 66-40 - Base de données TP

- PUPITREUR EXPÉRIMENTÉ
- 2 ans expérience sur matériel similaire.
- BTS souhaité.

- DUT ou BTS Informatique DÉBUTANT
- Désirant acquérir une solide formation à L'EXPLOITATION.
- Pourra poursuivre sa carrière au système ou aux études.

Adresser C.V. et prétentions à :
CGM Recrutement
Tour Winterthur Cedex 18
92085 PARIS-LA DÉFENSE

answare

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

recherche pour ses départements

MINI et MICRO-INFORMATIQUE

des

ingénieurs informaticiens

Ayant au minimum un an d'expérience pour participer à des projets de pointe sur des applications industrielles et scientifiques en temps réel.

Rémunération motivante et de réelles perspectives.

Veuillez adresser votre dossier de candidature sous réf. DCA 158 MG à Bénédicte DELAHAYE 135 rue de la Pompe - 75116 Paris ou Tél. 502.10.00. poste 363 (le matin)

FACEM MARKETING ET DÉVELOPPEMENT DÉPARTEMENT RECRUTEMENT

recherche

UN RESPONSABLE DE MARCHÉ

- Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur,
- Vous avez 33 ans minimum,
- Vous pouvez justifier d'une expérience bancaire acquise au siège d'établissements, soit dans une Direction d'exploitation, soit dans une Direction internationale, soit dans l'organisation informatique.

Cette expérience vous permet aujourd'hui d'être parfaitement rompu au langage bancaire, et de maîtriser pleinement les différents systèmes d'organisation et de gestion existants en milieu bancaire.

Nous vous offrons au sein d'une Société multinationale, leader dans son domaine, la responsabilité du marché « Banques et assurances ». En contrepartie d'une rémunération attractive, vous avez pour mission de développer les ventes de logiciels sur ce marché en gérant personnellement les ventes directes auprès de grands établissements bancaires et en encadrant une équipe de cadres commerciaux en contact permanent avec le marché des banques et des Compagnies d'assurances.

Si vous êtes ou mûrez à part entière, capable d'animer votre équipe sur les aspects recrutement, promotion et atteinte des objectifs commerciaux, adressez-nous C.V., photo et lettre manuscrite à :

FACEM marketing et dévelop. - département recrutement, 72, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

Nous vous garantissons la confidentialité absolue de vos démarches.

GROUPE BANCAIRE 86
dans le cadre de son développement recrute

INSPECTEURS DE BANQUE

Vous avez :

- ITB ou formation supérieure économique ;
- 5 à 10 ans expérience bancaire (3 ans minimum en inspection).

Vous serez :

Inspecteur dans un groupe diversifié offrant des opportunités d'évolution en exploitation (réseau).

Adresser C.V., photo et prétentions à :
M. 1659 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

OFFRES D'EMPLOI	1ère	2ème
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAL	140,00	164,84

OFFRES D'EMPLOI	1ère	2ème
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAL	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENGAGÉES	1ère	2ème
DEMANDES D'EMPLOI	40,00	47,04
IMMOBILIER	12,00	14,10
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



ANALOG DEVICES

leader sur le marché mondial plus de 300 % d'expansion ces trois dernières années.

La filiale française, première en Europe commercialise ses produits en France, en Espagne, en Italie...

Nous recherchons des

électroniciens

débutants ou confirmés désireux de devenir nos Ingénieurs commerciaux

en sein des divisions composants actifs ou systèmes mini-informatique.

Nous vous offrons :

- une formation technique et commerciale
- une ambiance de travail dynamique et stimulante
- un niveau de rémunération élevé
- un plan d'évolution rapide

Plusieurs postes sont à pourvoir : PARIS - TOULOUSE - RENNES.

Faites nous part de vos motivations en adressant votre curriculum vitae à Monsieur Thorey P.D.G.

ANALOG DEVICES
8116 204 94518 RUNGIS Cedex.

Très Important Groupe du Secteur Para-Pétrolier C.A. 2,4 milliards de FF
Pour étoffer nos structures comptables au Siège à Paris, nous recherchons

adjoint du chef des services comptables

Votre profil :

Si vous êtes un excellent professionnel de la comptabilité.

Si vous êtes titulaire du DECS complet ou du BP ancien régime et de préférence diplômé d'une ESCAE.

Si vous pouvez faire état d'une expérience de 5 à 10 ans acquise si possible dans une société à vocation internationale.

Si vous êtes tenté par une entreprise totalement exportatrice et que votre anglais est opérationnel.

Alors, il y a des chances que nous puissions nous entendre.

Le poste :

Intégré dans une équipe jeune au sein des services comptables, vous devrez résoudre les problèmes comptables de notre siège et de nos filiales et établissements à l'étranger dans les domaines suivants :

- Comptabilité générale et analytique.
- Contrôle et consolidation de comptabilités plur-monnaies.
- Etablissement de bilan.

Vous exercerez des responsabilités directes de commandement et assurerez le dialogue avec les informaticiens.

Vous effectuerez de brèves missions à l'étranger.

Adressez lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à Media System 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous réf. 8645

Votre carrière dans une banque d'affaires

Nous sommes l'un des tout premiers groupes français privé de CREDIT (2000 personnes, 130 agences), nos résultats importants reposent sur une gestion moderne, la recherche de produits constamment adaptés au marché, un dynamisme commercial reconnu et un fort investissement dans les hommes. Nous recherchons de

Jeunes commerciaux diplômés d'études supérieures

ayant une première expérience commerciale de 2 ans environ pour les faire accéder après quelques années à des fonctions de Direction d'Agence. Vous serez intégrés à de petites équipes et formés aux différents produits et services : financements industriels, crédits immobiliers, financements automobiles, crédits personnels. Vous deviendrez ainsi progressivement responsables de la gestion et du développement d'une clientèle d'entreprises et de particuliers.

Hommes de terrain et de contact vous aurez à acquiescer des qualités de négociateur, de conseiller, de gestionnaire et d'animateur.

Vous aurez une rémunération fixe motivante rapidement évolutive, des avantages sociaux (financement, participation) supérieurs à ceux du secteur bancaire, une voiture de fonction.

Postes basés à PARIS et PROVINCE.

Les consultants de CINOREN chargés de cette recherche, sont à votre disposition pour vous donner une information plus complète. Téléphones-leur le mercredi 20 et jeudi 21 janvier au (1) 281.50.55.

cinoren

69 rue Lafayette - 75009 Paris



GRUPE HAY

GAMMA INTERNATIONAL

Conseil de Direction en Organisation et Systèmes d'Information fait partie du Groupe HAY (1.400 spécialistes internationaux).

Dans le cadre du développement des outils (ISY-ARIANE) associés à notre méthode de conception et de réalisation des systèmes d'information MEGA (qui étend les principes du projet MERISE auquel nous avons participé), nous recherchons

3 INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES, désirant approfondir leurs connaissances en conception et réalisation informatiques.

- ayant un début d'expérience en études de SOFTWARE de base (ou d'applications scientifiques) pour renforcer l'équipe de création et développement des outils "générateurs" (ARIANE).
- ou possédant quelques années de pratique en INFORMATIQUE DE GESTION, les rendant aptes à développer en clientèle une fonction de recherche appliquée sur les méthodes de travail permises par ces outils (two-a-vis des techniques informatiques et des systèmes d'informations).

Nous vous remercions d'adresser à Alan DELPY vos dossiers de candidature en précisant la référence "ARIANE".

GAMMA INTERNATIONAL 3 place de Valois 75001 PARIS

PHILIPS

DIVISION SCIENCE ET INDUSTRIE

recherche un

ingénieur technico-commercial

Il sera responsable du support technique de l'équipe de vente pour analyseurs logiques et assurera la formation des INGENIEURS DE VENTE, les démonstrations et présentations chez les clients, la promotion, les études de marchés.

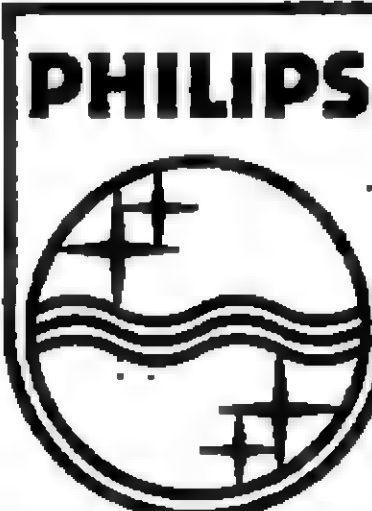
Il aura une formation d'Ingénieur-Electronicien, spécialisé en électronique digitale.

Connaissance indispensable de la logique câblée et connaissance de base des micro-processeurs et de leurs circuits périphériques.

Pratique du langage Assembleur et du BASIC.

Pour ce poste, l'anglais écrit et parlé est indispensable. Voyages fréquents en France et à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. et photo à S.A. PHILIPS Service du Personnel 105, rue de Paris 93002 BOBIGNY.



TITN

Société d'engineering en informatique
Filiale THOMSON CSF INFORMATIQUE

recherche pour postes à pourvoir en banlieue ouest (40 km de Paris) par autoroute de l'Ouest :

2 Ingénieurs informaticiens

1^{er} poste : Grande Ecole - 4 à 5 ans d'expérience, pour vérification et validation de programmes (Réf. 1 FT/M)

2^e poste : Grande Ecole - 5 ans d'expérience minimum pour mise en œuvre méthodologie et applications plan qualité (Réf. FT 2/M).

Pour les deux postes, une expérience temps réel sur MITRA et du langage LTR est souhaitée.

Envoyez C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à T.I.T.N - 1 à 5, rue Gustave-Eiffel - 91420 MORANGIS.

Succursale française d'une Banque Internationale à Paris recherche un

CHEF COMPTABLE

Il doit avoir 10 ans d'expérience en comptabilité et fiscalité bancaire acquises et posséder dans un environnement anglo-saxon.

Il sera responsable de l'établissement de l'ensemble des rapports :

- autorités de tutelle
 - maison mère
 - autorités fiscales
- et superviser une équipe de cinq personnes dans un système entièrement automatisé. De bonnes connaissances de l'anglais sont indispensables.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. sous référence 8618, Media System 104, rue Réaumur, 75002 Paris.

GIRATEV GROUPE EX ORTF

Dans le cadre du développement de l'audiovisuel, France, GIRATEV informatique du Groupe EX ORTF équipe de matériels puissants et variés IBM 168 - MVS - IMS (plus de 100 terminaux, 8100; R 2000; Mini 6; Main 6000; Solar 16... accroit son potentiel d'études en informatique de gestion (contenus d'architecture distribuée, micros, mini, électricité) et en ingénierie des technologies audiovisuelles nouvelles (télématique en particulier).

Pour cela il recherche :

INGENIEURS GRANDES ECOLES

X, ESE, Télécom, ECP... ou docteurs débutants ou déjà engagés dans la vie professionnelle.

ANALYSTES

niveau maîtrise informatique; ayant de préférence une première expérience professionnelle.

PROGRAMMEURS

expérimentés, niveau DUT informatique. La connaissance du COBOL et/ou PLI est souhaitable.

Plan de formation complémentaire personnalisé. Avantages sociaux.

Adressez C.V. manuscrit, photo et prétentions en précisant le poste concerné à :



EUROPE INFORMATIQUE
SÉLECTION

8 rue de Sèze 75009 Paris.

DARTY

TRESORIER ADJOINT

DARTY recherche pour sa DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE à BONDY (93) UN TRESORIER ADJOINT

Rattaché au trésorier il aura pour mission de seconder celui-ci. Ce poste implique la responsabilité d'une équipe étoffée - le goût de la négociation à haut niveau et après formation des contacts fréquents à l'extérieur.

Nous recherchons un jeune diplômé ESCP - HEC - ESSEC ou équivalent, débutant ou ayant 1 ou 2 ans d'expérience professionnelle.

La rémunération en fonction du profil ne sera pas inférieure à 80.000 F.

Adressez votre CV et photo à Jean PROVOST
Directeur du Personnel - DARTY
123, avenue Galliéni - 93140 BONDY.

DIPLÔMÉS

de l'enseignement supérieur, scientifique, technique, ou d'une école d'ingénieurs

LE MINISTÈRE DES PTT recrute par concours les 4 et 5 mars 1982

150 INSPECTEURS DES SERVICES TECHNIQUES

FONCTIONS : encadrement, organisation, gestion, études techniques dans des secteurs d'activité en pleine évolution

CONDITIONS D'ÂGE : moins de 30 ans (recruts possibles)

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS jusqu'au 2 février 1982 auprès de la Direction opérationnelle ou régionale des télécommunications de votre résidence.

DIRECTION DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES SOCIALES

Philippe

	Large	Large TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	Le mètre	Le mètre TTC
ANNONCES ENCADRÉES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

conseil en systèmes de gestion

MANAGER

Vous avez acquis au moins 3 ans d'expérience en qualité de MANAGER au sein d'un cabinet de conseil international.

VOUS ASSUREZ la définition, la gestion et la réalisation de projets concernant notamment les systèmes d'analyse de gestion et de comptabilité analytique type anglo-saxon ; vous dirigez des équipes de consultants, participez aux pré-études et à la négociation des contrats.

NOUS VOUS OFFRONS la possibilité de vous exprimer pleinement et de réaliser vos ambitions en rejoignant l'équipe d'ingénieurs conseil de notre cabinet international en pleine croissance dont la réputation est due à la très haute qualité de ses services.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (récentes) et résumés de vos réalisations sous référence 10 315-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris (en mentionnant le nom des cabinets auxquels vous ne souhaitez pas que votre candidature soit communiquée) qui transmettra.

I.C.A. International Classical Advertising NEW YORK PARIS

INGENIEUR Arts et Métiers

La Société INTER ELEC spécialisée dans la conception et la fabrication d'automatismes (pilotes automatiques, metro, robots, signalisation), crée le poste de PROCESS Engineer.

Au sein de la direction technique, il regroupera sous sa compétence l'ensemble des études et actions visant à optimiser les processus de fabrication (méthodes, coûts, temps, équipement, formation, analyse de valeur).

Formation ingénieur grande école, débutant ou ayant première expérience en fabrication (de préférence matériel électronique ou électromécanique).

Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle s/réf. 81 M à Catherine ROZES

plein emploi

10 rue du Mail 75002 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

Un jeune trésorier ça compte énormément

Chez nous, la promotion n'est pas un vain mot : l'un des cadres du service Trésorerie va poursuivre sa carrière dans une de nos filiales françaises.

Celui qui lui succèdera est un jeune diplômé d'études supérieures ayant une première expérience d'au moins deux ans. Rigueur, précision et vivacité d'esprit vont de pair avec le sens des contacts et de la négociation.

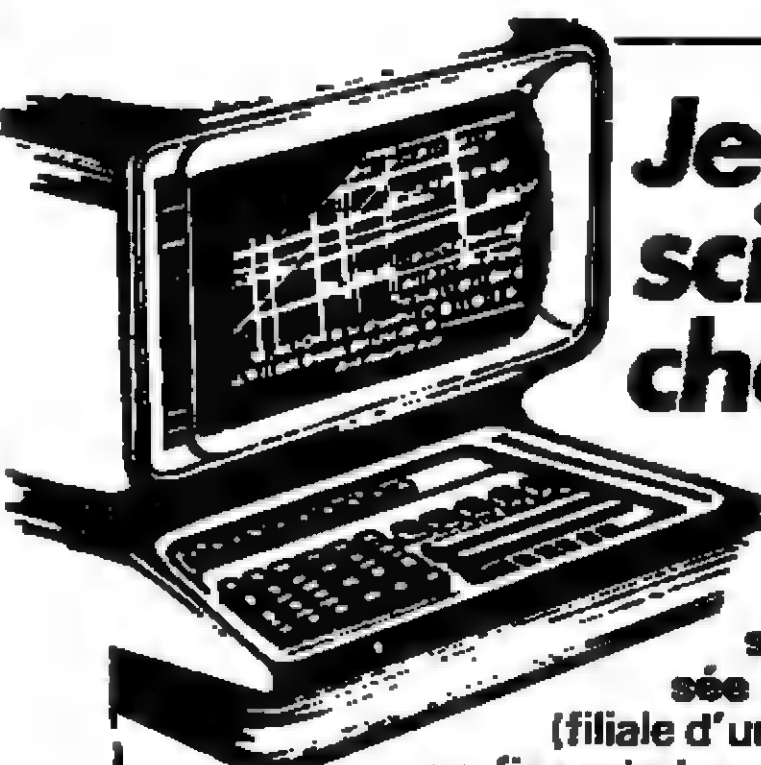
Homme de bon sens plus que théoricien, il fait preuve d'une grande disponibilité.

Sa responsabilité : notre TRÉSORERIE France française. Il assure sa gestion en valeur, le suivi de la trésorerie intra-groupe comme celui des engagements. Il entretient les relations avec les banques, contrôlant les opérations et leurs conditions d'application. Il est aussi chargé des prévisions.

L'expérience de l'outil informatique lui est indispensable. Celle de la banque constituerait un avantage. La connaissance de l'Anglais lui sera utile, pour son évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 7379 à :

Q7 organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/BOUL. TRIN.



Jeunes diplômés scientifiques, choisissez l'informatique!

Dans le cadre d'une jeune société spécialisée dans l'épargne (filiale d'un important groupe financier), nous vous offrons l'opportunité de vous intégrer dans notre équipe informatique (110 personnes).

Vous recevrez une formation complète à des méthodes rigoureuses comme ANALYSTE.

Cette formation vous permettra de prendre rapidement en charge le développement d'applications financières.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 1611 à

MEDIA BA 9, Bd des Italiens. 75002 Paris qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME

pour faire face à son développement informatique la CGM recrute pour ses centres de traitement de

LE HAVRE (76) et CERGY-PONTOISE (95) équipés de CII HB 66 DPS et 40 P temps réels et base de données

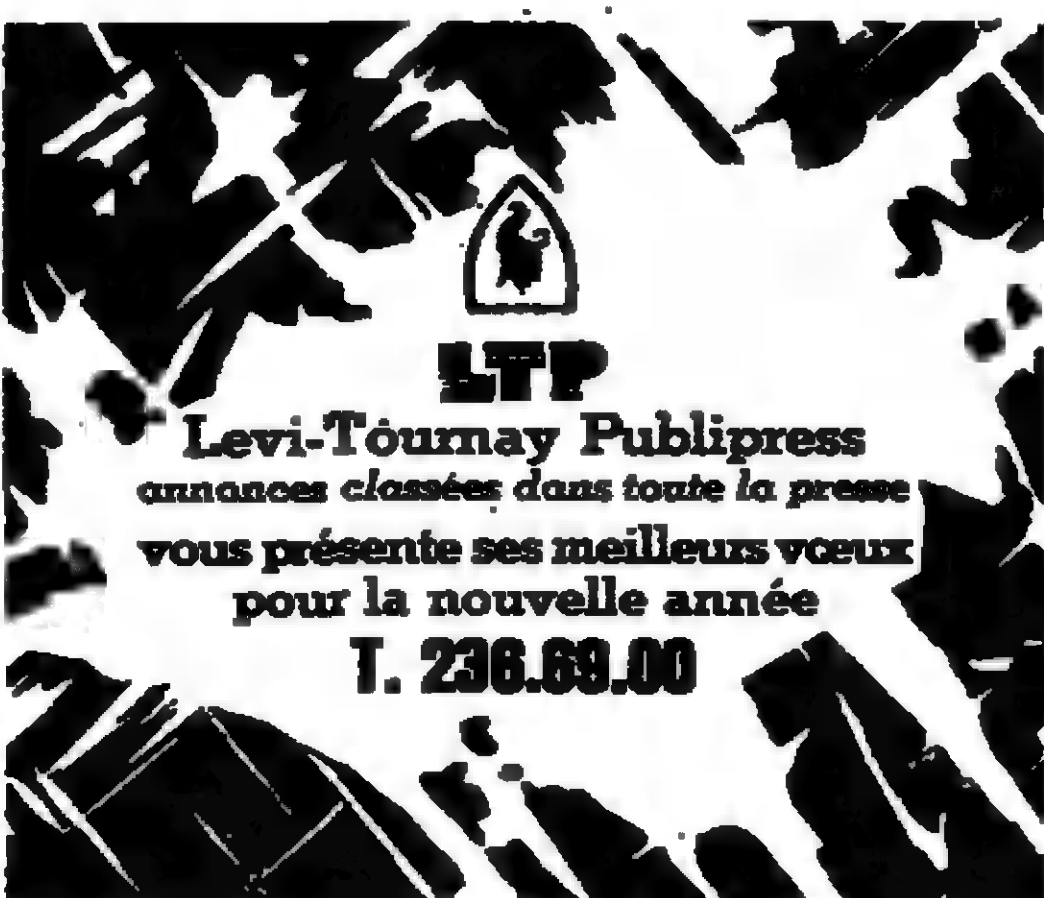
HOMMES SYSTÈME ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Nous recherchons pour ces postes :

- Des professionnels confirmés DUT 2 ans expérience Connaissances en base de données et télétraitement
- de jeunes débutants Diplômés de l'enseignement supérieur ou ingénieur DUT

En raison de la diversité des applications et des multiples implantations en France et en Europe, la CGM offre de larges perspectives d'avenir à des candidats de valeur.

Envoyer C.V. et prétentions à : CGM Recrutement Tour Winterthur Cedex 18 92085 PARIS-LA DÉFENSE



OFFRES D'EMPLOIS

DIVISION PRODUCTION FILMS ET TÉLÉVISION D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

recherche

CHEF COMPTABLE ADJOINT

Il s'agit de seconder le chef comptable dans l'ensemble de ses activités, et tout particulièrement pour les opérations financières avec l'étranger.

Pour être candidat, il faut avoir une solide formation générale et comptable de base, ainsi qu'une expérience suffisante pour être rompu à l'ensemble des techniques modernes de comptabilité, notamment à l'utilisation de l'outil informatique. Préférence sera donnée aux candidats ayant la pratique des opérations financières internationales.

La connaissance de l'anglais est indispensable. (référence 2404).

SECRÉTAIRE du DIRECTEUR FINANCIER

Elle devra collaborer avec lui pour toutes les activités d'un secrétariat dynamique.

Pour être candidate, il faut avoir une bonne formation de base (niveau Bac minimum), une expérience suffisamment longue et diversifiée pour avoir acquis la maîtrise de toutes les tâches du secrétariat. Préférence sera donnée aux candidates ayant travaillé dans les services comptables ou financiers de multinationales, et aimant l'initiative et les responsabilités.

Anglais courant indispensable. (référence 2405).

Envoyer CV détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS, en rappelant la référence du poste.

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.



AU SERVICE DE 500 ENTREPRISES en matière d'information sur les systèmes informatiques L'ASSOCIATION C.C.P. recrute

UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES INFORMATIQUES

Formation d'ingénieur ou d'universitaire Le candidat se verra confier la responsabilité d'études originales sur les techniques informatiques (matériel et logiciel) les plus récentes.

UN ATTACHÉ AUX RELATIONS EXTÉRIEURES

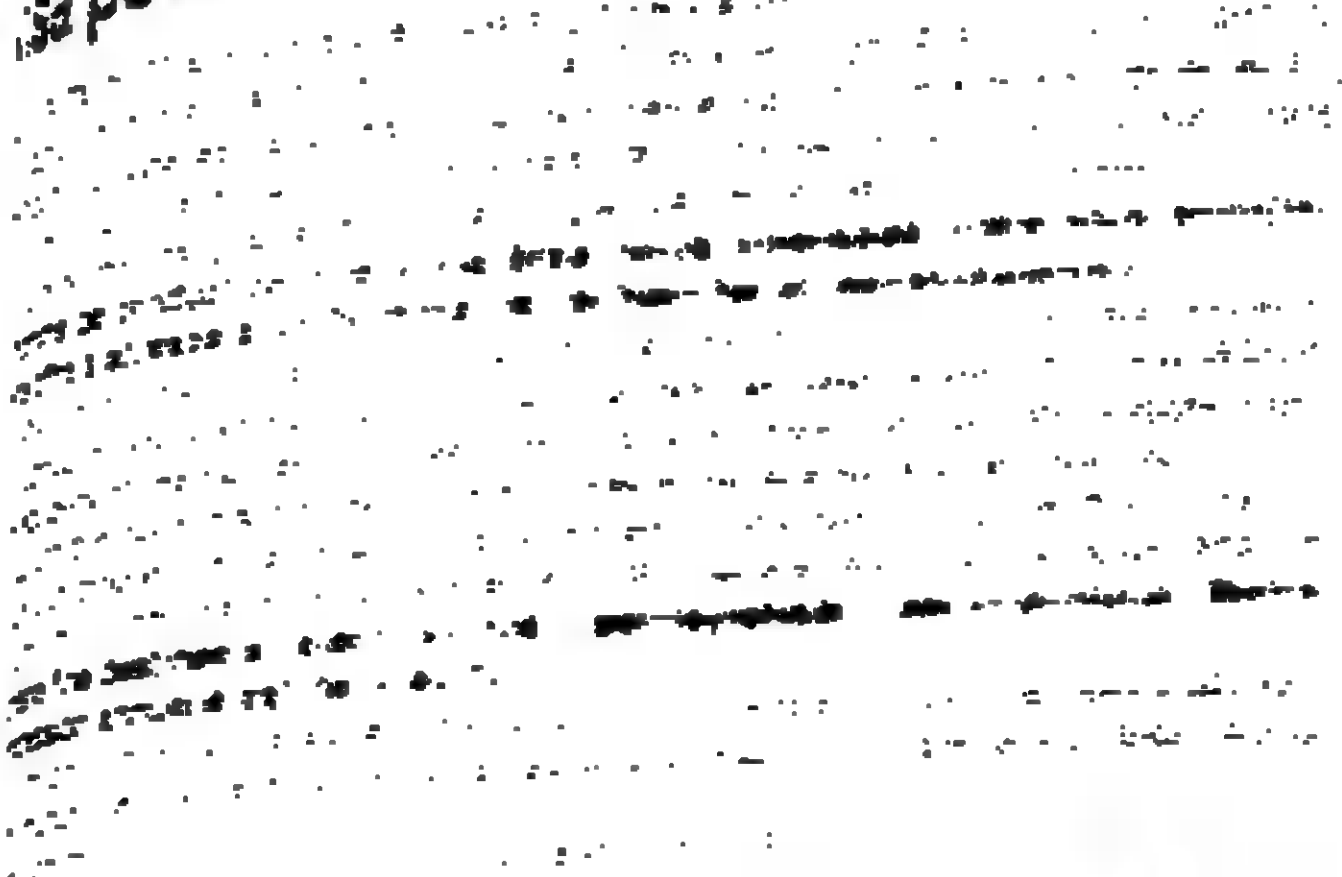
Formation maîtrise de gestion ou équivalent Le candidat de niveau cadre sera chargé de la communication avec les Utilisateurs de l'informatique ; il se verra confier la responsabilité de fournir des informations sur les activités du C.C.P. et assurera l'animation de l'Association dans des salons professionnels. Des connaissances informatiques sont nécessaires.

Ces postes sont à pourvoir rapidement. Envoyer C.V. et photo en précisant la référence : C.C.P., 5, rue de Monceau, 75008 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

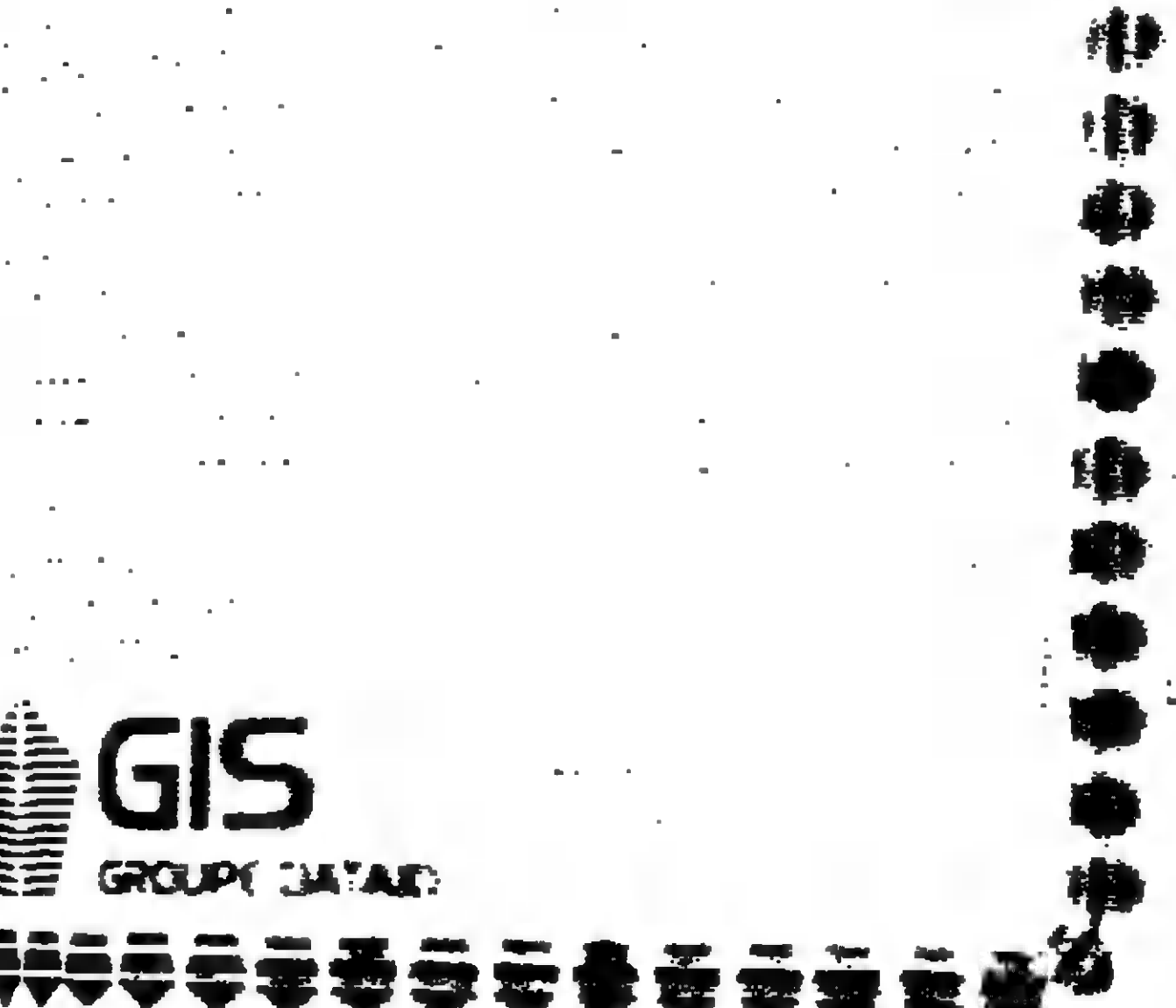
Ingenieur mecanicien

pour une direction technique



INFORMATIENS

UTILISEZ VOTRE POTENTIEL AU NOTRE

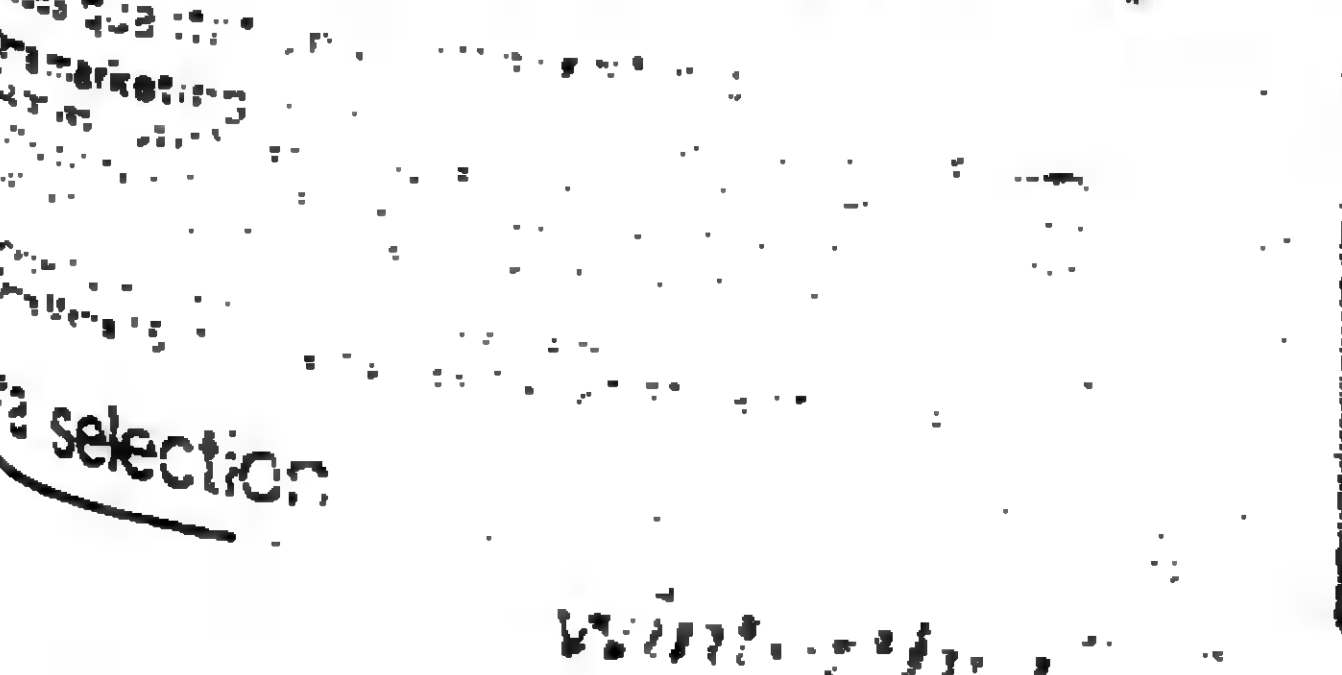


systems analyst programmer



TECHNICON

psycho sociologue



JEUNES DIPLOMES DEBUTANTS



LABORATOIRES DE MARCOUSSIS

Centre de Recherches de la C.G.E.

recrutent

1 ingénieur grande école

(X, MINES, Centrale, Polytechn. Zurich)

Pour assister directement le Directeur chargé de la définition et de l'exécution de programmes de Recherche et Développement portant sur les ECONOMIES D'ÉNERGIE et l'ÉNERGIE SOLAIRE.

Compétence confirmée en thermique indispensable. Connaissances en Electronique et en Informatique souhaitées.

Pour ce poste de haut niveau scientifique

Adresser votre lettre manuscrite + CV très détaillé + prétentions sous référence ES/1 aux LABORATOIRES DE MARCOUSSIS, CENTRE DE RECHERCHES DE LA C.G.E. - Route de Nozay, 91460 MARCOUSSIS.

SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ

recherche

- Pour son département affichage (média spécialisé).
- Excellent commercial ayant le sens du « terrain ».
- Pour son département conseil :
- un chef de publicité,
- une assistante - une secrétaire.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous n° 115.465 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Société financière

recherche

JEUNE INFORMATICIEN

- formation supérieure,
- débutant ou 1ère expérience,
- connaissance COBOL indispensable.

Après formation, il deviendra responsable d'un mini système WANG VS 80.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 91/2 à notre Conseil pour ce recrutement : CIBI 2, rue Jean Lantier - 75001 PARIS



Filiale d'un très important groupe industriel, nous sommes spécialisés dans la recherche et l'industrialisation de systèmes de transmission. Nous développons nos services Études et Développement et recrutons de

Jeunes Ingénieurs Electroniciens

ENST, ESE, ISEP, ENSAM, ENSEM, ECAM, ...

Débutant ou ayant une première expérience professionnelle, vous souhaitez acquérir une compétence dans le domaine des techniques de pointe que nous développons : TRANSMISSIONS OPTIQUES, TRANSMISSIONS DE DONNÉES.

Après formation à nos produits et méthodes, vous participerez aux projets d'études et de développement de nouveaux équipements de transmission.

L'importance de notre groupe et ses structures internationales permettent d'offrir des perspectives de carrière très ouvertes dans les domaines, technique, commercial ou export.

Jean VIGREUX vous remercie de lui écrire à l'adresse suivante : LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES 1, rue Charles Bourseul - 78700 CONFLANS-STE-HONORINE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieur mécanicien

Diplômé grande école

visa pour une direction technique

Age d'au moins 30 ans, vous avez une expérience professionnelle de 5 ans min., soit dans un poste identique, soit à la Direction d'un B.E. ou d'un service méthodes industrielles dans des industries mécaniques à process à lignes automatisées. Vous y avez acquis la maîtrise de l'outil de production (respect des délais et normes de qualité, souci de l'organisation et de la rentabilité). L'homme de production que vous êtes nous intéresse mais plus encore, cette offre s'adresse à un homme de recherche et développement. En effet, votre mission première consistera à concevoir et réaliser les moyens d'industrialiser nos produits, à en optimiser la mise en œuvre par des procédés et des équipements de plus en plus performants, à promouvoir des techniques nouvelles afin que nous maintenions notre position de leader sur le marché. Filiale d'un groupe international, nous sommes implantés à l'Est de Paris (11) et restons une entreprise à taille humaine (180 personnes). Notre spécialité: la cabinet fine destinée à l'électronique, l'aéronautique, l'aérospatiale. Notre progression annuelle est de + 40 %.

Notre proposition vous intéresse ? Alors, adressez votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence 3980 HA à notre Conseil.

6 rue de la Tirelire - BP 111 - 51054 REIMS CEDEX.
58 avenue de Wagram - 75017 PARIS.

SELI MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

INFORMATIENS

ALLIEZ VOTRE POTENTIEL AU NOTRE

Votre formation supérieure complétée par une expérience de quelques années dans l'informatique vous permettant aujourd'hui de passer à la vitesse supérieure. Mettre tout votre potentiel dans une Société de Services de taille humaine, où les initiatives individuelles sont encouragées et où les interventions sont nombreuses et diversifiées, voilà ce que nous vous offrons.

Vous pourriez, suivant votre dimension personnelle, prendre chez nous dès le départ tout ou partie de projets dans le développement de systèmes de gestion et leurs réalisations. Votre formation ne sera pas limitée. Tous les atouts seront réunis pour vous permettre de nous accompagner dans notre évolution.

Si ces perspectives vous séduisent, merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence 21CM, à :



48 avenue Raymond Poincaré
75116 - Paris

International leader in the design, manufacture and marketing of automated analysis equipment seeks for the BUSINESS SYSTEMS DEPARTMENT of its International Division a

systems analyst/programmer

to assist the Business SYSTEMS MANAGER in the coordination and development of EDP activities in this multinational corporation. The position requires extensive experience in the design and implementation of interactive computer systems, and in-depth knowledge of IBM system 34 and RPG II. A knowledge of IBM system 38 would also be considered an advantage. Based in GARGES-LES-GONNESSE (10 km North of PARIS). Extensive foreign travel will be involved, therefore fluency in English is essential. Salary and conditions will correspond to the demanding nature of this position.

Suitably qualified candidates should apply to :
(please indicate salary requirements)
C. COLUSTRO - COMPAGNIE TECHNICON - BP 10 - 95330 DOMONT

TECHNICON

psycho-sociologue

études qualitatives - marketing

sema marketing recherche pour son département "Etudes Qualitatives", psycho-sociologue de formation universitaire ou grandes écoles ayant quelques années d'expérience des études qualitatives, si possible dans le domaine des services.

Adresser C.V. et prétentions à **Sema-Sélection** sous réf. 10315/M Centre Mètré 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

sema selection

Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

winterthur
assurances

Première Société étrangère
sur le marché français offre à de

JEUNES DIPLOMES DEBUTANTS

de l'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

(formation MIAGE ou équivalent) un poste d'

ANALYSTE

(formation ESCAE ou équivalent) un poste d'

ORGANISATEUR

dans le cadre du développement de son département informatique et organisation.

• Formation assurée.

• Lieu de travail : La Défense.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :
Mademoiselle DILHAN - WINTERTHUR ASSURANCES
Tour Winterthur - Cedex 18 - 92085 PARIS-14-DEFENSE

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

spécialisée dans
LE MATÉRIEL DE PESAGE

recherche pour son

DÉPARTEMENT CAPTEURS

INGÉNIEUR MÉCANIQUE

Il devra prendre en charge les études dans le domaine des capteurs.

Ce poste s'adresse à un ingénieur ayant acquis au moins deux ans d'expérience, si possible dans la métallurgie. De bonnes connaissances en analyse de contraintes seraient un atout supplémentaire de même qu'une bonne maîtrise de l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 7.612 à PLAIN CHAMPS, 5, rue de Heider, 75009 Paris, qui transmettra.

Importante Société d'audit
et d'expertise comptable
Paris

recherche

experts-Comptables

Stagiaires

H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P. - I.E.P.
ou formation juridique

D.E.C.S. apprécié

ainsi qu'une première expérience dans une activité d'expertise ou d'audit

LIBRES RAPIDEMENT

Lettre manuscrite, C.V. et photo seront adressés sous référence : J 218, à :

COFINOR

49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

Ingénieur d'Etudes

Gentilly

ENERTEC

Schlumberger

Pour répondre au développement de nouvelles techniques de ses transformateurs de mesure Enertec Schlumberger recherche pour son établissement de Gentilly, un Ingénieur d'Etudes. Au sein d'une équipe d'études, il sera chargé de la conception de réducteurs de mesure (transformateurs de courant et de tension).

La connaissance de la programmation en langage FORTRAN IV ainsi qu'une première expérience industrielle seraient appréciées.

Adresser lettre manuscrite + C.V. à notre conseil qui transmettra votre candidature en toute discrétion.

SRC

Conseil en Recrutement

57, rue de Richelieu

75002 PARIS.

PARIS - LILLE - LYON

Banque de Dépôts PARIS

recherche

pour son DÉPARTEMENT des

PARTICULIERS

cadre commercial

spécialisé dans les différents produits de gestion de l'épargne.

Mission :

- développement de cette clientèle,

- participation à la conception et à la mise en place de produits orientés vers la gestion de patrimoine.

Profil souhaité :

- 22 ans minimum,

- formation supérieure type grande école de Commerce,

- expérience indispensable de plusieurs années dans la fonction,

- bon contact commercial,

- esprit imaginatif,

- poste évolutif.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 158-M au Service du Recrutement

CREDIT CHIMIQUE

20 rue Treillard 75008 Paris.

THOMSON-CSF

En forte expansion, au sein de la division

AVIONIQUE, notre département RCM, localisé

en proche banlieue sud, crée pour son important

Service d'APPROVISIONNEMENT

un poste de responsable de :

GESTION INFORMATISÉE APPROVISIONNEMENT

- Rattaché au Chef de Service, en liaison avec la gestion de production, il participera à l'élaboration et à la mise en œuvre de systèmes de gestion informatisée dans le domaine des achats, de la gestion des stocks et des paiements.

- Il définira les cahiers des charges destinés au groupe d'études informatiques, les procédures d'utilisation et participera à la formation du personnel concerné.

Le Cadre Position II que nous recherchons a une expérience réussie de la gestion industrielle informatisée dans un domaine similaire ou production et service connexes.

Merci d'envoyer C.V., photo et lettre au Service du Personnel 68, Avenue Pierre Brosolette, 92242 MALAKOFF Cedex.

La mécanisation

postale

Adjoint au chef

du bureau

d'études mécanique

L'offre :

- Responsable des techniques mécaniques et électromécaniques mises en œuvre dans nos matériels et en liaison avec les B.E. électrique et informatique vous serez :
- garant de l'utilisation des règles de l'art (standards, normes, élaboration des dossiers) pour remplir les cahiers des charges initiaux dans un meilleur compromis coût - performance.
- l'interlocuteur du client dans votre spécialité et le coordinateur des études sous-traitées à l'extérieur.
- responsable d'une équipe de 15 personnes.

Vous avez : une formation d'ingénieur A 6 M ou équivalent (ENI, ...).

- une expérience de 5 ans au moins dans des fonctions similaires et si possible dans le secteur des périphériques informatiques,

- un excellent niveau d'anglais, que vous avez utilisé au cours de votre expérience précédente.

Nous sommes : une société française tournée vers les technologies de pointe essentiellement spécialisée dans l'électronique et les Automatismes.

Notre acquis technique et notre notoriété nous conduisent sur tous les continents.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 11.831 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac 75007 PARIS - Tel. 544.38.29.

consultants marketing management

Nous souhaitons renforcer notre équipe et recherchons la collaboration d'un

INGENIEUR

DIPLOME GRANDES ECOLES, DOUBLE FORMATION

SOUSHAITABLE (MBA, INSEAD, ISA...)

ET/OU EXPERIENCE 2/3 ANS DANS L'INDUSTRIE

(MARKETING, GESTION, DISTRIBUTION).

Ce collaborateur devra progressivement prendre en charge des interventions de haut niveau en milieu industriel dans un cadre international.

Anglais et/ou Allemand courant indispensables.

Une présentation des activités de notre Société vous sera donnée à réception de votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé, adressée sous référence 5470-M à I.C.A., 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

la conception et les moyens d'une informatique d'avant-garde

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Vous cherchez à affirmer votre potentiel dans une entreprise de premier plan qui vous fera participer à son évolution.

De Groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations, le G.C.A.M. est une S.S.C.I. dont les activités sont en forte croissance (35% par an depuis plusieurs années) et dont les moyens financiers lui permettent d'entreprendre de grands projets.

Pratiquant une philosophie de management fondée sur la délégation des responsabilités, il vous propose de devenir

RESPONSABLE D'ETUDES

en vous confiant la prise en charge budgétaire et technique d'importantes applications de pointe : banques de données, réseaux - depuis l'élaboration du cahier des charges avec l'utilisateur jusqu'à la supervision de la réalisation.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 136 à Marie-Françoise ALETTI G.C.A.M. - Tour Maine-Montparnasse - Boite Postale 185 - 75755 Paris Cedex 15.

G.C.A.M.

CIT

Alcatel

DÉPARTEMENT TRANSMISSION

recherche

INGENIEURS ORGANISATION

attachés au Service Organisation et Informatique

Ils seront chargés de missions comportant :

- l'analyse fonctionnelle d'organisations existantes ou à créer

- d'études d'opportunité ou de diagnostic

- la proposition et la mise en place des structures d'accueil (procédures circuits de documents)

- d'animation de groupes de travail.

Ces postes conviendront plus particulièrement à des Ingénieurs Grandes Ecoles ayant une formation complémentaire en gestion (IAE, ICG ou similaire).

Une expérience antérieure (2 ans minimum) de l'organisation administrative et industrielle est indispensable.

Une connaissance de l'informatique répartie serait appréciée.

Lieu de travail : REGION DE TRAPPES (78).

Adresser C.V., photo et prétentions au Service Recrutement Cadres, sous référence LA/SI - 10 bis, rue Louis Lormand - B.P. 22

78320 LE MESNIL SAINT-DENIS.

Spécialité

OFFRES D'EMPLOI	71,00	53,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITALX	140,00	184,84

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La semaine	Le mois
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT SOCIÉTÉ NATIONALE
recherche
Pour ses services techniques :
PARIS/PROVINCE
JEUNES INGÉNIEURS

- Diplômés d'une grande école.
- Spécialité électronique ou électrotechnique, pour assurer l'étude et la réalisation d'équipements électroniques.

Mobilité géographique exigée.

Envoyer C.V. photo, prétentions
sous n° 115.364 M REGIE-PRESSE.
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Chargé de
RECRUTEMENT ET FORMATION

Nous sommes une entreprise de distribution, notre expansion est constante - nationale à Paris et en province - notre notoriété ne cesse de s'accroître au niveau national.

Nous recherchons pour notre siège (PARIS) UN JEUNE CADRE auquel nous confierons la responsabilité du recrutement et de la formation d'une partie de notre personnel.

Le candidat, âgé de 26 ans minimum, de formation supérieure (psychopédagogue, instituteur psycho-...), apportera une première expérience similaire ou éventuellement une pratique du recrutement.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature s/réf. 216 à TENDANCES, 41, avenue Friedland, 75008 Paris, qui nous les transmettra rapidement.

IMPORTANT FABRICANT
D'EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES
recherche
INGENIEUR
GESTIONNAIRE de CONTRATS

Pratique nécessaire des marchés publics et des contrats internationaux dans les domaines de l'électronique et de l'Espace.

Expérience des réglementations exigée.

Anglais courant indispensable.

Lieu de travail : BANLIEUE PARISIENNE

Envoyer C.V. manuscrit et photo à n° 21084 CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT CABINET FRANÇAIS
D'AUDIT ET D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche
pour ses bureaux de PARIS et LYON
DES COLLABORATEURS

Ayant au moins :
- D.E.C.S.
- 2 ans de pratique en cabinet.
Une langue étrangère sera appréciée.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
GDV 114, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

VENDEUR DE TALENT

SOCIÉTÉ FABRICANT ET COMMERCIALISANT UNE COLLECTION
DE MONTRES HAUT DE GAMME
recherche
UN EXCELLENT VENDEUR

pour la commercialisation d'un produit de grande qualité auprès d'un réseau d'horlogers bijoutiers sélectionnés.

Nous souhaitons rencontrer un homme jeune disponible rapidement.

L'expérience d'une activité commerciale auprès d'un réseau horloger bijoutier n'est pas indispensable.

RÉMUNÉRATION MOTIVANTE

Ecrire à REGIE-PRESSE n° T 030.730 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANT SOCIÉTÉ
SECTEUR AUTOMOBILE
recherche
3 JEUNES
DIPLOMÉS
ECOLE SUPERIEURE
de COMMERCE ou équivalent
qui s'intégreront par leur potentiel et leur dynamisme dans nos
SERVICES COMMERCIAUX
ou de **GESTION**

Si vous souhaitez une information complémentaire, elle vous sera communiquée par téléphone en appelant le
377-12-72 Poste 21-09
de 8 heures à 18 heures
les 18 - 19 - 20 janvier

IMPORTANT SOCIÉTÉ
SECTEUR ELECTRONIQUE
HAUTE PRECISION
recherche pour la vente de balances, bascules, systèmes de pesage, et de dosage
TECHNICO-CIAUX
Région Parisienne - Région Lorraine
Niveau Bac technique

Expérience indispensable :
Vente sur le terrain de biens d'équipement industriels ; connaissances industrielles, commerciales et grandes surfaces appréciées ; connaissance automatique et régulation.

Rémunération :
Fixe + intéressement + frais.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
UNIPESAGE
Service du Personnel
68, Avenue Gambetta
93170 BAGNOLET

VOUS AVEZ

- une bonne culture générale
- une forte personnalité
- le goût des contacts

Vous cherchez un travail qui vous laisse du temps libre, un GRAND DE L'ÉDITION

Vous offre :

- un travail, 4 heures par jour
- une technique de vente : le téléphone
- la liberté de horaires
- un produit de prestige.

Lieu : proximité place Clichy
Téléphone-nous av. 281-39-66.

SIRTES
92100 BOULOGNE
recherche
INGÉNIEURS

Quelques années d'expérience. Formation électrotechnique ou électronique ou automatique pour conseil et formation en entreprise dans le domaine des systèmes automatisés. Langue étrangère appréciée.

Adresser C.V. et prétentions à :
SIRTES, Tour Vendôme, 204, rond-point Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE

ASSISTANT D'ÉTUDES
120 à 140.000 F brut annuel. Préparer et suivre des financements des opérations tendues pour le compte de tiers (Etat, collectivités locales).

FORMATION ECONOMIQUE
SUP. EXPERIENCE
APPROPRIÉE : FINANCES LOCALES, STATISTIQUES
Ecr. avec C.V. + photo à :
St. Julien d'Arènes, de la ville nouvelle de St-Quentin-en-Yvelines, 78184 ST-QUENTIN-YVELINES, Cedex.

SOCIÉTÉ SOFECOME recherche pour son département comptables, polyvalents, comptables, métalliques.

UN JEUNE INGENIEUR
de formation mécanique pour assister la direction technique (bureau d'études). Envoyer C.V., photo, prétentions à :
4, avenue Laurent-Coty, 92808 ASNIERES cedex.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE
PARIS 118, recherche
JEUNES DIPLOMÉS
B.T.S./D.U.T. DE COMMERCE INTERNATIONAL ou équivalent.

NORTON, producteur leader mondial dans son domaine, recherche :
JEUNE ASSISTANT COMMERCIAL

Formation souhaitée ESC Province. 80 % du temps en clientèle sur toute la France. Avenir assuré et élargissement du bricolage, pédagogie, travailleur, débrouillard et excellent contact. Allemand et anglais souhaités pour évolution rapide.

Excellente formation assurée. Frais réels. Avantages sociaux.

Siège 25 kilomètres N.O. Paris.
Adresser C.V., photo et prétentions à :
NORTON S.A. - Service du Personnel
route de l'Ambassadeur - 78702 Conflans

SERVICE DE DOCUMENTATION
recrute
INGÉNIEUR
EN SCIENCES DE LA TERRE
possédant formation ou expérience documentation pour gestion et exploitation bases de données informatiques.

LIEU DE TRAVAIL : BONDY.

Ecrire : ORSTOM
70, rue Route d'Aulnay, 93140 BONDY.

Champs-Élysées
ASSISTANTE
DU DIRECTEUR
GÉRANCE IMMOBILIÈRE

Cet établissement bancaire (20 personnes), filiale d'un puissant groupe financier, gère un important patrimoine immobilier, industriel et commercial.

Elle a pour mission de préparer les travaux de traitement de la gérance : préparations informatiques, suivi des règlements, relations aux locataires, tenue à jour des différents plannings, vérification des comptes de charges, répartition des profits locaux. Elle doit connaître l'ensemble des dossiers pour assurer les relations téléphoniques avec les locataires, syndics, associés et administrations. Elle est secondée par une secrétaire.

Ce poste convient à une personne justifiant d'une expérience d'environ 5 à 10 ans habilitée à gérer des dossiers administratifs, juridiques ou financiers, et à assurer la direction.

L'expérience de l'immobilier n'est pas indispensable.

Merci d'envoyer C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 11577 A. EGOR PROMOTION, 63, rue de Fontenay, 75006 Paris.

SIRTES
92100 BOULOGNE
recherche
TECHNICIENS SUPERIEURS

Quelques années d'expérience. Formation électrotechnique ou électronique ou automatique pour conseil et formation en entreprise dans le domaine des systèmes automatisés. Langue étrangère appréciée.

Adresser C.V. et prétentions à :
SIRTES, Tour Vendôme, 204, rond-point Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE

ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL
PARIS
recherche
CADRE
Formation juridique et économique

10 ans d'expérience domaine social (problèmes emploi) : trais, prévoyance, etc.) dans administrations ou départements sociaux de grande entreprises.

Envoyer C.V. avec lettre manuscrite, photo et prétentions à :
M. BLEU, 41, avenue du Château, 94300 Vincennes.

RESPONSABLE SERVICE CLIENT
A AUBERVILLIERS

dans société moyenne de distribution d'équipements électroniques, filiale d'un des premiers groupes américains. Il sera chargé de la supervision de la facturation, de la relation et du recouvrement. Expérience poste similaire obligatoire.

Anglais nécessaire. Connaissances comptables et informatiques appréciées. Salaire en fonction de l'expérience.

Ecr. lettre manuscrite avec C.V. à :
FELLOV/STORING
69, rue de la Goutte-d'Or, 93300 AUBERVILLIERS.

ANALYSTE PROGRAMMEUR
Expérience confirmée
IBM 34/38 ou SI
AMBITIEUX

Possibilité prendre direction technique SSIC Dynamique, s'implantant à :
PARIS

Ecrire s/r 7 030723 M à :
REGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ D'ARCHITECTURE
recherche
ARCHITECTE DIPLOMÉ

Age minimum 35 ans. Ayant une expérience professionnelle complète d'au moins 10 ans.

Très fort en conception, maîtrisant parfaitement les techniques de construction.

Expérience dans bâtiments industriels, usines, laboratoires de recherches et bâtiments administratifs. Langue allemande ou anglaise souhaitée.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions, tous renseignements et références complètes à SUTER ET SUTER S.A.R.L. 16, rue Saurin-Silic 256 94568 RUNGIS Cedex.

P.M.E. Engineering
de laboratoires
recherche
TECHNICIEN CHIMISTE
(STS ou DUT)

- Expérience ou années industrielles chimie/organique
- Anglais courant indispensable.
- Expérience souhaitée chimie à l'étranger.
- Disponible rapidement.
- Poste à pourvoir sur Paris, déplacement à l'étranger à prévoir.

Ecr. s/r 7.685 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

SIRTES
92100 BOULOGNE
recherche
INGÉNIEUR MÉTHODES
(Fabrication mécanique)

Pour conseil et formation en entreprise. Expérience 5 années minimum. Anglaise souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions à :
SIRTES, Tour Vendôme, 204, rond-point Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE

SOCIÉTÉ SERVICES INFORMATIQUE BATIMENT
PARIS
recherche
ANALYSTES PROGRAMMEURS

Pratique du Basic indispensable. Connaissance CPM appréciée.

Pour développement d'application de devis et gestion sur micro-ordinateurs.

Envoyer C.V. avec lettre, photo et prétentions à :
M. BLEU, 41, avenue du Château, 94300 Vincennes.

CABINET INTERNATIONAL D'AUDIT
recherche
assistants haut niveau, minimum 2 années cabinet, D.E.C.S. anglaise, rémunération en rapport, possibilité d'évolution carrière. Adresser C.V. et prétentions à :
M. BLEU, 41, avenue du Château, 94300 Vincennes.

PROFESSEUR
ENSEIGNEMENT COMMERCIAL et
PROFESSEUR
E.F.S.
Adresser C.V. 28, avenue du Pr. Wilson, 94230 CACHAN.

RECHERCHE
ASSISTANT (E) DU CHEF TRAITEMENT V.P.C.

- Chargé(e) du contentieux, recouvrement, assurances d'expéditions, relations avec la comptabilité et les revendeurs.

Expérience de traitement V.P.C. et de travail en liaison avec un ordinateur indispensable.

Niveau bac + 2 minimum ou équivalent.

Disponible rapidement.

Envoyer C.V. et prétentions à Mlle HELLMUTH, 67, avenue de Wagram, 75017 PARIS.

IMPORTANT ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
recherche pour Région Parisienne
Cadres Administratifs

2 à 3 ans d'expérience indispensables (ESCAE - ICN - ED - HEC - etc...) pour prendre en charge directement ou progressivement la responsabilité comptable et administrative d'un ensemble d'activités supérieures à 100 Millions de F.

Ecrire sous référence 3675 à L.T.P., 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra

GROUPE PRESSE PROFESSIONNELLE ELECTRONIQUE
Rech. pour son Département vente publicités commerciales
CHEF DE PUBLICITÉ
et
ADJOINT PUBLICITÉ

Env. C.V., photo et prétentions à :
n° 21.135 CONTESSÉ Pub. 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui tr.

SIRTES
92100 BOULOGNE
recherche
TECHNICIEN SUPERIEUR MÉTHODES
(Fabrication mécanique)

Pour conseil et formation en entreprise. Expérience 5 années min. Anglaise souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions à :
SIRTES, Tour Vendôme, 204, rond-point Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE

SOCIÉTÉ SERVICES INFORMATIQUE BATIMENT
PARIS
recherche
INGÉNIEUR

2 à 3 ans d'expérience entreprise souhaitée.

Pour développement et diffusion de logiciel de devis et gestion sur mini et micro-ordinateurs.

Envoyer C.V. avec lettre, photo et prétentions à :
M. BLEU, 41, avenue du Château, 94300 Vincennes.

UN AFFRETEUR CONFIRMÉ
Env. C.V. et prêt. s/réf. 11354 à PIERRE LICHOU S.A. B.P. 220 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

BUREAU D'ÉTUDES PARIS
recherche
INGÉNIEUR DÉBUTANT
SUP-AÉRO, Contrôle, SUP-ELEC ou équiv. option électronique, exclusivement.

Important bureau d'études
INGÉNIEUR ÉCONOMISTE
pour études de transport (aérien, maritime, ferroviaire). Env. C.V. sous réf. n° 8.398 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

GESTION 2000
recherche
INGÉNIEUR
Calculs charpente métallique et béton armé. Expérience 5 ans minimum. Téléphone : 246-42-01.

OFFRES D'EMPLOIS

secrétaires

secrétaire sténodactylo

formation professionnelle

Centre de formation professionnelle

RECHERCHE

ANIMATEURS EN INFORMATIQUE

Envoyer C.V. à : COGESSOR, 31, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS.

L'immobilier

locations

Paris
SERVICE AMBASSADE
pour cadres mutés Paris
rech. du STUDIO au II p.
PAYERS GARANTIS par 8^{ème}
Ambassades. 261-10-20.

locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL 8°
TELEX - SECRÉTARIAT
Constitution Société
AGECO - 294.95-28.
SAINT-GEORGES : 475 F.
m² annuel, hôtel particulier

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de Sociétés.
Marchés et tous Services.
Assurance téléphonique.
355-17-50.

pour création d'entreprise.
CTE S.A. 261-80.88 +
 BORDEAUX (56) 86-96-80.
 TOULOUSE (61) 42-14-40.

BUREAUX MEUBLES
 à Paris 8^e, 9^e ou 15^e
SIÈGES SOCIAUX
et DOMICILIATIONS
 Tél. 01.42.56.10.00

CONSTITUTION STES
Prix compèt - délais rapides
ASPAC 293.60.50

**locaux
commerciaux**

**MARAIS
SAINT-PAUL**

Dans immeuble neuf
4 locaux commerciaux
Rez-de-chaussée
Surface de 110 à 220 m²
Brut de coffrage
Poss. tous commerces

LOCATION ET VENTE

Pour tous renseignements, tél.
271-45-81 ou 720-30-00.

boutiques
PLACE VENDÔME
sout. + s/sol, accès direct.
Cession pas-de-ports Denis
Levallois, 103, bd Hausmann
75008 Paris. 285-22-67.

NEAU, bon locataire
48.200 F. annuel.
495.000 F. - 337-88-14.

ÉTOILE
RÈS BEL IMM. pierre de t.
étages. RESTAURÉ et
MODERNISÉ, ENTièrement
BRE. Usage d'habitation.
A vendre en totalité.
Ecr. su réf. 3872.
PUBLICITÉ GAUTHRON,
1, rue Rodier, 75009 Paris,
qui transmettra.

pavillons
VERRIÈRES-LE-BUISSON
7 p., parf. état, calme, jard.
800.000 F. 647-82-82.

**maisons
de campagne**

particulier vend à particulier
g. d'Agen, Lot-et-Garonne
maison de campagne à vendre

propriétés
Société recherche
Grandes propriétés

**immobilier
information**

fermettes
FERMETTE PÉRIGOURDINE
restaurée, 15 ha, région
perçac, grand séjour, nom-
meuses dépend., 800.000 F.
Tél. : (53) 61-15-97.

classées
onde
ar téléphone

12 h. 30
18 heures
15-01

— — — — —

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Un calendrier précis par des mesures précises

Au mois de novembre 1981, M. Franceschi, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, annonçait qu'une série de mesures était en projet pour améliorer la qualité de vie et les ressources des personnes âgées.

Parmi celles-ci, un certain nombre de dispositions individuelles ont pris effet dès le 1^{er} janvier 1982, et la date du 1^{er} juillet 1982 a été choisie comme butoir pour les dernières décisions.

Tout d'abord, la « récupération sur la succession » d'une personne âgée ayant bénéficié soit de l'allocation supplémentaire de la carte de combattant, soit de l'aide sociale pour l'aide ménagère, se fera, dorénavant, à partir d'un actif successoral de 250 000 F et non plus de 150 000 F. Cette décision concerne l'ouverture des successions pour les décès postérieurs au 1^{er} janvier 1982. Comme par le passé, l'évaluation de l'héritage demeure plus avantageuse pour le monde agricole — on ne prend en compte que 70 % de sa valeur — et le seul de récupération, par voie de conséquence, passe à 357 142 F.

Cette modification ne vise que le F.N.S. ou l'aide ménagère ; il n'y a aucun changement pour la récupération en cas d'aide sociale attribuée pour l'hébergement de la personne âgée qui est toujours possible dès le premier franc hérité.

En matière de fiscalité, les familles qui hébergent une personne âgée titulaire de la carte d'invalidité (même délivrée pour 1982), bénéficieront d'une demi-part supplémentaire de quotient familial pour le calcul de leurs impôts de 1981 (1). De même, les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, titulaires d'une pension de guerre ou de la carte de combattant auront droit à une demi-part de quotient familial en sus. Cette disposition est étendue à leurs veuves âgées de soixante-cinq ans.

Entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet 1982, l'allocation-logement devrait être attribuée aux personnes résidant en section de cure médicale des maisons de retraite.

Pensionnés et veuves

Enfin, au 1^{er} juillet 1982, environ un million de pensionnés et un million de personnes veuves devraient voir leur situation améliorée.

En premier lieu, il s'agit de majorer les pensions liquidées avant le 31 décembre 1974, communément appelées « avant loi Boulin ». Ces pensions ont été calculées sur des paramètres défavorables par rapport à ceux qui furent appliqués ultérieurement (taux de 40 % et non 50 % ; cent vingt trimestres et non cent cinquante ; salaires des dix dernières années et non des dix meilleures). Des augmentations successives ont déjà été accordées pour « rattraper » le préjudice subi. Mais le gouvernement

envisage un nouveau « coup de pouce », et deux solutions s'offrent à lui. Soit une majoration forfaitaire attribuée à toutes ces pensions, soit un réexamen individuel de chacun des neuf cent mille dossiers concernés. Cette deuxième approche réduirait probablement le nombre des bénéficiaires, mais leur serait financièrement plus avantageuse. Le coût de cette mesure avoisinerait 700 millions de francs pour le second semestre 1982 et devrait, en année pleine, atteindre 1,3 milliard de francs.

Au même moment, le taux de la pension de réversion passera de 50 à 52 %. Un million de personnes se partagerait alors les 650 millions prévus à cet effet. Il s'agit d'un « premier pas » vers le taux de 60 % par mois, promis par le président de la République au cours de sa campagne électorale. Mais il reste au secrétariat d'Etat à déterminer concrètement d'autres facteurs qui contribueraient à déterminer la pension de réversion, c'est-à-dire les plafonds de ressources, les modalités de cumul, etc.

Enfin, dernier dossier qui devrait être clos à la même époque : celui de la tarification des séjours de longue durée en établissement. Le groupe de travail chargé de son étude vient d'être mis en place et devrait livrer ses conclusions pour que la réforme soit effective au 1^{er} juillet.

Ces dispositions et la précision des rendez-vous pris pour leur application sont satisfaisantes, mais on peut formuler quelques regrets. Regret que le seul de récupération sur succession n'ait pas été étendu à l'aide sociale en cas d'hébergement, car c'est bien dans ce domaine que les familles ont le plus de difficultés.

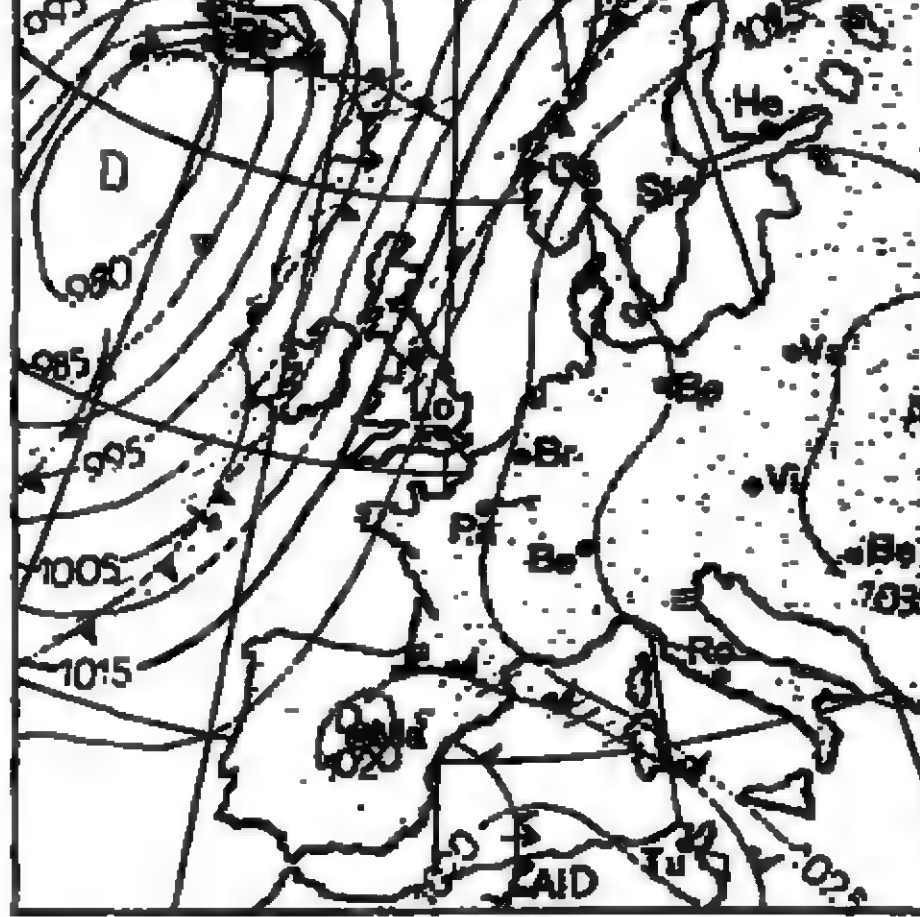
Regret que le seul de récupération sur succession n'ait pas été étendu à l'aide sociale en cas d'hébergement, car c'est bien dans ce domaine que les familles ont le plus de difficultés.

CHRISTIANE GROJIER.

(1) La carte d'invalidité est délivrée pour toute infirmité entraînant au moins 80 % d'incapacité permanente. La demande est à adresser au bureau d'aide sociale, accompagnée d'un certificat médical détaillé.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18.01.82 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 18 janvier à 0 heure et le mardi 19 janvier à 24 heures :

Persistance de hautes pressions sur l'Europe centrale. Le courant perturbé circulant sur le proche Atlantique et les îles Britanniques s'intensifiera que faiblement les côtes de la Manche et de l'Atlantique.

Mardi, le temps restera doux pour la saison, toutefois, des Ardennes à l'Alsace et au Lyonnais des gelées nocturnes de -2 à -4 seront encore observées. Elles atteindront -8 à -10° sur nos régions de l'Est et seront accompagnées de brouillards givrants.

Des Landes à la Bretagne et aux Flandres, le temps sera très nuageux avec de faibles pluies éparpillées, principalement près des côtes. Les vents du sud seront modérés à assez forts.

Sur le pourtour méditerranéen, les nuages bas seront nombreux. Des pluies résiduelles matinales pourront se produire sur le Roussillon et la Corse. Au cours de la journée des éclaircies se développeront.

Ailleurs, après les brouillards matinaux, le temps sera le plus souvent ensoleillé.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 18 janvier 1982 à 7 heures, de 1024 millibars, soit 151,8 millimètres de mercure.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 17 janvier :

DES DÉCRETS

■ Autorisant la participation financière de l'Etat au capital de la société anonyme dénommée Fonds national de garantie.

■ Fixant le plafond des ressources fiscales des régions pour 1982.

DES ORDONNANCES

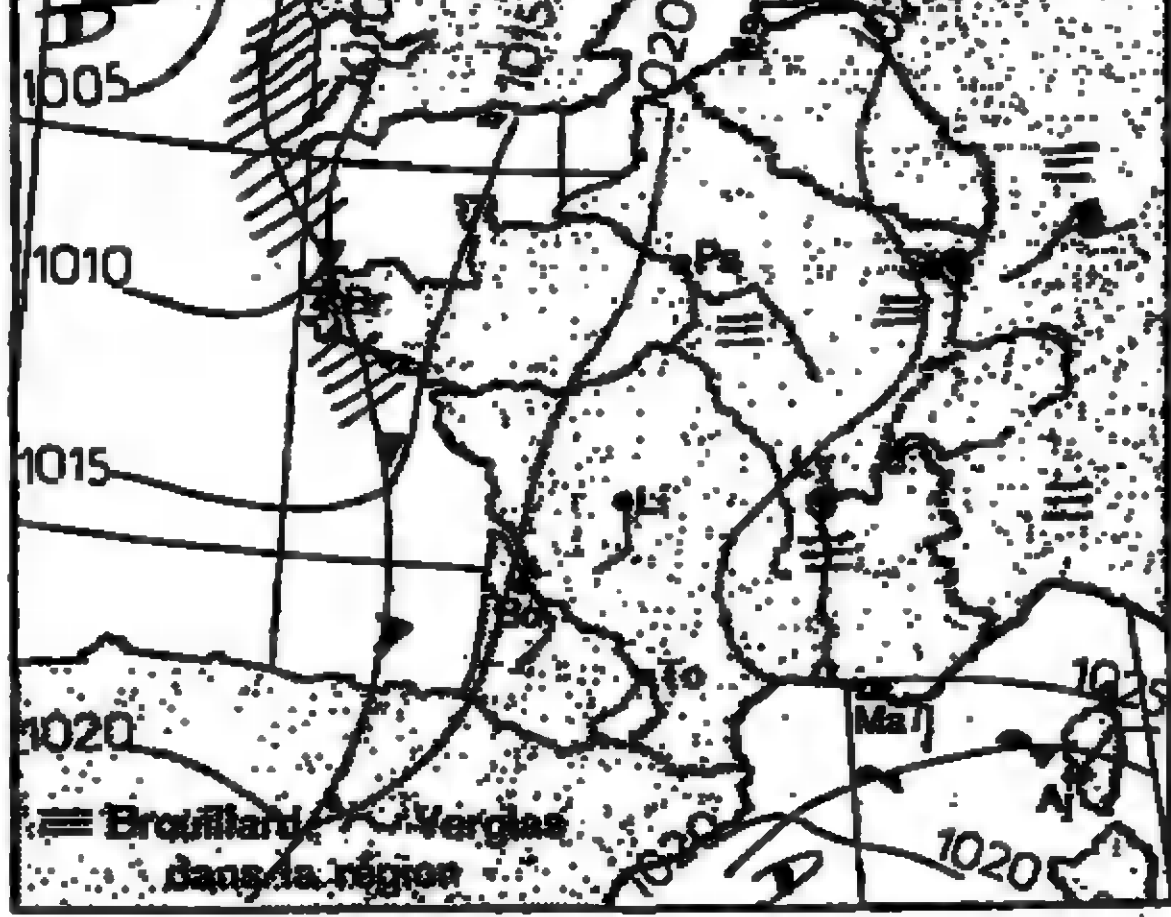
■ Relative à la prise en charge par l'Etat de certaines cotisations de Sécurité sociale au bénéfice d'entreprises opérant une forte réduction de la durée du travail en vue de faciliter la cessation anticipée d'activité.

■ Relative à la durée du travail et aux congés payés.

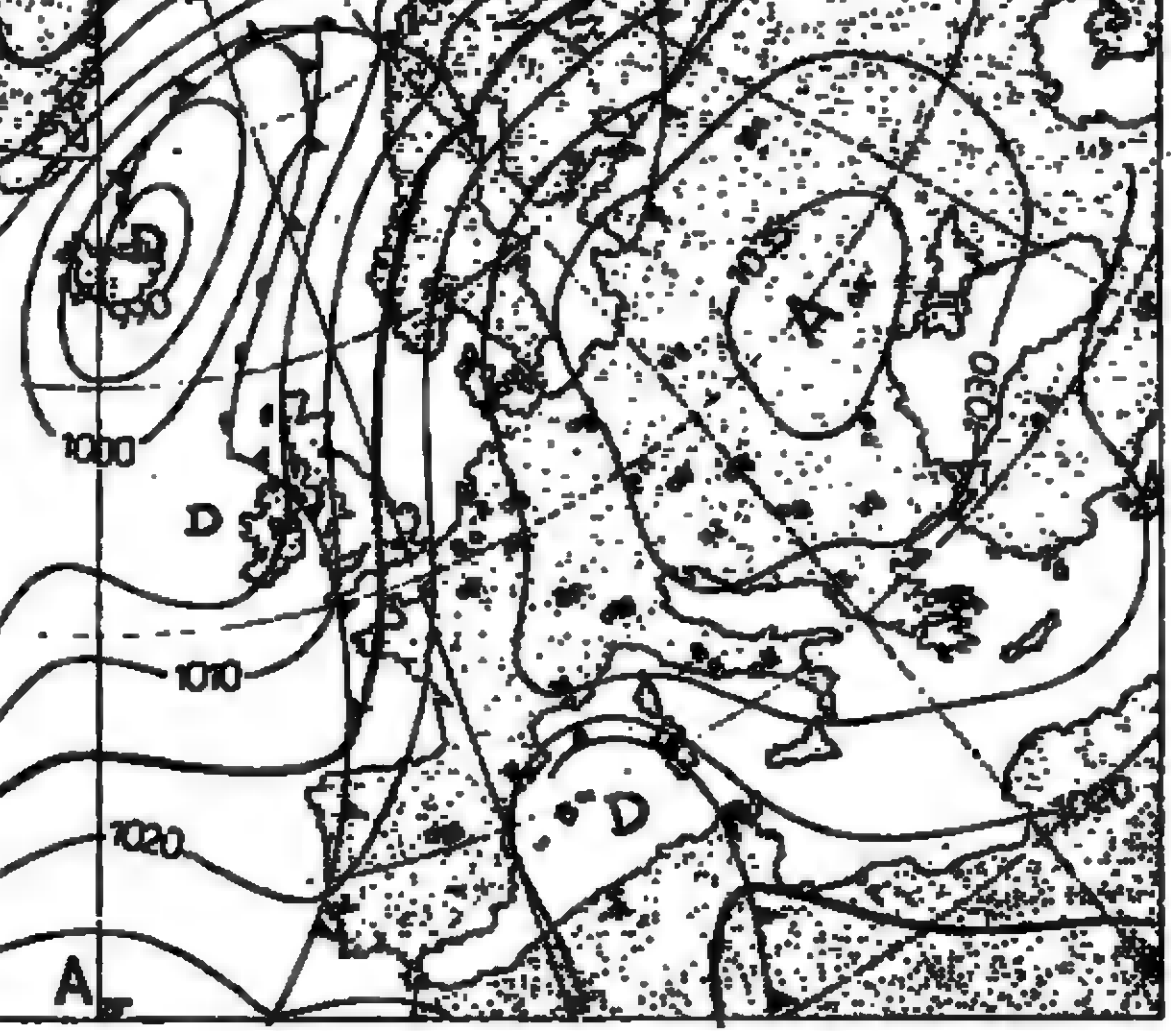
UNE CIRCULAIRE

■ Portant modification de la circulaire du 6 août 1980 relative aux investissements directs français à l'étranger et aux investissements directs étrangers en France, modifiée par les circulaires des 5 février, 2 avril et 21 mai 1981.

PRÉVISIONS POUR LE 19-1-82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 18 JANVIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18 janvier) : Ajaccio, 11 et 7 degrés ; Biarritz, 14 et 5 ; Bordeaux, 14 et 6 ; Bourges, 12 et 2 ; Brest, 10 et 5 ; Caen, 13 et 2 ; Cherbourg, 11 et 5 ; Clermont-Ferrand, 14 et 1 ; Dijon, 7 et -3 ; Grenoble, 11 et -2 ; Lille, 6 et -3 ; Lyon, 9 et 0 ; Marseille-Marinade, 15 et 11 ; Nancy, 1 et -9 ; Nantes, 15 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 10 ; Paris-Le Bourget, 7 et 1 ; Pau, 13 et 3 ; Perpignan, 12 et 10 ; Rennes, 13 et 6 ; Strasbourg, -5 et -11 ; Tours, 15 et 4 ; Toulouse, 13 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 26 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 10 degrés ; Amsterdam, 9 et -3 ; Athènes, 14 et 5 ; Berlin, -4 et -9 ; Bonn, 4 et -6 ; Bruxelles, 10 et 0 ; Le Caire, 16 et 7 ; Les Canaries, 19 et 14 ; Copenhague, -2 et -8 ; Dakar, 21 et 18 ; Genève, 2 et -1 ; Jérusalem, 11 et 2 ; Lisbonne, 14 et 7 ; Londres, 8 et 3 ; Madrid, 13 et 5 ; Moscou, -4 et -7 ; Nairobi, 27 et 16 ; New-York, -16 et -18 ; Palma-de-Majorque, 17 et 8 ; Rome, 12 et 5 ; Stockholm, 0 et -9 ; Téhéran (non parvenu).

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DÉCLARATION D'ABSENCE

Cabinet de M^r RICHARD, avocat 8, square de Port-Royal, 75013 Paris

Les conjoints LEGRAND ont déposé au Tribunal de Grande Instance de PARIS une requête afin de faire déclarer l'absence de Jeanne Thérèse LEGRAND, née le 18 avril 1901 à PARIS (19^e), disparue depuis 1917 de son dernier domicile à PARIS (19^e), 28, rue Sébastien-Mercier.

PARIS EN VISITES

MARDI 19 JANVIER

« L'Opéra de Paris », 13 h 15, marchés, statue de la danse, Mme Pannec.

« Musée Christofle et histoire de l'orfèvrerie », 14 h 30, hall métro Saint-Denis, Mme Altaz.

« Musée Galliera », 15 h 10, avenue Pierre-de-Serbie, Mme Bachelet.

« La Mosquée », 15 h, place du Puits-de-l'Ermitte, Mme Huet.

« Hôtel de Lauzun », 15 h 17, quai d'Anjou, Mme Legrégois (Casse nationale des monuments historiques).

« Mexique d'hier et d'aujourd'hui », 14 h 15, Petit Palais (approche de l'art).

Cristallerie de Baccarat, 15 h, 30 bis, rue de Paradis (connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtel des Monnaies », 14 h 30, 11, quai Conti (P.-Y. Jaslet).

« Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (résurrection du passé).

« Place des Vosges », 14 h 30, 1, place des Vosges (E. Romann).

CONFÉRENCES

17 h 45, 3, rue de Liège, M. R. Peyrefitte : « Alexandre Le Grand » (entrée libre).

18 h 30, 121, rue de Lille, Mme F. Pieters : « La ménagerie de Stadhouder Guillaume V et les dessins d'Aert Schouman » (Institut néerlandais).

19 h 30, Amphithéâtre Bachelard, Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, docteur J.-P. Ruesse : « Apprendre à se nourrir » (université populaire de Paris).

20 h, 26, rue Bergère, M. J. Haab : « La lumière du Gral ; une symbolique actuelle » (L'homme et la connaissance).

20 h 30, 5, rue Laffittière, M. P. Poulain : « L'alchimie chinoise et le taoïsme » (nouvelle Acropole).

20 h 30, 30, boulevard de Port-Royal, MM. M. Barrière, G. Arnel, L. Puiseux, J.-C. Zerlib : « Le nucléaire et la prolifération des armes atomiques » (centre Rechi).

FORMATION PERMANENTE

INITIATION PROFESSIONNELLE

Le lycée technique d'Etat organise des stages gratuits et rémunérés d'initiation socio-professionnelle pour des jeunes de dix-huit à vingt-six ans sans emploi ayant le niveau B.E.P.C. ou ayant terminé le deuxième cycle secondaire et entrepris une ou deux années d'études supérieures.

* Lycée Raspail. Tél. : 322-11-61 ; poste 22.

RÉGIONALISME

VIVE LE BRETON. — L'Association des élèves et étudiants de breton, créée le 7 octobre 1981, a pour but de promouvoir l'enseignement du breton dans les établissements publics de la région parisienne.

* M. Ronan Remel, 72, rue Desb-Papin, 92700 Colombes, tél. : 780-46-37.

CONFÉRENCE

SUR LA SCIENCE CHRÉTIENNE :

« LA LOI ROYALE DE LA BIBLE »

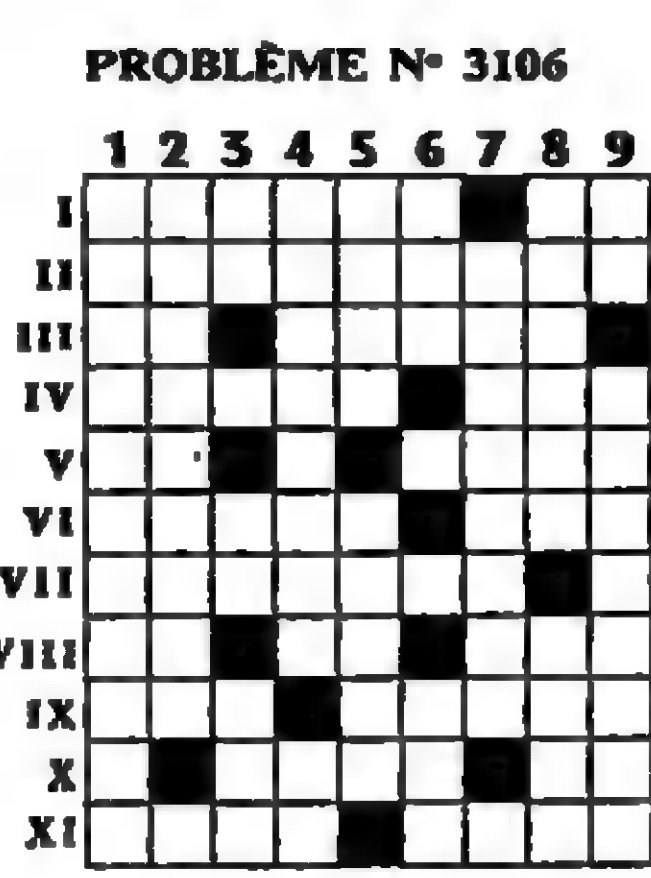
« Nous trouvons dans la Bible un trésor inépuisable de vérités spirituelles concernant Dieu et l'homme », dit John D. Timpon, conférencier de la Science Chrétienne, qui parlera au Salon d'Orsay de l'Hôtel Hérode, 18, avenue de Suffren, 75015 Paris, le mardi 19 janvier 1982, à 20 heures (entrée libre, garderie assurée pour les enfants).

So conférence, intitulée : « La Loi Royale », est centrée sur les Écritures, indiquant que les « trésors spirituels » de la Bible sont accessibles à tous et peuvent être vécus et compris.

Un point important de la conférence est l'exposé de M. Timpon sur l'enseignement chrétien : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même ». M. Timpon expose que la Science Chrétienne, fondée en 1879 par Mary Baker Eddy, a apporté à la compréhension de l'homme chrétien une contribution unique. « La forme la plus élevée de l'homme, que Jésus pratiquait de façon si pure, est de voir l'homme comme Dieu le voit. »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3106



HORIZONTALEMENT

I. Ce que l'on ne nous donne pas toujours, auquel cas, il faut s'en faire une. Préposition. — II. En dépit de son nom, on ne saurait taxer ce dur d'anticléricalisme. — III. Fil. L'une de ses curiosités est dite carrée, l'autre ronde. — IV. Trou dans l'écorce et dans les Causses. Hautes résidences du grand duc. — V. Sigle d'une entreprise recevant de ses moutons le produit de leurs filatures. Revers faisant perdre la face. — VI. Groggy à la suite peut-être, d'un punch trop corsé. Vieil adversaire du nudisme. — VII. Petite flotte mouillant aux abords des côtes. — VIII. En automne. Copulative. Chevalier authentique ou chevalière. — IX. Le cuisinier en pince pour la jardinière. Une touche de poudre peut suffire à la faire éclater. — X. Les Romains ne le voyaient qu'en Mars. Dans l'addition comme dans la soustraction. — XI. Plume verte inconnue de la bibliothèque rose. Besogne de sicaire.

VERTICALEMENT

1. Barboteuses d'enfant. — 2. Relation pour l'Orient. — 3. Apparaît dans la vérité comme dans l'absolu. Le plus court d'un trio de grands sibériens. Homme de robes. — 4. Fromage que l'on peut obtenir en échange de quelques pots-de-vin. Résidence du curé d'Ars. — 5. Victime d'un manque de considération. Finale, pour des chorales de meeting entre camarades. — 6. Met un terme à toute chose bonne ou mauvaise. Point d'arrivée d'un éternel retour. — 7. Court à l'étranger. — 8. Met à l'abri le riche produit de certains fauchés. L'une est vitale aux poissons, l'autre capte la friture. — 9. Personnel. Chasser le canard.

Solution du problème n° 3105

Horizontalement

I. Blanchisserie. — II. Lavaret. Amantes. — III. Ovine. A.M. Pion. — IV. Codas. Lapa. Eloi. — V. Nic. Caissières. — VI. Or. Resquille. Ta. — VII. Aia. Ur. Los. On. — VIII. Expédiée. Ars. Se. — IX. Inox. Signaler. (C.F. : « Renard ».) — X. Oc. Le. Na. L. — XI. Égoïste. Saitre. — XII. Vil. Tenu. Te. — XIII. Éverest. Abél. — XIV. Ne. Artiste. Hère. — XV. Été. Raillerie.

Verticalement

I. Bloc-notes. Évent. — 2. Lavoir. Ogive. — 3. Avide. Apicole. — 4. Nana. Rien. Rai. — 5. Crescendo. Sître. — 6. Hé! As. IX. Test. — 7. Italique. Sentir. — 8. Masures. Su. Sa. — 9. Sa. Psi. II. Sati. — 10. Empallages. Bel. — 11. Rai. Elorn. Age. — 12. Intéressant. Thé. — 13. Étole. Laitier. — 14. Enostose. Ré. Ri. — 15. Os. Anerie. Bée.

GUY BROUTY.

Prix champion!

Citroën Visa II

par mois

*Exemple proposé par Citroën jusqu'au 30 février 1982 : dépôt de 2289 F, versement sur 60 mois de 784,74 F, valeur de rachat en fin de contrat : 6280 F, coût total option d'achat comprise au bout de 5 ans 53 464,40 F TTC. VISA II Spécial année modèle 83 : 31 900 F (prix 80 en mai 82 33 980 F).

Exemples limités avec promesse de vendre, sans réserve d'acceptation du dossier à cette offre. Conditions offertes uniquement par C.I.V. SOVAC.

FAITS ET CHIFFRES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX DES EURO-MONNAIES

Le Monde

économie

AGRICULTURE

POUR LA CAMPAGNE 1982-1983

La Commission européenne propose une hausse moyenne des prix de 9 % environ

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne doit approuver, ce lundi 18 janvier, des propositions de relèvement des prix agricoles pour la campagne 1982-1983. L'exercice se complique du fait que les ministres des affaires étrangères des Dix débattent, en même temps que de la compensation budgétaire à accorder au Royaume-Uni, de quelques problèmes agricoles, dont celui de l'engagement du règlement laitier. Or il ne sont pas parvenus à conclure leurs travaux le 15 janvier et se reverront le 25. Faut-il les attendre ? La tendance dominante à la Commission était de ne rien faire. Il est vrai que, s'agissant du volet agricole, l'enjeu de ce qui reste encore en discussion devant les ministres est plutôt modeste.

Les propositions de prix préparées par la Commission sont conformes aux principales orientations précédemment arrêtées par celle-ci : des augmentations de prix communes modérées — elles se situent en moyenne autour de 9 % — sensiblement moins fortes pour les céréales que pour les produits animaux.

L'idée est de rendre ainsi les céréales communautaires plus compétitives, en rapprochant leurs prix de ceux des pays tiers. Les propositions aux États-Unis, et de l'Union par la même le développement de l'usage de produits de substitution importés (maïs, gluten de maïs, son). Diverses dispositions visant à mieux maîtriser ces importations sont également recommandées. Pour être en mesure de mieux contrôler l'évolution du volume de céréales et éviter, par conséquent, l'apparition d'excédents, il serait proposé de fixer un objectif de production. Les services suggèrent, toutes céréales confondues (à l'exception du blé dur), 119,5 millions de tonnes. Dans le cas où la production de 1982 dépasserait ce seuil, l'augmentation applicable aux prix garantis pour la campagne suivante, 1983-1984, serait délibérément limitée. Dans le même esprit, il est également proposé de fixer un objectif de production (2 031 000 tonnes) pour le colza.

En ce qui concerne les produits laitiers, les propositions des services devront probablement être revues, afin de tenir compte des orientations données par les ministres des affaires étrangères. Ceux-ci, constatant que la situation sur le marché laitier est pour l'instant plutôt favorable, ont accepté de différer l'application de nouvelles contraintes ou

disciplines visant à réduire la production. La participation des agriculteurs aux dépenses de soutien du marché en 1982-1983 resterait donc limitée à la taxe de co-responsabilité fixée à 2,5 % du prix indicatif. Ce qui reste en cause au niveau des ministres des affaires étrangères, c'est la nature de l'effort à consentir pour alléger le poids que représente cette taxe sur le revenu des petits producteurs.

Voici, pour les principaux produits, les ajustements de prix proposés par les services de la Commission et que celle-ci devrait normalement confirmer ce lundi :

● Les produits végétaux. — Prix de référence du blé blancher (1) s'agit du prix payé aux producteurs qui portent leurs moissons à l'organisme d'intervention) : + 6,8 % ; prix de référence pour le blé dur : + 5,8 %. L'écart est substantiel. Il correspond à la volonté de la Commission de mieux différencier les qualités boulangères et celles destinées au bétail. Prix d'intervention de l'orge et du maïs : + 5,8 %. Prix minimum de la betterave et prix d'intervention du sucre : + 9 %. Prix d'intervention du colza : + 9 %. Prix d'intervention du tournesol : + 12 %.

● Produits animaux. — Prix indicatif du lait : + 9 % ; prix d'intervention du beurre : + 5,5 % ; prix d'intervention de la poudre de lait écrémé : + 9,18 %. Prix d'intervention du bœuf et du veau : + 6 %, auxquels viendraient s'ajouter 3 % le 7 décembre 1982. Prix de base du mouton et du porc : + 9 %.

Les services de la Commission préconisent une réduction substantielle des montants compensatoires monétaires appliqués par la R.F.A. (— 5 %), par les Pays-Bas (— 4,3 %) et par le Royaume-Uni (— 4 %). Ces M.C.M. avaient été fortement relevés lors du dernier ajustement des parties de l'Union du système métrique européen en octobre 1981. Les M.C.M., positifs jouent, on le sait, comme des taxes à l'importation et des subventions à l'exportation. Leur élimination rapide constitue l'une des principales revendications du gouvernement français. Les ministres de l'Agriculture des Dix, qui se réunissent mardi 19 janvier à Bruxelles, devraient avoir un premier échange de vues sur les propositions que s'apprête à adopter la Commission.

PHILIPPE LEMAITRE.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Un nouveau délégué général à l'Entreprise et au Progrès. — L'organisation patronale d'entreprise et progrès vient de nommer M. Jean-Claude Guibal délégué général. M. Guibal — quarante et un ans, ancien élève de l'ENSA — est d'origine par délégué général de la Fédération des industries ferroviaires. (Rens. : Entreprise et Progrès, 34, avenue Marceau, 75008 Paris ; téléph. : 720-60-42.)

● Les investissements de Toyota en 1982. — Toyota Motor vient d'annoncer que ses investissements prévus pour 1982 s'élèveront à 260 milliards de yens (1,3 milliard de dollars), soit une

somme équivalente à celle de l'an dernier. Le premier constructeur automobile japonais compte augmenter de 21 % les crédits consacrés à la recherche technologique — notamment dans l'électronique automobile et dans le développement de la traction avant — qui atteindront 537 millions de yens, soit 45 % du total des investissements. (A.F.P.)

Social

● Les négociations salariales pour 1982 dans la fonction publique (2 500 000 fonctionnaires, 1 500 000 agents des collectivités locales) débuteront le 19 janvier entre M. Le Pors, ministre de la fonction publique, et les sept fédérations de fonctionnaires.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	Bas	Bas	Bas	Bas
\$ E.-U. ...	5,8945	5,8995	+ 75	+ 100
£ can. ...	2,9579	2,9585	+ 7	+ 54
Yen (100) ...	2,9585	2,9585	+ 100	+ 221
D.M.	2,5388	2,5416	+ 102	+ 124
Franc (100) ...	2,5388	2,5416	+ 102	+ 124
F.R. (100) ...	14,3022	14,3022	+ 628	+ 207
S.	2,1021	2,1021	+ 175	+ 216
L. (1 000) ...	4,7472	4,7472	+ 254	+ 189
£	11,9820	11,9820	+ 0	+ 98

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/2	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4
\$ E.-U. ...	12 1/2	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
Franc ...	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
F.R. (100) ...	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
S.	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
L. (1 000) ...	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
£	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4
F. française ...	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 1/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

TÉLEX PARTAGE
ÉTRANGE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

AFFAIRES

AU « GRAND JURY R.T.L.-LE MONDE »

« Ce début d'année est dramatique pour les entreprises françaises »

déclare le président du C.N.P.F.

Invité à l'émission « Le grand jury R.T.L.-Le Monde », le 17 janvier, M. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F., après avoir rappelé les craintes que lui inspirent les nationalisations, notamment en ce qui concerne la sous-traitance, a évoqué l'exemple :

« C'est un des exemples caractéristiques où, avec une finalité à peu près identique avec le gouvernement, nous observons sur les moyens pour atteindre ces objectifs. En effet, le gouvernement traite l'emploi spécifiquement ; il le traite comme une maladie par-hébraire ; mais malheureusement, il n'existe pas, pour cette maladie, d'antidépresseurs sélectifs », a déclaré M. Gattaz, avant d'ajouter :

« Nous ne sommes pas très optimistes dans ce domaine : les chefs d'entreprises français, que l'essence de représenter, ont quand même très pessimistes. Ce début d'année 1982 est tout de même dramatique pour les entreprises françaises. L'année 1981 a été un creux historique — le mot n'est pas moi — pour les résultats financiers des entreprises et pour la situation financière des entreprises. Les entreprises françaises n'ont jamais été aussi économes qu'actuellement. »

Après avoir indiqué que le C.N.P.F. n'avait « quelques espoirs » dans la formule des contrats de solidarité, M. Gattaz a abordé le « rapport Auroux » sur les droits des travailleurs en déclarant : « À partir de finalités fort symboliques, ce rapport présente des propositions qui sont beaucoup trop nombreuses. N'oubliez pas que l'urgence du rapport Auroux comporte cent trente points, ce qui n'est pas rien. Il s'agit donc d'une réglementation interne sur un sujet sur lequel presque tout le monde est d'accord. Si le C.N.P.F. et les entreprises sont d'accord sur presque tous les points pris séparément, ils sont écartés par ce qui se passe dans les entreprises et on applique tout simultanément et massivement ces cent trente mesures. Il s'ensuivrait une formalisation dans les entreprises et l'on aboutirait à des contraintes brutales. »

NEUBAUER

PEUGEOT - TALBOT
Conditions exceptionnelles jusqu'au 30 janvier 1982
VOTRE TALBOT 82 MOINS CHÈRE
RACHAT DE VOTRE VOITURE PLUS CHER
M. GERARD - Tél. : 821-60-21

Un homme de Renault à la tête d'American Motors

L'un des responsables de la régie Renault, M. José Dedeurwaerder, vient d'être nommé directeur général du constructeur américain d'automobiles American Motors Corporation (A.M.C.). M. Dedeurwaerder était jusqu'à présent et depuis quelques semaines seulement directeur général adjoint. Dans ses nouvelles responsabilités, il succède à M. Paul Tippet, ce dernier devenant le numéro un d'A.M.C. à la suite de la démission de M. Gerald Meyer de la présidence du conseil d'administration.

M. Dedeurwaerder, né en 1932 en Belgique, a fait l'essentiel de sa carrière à la Régie nationale. Il a été, notamment, directeur au Mexique, puis en Argentine. De 1976 à 1981, M. Dedeurwaerder était directeur de l'usine de Douai, où est fabriquée la dernière née de la Régie, la R-9, qui, précédemment, A.M.C. doit construire dans une usine du Wisconsin à partir de l'été prochain.

La nomination de M. Dedeurwaerder témoigne de la place importante que tient Renault dans le capital du quatrième constructeur américain (cent dix mille voitures construites en 1981) : 48,90 %. C'est à la fin de 1979 que Renault a signé un protocole d'accord avec A.M.C. et, à ce jour, il a déjà apporté 350 millions de dollars (soit 2 milliards de francs) à A.M.C., dont un prêt à long terme de

50 millions de dollars qui sera tiré cette année. Comme tous les constructeurs américains, A.M.C. connaît des déboires (il a perdu 100 millions de dollars en 1981) dus plus particulièrement à la crise de l'industrie automobile aux États-Unis, où 1981 a été la plus mauvaise année depuis vingt ans.

À la fin du mois de décembre, dans une déclaration au Wall Street Journal, M. Rudolph Lambert, directeur de la régie Renault pour l'Amérique du Nord, membre du conseil d'administration d'A.M.C., avait précisé que Renault n'envisageait pas d'augmenter sa participation dans le capital d'A.M.C. Le motif commercial semblait lui prévaloir : conserver à A.M.C. son visage « américain », afin de pouvoir plus aisément vendre des Renault aux États-Unis et au Canada. La Régie n'a pas oublié les malheurs qu'elle est sur ses marchés avec la Dauphine, dans les années 60.

L'important pour Renault, devait encore dire M. Lambert au Wall Street Journal, est que « les difficultés financières n'affectent pas ses efforts d'investissement ». Là est précisément toute la question.

A.M.C. a allongé les délais de paiement de nombre de ses fournisseurs, réduit de plus de 10 % le nombre de ses salariés l'an dernier et, comme tous les constructeurs d'outre-Atlantique, il négocie avec les syndicats ouvriers une diminution des salaires.

Il y a 5 ans Wang a révolutionné le traitement de textes. Et aujourd'hui tout le monde a encore 5 ans de retard.

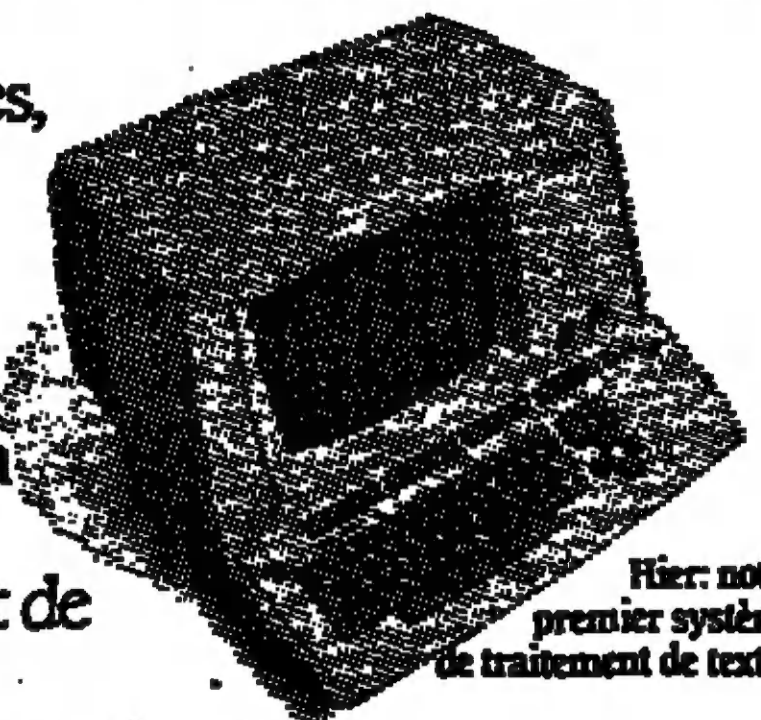
Il y a cinq ans, nous avons révolutionné le traitement de textes en lançant la première machine de traitement de textes aussi facile à utiliser qu'une machine à écrire. Avec en plus, un écran-télé qui affichait ce que vous tapiez.

Il y a cinq ans déjà, si vous vouliez corriger des fautes, ajouter ou effacer des mots, ou remanier des paragraphes entiers, c'est tout simplement sur l'écran que vous obteniez tout cela. En quelques secondes. Quand vous désiriez sortir un document définitif, une imprimante séparée bourdonnait discrètement à 200 mots-minute. Et vous pouviez stocker jusqu'à 120 pages d'informations sur une petite disquette.

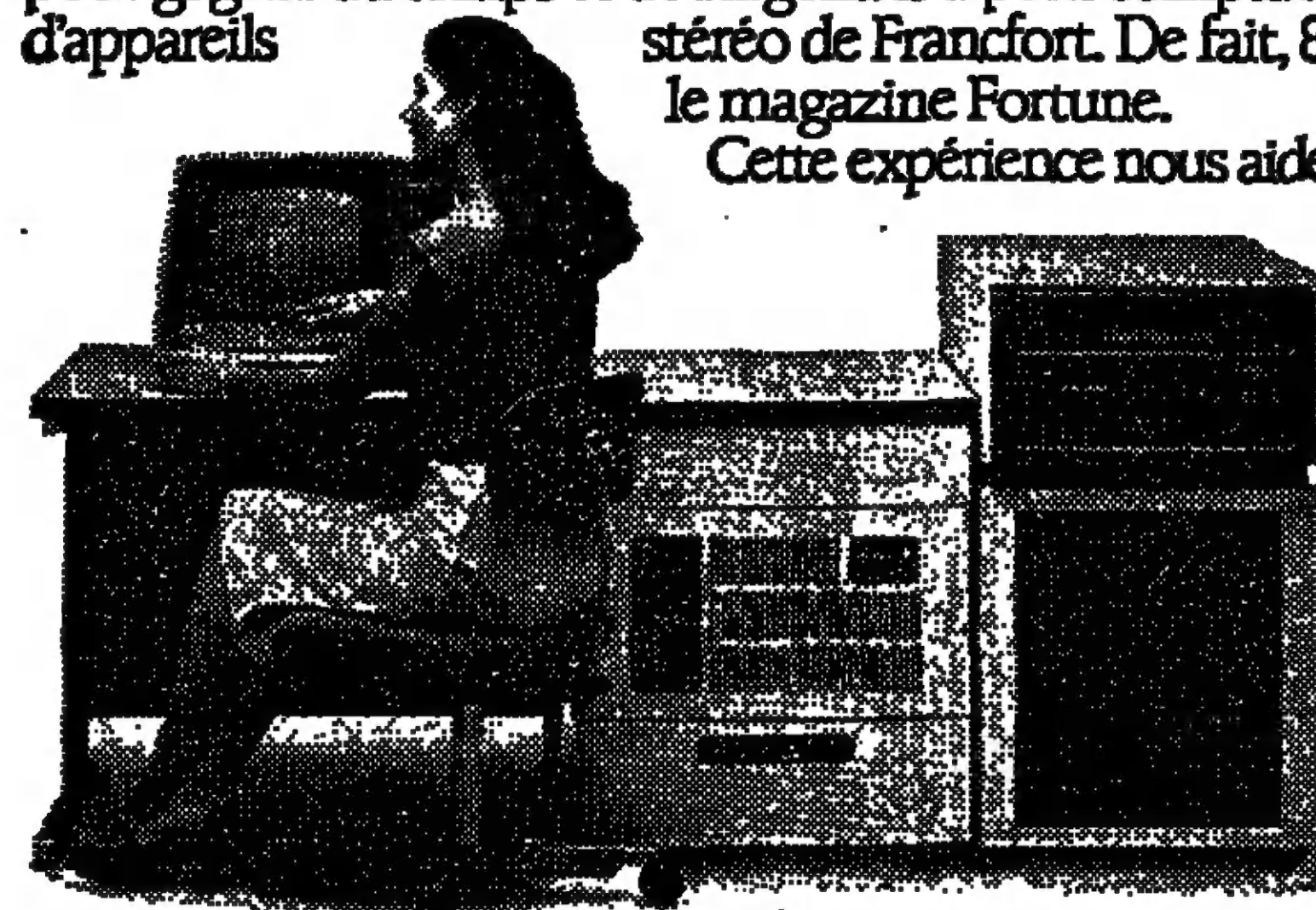
Les gens étaient déjà si contents de notre traitement de textes qu'aujourd'hui, Wang est le premier dans le monde.

Plus de 50.000 entreprises dans le monde utilisent nos systèmes pour gagner du temps et de l'argent. Du petit comptable en Finlande au grand fabricant d'appareils stéréo de Francfort. De fait, 85 % des 500 entreprises classées par le magazine Fortune.

Cette expérience nous aide à toujours améliorer la productivité de tous les types d'affaires. Elle nous a aussi aidés à développer le seul système de traitement de textes qui permette de passer d'un poste de travail unique à un



Hier : notre premier système de traitement de textes.



Aujourd'hui : les systèmes d'automatisation de bureau Wang.

système tolérant plus de cent vingt-huit postes (selon les cas). En intégrant les capacités de traitement de textes, de traitement de données et de courrier électronique. Et voilà pourquoi nous conservons cinq ans d'avance sur tout le monde.

WANG

Rendre le monde plus efficace.

JWP 60/1M 1183
Coupon-réponse : si vous souhaitez assister à une démonstration du traitement de textes Wang, téléphonez à (01) 860.22.11 ou bien, renvoyez ce coupon-réponse à :
Wang France, Tour Calléni 1
78 Avenue Calléni, 93174 Bagnotex Cedex.
Nom _____
Prénom _____
Société _____
Adresse _____
Code Postal _____
Téléphone _____

Spécialité

SOCIAL

Près de 300 000 personnes ont bénéficié du plan Avenir jeunes pendant le second semestre de 1981

Le Plan Avenir jeunes a bénéficié du 1^{er} juillet au 31 décembre 1981, à 296 546 personnes, indique une étude du ministère du travail. Le troisième pacte pour l'emploi avait concerné durant la même période de 1980, 304 422 demandeurs d'emploi, mais la comparaison est rendue difficile, souligne la Rue de Grenelle, en raison des modifications législatives intervenues dans le nouveau dispositif. Ainsi, en cas d'embauche avec exonération de 50 % des charges sociales patronales, l'employeur doit garantir au salarié un maintien d'un an, au lieu de six mois, dans l'entreprise : c'est pourquoi, cette formule est aujourd'hui moins prise des patrons. Du second semestre 1980 au second semestre 1981, le nombre d'embauches effectuées par le biais de cette disposition a diminué de 10,7 %. Il en est de même, pour des raisons analogues, des stages ou entreprises, qui ont baissé de 10 % d'une période considérée à l'autre.

En revanche, les systèmes de prime à l'embauche du premier salarié dans les entreprises artisanales et des contrats emploi-formation ont connu une évolution plus favorable qu'en 1980, avec une hausse respective de 10,9 % et 6,4 %.

Enfin, le ministère constate « un net déplacement des niveaux de formation ». En septembre et octobre 1981, près de 39 % des

stagiaires avaient un niveau inférieur au baccalauréat, contre 14 % en septembre et octobre 1980. Cette tendance correspond aux orientations souhaitées par le gouvernement, qui entend que le Plan Avenir jeunes profite d'abord aux jeunes les moins qualifiés.

De septembre à octobre 1981

LE NOMBRE DE LICENCIEMENTS POUR RAISONS ÉCONOMIQUES A AUGMENTÉ DE 19,3 %

En octobre 1981, 28 820 salariés ont fait l'objet d'une autorisation de licenciement pour raisons économiques, contre 24 154 en septembre, soit une augmentation de 19,3 %, indique le ministère du travail. Mais, par rapport à octobre 1980, où 30 333 travailleurs avaient été licenciés pour ces mêmes motifs, on enregistre une baisse de 5 %.

Ces licenciements ont été opérés dans 9 648 établissements, en octobre 1981, soit une progression de 2,7 % par rapport à septembre, et de 6,8 % par rapport à octobre 1980. D'octobre 1980 à octobre 1981, on note une baisse du nombre moyen de licenciés par éta-

ÉNERGIE

L'approvisionnement en gaz de la France

- Les discussions avec l'Algérie s'avèrent délicates
- Les négociations avec l'U.R.S.S. reprennent

Le gaz de France reçoit, du 18 au 22 janvier, une délégation soviétique pour une négociation « non stop » sur le contrat de fourniture de 8 milliards de mètres cubes par an — pendant vingt-cinq ans — de gaz sibérien. Lors de la précédente rencontre — début décembre 1981 — la signature du contrat, facilitée par l'accord intervenu entre les Soviétiques et les Allemands de l'Ouest, semblait proche. La délégation d'U.R.S.S. a pourtant semblé peu pressée de signer. Depuis lors, la crise polonaise a vu se renforcer les pressions de responsables français qui craignent un accroissement de la dépendance gazière de la France à l'égard de l'Union soviétique et qui jugent déplacé, dans les circonstances actuelles, d'aider ce pays à se développer par des prêts à bas taux d'intérêt et la fourniture de matériel, y compris de haute technologie. Dans ces conditions, Soyuzgas Export va peut-être être plus désireux de signer. Quelles seront les directives données par le gouvernement à Gaz de France ? M. Attali, conseiller auprès de M. Mitterrand, interrogé par Europe 1 sur ce contrat, a affirmé : « La part de l'énergie dans notre dépendance énergétique à l'égard de l'Union soviétique sera inchangée dans ce contrat (le gaz se substituant au pétrole). Elle sera de l'ordre de 5 %, ce qui ne doit pas être considéré comme un événement majeur ».

La Sonatrach algérienne a donné instruction à la société américaine El Paso qui assure les fonctions d'assistance technique à l'usine d'Arzew GNL 1 de préparer quatre lignes de liquidation de gaz pour le début du mois de février, annonce la revue *Le Pétrole et le gaz* (P.G.A.) dans son numéro du 15 janvier. Ainsi, avec un an de retard, le troisième contrat gazier qui lie la France et l'Algérie et qui porte sur 5 milliards de mètres cubes par an devrait-il entrer en vigueur. Le terminal de Montoir-de-Bretagne, qui était prêt à recevoir des méthaniers dès mars 1981 — il avait d'ailleurs reçu un bateau à cette époque, — va enfin être utilisé.

Autant dire que les négociations françaises et algériennes ne peuvent pas s'enliser. Ils ont jusqu'à la fin de janvier pour se mettre d'accord.

Pourtant, tout ne se passe pas aussi bien qu'on pourrait l'espérer. Les ministères des relations extérieures des deux pays avaient, en décembre, défini l'enveloppe globale des contrats gaziers — un prix un peu supérieur aux prix actuels du marché — et décidé du principe de la création d'un fonds de développement auquel serait attribué une partie de cette somme (de développement, ce qui signifie que l'argent affecté à ce fonds ne servira pas forcément à acheter des biens français).

Il reste deux négociations à mener à bien. En France, il s'agit de savoir la part du prix payé aux Algériens qui sera assurée par Gaz de France et celle qui sera sur le budget de l'Etat. L'entreprise nationale algerienne qui se charge ne soit pas trop élevée. Ne serait-ce que vis-à-vis des autres vendeurs comme les Pays-Bas ou la Norvège (1). Le contrat néerlandais, par exemple, contient une clause de renégociation que l'on peut assimiler au principe du vendeur le plus favorisé.

Avec l'Algérie, d'autre part, il faudrait désormais définir les règles précises de l'indexation et, selon P.G.A., d'une prime à la régulation.

(1) Pour les neuf premiers mois de l'année, la consommation française a été couverte pour 25,4 % par le gaz du Sud-Ouest, à 29,9 % par les Pays-Bas, à 15,6 % par l'Algérie, à 14,8 % par l'U.R.S.S., à 9,9 % par la mer du Nord et à 4,2 % par l'Allemagne fédérale.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

emprunt à taux variable de F 300 millions

Prix d'émission : le pair soit F 3000 par obligation.
Jouissance : 15 février 1982.
Durée : 8 ans.
Intérêt : variable, égal à la moyenne des taux de rendement à 75 jours des emprunts garantis et assimilés émis par l'AFB.
Amortissement : en totalité à la fin de la 8^e année, soit le 15 février 1990.
Amortissement anticipé : autorisé par rachats en Bourse.

Parallèlement à cette émission le CCF propose un **emprunt à taux variable de F 100 millions**

Prix d'émission : le pair soit F 1000.
Intérêt : variable, égal à la moyenne des taux de rendement à 75 jours des emprunts garantis et assimilés émis par l'AFB, majorés de 0,75 de sa valeur.
Durée : 8 ans.
Amortissement : en totalité à la fin de la 8^e année soit le 15 février 1990.
Amortissement anticipé : autorisé par rachats en Bourse.

La note d'information qui a servi de base à la C.C.F. n° 81/877 en date du 6 décembre 1981 est déposée au greffe de la Cour de Commerce et de Justice de Paris, au greffe de la Cour de Commerce et de Justice de Paris, au greffe de la Cour de Commerce et de Justice de Paris.

INTERSÉLECTION FRANCE SICAV

L'assemblée générale ordinaire qui s'est réunie le 15 janvier 1982 sous la présidence de M. François Tabard a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1981. Rappelons que la SICAV s'est engagée depuis le 1^{er} septembre 1978 à détenir 60 % au moins d'actions françaises pour faire bénéficier ses actionnaires des avantages de la loi du 13 juillet 1978 (dite loi Mouton).

En cours de cet exercice, la valeur liquidative de l'action est revenue de 180,56 F à 176,47 F, soit un repli de 10,1 % à rapprocher de la baisse de 10,7 % subie par l'indice C.A.G. de la Bourse de Paris pour la même période ; en ajoutant le dividende net par action versé en janvier 1981, la répartition pour l'exercice est alors limitée à 4,8 %. L'actif est, pour sa part, en nouvelle progression, passant de 1 994,9 millions de francs à 2 194,9 millions de francs au cours de l'exercice ; il est actuellement de plus de 2,6 milliards de francs.

Le compte de résultat fait apparaître un bénéfice distribuable de 143,9 millions de francs permettant la mise en paiement d'un dividende net de 11,67 F assorti d'un crédit d'imposition de 3,94 F, soit un revenu global de 14,61 F (en progression de 11,0 % sur celui de l'exercice précédent) qui est la base de la valeur liquidative ex-coupon au 30 septembre 1981. Assure un rendement de 4,76 % pour l'année écoulée.

Le dividende sera mis en paiement le 30 janvier 1982, contre remise du coupon n° 20 aux guichets des banques fondatrices :

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

— Société Générale ;

ÉTRANGER

LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE DU GOUVERNEMENT REAGAN MET EN DANGER SON PROGRAMME ÉCONOMIQUE, ESTIME LE CONFÉRENCE BOARD.

Le Conference Board, institut de recherches économiques du monde des affaires, estime que, sans un meilleur dosage, la politique budgétaire du gouvernement Reagan risque de « mettre gravement en danger son programme de redressement économique ».

Dans une étude publiée lundi 18 janvier, le Conference Board estime même possible que la récession en cours soit, en raison de la politique gouvernementale, suivie rapidement d'une autre récession. « Si la reprise attendue déclenche le boom prévu des investissements », écrivent les experts du Conference Board, « on assistera à une collision entre les besoins financiers du secteur privé, des déficits budgétaires majeurs et la politique monétaire restrictive. A moins qu'un dosage plus équilibré de la politique financière du gouvernement ne soit soigneusement mis en place, il s'en suivra vraisemblablement une nouvelle et importante escalade des taux d'intérêt et, en fin de compte, une autre récession prématurée. » — A.F.P.

Après la réunion à Key-Biscayne

LES PAYS INDUSTRIALISÉS FERONT TOUT POUR ÉVITER UN RETOUR AU PROTECTIONNISME

Les principaux partenaires du commerce mondial (Etats-Unis, C.E.E., Japon, Canada) ont signé, samedi 16 janvier à Key-Biscayne en Floride, « l'extrême grand » de la situation des échanges internationaux, qui affirme leur intention de tout faire pour éviter un retour au protectionnisme.

Comme on s'y attendait, la réunion n'a pas débouché sur des propositions concrètes. Elle a permis une meilleure compréhension des « pressions politiques » tendant à un renforcement du protectionnisme, pressions « dues à l'aggravation du chômage, de l'inflation et des déficits des balances des paiements » dans les pays industrialisés, a indiqué M. Brock, représentant spécial de M. Reagan pour les affaires commerciales.

Un consensus s'est dégagé, a précisé M. Brock, afin que tout soit fait pour « renforcer le GATT » (accord général sur le commerce et les tarifs douaniers). — (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

— (A.F.P.)

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. NORD-SUD : « Pénurie ou surabondance alimentaire mondiale ? », par Yves de Kermadec ; « La grande mise en demeure », par Vincent Cosmo ; « Pour un fonds international de garantie », par M.-T. Dinverno.
- ÉTRANGER**
- 3-4. LA « NORMALISATION » EN POLOGNE
- Nouvelle rencontre entre les représentants de l'Église et de l'État. Le pape condamne « les sphères d'égémonie ».
4. EUROPE
- ITALIE : les communistes siciliens accueillent diversement la « troisième voie » proposée par M. Berlinguer.
- ESPAGNE : libération du père du chanteur gitan.
- 4-5. AMÉRIQUES
6. FRANCOPHONIE
7. AFRIQUE
- ALGÉRIE : la visite de M. Ricard.
- MAROC : les efforts du Polisario pour rompre la mise de sécurité entourant le « Sahara stable » ont échoué.
7. PROCHE-ORIENT
- POLITIQUE**
- 8 à 11. LA DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL SUR LA LOI DE NATIONALISATION.
- Nourit l'opposition de gauche et de droite.
- Les trois banques mutualistes pourraient échapper à la nationalisation.
- 12-13. Les quatre élections législatives partielles.
14. RÉGIONS. — BRETAGNE : où faire passer « l'autoroute électrique » à 400 000 volts ?
- SOCIÉTÉ**
15. SCIENCES : la fin du Colloque national sur la recherche et la technologie.
- ÉDUCATION : en marge du rapport de la commission du bilan sur l'enseignement, une vive polémique oppose M. Léon Schwart et le Syndicat national des instituteurs.
16. JUSTICE.
- CULTURE**
17. THÉÂTRE : le Songe d'une nuit d'été, à Chailly.
- CINÉMA : diptyque Festival d'Avoriaz.
20. RADIO-TELEVISION. — VU : « Tristes samedis ».
- LE MONDE DE L'ÉCONOMIE**
21. « La politique du gouvernement Mauroy est-elle keynésienne ? », par Michelle de Mourgues.
22. Reagan-Kennedy : des politiques budgétaires analogues, par Pierre Pascal.
23. L'accord multilatéral : Concus a été bien accueilli.
24. « A travers les revues étrangères », par Daniel Vitry.
25. ENTRE VENTS ET MARÉES : New-York « offshore ».
- SPORTS**
26. FOOTBALL : le tirage au sort de la Coupe du monde.
- TENNIS : Ivan Lendl remporte le « Masters ».
- ÉCONOMIE**
45. AGRICULTURE : la Communauté européenne propose une hausse moyenne des prix de 9 %.
- AFFAIRES.
46. SOCIAL.
- ÉNERGIE : l'approvisionnement en gaz de la France.
- RADIO-TELEVISION (201)**
- INFORMATIONS**
- « Services » (44) : Méthéorologie ; « Journal officiel » ; Mots croisés.
- Annonces classées (27 à 43) ; Carnet (118) ; Programmes spectacle (118-119) ; Bourse (177).
- Le numéro du « Monde » daté 17-18 janvier 1982 a été tiré à 515 383 exemplaires.
- (Publitéc)
- TELEVISIONS**
- PRIX FANTASTIQUES**
- Magnifique TV N° 13 à 29 à partir de 150 F.
- Magnifique TV couleur : RADIOLA ou THOMSON, à partir de 250 F.
- Reproduction des anciens téléviseurs.
- Garantie totale pièces et main-d'œuvre jusqu'à 6 mois.
- Tél : 691 44-92 691 44-93
- A B C D E F G

Deux mois après la tentative d'attentat contre le chargé d'affaires

UN DIPLOMATE AMÉRICAIN EST ASSASSINÉ A PARIS

Un diplomate américain, M. Charles R. Ray, attaché militaire adjoint de l'ambassade des États-Unis, a été assassiné, lundi matin 18 janvier, à Paris. Les circonstances de cet attentat rappellent celles qui ont été décrites le 12 novembre 1981, à Paris, contre M. Christian Chapman, alors chargé d'affaires américain, lors d'un attentat à son adresse.

M. Charles R. Ray a été tué vers 9 h 10, lundi, alors qu'il se rendait à son domicile, 2, boulevard Emile-Augier, à Paris (16^e). Il se dirigeait, seul, vers son domicile, à pied, par la rue de la Chapelle. C'est à mi-parcours qu'un homme seul a tiré sur lui, d'une distance de 5 mètres, sans doute alors que les deux hommes allaient se croiser, une seule balle, selon les premières indications, de calibre 7,65, qui a atteint le diplomate au front. M. Ray est mort immédiatement.

Un témoin, entendu par les policiers de la brigade criminelle, a donné un signalement, assez vague,

de meurtrier. Il s'agissait d'un homme jeune, aux longs cheveux, très mal vêtu, qui s'est enfui à pied en direction de la chaussée de la Muette.

M. Ray, qui était âgé de quarante-trois ans, marié et père de deux enfants, était lieutenant-colonel. Il était en poste à l'ambassade américaine, à Paris, depuis dix-huit mois.

Ce meurtre survient un peu plus de deux mois après la tentative d'assassinat contre M. Chapman, le 12 novembre 1981. Le chargé d'affaires américain avait également été attaqué par un homme seul alors qu'il sortait de son domicile parisien pour monter dans sa voiture. Le tueur avait vidé le chargeur d'un pistolet 7,65 en direction du diplomate, qui avait pu se protéger derrière sa voiture. Toutefois, les enquêteurs ont noté que le signalement de l'auteur de l'attentat contre M. Chapman était très différent de celui donné par le témoin du meurtre de M. Ray. Le premier était un homme grand, cheveux courts et bien

Ce lundi en fin de matinée, l'ambassadeur des États-Unis se refusait à tout commentaire. Après l'attentat contre M. Chapman, on avait appris que les principaux diplomates en poste à Paris s'étaient vu proposer par les autorités françaises une protection rapprochée. L'ambassade n'avait alors manifesté que peu d'en-

thousiasme à ce sujet. M. Chapman lui-même n'était pas protégé : M. Ray non plus, et il n'était pas armé.

Le 12 novembre, quelques heures après l'attentat contre le chargé d'affaires à Paris, M. Alexander Haig, secrétaire d'État, avait déclaré : « Nous avons plusieurs rapports provenant de sources dignes de confiance qui indiquent que M. Kadafi a fondé, encouragé, entraîné des groupes terroristes ayant des activités allant contre les vies et le bien-être des diplomates américains. Je pense que cela montre, une fois encore, l'urgence de s'attaquer à ce problème (Kadafi) de façon efficace, prudente, mais sans équivoque ».

La Libye avait immédiatement rejeté ces accusations, les déclarant « dénuées de tout fondement ».

● M. François Mitterrand a adressé un télégramme à l'ambassadeur des États-Unis lui indiquant qu'il demandait au gouvernement américain de faire connaître tous les moyens nécessaires pour élucider les circonstances du crime. Le chef de l'État écrit : « Je tiens à vous faire part de mon émotion après le lâche attentat qui vient de coûter la vie au lieutenant-colonel Charles Ray. Je vous prie de présenter mes condoléances à votre famille et à la famille du lieutenant-colonel Ray ».

Les actions terroristes contre des Américains en Europe

Le 25 juin 1979, la voiture du général Alexander Haig, commandant des forces de l'OTAN en Europe, explosa, près de Mont, en Belgique. Le général Haig sort indemne de cet attentat, revendiqué par un commandant Andreas Bader, de la Fraction armée rouge.

Plusieurs attentats ont eu lieu en 1981 contre les forces américaines en Allemagne fédérale : en particulier, le 31 août, une explosion à la base de Ramstein (Château-Palatin), quartier général des forces aériennes de l'OTAN pour la région Centre-Europe, fait une quinzaine de blessés. Cet attentat est revendiqué par la Fraction armée

rouge, de même que l'action visant le général Frederick Kroesen, commandant des forces de l'OTAN en Europe, à Bonn, le 15 septembre, à Heidelberg, sa voiture est attaquée au lance-roquettes — le général Kroesen ne doit la vie qu'à un blinde de son automobile.

En Italie, à la fin du mois d'octobre 1981, M. Maxwell Rabb, ambassadeur des États-Unis à Rome, est rappelé à Washington après qu'un complot libyen contre sa personne ait été découvert. Selon les Américains, cet attentat aurait été préparé par Tripoli après l'incident

sérieux du golfe de Syrte : le 19 août 1981, deux avions libyens avaient été abattus par des avions américains qu'ils avaient attaqué pour avoir « violé l'espace aérien libyen ».

Le 12 novembre 1981, M. Christian Chapman, chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis en France, échappa à un attentat : un inconnu tira plusieurs coups de feu dans sa direction sans l'atteindre.

Le 27 décembre 1981, en Italie, les Brigades rouges enlèvent le général américain James Dozier, commandant en chef adjoint des forces de l'OTAN en Europe du Sud. Il n'a toujours pas été retrouvé.

En Italie

LES BRIGADES ROUGES AU-RAIENT ENVISAGÉ UNE ATTAQUE DU SIÈGE DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE A ROME.

Rome (A.F.P.). — Le plan d'attaque du siège de la démocratie chrétienne (D.C.) à Rome, saisi après la capture de Giovanni Senzani, chef de la colonne romaine des Brigades rouges, prévoyait la mort d'au moins quatre-vingt personnes. Cette attaque devait être filmée en direct par les caméras de la télévision d'État, à Rome, le 17 janvier le quotidien *Il Giorno* (proche du gouvernement).

L'attaque était prévue pour le 25 janvier, date de l'ouverture des travaux du conseil national du parti. Une dizaine de brigadistes devaient s'installer au siège de la D.C. en se faisant passer pour des techniciens de la télévision, à l'aide de fausses cartes d'accréditation. Dans leur sac, ils auraient des grenades et des mitrailleuses. Des grenades à gaz soporifiques, le tout dissimulé sous leurs « outils de travail ».

Tous devaient être prêts à 13 h 30, heure où débute le journal télévisé. Au moment où commençait le « direct » sur la salle du conseil, qui contient près de quatre cents personnes, les membres du commando dispersés autour de la salle lanceraient leurs grenades et prendraient les participants sous le feu de leurs mitrailleuses. Apparaissant, quelques membres du commando auraient immobilisé les opérateurs de la télévision et maintenu les caméras braquées sur la salle.

Dans le même temps, quinze autres brigadistes auraient lancé une opération de diversion de l'extérieur.

Toute l'opération devait durer quatre minutes et demi, selon le plan révélé par le quotidien *Il Giorno* qui estime qu'elle devait faire au moins quatre-vingt morts, sans perte pour les B.R.

● Le groupe armé « Ory » a revendiqué l'explosion, dimanche 17 janvier, d'un engin qui a causé d'importants dégâts dans une succursale du Crédit lyonnais, avenue de la République, à Paris. Selon le correspondant anonyme qui s'est adressé à l'A.F.P., ces deux « actions » s'inscrivent dans le cadre de la campagne de soutien aux membres de l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA) actuellement détenus en France et qui demandent le bénéfice du régime politique.

En France

LE CHOMAGE A AUGMENTÉ DE 23,4 % DE DÉCEMBRE 1980 À DÉCEMBRE 1981.

Fin décembre 1981, on recensait 2 014 400 demandeurs d'emploi non satisfaits, en données observées, soit une hausse de 0,1 % par rapport à novembre, mais une hausse de 23,4 % par rapport à décembre 1980. En données corrigées des variations saisonnières, on en comptait 1 871 700, soit une augmentation de 1,4 % en un mois et de 23,8 % en un an.

Ces statistiques, définitives pour le mois de décembre, publiées ce lundi 18 janvier, recitent, en hausse, les estimations du ministère du travail (« Le Monde » du 6 janvier), qui faisaient état de 2 019 000 chômeurs en données brutes et de 1 878 000 en données corrigées. Cette très légère diminution du chômage est, en données observées, habituelle à cette époque de l'année, mais elle est nettement inférieure à celle de décembre 1980, où l'on avait enregistré une hausse de 1,2 %. Mais le chômage masculin continue de s'aggraver : la part des hommes dans le total des demandeurs d'emploi est de 49,5 % contre 46,9 % il y a un an.

● Un jeune cambrioleur tué. — Un gardien de la paix, âgé de vingt-sept ans, affecté au commissariat de police du quatrième arrondissement à Paris, où il est chargé de la sécurité des locaux de la Direction départementale de l'Équipement, a été tué, mardi 14 janvier, par un jeune cambrioleur d'origine camerounaise, âgé de seize ans, qui s'était introduit dans son appartement en compagnie d'un complice. Une bagarre a éclaté entre les trois hommes, et le policier, dont l'identité n'a pas été révélée, a fait feu, blessant mortellement l'un des cambrioleurs habitant Belleville-sur-Seine (Rhône). L'autre a pris la fuite et n'a pu pour l'instant être retrouvé. Le gardien de la paix a été inculpé, vendredi, de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner, et laissé en liberté des armes qu'il a agi en état de légitime défense.

● Vingt-trois hauts fonctionnaires colombiens ont été inculpés pour avoir vendu deux cents enfants à l'étranger, essentiellement en Europe, 26-01 après officiellement, samedi 16 janvier, à Bogotá. Une enquête a permis d'établir que des employés du ministère des affaires étrangères, de l'Institut des affaires sociales, du département administratif de la sécurité, et des notaires, avaient violé les normes légales pour faciliter l'adoption de mineurs. Ils sont accusés d'avoir falsifié des passeports, des visas, des certificats d'adoption et des registres d'état civil pour faciliter, contre une rémunération, l'adoption d'enfants colombiens par des familles européennes. — (A.F.P.)

A LYON

Une trentaine de syndicalistes C.G.T. d'une section d'entreprise rejoignent la C.F.D.T.

M. Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., a fait justice, à sa façon, des « bassesses de l'audiovisuel et de la presse » à propos des conflits internes de la centrale. Devant les délégués de sept cents unions locales réunis en fin de semaine à l'Unité, le numéro deux de la C.G.T. a souligné la nécessité de ne pas confondre les contestataires qui ont « des activités hostiles, délibérées et organisées de l'extérieur » et ceux qui « respectent les règles de la C.G.T. et expriment une opinion critique ». A Lyon, cependant, une trentaine de militants d'une section d'entreprise, exclus de fait du syndicat des métaux C.G.T., ont annoncé leur adhésion à la C.F.D.T.

De notre correspondant régional

Lyon. — « Est-ce qu'il y a trop d'adhérents à la C.G.T. pour qu'on refuse du monde ? » Une trentaine de syndicalistes de l'entreprise Far (électro-ménager) a posé cette question brutale au cours d'une récente conférence de presse, faisant suite au refus du Syndicat des métaux C.G.T. des trois zones et sixième arrondissement de Lyon de délivrer les cartes 1982 à une section partiellement réunie. Des divergences de stratégie lors d'un conflit en janvier puis en juillet 1981 ont, semble-t-il, entraîné un divorce irrémédiable entre la base du syndicat de l'entreprise et les responsables départementaux. Parmi les sources de friction, la plus récente est relative à la position confédérale sur la Pologne. Cette opposition s'est ajoutée à un désaccord à propos de l'interprétation du suicide de Mme Gergette Vacher, ancienne responsable départementale du second femmes du syndicat (*Le Monde* des 24 octobre et 15-16 novembre 1981). Plus généralement, les

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI

documentation sans engagement

COURS LE FÉAL

357 25 00

30, rue des Dames, Paris 7^e

contestataires s'appuient sur l'interprétation des orientations de la C.G.T. depuis le congrès de Grenoble. Ces syndicalistes, exclus de fait, viennent d'annoncer leur adhésion à la C.F.D.T.

A l'union départementale C.G.T., qui reste fidèle à la ligne confédérale, on minimise l'impact des révoltes de la crise polonaise. « Quelques centaines d'adhérents, moins de mille », sur les soixante mille militants du département auraient exprimé leur désaccord. Quant à M. Joseph Jaquet, secrétaire de l'union régionale C.G.T. Rhône-Alpes, issu du mouvement chrétien, qui avait été, amhaivement classé comme contestataire, il a fait une mise au point tonitruante dans l'*Humanité* du vendredi 15 janvier en contestant sans réserve M. Krasucki. — C. V.

REMOUS SUR LE DOLLAR

Sur des marchés des changes très agités, en ce début de semaine, le dollar a commencé par progresser très vivement lundi 18 janvier 1982 dans la matinée, s'élevant, sur la place de Paris, de 3,94 F à 3,91 F, et sur celle de Francfort de 2,90 DM à 2,93 DM. Cette hausse était la conséquence de la forte progression de la masse monétaire américaine, annoncée à la veille du week-end, et qui pourrait provoquer une hausse des taux aux États-Unis, déjà perceptible le 18 janvier sur le marché de l'eurodollar. Par la suite, les interventions des banques centrales et des ventes importantes ont ramené le dollar, aux environs de 3,90 F et de 2,91 DM.

Sur le marché de For, le cours de l'euro a fléchi en dessous de 370 dollars.

Soyez efficace avec l'anglais

ILC enseigne l'anglais international

Pour votre prochaine session : **\$25.41.37**

ILC : International Language Centre - 20, passage Dauphine, 75006 Paris

UN CHOIX ESSENTIEL : L'ENCEINTE ACOUSTIQUE.

sur simple demande

Les conseils qu'il est indispensable de connaître avant de choisir les enceintes HI-FI qui transformeront votre chaîne. Ce document est disponible chez votre revendeur HI-FI ou vous sera envoyé gratuitement par Elipson.

elipson

la perfection du son

11, rue Piquet, 92220 BAGNEUX

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____ Code Postal : _____

LE COURRIER DE LA NATURE

Bimestriel édité par la Société Nationale de Protection de la Nature

Abonnement d'un an : **90 F**

A retourner avec paiement à la S.N.P.N. - R.P. 405 - 75221 Paris Cedex 05

NOM : _____ Prénom : _____ Adresse : _____

Entièrement consacré à la Nature et à sa protection, *Le Courrier de la Nature* publie des articles d'actualité, de l'histoire naturelle et de l'écologie. Il traite des problèmes que le développement des activités humaines pose à la conservation des ressources naturelles et présente l'actualité de la protection de la nature en France et dans le monde. Une rubrique bibliographique analyse les derniers ouvrages parus ayant trait à la nature et à l'environnement.

OUI, DES LENTILLES SOUPLES EN 1 HEURE, CHEZ OSIRIS

Compétence technique, 1^{er} fabricant mondial (Rouch & Lomb)

OSIRIS : LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES

5 centres spécialisés

Bordeaux - 4 cours d'Alsace et de Lorraine (05) 52.95.26

Lille - 70 rue de Paris, Roubaix (20) 54.42.78

Lyon - 4 quai de Germain (7) 884.12.44

Paris 1^{er} - 25 quai de la Marne (1) 71.23.65.29

Paris 8^e - 21 avenue de France (1) 56.55.77

Laboratoires OSIRIS

Le Monde

Le chômage en France

un plan de relance

Anonyme

Scandales et pa le nouveau Max

UN CRIME TRES ORDINAIRE

GRASSET